



Les affrontements politiques à l'Est et les résistances à la perestroïka

Le PC polonais donne un gage à Solidarité

Pluralisme sous conditions

« Quelque chose est en train de bouger », répétait Lech Wałęsa pendant son voyage à Paris, le 10 décembre dernier. Ce « quelque chose » s'est concrétisé, mercredi 18 janvier, à l'issue de débats hâssants, sous la forme d'une résolution du comité central du Parti ouvrier (POUP), dont la teneur exacte est encore inconnue. Cette résolution constitue en fait la « déclaration d'intention » que réclamait l'opposition polonaise comme préalable à l'ouverture de négociations avec le pouvoir. Une déclaration d'intention sur le rétablissement du pluralisme syndical, et donc sur la légalisation de Solidarité, formellement discutée en 1982.

Cela fait en réalité trois semaines que représentants du pouvoir et de l'opposition discutent discrètement de cette formule. La reprise des contacts s'est faite à partir du précédent plénum du comité central, qui s'est achevé le 21 décembre sur une note d'ouverture. Parallèlement, l'opposition opérait autour de Lech Wałęsa, président de Solidarité, un « comité civique », véritable « cabinet fantôme », qui a sans doute permis de donner une forme plus institutionnelle à ces contacts.

Il restait à l'équipe au pouvoir à arracher au comité central le soutien du parti pour l'adoption d'une position de principe en faveur du pluralisme syndical. C'est maintenant chose faite.

Le POUP n'est pas pour autant à l'abri de nouveaux remous sur la question, même si le comité central a bien voulu suivre le premier ministre, M. Rakowski, qui lui expliquait qu'à moins de négocier avec l'opposition le parti s'exposait à des mouvements de protestation sociale violents et incontrôlés. La durée des débats et les résultats de plusieurs autres votes annexes en disent long sur les divisions qui se sont manifestées pendant ce plénum.

Pour Solidarité, la décision est d'une importance évidente. Les responsables du syndicat « illégal » ont donc eu raison de tenir bon en octobre, lorsque le pouvoir cherchait à les attirer vers une « table ronde » tout en refusant de prendre le moindre engagement sur l'avenir de Solidarité. Un processus de négociations va maintenant s'ouvrir, et qui portera sur tous les domaines et va prendre du temps, selon l'un de ces responsables.

Mais les risques ne sont pas moins évidents. Les conditions énumérées par M. Rakowski pour la « période d'essai » de deux ans qui devrait déboucher sur un réel pluralisme syndical ne vont pas manquer de choquer les courants les plus radicaux de l'opposition. Parmi ces dispositions figurent en effet celle de définir Solidarité comme « partie intégrante du socialisme polonais », celle de renoncer au droit de grève et celle d'abandonner les subventions étrangères.

Les dirigeants de Solidarité, qui, selon de bonnes sources, ont eu la sagesse de refuser des postes gouvernementaux, peuvent, bien sûr, négocier des contreparties, comme la légalisation d'un organe de presse. Mais ils devront surtout veiller de près à ne pas aggraver les divisions de l'opposition, sur lesquelles le pouvoir compte sans doute.

Le Parti communiste polonais (POUP) a donné un gage à Solidarité en adoptant, mercredi 18 janvier, à 3 heures du matin, une résolution prévoyant l'introduction, à terme, et sous certaines conditions, du pluralisme syndical en Pologne.

La résolution du dixième plénum du comité central du POUP sur « le pluralisme politique et le pluralisme syndical » a été approuvée « à la majorité simple », preuve des profondes divisions provoquées par la question de la légalisation de Solidarité.

Le premier ministre, M. Rakowski, s'est prononcé mardi soir pour la tenue d'une table ronde avec l'opposition, qui ouvrirait la voie à une « période d'essai » de deux ans, au cours de laquelle les syndicats devraient notamment renoncer au droit de grève. Le pluralisme syndical pourrait alors être formellement introduit.

A Moscou, les conservateurs relancent l'offensive

Les conservateurs viennent de relancer l'offensive à Moscou, où l'intelligentsia nationaliste russe relève la tête : en accord avec une bonne partie de la bureaucratie, six romanciers et un cinéaste connus ont publié dans la « Pravda » du mercredi 18 janvier une lettre ouverte dans laquelle ils s'en prennent vivement à M. Vitali Korotitch, le directeur d'« Ogoniok », l'une des publications les plus favorables à la perestroïka et à la glasnost, lui reprochant « une déformation sans précédent de l'histoire ». M. Korotitch est un symbole du gorbatchévisme.

MOSCOU
de notre correspondant

Il existe en URSS deux grands courants conservateurs et leur alliance est en train de se sceller dans une offensive en règle contre M. Vitali Korotitch, rédacteur en chef d'« Ogoniok », le plus populaire des journaux de la « perestroïka ». Le premier de ces courants regroupe des hommes de l'appareil du parti qu'effraient la volonté réformatrice de M. Gorbatchev et les menaces qu'elle implique pour leurs rentes de situation. Le second est composé de nationalistes russes qui, membres ou non du parti, sont avant

tout hostiles aux valeurs occidentales, c'est à dire aussi bien au bolchévisme dans lequel ils voient une prolongation d'un marxisme importé d'Allemagne qu'au gorbatchévisme, considéré comme une nouvelle tentative d'imposer un modèle venu de l'ouest.

A priori, rien ne peut rapprocher ces deux courants mais outre que joue là le principe universel selon lequel les ennemis d'un ennemi sont vos amis, nationalistes russes et bureaucrates se retrouvent sur un point fondamental.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

Les propositions de M. Jospin aux syndicats

La rémunération des enseignants fera une large place au mérite

Augmentation des débuts de carrière, rémunération des activités ou des sujétions particulières, possibilités de promotion accélérée pour les meilleurs : tels sont les principes de la revalorisation de la profession enseignante, à laquelle seront consacrés une dizaine de milliards sur cinq ans.

PAGE 18

Lire également dans notre supplément

CAMPUS

« Des urbanistes pour les universités »

« Turbulences sur les Business Schools »

Pages 15 à 17

Mort de Georges Schéhadé

Poète et dramaturge libanais francophone

PAGE 40

L'affaire Pechiney

Plusieurs personnes citées dans l'enquête démentent être impliquées dans un délit d'initié

PAGE 35

Le tricentenaire de Montesquieu

Les articles de Georges Benrekassa

et de Louis Sala-Molins

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 40

L'ENQUÊTE : l'entrée en fonctions du nouveau président des Etats-Unis

La métamorphose de George Bush

Le quarante et unième président des Etats-Unis prêterait serment vendredi 20 janvier, à Washington. C'est un George Bush quelque peu métamorphosé qui va entrer en fonction. L'image assez pâle du vice-président s'est sensiblement améliorée et renforcée depuis l'élection de novembre.

WASHINGTON
de notre correspondant

L'élection change-t-elle l'homme, ou seulement l'idée qu'on s'en fait ? Le George Bush qui va prêter serment, deux cents ans après, sur la bible de George Washington, a-t-il été touché par la grâce, ou auréolé du banal prestige de la victoire ?

Le défilé fut perceptible dès le lendemain du 8 novembre. Quelques heures, à peine, s'étaient écoulées depuis que les Américains lui avaient apporté une confortable victoire (54 % des suffrages) et déjà un George Bush revigoré, apaisé, détendu, répondait avec une surprenante aisance aux questions des journalistes. Il annonçait sa première décision (le choix de son secrétaire d'Etat, James Baker). De toute évidence, ce nouveau rôle lui convenait mieux que celui de candidat, où il avait si souvent semblé à la peine.

Bien sûr, la presse ne cessa pas comme par enchantement d'épiloguer sur la médiocrité de la campagne, ni les commentaires d'avancer, bizarrement, que George Bush n'avait reçu aucun mandat des électeurs, et que donc sa présidence s'annonçait comme un véritable chemin de croix.

Mais déjà, le coquer n'y était plus. Vraiment. Après tout, commençait-on à entendre, cette campagne n'avait pas été tellement plus mauvaise que les précédentes. Et surtout, l'homme qu'un an plus tôt Newsweek affublait en couverture d'un adjectif ravageur : « mollasse », le vice-président dont « les pas n'avaient jamais laissé de traces nulle part », cet homme-là allait devenir président des Etats-Unis.

Déjà, il prenait des décisions, désignant à bon train les membres de son futur cabinet : nominations sans surprise, des amis ou des proches qu'il avait fréquentés sur des courts de tennis et dans les allées du pouvoir, des hommes qui, comme lui, avaient de l'argent, mais, pour la plupart, depuis assez longtemps pour ne pas en être fascinés, des responsables éprouvés - Baker, Brady, Darman, Scowcroft, - dont les compétences n'étaient guère contestables.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 9.)

Lire également

« En politique étrangère, beaucoup d'expérience et quelques idées »

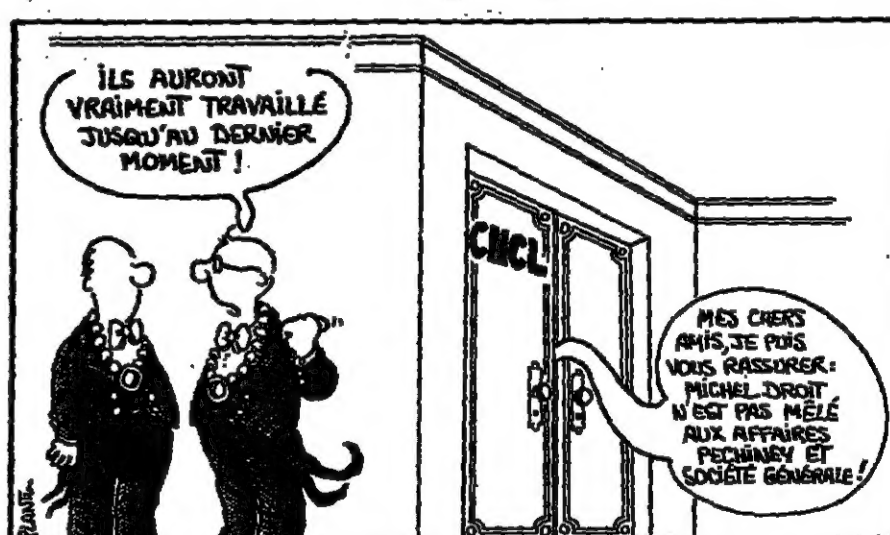
« Le lourd héritage des déficits »
par FRANÇOISE CROUIGNEAU

« La casse-tête financier du Pentagone »
par MARIE-CLAUDE DECAMPS

Pages 8 et 9

Dans l'attente du Conseil supérieur de l'audiovisuel

La CNCL... jusqu'au bout



La loi instituant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a été publiée, mercredi 18 janvier, au « Journal officiel ». Sa promulgation met donc un terme aux activités de la CNCL, installée le 12 novembre 1986, et qui, à la différence de la Haute Autorité à laquelle elle avait succédé, a poursuivi jusqu'au dernier jour sa mission. La nomination de neuf membres du CSA devrait intervenir dans les jours qui viennent.

Rue Jacob, vendredi, 19 h 30. La lumière de l'hallé qui inonde la pièce fait oublier que la nuit, dehors, est tombée depuis plus de deux heures. Un

rideau opaque laisse filtrer quelques rais de lumière venus des bureaux surplombant la cour. A deux pas, la rue des Saint-Pères est encore encombrée et résonne de mille coups de klaxon. Mais ici, au deuxième étage de cet immeuble élégant qui, depuis deux années, abrite la Commission nationale de la communication et des libertés, aucun bruit ne saurait parvenir. Les cloisons sont aussi étanches que l'organisation hébergée, et un magnétoscope ronronne sous l'œil vigilant d'une téléspectatrice pas du tout comme les autres.

ANNICK COJEAN
et PIERRE-ANGEL GAY.

(Lire la suite page 27.)

REGIS DEBRAY

QUE VIVE
LA RÉPUBLIQUE

EDITIONS
ODILE JACOB

IL Y A DES IDÉES QUI FONT AVANCER LES IDÉES

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 111 pt. ; Grèce, 150 dr. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; Thaïlande, 1,60 \$; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.



LE TRICENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE MONTESQUIEU

L'héritage du seigneur philosophe

Il y a trois cents ans naissait Montesquieu. Cet homme d'un autre âge, dont la pensée s'est largement fondée sur des situations et des problèmes historiques révolus, est pourtant encore fortement présent dans la culture politique d'aujourd'hui. A quoi tient donc la vitalité de sa philosophie politique ?

La question est plus difficile qu'on ne croit, et le moment — les fastes de 1989 — la rend plus difficile encore. Car quelques voies s'ouvrent immédiatement, où beaucoup retrouveront leurs ornières. A nous, le Montesquieu pondéré, modèle de Constant et de Tocqueville, père des libéraux constitutionnels, d'abord soucieux de nos libertés — au pluriel — chez qui on croit pouvoir puiser le modèle de la limitation des pouvoirs par les corps intermédiaires, et des gouvernements de notables sagement aimés du peuple. Bref, un conservateur intelligent, le totem favori des déçus de la Révolution.

D'autres clameront que son langage pénètre jusqu'aux écrits de Saint-Just et de Marat ; et, plus modestement, il est vrai qu'on ne peut comprendre sans lui les termes du serment du Jeu de Paume (« Ne jamais se séparer jusqu'à ce que la constitution du Royaume soit établie et affirmée... »). Écartons ces facilités, et essayons d'écouter Montesquieu, à la fois en deçà de l'événement majeur et à travers lui, puisque cet événement est fondateur de nos valeurs essentielles, en rappelant le propos de l'œuvre et ce qui requiert encore qu'on l'interprète, de notre côté de l'histoire.

Montesquieu reste pour nous d'abord celui qui a pensé la défense des valeurs de la « liberté civile » (la liberté dont un particulier doit jouir dans un État politiquement organisé). On évoquera dans la circonstance présente les droits de l'homme — et du citoyen — ou plus généralement le droit naturel. Le lecteur de Montesquieu sait qu'il convient de prendre garde.

Comme beaucoup de bons esprits de son siècle, ce philosophe du droit sait quelles discussions critiques méritent une telle notion, à moins de se contenter de « déclarations » et de « choses vagues », pour reprendre des termes qui lui sont familiers. S'il affirme avec force l'impossibilité de la passer du postulat d'une raison et d'une justice premières, il restreint étonnamment sa réflexion sur la question du droit naturel. Il préfère parler de droit tout court, ou plus modestement des garanties de la « sûreté » sans laquelle toute existence sociale devient un cauchemar : liberté de la défense, procédures d'appel, publicité des débats, jugements par jurés, régularité absolue des dispositions légales, proportions des délits et des peines, etc. Mieux encore, ce à quoi Montesquieu, ennemi de la justice présumée, mesure souvent la valeur d'un droit, c'est à la procédure, et il a jeté les bases de l'histoire critique de la méthode « inquisitoriale » (par enquête). L'idéalisme juridique n'est donc pas son fait, et on ne lui rend pas service en en faisant un simple gardien des principes.

La vertu

Il en va de même pour ses célèbres déclarations de stoïcien humaniste et cosmopolite. Elles témoignent de règles qu'il avait d'abord édictées pour lui-même : « C'est en cherchant à instruire les hommes que l'on peut pratiquer cette vertu générale qui comprend l'amour de tous ». Cette vertu n'est jamais donnée dans l'usage social ; et à l'abbé de Saint-Pierre qui avait jadis proposé pour chaque problème de réunir des commissions d'honnêtes gens, il répliquait : « Il faut que les lois commencent par travailler à faire des hommes avant de commencer à les choisir. Il ne faut pas commencer par parler de ces gens-là. Il y en a si peu que cela ne vaut pas la peine ».

D'un pareil esprit, on ne peut donc attendre ni recettes, ni modèles, ni opinions immédiatement réutilisables. C'est pourtant bien de cet ordre que paraissent à beaucoup ce qu'on appelle « séparation » des pouvoirs et la promo-

par
GEORGES BENREKASSA (*)

tion raisonnée de l'idée de Constitution, qui ne valent que par la philosophie du pouvoir politique et social qu'ils vivifient. Il n'y a pas de pouvoirs séparés, puisque même le judiciaire, dont l'indépendance devrait être règle d'or, applique ce que le législatif édicte ; il y a une balance des pouvoirs, qui, au bout du compte, est beaucoup plus qu'un mécanisme constitutionnel. Il y a déjà longtemps que de grands juristes comme Eisenmann ont jeté les bases de cet examen critique. L'équilibre des pouvoirs est la première garantie du principe d'hétérogénéité indispensable à une société libre. Althusser, comme Aron, ont repris les éléments de cette critique à des fins différentes. Si Montesquieu défend cette hétérogénéité et cette combinaison des pouvoirs, c'est parce que l'objet propre de sa réflexion est la diffusion et le mode d'exercice du pouvoir dans la société, qu'on peut seulement ainsi régler et pour quoi il faut imaginer des garanties relatives : « La liberté politique ne se trouve que dans les gouvernements modérés. Mais elle n'est pas toujours dans les États modérés ; elle n'y est que lorsqu'on n'abuse pas du pouvoir... »

Deux démarches

C'est d'une réflexion sur le despotisme, dont on a injustement méprisé, que naît cette insistance sur le mode d'exercice du pouvoir, qui dévalue quelque peu les théories formelles de la souveraineté : il a lu Machiavel. Et c'est pourquoi ce monarchiste modéré a peut-être fourni aux révolutionnaires une critique décisive contre la monarchie en la liant inéluctablement au despotisme : « Quoi que la manière d'obtenir soit différente dans ces deux gouvernements, le pouvoir est pourtant le même... ». A quoi on ajoutera que cette théorie du pouvoir social et politique n'aurait pas cette force si Montesquieu n'avait jadis ceux qui le détiennent : il est plus facile de trouver des hommes « extrêmement vertueux », — pénétrés de l'amour des lois — que des hommes « extrêmement sages » — connaissant les limites de leur usage.

Cette philosophie du pouvoir n'est donc pas simplement une philosophie du politique, dont on croirait presque aujourd'hui qu'elle peut exister de façon autonome. Elle a même passé en son

(*) Professeur à Paris-VII.

temps, à cause d'interprétations malveillantes ou obtuses de la théorie climatique, pour fondée sur un lourd déterminisme. Nous lisons aujourd'hui Montesquieu au rebours, mais aussi encore comme un penseur qui devant le monde politique et social suit en même temps deux démarches qu'on ne peut dissocier. Il faut faire l'analyse de totalités et en comprendre la dynamique essentielle : de Hegel à Althusser, on lui en a fait gloire ; mais aussi, on doit inlassablement distinguer des plans de la réalité politique et sociale qui peuvent interférer, mais dont on peut affirmer l'autonomie, s'il est absurde d'en proclamer l'indépendance.

On se demande ce que Montesquieu penserait de l'usage qui est parfois fait de la notion de « société civile », alors même qu'il n'y a pas de penseur qui ait mieux pris en compte l'inertie propre du social. Il savait cependant que celle-ci peut avoir fortement partie liée avec la servitude volontaire, parfois même avec une espèce de naturalisation de la barbarie : « La liberté même a paru insupportable à des peuples qui n'étaient pas accoutumés à en jouir. C'est ainsi qu'un air pur est quelquefois nuisible à ceux qui ont vécu dans les pays marécageux... ». Ce qui n'empêche pas que cette liberté lui apparaisse souvent, malgré tout ce qu'enseignent les faits au sociologue, comme une espèce de discriminant absolu entre deux manières de vivre en société. Non pas une liberté formelle ou détaillée en protections ou en privilèges, mais une liberté faite de la mise au jour de confrontations incessantes.

Peut-être, enfin, faut-il honorer de façon plus générale ce penseur prudent et incisé, humain mais perspicace. Lumineusement intelligent, il attachait surtout du prix à un mélange de vertus morales et intellectuelles d'un autre temps, l'ironie sans dérision, la bienveillance sans complaisance. L'œuvre est maintenant difficile d'accès, même si elle est soutenue et animée par un langage incomparable. Affirmons cependant qu'elle peut nous transmettre quelque chose de commun à cet homme du lever des Lumières et à ceux qui surent écouter les leçons de 89. Même si ce seigneur philosophe avance à pas mesurés, et cherche avant tout à rendre à chacun « les raisons de ses maximes », il est difficile de ne pas voir dans ce qu'il nous légue le premier accomplissement de ce que Kant donnera comme le mouvement du siècle : oser se libérer par le savoir d'abord, contribuer à la « sortie de l'homme de sa minorité », dont il est lui-même responsable.

Les plateaux de la balance

par
LOUIS SALA-MOLINS (*)

d'équité antérieurs à la positivité qui les établit.

Car tel semble être le message de Montesquieu : les choses sont parce qu'elles sont, et leurs lois sont compréhensibles et équitables si, dans la positivité qui les énonce différemment en chaque nation, elles s'équilibrent sur le sol profond et profondément juridique dont les nations disent tant bien que mal la sédimentation multiséculaire. Or la durée et la consistance du juridique et du politique obéissent à certains principes, à certains autres l'évolution des lois et des façons de gouverner, à d'autres encore la manière d'être du rapport entre le détenteur de la loi et le « justiciable », le puissant et le sujet ou le citoyen. Et ces principes sont repérables parce que constants dans leurs effectivités et leurs relations. Montesquieu les isole au prix d'un travail formidable de collationnement de lois et de codes, d'us et de coutumes, de rites et de manières, de telle façon que l'harmonie de chaque ensemble historique et politique en résulte aussi joliment que la conclusion coule de la majeure et de la mineure d'un syllogisme.

« Le Code noir »

Le tout non sans jugement de valeur ; mais avec suffisamment de froideur et de distance pour qu'on puisse dire qu'il invente, sans le savoir, la sociologie, ou pour qu'on ait osé dire qu'il sortit du néant l'historicisme. Cette réduction des « raisons des maximes de chaque nation » à des principes d'une touchante simplicité — sur-mêmes réductibles à une sorte d'universalité adéquate de la loi à la chose — et les moyens techniques de cette réductibilité seront proposés en exemple à des générations et des générations de politiciens et d'universitaires français sous tous les régimes. La technique — enquête, collationnement, théorisation, déduction — sera toujours célébrée. Mais, paradoxalement, son application et ses buts permettront à ceux qui savent tout de toujours reprendre leur débat sur la portée politique de l'œuvre de Montesquieu en général, de l'Esprit des lois en particulier. Aristocrate pour les

(*) Professeur de philosophie politique.

uns et inéminablement ancré dans l'ancien régime, catégoriquement réactionnaire pour les autres. Conservateur un jour, libéral le lendemain, réformateur en semaine, progressiste les dimanches. Beaucoup de qualificatifs pour un seul homme, et le débat n'est pas fini. Et il ne le sera jamais, si on prend à la lettre le « mode d'emploi » de l'Esprit des lois que Montesquieu décrit au tout début de son livre : « Je demande une grâce que je crains qu'on ne m'accorde pas ; c'est de ne pas juger, par la lecture d'un moment, d'un travail de vingt années ; d'approuver ou de condamner le livre entier, et non pas quelques phrases... »

Montesquieu se méfie de ses lecteurs. Il ne saurait pourtant leur interdire de chercher ni la trace de son dessein en chacun des livres de sa somme ni le souffle de l'ensemble dans chaque livre. Tout se tient, insiste monsieur, rien n'est laissé au hasard d'un esthétisme capricieux. Lisons donc comme on nous somme de le faire.

La tricontennale de la naissance de Montesquieu coïncide avec le bicentenaire que chacun sait. Le Code noir, mise en loi de l'esclavage noir aux Antilles, fut supprimé en 1948, un siècle après la sortie de l'Esprit des lois (1748), un siècle avant la Déclaration universelle (1948). L'esclavage moderne, la traite des noirs, de sa codification à son rejet, donne à ces dates une étonnante parenté. Il est opportun de rappeler qu'il y a je ne sais quoi de profondément scandaleux à voir Montesquieu, dont on célèbre tant la mesure, donner le menuet, au livre XV de l'Esprit des lois, autour de l'épouvantable réalité de l'esclavage génocidaire franco-antillais. Ce génocide serait-il un détail, un simple couac dans la symphonie de cette somme ? L'esclavage est central à la chorégraphie absurde de l'indolence du climat sur le politico-juridique. Las, cette chorégraphie est centrale dans le théâtre montesquien du développement des lois et de leur esprit.

L'atroce inégalité de la balance entre Noirs et blancs suffit-elle pour approuver ou condamner le livre entier ? A chacun selon ses goûts. Mais quoi qu'on choisisse, le chancé de la justification de l'esclavage pour les Noirs ne s'érige pas de l'Esprit des lois sans défigurer le dessin de l'ouvrage et rendre par là incompréhensible « le dessein de l'auteur ».

MISE AU POINT

La Révolution contre les droits de l'homme

par JEAN-MARIE BENOIST

« D'ANS mon article consacré au Bicentenaire de la Révolution française, intitulé « Au nom des Lumières », paru dans le Monde du 6 janvier 1989, de malencontreux guillemets m'ont fait attribuer le terme de « bavures » à la plume de Jean-Noël Jeanneney, évoquant les crimes de la Terreur dans un entretien qu'il a accordé à la Revue des Deux Mondes de décembre 1988, et publié sous le titre « L'héritage de la Révolution française ».

Je dois à la vérité littéraire de reconnaître que ce terme n'est pas employé par l'auteur mais qu'il s'agit sous ma plume d'une phrase résumant la pensée du chef de la mission du Bicentenaire.

Celui-ci écrivait, en effet : « Ne nous réjouissons pas du sang versé, ne l'oublions pas, mais tentons d'expliquer, de faire la part des circonstances, de mesurer ce qui est imputable à la contre-révolution elle-même. Sans vouloir distribuer de bons et de mauvais points, je dis que si le roi Louis XVI avait eu, non pas tellement la volonté, mais la capacité mentale d'accepter le grand bouleversement de juin 1789 — ce surgissement de la souveraineté populaire, — s'il n'avait pas massé des troupes des juillet, avant les 12 et 14, autour de la capitale, pour aller contre cette décision, si ses frères n'avaient pas commencé d'émigrer, on peut se demander ce qui se serait passé : peut-être n'aurait-on pas lancé la balance de la répression et de la contre-répression. Je ne veux pas oublier les

horreurs de la Révolution, ses dérives ; mais ces explications-là, je demande qu'on les prenne en compte. Et puis il faudrait éviter les dérivés contraires qui consisteraient à exagérer les drames, à parler, par exemple, de génocide, lorsqu'il suffit de parler de crimes » (p. 52).

Cette explication est cohérente avec le propos du même auteur qui justifie l'expression : « La Révolution est un bloc ». « Quand Clemenceau disait : « La Révolution est un bloc », il voulait dire : « notre héritage révolutionnaire, nous l'acceptons tout entier, nous venons tout défendre de lui ». Il ne disait pas, ce qui aurait été sot, et lui ne l'était point : « Nous aimons tout en elle ». Il disait simplement : « Vous, messieurs de la droite, dont l'hostilité à la Révolution est la définition première, ne nous demandez pas, à nous, de trier dans notre héritage. Nous sommes obligés de tout accepter, l'actif et le passif. Et nous pensons que l'actif l'emporte » (Ibid., p. 49).

C'est bien là le cœur du débat : à droite comme à gauche, nous avons aujourd'hui non seulement la possibilité, mais le devoir de faire le tri. Nul ne nous oblige « à tout accepter », et je persiste et signe que 1989 doit être — et c'est le sens de mon article — l'occasion de saluer la Déclaration des droits et, en même temps, de rejeter solennellement devant l'histoire les atrocités de la Révolution qui furent la matrice de toutes les horreurs qui ont ensanglanté notre siècle.

A bon entendeur, salut.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27
Téléc. MONDOPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Larroque (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Correspondant en chef :

Claude Sauter

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessieu, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 206 136 F

Imprimé
au « Monde »
1, rue de la Harpe
PARIS-IV

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Communication paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2657

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-89-41

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF

FRANCE

BENELUX

SUISSE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

365 F

728 F

1 630 F

1 300 F

399 F

762 F

1 089 F

1 388 F

584 F

972 F

1 404 F

1 900 F

700 F

1 400 F

2 040 F

2 690 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre

remise à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à fournir leur adresse deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales de l'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tape LEMONDE

هكذا من الأصل

La détente entre la Thaïlande et le Vietnam

Le premier ministre de Phnom-Penh est attendu à Bangkok

Nouveau développement spectaculaire dans l'affaire du Cambodge, M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, est attendu, le week-end prochain à Bangkok pour y rencontrer le premier ministre thaïlandais, M. Chatichai Choonhavan, ainsi que le « patron » de l'armée thaïlandaise, le général Chaovalit Yongchaiyuth. Cette visite, dans l'air depuis une quinzaine de jours, coïncidera avec la fin du séjour à Pékin d'un vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Dinh Nho Lien, premier membre du gouvernement de Hanoi à se rendre en Chine en l'espace de dix ans.

Le séjour de M. Hun Sen, qui devrait être bref, souligne l'importance, manifestée à Bangkok comme à Hanoi, d'un fin de la querelle sur le Cambodge. Ces dernières semaines suront, M. Chatichai a rappelé à l'envi qu'il voulait voir l'Indochine passer de l'état de « champ de bataille » à celui de « marché ». De son côté, le chef de la diplomatie vietnamienne, M. Nguyen Co Thach, a estimé, la semaine dernière, après avoir reçu son homologue thaïlandais à Hanoi, qu'un règlement cambodgien pouvait intervenir dans un délai de trois mois.

Entre-temps, sans pour autant reconnaître le régime de Phnom-Penh, les Thaïlandais ont pris langue avec M. Hun Sen. Dès le 30 octobre, lors d'une visite au Laos, le général Chaovalit Yongchaiyuth a rencontré à Vientiane (le Monde du 4 janvier). Le 12 décembre, M. Chatichai a annoncé qu'une visite du premier ministre cambodgien à Bangkok serait la bienvenue. Il est revenu, début janvier, au ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddi Sawetwala, de débayer le terrain lors de sa visite officielle à Hanoi dont les résultats, de son propre

aven, ont dépassé toutes les prévisions.

Avec, dans la foulée du rapprochement sino-soviétique, l'amorce d'un dégel entre Hanoi et Pékin, la négociation d'un retrait rapide du contingent militaire vietnamien encore présent au Cambodge, en échange d'un arrêt de l'aide militaire à la résistance khmère, ne semble plus qu'une question de temps. En revanche, la négociation d'un règlement politique entre Cambodgiens demeure très difficile. Il s'agit non seulement de s'assurer que les Khmers rouges ne pourront pas reprendre le pouvoir mais aussi que les autres factions khmères acceptent de cohabiter.

La détente dans la région — dont le voyage de M. Hun Sen à Bangkok est l'un des effets — devrait relancer cette négociation dans l'impasse depuis plusieurs semaines. Des efforts convergents ont été entrepris pour amener les Cambodgiens à se retrouver du 20 au 22 février à Djakarta. Le prince Sihanouk, qui doit quitter la France le 23 janvier pour se rendre à Pékin puis à Bangkok, devrait se trouver dans la capitale indonésienne à cette date. De toute façon, si cette conférence informelle a lieu, son fils, le prince Ranariddh, l'y représentera. Le gouvernement de Phnom-Penh a également l'intention d'être présent. Seuls, jusqu'ici, les Khmers rouges et M. Son Sann, dirigeant d'un troisième groupe de résistants, ont réservé leur réponse.

Trouver une solution viable

Sur le fond, les Khmers rouges, sachant les Chinois prêts à leur retirer leur aide militaire, viennent d'assouplir quelque peu leur position en exhortant, dans un appel radio-diffusé, le Vietnam à « tenir

parole » concernant le retrait de ses troupes. Pour la première fois, les Khmers rouges ne qualifient plus de « supercherie » les retraites de troupes vietnamiennes. Au sujet des propos de M. Nguyen Co Thach, évoquant un retrait militaire dans un délai de trois à six mois, leur radio a ajouté : « Le peuple cambodgien, victime des dommages considérables et affreux dus à la guerre d'agression du Vietnam, vieille de dix ans, serait très heureux si les propos du ministre vietnamien des affaires étrangères se vérifiaient ».

De son côté, le prince Sihanouk a renoncé à exiger le « démantèlement » du régime de Phnom-Penh. Dans un télégramme à son fils, rendu public mardi à Paris, il a indiqué qu'un autre « terme » pourrait être utilisé et a préconisé la formation d'un « gouvernement de réconciliation nationale », dont les Khmers rouges feraient partie. Bref, le prince Sihanouk serait, lui aussi, prêt à reprendre, ne serait-ce qu'indirectement, les discussions avec Phnom-Penh. Il ne peut, en effet, ignorer que les Occidentaux, qui l'appuient, s'accommoderaient mal de le voir troquer une rupture du dialogue avec M. Hun Sen contre un rapprochement avec les Khmers rouges.

Il s'agit, pour toutes les parties concernées, de trouver une solution politique viable. Certes, le voyage de M. Hun Sen à Bangkok s'inscrit dans le cadre d'une normalisation rapide des relations entre le Vietnam et la Thaïlande, qui semblent décidées non seulement à régler le lourd contentieux qui les sépare, mais aussi à s'entendre pour que le Cambodge ne soit plus une pomme de discorde. Mais le premier ministre de Phnom-Penh en profitera pour tenter de renforcer sa propre position face à ses interlocuteurs cambodgiens.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

AFGHANISTAN

Le retrait des troupes soviétiques s'accélère

Des diplomates occidentaux en poste à Islamabad (Pakistan) ont affirmé, mardi 17 janvier, que le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan se poursuivait et « pourrait être complet avant la fin du mois ». Selon ces diplomates, les soldats soviétiques ont d'ores et déjà quitté les positions de défense autour de Kaboul, où ils ont été remplacés par des unités d'élite afghanes nouvellement créées. Les Soviétiques pourraient toutefois maintenir une présence militaire dans la capitale jusqu'au 15 février « pour des raisons politiques », ont-ils ajouté.

Ces mêmes sources ont indiqué que les pous aériens s'étaient multipliés depuis la semaine dernière : entre le 9 et le 14 janvier, il y a eu quarante mouvements d'avions de transports IL-76 entre Kaboul et l'Union soviétique, soit le double de la fréquence habituelle. Le quartier général de la XI^e armée soviétique se déplacera prochainement de Kaboul à Mazar-e-Sharif, dans le Nord, d'où il contrôlera le reste des opérations de retrait, ont indiqué ces diplomates, tout en soulignant qu'en revanche le retrait n'avait pas encore commencé le long de la frontière iranienne.

Le « blocus économique » de la capitale

A Moscou, entre-temps, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, tout en refusant de confirmer la reprise des opérations de retrait, a reconnu que « certains pas avaient été faits dans ce sens ». M. Guennadi Guerassimov a précisé mardi que l'hôpital militaire soviétique de Kaboul avait été évacué tandis que les Izvestia indiquaient que « presque tous » les conseillers civils soviétiques avaient été rapatriés.

M. Guerassimov a également reconnu que la pénurie sévissait à Kaboul, accusant la résistance d'organiser le « blocus économique » de la capitale. Plusieurs témoignages ont fait état de graves difficultés de ravitaillement à Kaboul.

Enfin, les mouvements de résistance envisagés de rétrograder à compter du 1^{er} février, une thèse (peut-être traditionnelle), premier pas vers la constitution d'un gouvernement intérimaire. Selon un représentant de l'ONU, cette assemblée réunirait environ cinq cents délégués. Les dirigeants de la résistance pourraient inviter de « bons musulmans » de Kaboul à participer à cette réunion. — (AFP, Reuters.)

CHINE : première à Pékin

Le fils de M. Deng Xiaoping se défend, devant la presse, de toute malversation

PÉKIN de notre correspondant

Une petite révolution médiatique s'est opérée, mercredi 18 janvier, à Pékin : une personnalité en vue est venue devant les journalistes chinois et étrangers pour combattre des rumeurs sans son nom à un scandale financier. Et ce n'est certes pas n'importe qui : M. Deng Pufang, fils de M. Deng Xiaoping, handicapé et président de la Fédération chinoise des handicapés.

M. Deng Pufang, avait convoqué la conférence de presse pour le lancement d'une nouvelle revue destinée aux handicapés physiques de Chine mais avait pris soin de faire savoir à l'avance qu'il s'attendait à « d'autres questions » : celle touchant aux liens entre la compagnie financière Kang Hua, partiellement démantelée l'an dernier pour cause d'évasion fiscale trop visible, et son propre fonds de secours aux handicapés. Il assura que ces liens avaient été coupés en 1987, avant que ne se produisent des malversations. Au reste, il affirma que le Fonds pour les handicapés de Chine n'avait touché de la Kang Hua en 1987 que 3 millions de yuans (5,1 millions de francs), et non pas les dizaines ou centaines de millions qui furent évoqués.

« Je ne suis pas un homme d'affaires, je ne connais pas ce métier », a répété avec insistance M. Deng Pufang pour expliquer que, après avoir lui-même proposé en 1984 l'établissement d'une compagnie financière dont les revenus seraient exemptés d'impôts pour être distribués aux handicapés, il avait préféré que l'argent revienne d'abord à l'Etat avant d'être canalisé vers ses services. M. Deng, qui donnait presque l'impression de s'effarmer, fut même à répondre à une question

fort personnelle venue d'une journaliste chinoise, sur un sujet qu'il évitait jusqu'à récemment d'aborder : des employés de la presse officielle : « Avez-vous, comme le chuchote la population, un compte en banque à l'étranger ? ». Réponse : « Si l'un d'entre vous trouve un seul dépôt de fonds à mon nom dans une banque étrangère, je lui promets de lui en donner 70 %. Les 30 % restant libérés et je n'empêcherai que 1 % ! ».

Du jamais vu bien révélateur d'un besoin nouveau de personnalités de premier plan de se justifier devant une opinion chinoise qui commence à prendre forme grâce à une certaine libéralisation des médias. Quelques jours plus tôt, le porte-parole du gouvernement, M. Yuan Mu, s'était donné la peine, devant les mêmes journalistes chinois et étrangers, de fournir des explications détaillées pour réfuter la rumeur populaire selon laquelle le gouvernement tîche avec ses statistiques sur l'inflation.

Fait plus inhabituel encore, il s'était plaint, à l'issue de la conférence de presse, de ce que les correspondants étrangers avaient singulièrement manqué de « punch », alors qu'il était prêt à répondre à toute question inquisitrice, même sur des sujets embarrassants comme la crise des étudiants africains.

Après l'usage immodéré de la langue de bois pendant près de quatre décennies, le pouvoir chinois — du moins certaines de ses composantes — donne l'impression de découvrir à son tour les mérites d'un parler plus direct au travers de médias moins compassés. Il aura fallu la profonde crise de régime que le pays traverse pour parvenir à ce résultat.

FRANCIS DERON.

Les relations inter-coréennes

Premiers pas timides sur la voie d'un véritable dialogue

TOKYO de notre correspondant

Les observateurs de la situation coréenne à Tokyo sont encore réservés sur les chances de la dernière proposition nord-coréenne de déboucher sur l'ouverture d'un dialogue réel entre Pyongyang et Séoul. La réunion à huis clos, le mardi 17 janvier, à Panmunjom, d'officiers américains (du commandement des Nations unies), sud-coréens et nord-coréens semble cependant indiquer que quelque chose est peut-être en train de se débloquer.

C'est la première fois depuis la fin de la guerre de Corée (1950-1953), que des officiers des trois armées se rencontrent à huis clos. Le ministre sud-coréen de la défense a confirmé l'entrevue, mais n'a donné aucun détail sur le contenu de la discussion. Il semble que ce soit à la demande des Etats-Unis que cette réunion ait eu lieu sans témoins afin d'éviter qu'elle ne devienne un forum de propagande de part et d'autre.

Au cours d'une conférence de presse télévisée le même jour, le président Roh Tae-woo devait réitérer sa proposition de reconstruire son homologue du Nord, M. Kim Il-sung, et il a déclaré qu'un sommet pourrait avoir lieu dans un futur proche.

Depuis l'été, les Coréens se sont lancés dans une série de propositions et de contre-propositions visant à promouvoir un climat de détente dans la péninsule et mettant surtout en avant leur bonne volonté respective. Ces offensives diplomatiques de Pyongyang et de Séoul ne se sont cependant pas traduites par un véritable dialogue, chaque partie assortissant généralement sa proposition de conditions inacceptables par l'autre.

C'est encore a priori le cas de celle faite lundi par la République populaire démocratique de Corée (RPDC) : le premier ministre, M. Yon Hyung-mok, répondant à une proposition du Sud faite, en décembre, s'est déclaré prêt à organiser, le 8 février à Panmunjom, un entretien au niveau des vice-ministres en vue de préparer une rencontre avec son homologue sud-coréen, M. Kang Young-hoon. Il s'agissait de la première rencontre à ce niveau entre les deux pays portant sur les aspects politiques et militaires de la situation dans la péninsule.

La RPDC a cependant assorti sa proposition de deux conditions qui, dans le passé, avaient été refusées par le Sud : des entretiens séparés entre les représentants du Nord, du Sud et des Etats-Unis, afin de

réduire la tension dans la péninsule et l'arrêt des exercices militaires conjoints américains-sud-coréens. L'armée sud-coréenne a répondu qu'elle ne pouvait pas accepter la proposition de cessez-le-feu sans cessez-le-feu préalable. On peut se demander si la rencontre entre militaires à Panmunjom ne constitue pas un premier pas, certes encore timide, dans la recherche d'un compromis sur ces questions.

PHILIPPE PONS.

Réuni à Ho-Chi-Minh-Ville

Le bureau politique du PC vietnamien décide d'accentuer l'ouverture sur l'étranger

BANGKOK Correspondance

Le bureau politique du Parti communiste du Vietnam a tenu une réunion extraordinaire à Ho-Chi-Minh-Ville durant la première semaine de janvier, au cours de laquelle le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, a longuement expliqué les nouvelles orientations de la politique extérieure de son pays.

Concernant les relations avec les pays voisins, en particulier avec la Thaïlande, a souligné M. Nguyen Co Thach, l'accent sera mis sur les échanges commerciaux. Il a ajouté qu'il était plus important que jamais d'attirer au Vietnam les capitaux étrangers. Dans cet esprit, la création à Hanoi d'un bureau du commerce extérieur regroupant divers organismes d'Etat déjà existants a été décidée. Une compagnie centrale des investissements sera notamment chargée d'affiner et d'expliquer certains aspects du code

sur les investissements étrangers adopté l'an dernier. La branche de Ho-Chi-Minh-Ville, dotée d'une large autonomie, vient de ouvrir. Le bureau politique a confirmé sa volonté de poursuivre dans la voie de la libéralisation et recommandé des changements dans le gouvernement, une question à l'étude au sein du Conseil d'Etat (présidence).

Entre-temps, Ho-Chi-Minh-Ville a autorisé l'ouverture d'écoles privées, dont les élèves bénéficieront de l'équivalence de diplômes avec les établissements d'Etat.

JACQUES BEKAERT.

IL FALLAIT OSER.

Christian Baudelot
Roger Establet

Le niveau monte

Réfutation
d'une vieille idée
concernant
la prétendue décadence
de nos écoles

L'Epreuve des Faits / Seuil

Cet ouvrage, qui repose sur des études statistiques rigoureuses, a souvent la forme alerte d'un pamphlet.

FREDERIC GAUSSEN / LE MONDE

Pour mousser un chœur de pleureuses, rien ne vaudra jamais une douche dûment chiffrée.

GÉRARD DUPUY / LIBÉRATION

Nos duettistes de la socio tordent le cou à quelques idées trop communément reçues.

GÉRARD PETITJEAN / LE NOUVEL OBSERVATEUR

Un aplomb remarquable et une verve salutaire.

CHRISTINE GARIN / LE MONDE DE L'ÉDUCATION

Il fallait oser... Un optimisme reconfortant.

BERTRAND RÉVILLION / LA CROIX

Collection L'Epreuve des Faits
dirigée par H. Hamon et P. Rotman - 85 F

Editions du Seuil



Europe

GRANDE-BRETAGNE

Des cartes d'identité obligatoires pour entrer dans les stades

LONDRES
de notre correspondant

Ceux qui connaissent quelque chose au football savent que vous dites n'importe quoi ! M. Neil Kinnock, leader de l'opposition de Sa Gracieuse Majesté, avait l'air vraiment en colère, mardi 17 janvier aux Communes, lorsqu'il a ainsi apostrophé M^{rs} Thatcher. Cette dernière n'était pas moins en verve. « Dès qu'il s'agit de dire n'importe quoi, je ne vous arrive pas à la cheville », a-t-elle rétorqué. Ces échanges ont porté des traditions de la séance bi-hebdomadaire des questions au premier ministre au Parlement, mais le ton était mardi exceptionnellement acide.

Le gouvernement venait de dévoiler son projet d'instituer une carte d'identité nationale obligatoire pour tous ceux qui voudront assister à un match de football en Angleterre et au pays de Galles (le cas de l'Ecosse sera traité à part). Rien, peut-être, ne soulève autant de passions outre-Manche. Le débat touche en effet à la fois au football, sport extrêmement populaire, et au refus atavique des Britanniques d'être obligés d'avoir sur eux un document national d'identité portant leur photo.

Le ministre des sports, M. Colin Moynihan, a précisé les intentions du gouvernement. Il a le plein soutien de M^{rs} Thatcher, qui est elle-même décidée à vaincre ou à ignorer les réticences des dizaines de députés conservateurs hostiles au projet. Il s'agit d'interdire désormais l'accès aux stades de football, lors des compétitions, à tout spectateur qui n'aurait pas en sa possession une carte de membre fournie par un des 92 clubs de la Fédération britannique. Celle-ci sera fabriquée à la charge financière des clubs. Elle devra être conforme à des normes fixées pour tout le pays et comporter une photographie d'identité. Certaines seront à lecture magnétique.

RFA

Le service militaire porté à dix-huit mois en juin

BONN
de notre correspondant

La décision de porter de quinze à dix-huit mois la durée du service militaire, votée par le Bundestag en avril 1986, entrera en vigueur le 1^{er} juin 1989. La réunion au sommet des partis de la coalition au pouvoir (CDU, CSU, FDP) en a décidé ainsi mardi 17 janvier. L'objectif du gouvernement est de maintenir à quatre cent quatre-vingt-quinze mille le nombre des hommes sous les drapeaux en temps de paix, effectif jugé nécessaire pour que soit remplie la mission défensive de la Bundeswehr dans le cadre de l'OTAN.

En 1986, les prévisions prévoyaient pour l'année 1989 une baisse notable du nombre des recrues potentielles. Ces prévisions se sont trouvées démenties par les faits, au moins pour l'année 1989, et un « stock imprévu » de quarante mille jeunes gens supplémentaires est à la disposition de la Bundeswehr. Malgré les objections de l'opposition et même de libéraux, le ministre de la défense et le chancelier ont jugé que la crédibilité de la République fédérale auprès de ses alliés était en jeu, et que la prolongation du service ne devait pas être reportée.

L. R.

● RDA : huit personnes détenues après la manifestation de Leipzig. — Sept des onze personnes arrêtées pour avoir participé à la manifestation de Leipzig étaient toujours en prison mardi 17 janvier. Elles y ont été rejointes par une huitième personne arrêtée lundi. Environ huit cents personnes avaient participé à cette manifestation organisée dimanche en marge des cérémonies officielles en l'honneur de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht par un groupe de dissidents appelé Initiative pour le renouvellement démocratique de notre société. — (AFP.)

● TCHÉCOSLOVAQUIE : la police disperse un nouveau rassemblement. — Les unités anti-émeutes de la police tchécoslovaque sont intervenues, le mardi 17 janvier en fin d'après-midi, pour le troisième jour consécutif afin de disperser la foule qui se trouvait place Wenckes, au centre de Prague. Aucune manifestation n'avait été prévue, mais des curieux s'étaient regroupés à proximité de la statue au pied de laquelle Jan Palach s'était immolé par le feu il y a vingt ans (Le Monde daté 15-16 janvier). Les forces de l'ordre ont utilisé des canons à eau et des matraques pour repousser plusieurs milliers de personnes. — (AFP.)

La « loi sur les spectateurs des matches de football », puisque tel est son nom officiel, sera déposée aux Communes ce printemps et devrait être votée pendant l'été. Elle sera applicable à partir de 1990. L'expérience a montré jusqu'ici que avec une majorité parlementaire d'environ 100 députés, M^{rs} Thatcher pouvait faire face à une rébellion de quelques dizaines de conservateurs et faire quand même adopter son texte. L'article 22 du projet de loi stipule que les citoyens condamnés pour hooliganisme lors de précédentes compétitions seront obligés d'avertir la police lorsqu'ils se déplaceront à l'étranger pour assister à un match dans lequel joueront des équipes britanniques.

La Fédération britannique est furieuse. Ses responsables affirment que les violences, si fréquentes le samedi soir et le dimanche lors des compétitions, ont lieu pour l'essentiel hors de l'enceinte des stades. Les présidents des clubs apprécient d'autre part modérément d'avoir à payer pour... créer la première carte d'identité nationale de l'histoire de la Grande-Bretagne.

Le gouvernement estime que la loi est la « bonne solution » après le drame du Heysel. Les libertés traditionnelles sont certes un peu égratignées. Mais on insiste, dans l'entourage du premier ministre, sur le fait que la Haute Autorité qui sera créée (Football Membership Authority), pour mettre sur ordinateur les noms de tous ceux qui auront leur carte de spectateur n'a rien à voir avec Big Brother. « Il s'agit d'interdire l'entrée des stades aux voyous, un point c'est tout. Et les clubs peuvent payer. Ils ne font pas tant de millions de livres pour transférer un joueur », affirme un des conseillers du premier ministre.

D. D.

La condamnation des « quatre de Guildford » va être réexaminée quatorze ans après l'attentat

Le secrétaire au Home Office (ministère de l'Intérieur), M. Douglas Hurd, a annoncé lundi 16 janvier la réouverture du dossier de quatre militants présumés de l'IRA emprisonnés depuis quatorze ans.

LONDRES
de notre correspondant

Paul Hill, Carole Richardson, Gérard Conlon et Patrick Armstrong avaient été condamnés à la détention perpétuelle en octobre 1975 par le tribunal londonien de l'Old Bailey. On les appelle les « quatre de Guildford » par référence à cette ville de 60 000 habitants, située au sud-ouest de la capitale, dans laquelle se trouvent les deux pubs fréquentés par des militaires, le « Horse and Groom » et le « Seven Stars », où ils auraient posé en 1974 les bombes qui ont tué cinq personnes et en ont blessé soixante autres.

Paul Hill et Patrick Armstrong seraient en outre responsables d'un autre attentat commis en novembre 1974 contre un pub de Woolwich, dans la banlieue de Londres, qui a fait deux morts et vingt-sept blessés. Le ministre de l'Intérieur a indiqué que des « éléments nouveaux et importants » étaient apparus qui devaient être examinés par la justice. La cour d'appel est donc saisie. M. Hurd n'a pas choisi la voie, plus généreuse, qui aurait consisté à recommander la grâce des « quatre de Guildford » malgré les appels répétés des plus hautes autorités religieuses du pays.

La cour d'appel va réexaminer la validité de ces condamnations

vieilles de quatorze ans. Elle peut les maintenir ou les casser. Elle peut aussi, ce qui paraît moins vraisemblable, décider qu'il faut recommencer tout le procès. Le droit britannique, constitué d'un vénérable fond normand, enrichi par la coutume anglaise au cours des siècles, n'a pas fini de dérouter aussi bien les Irlandais que le reste du monde.

Les « quatre de Guildford » ne sont donc pas tirés d'affaire. Ils n'ont cessé de clamer leur innocence. Un premier appel, en 1977, avait échoué. Le cardinal Hume, au nom des catholiques, et l'archevêque de Cantorbéry, primat de l'Eglise anglicane, n'ont cessé d'intervenir en leur faveur. Le « lobby » des défenseurs des « quatre de Guildford » comporte également deux anciens ministres de l'Intérieur, M. Marilyn Rees et lord Jenkins.

L'élément nouveau, si l'on peut dire, est que Carole Richardson, qui avait dix-huit ans lorsqu'elle a été emprisonnée, est dans un état physique préoccupant. Elle avait été droguée par la police lorsqu'elle a « avoué » avoir participé à la pose des bombes à Guildford. Elle avait aussi un alibi qui n'a jamais été accepté par la police mais qui semble tenir. La même remarque vaut pour Paul Hill, dont trois témoins affirment qu'il était chez lui lorsque l'attentat a été commis à Woolwich.

M. Douglas Hurd estime que ces faits n'ont pas été portés à la connaissance des jurés et qu'ils doivent être examinés par la cour d'appel. L'opinion britannique, dans son ensemble, n'est pourtant pas favorable à la réouverture du dossier, et encore moins du procès.

DOMINIQUE DHOMBRES.

BELGIQUE : l'enlèvement de M. Vanden Boeynants

La multiplication des revendications brouille les pistes

BRUXELLES
de notre correspondant

Multiplication des revendications, mais aucune authentification possible : telle est la situation confuse dans laquelle se trouvaient les enquêteurs belges, mercredi 18 janvier, plus de trois jours après la disparition de l'ancien premier ministre Paul Vanden Boeynants, enlevé devant chez lui samedi en fin d'après-midi.

Les Brigades socialistes révolutionnaires avaient envoyé mardi matin 17 janvier, au communiqué à deux journaux, exigeant le versement de 20 millions de francs belges (environ 3 millions de francs français) à cinq organisations « soulageant la pauvreté en Belgique » et 10 millions (1,5 million de francs français) aux BSR elles-mêmes « à titre de participation dans l'effort de mobilisation et de considération du peuple ». Mais, pour le moment, aucune preuve que cette organisation détienne effectivement l'homme politique n'a été transmise aux enquêteurs.

Le vocabulaire utilisé par les BSR, le style comme le contenu de leurs revendications, a très peu de rapports avec ceux des autres groupes terroristes européens. Le montant relativement minime de la rançon rend aussi perplexes les responsables belges.

Ceux-ci ne veulent négliger aucune piste. Ils étudient également deux autres revendications : l'une, à 10 h 30, un correspondant anonyme s'exprimant en néerlandais, « mais avec un fort accent belge », a télé-

phoné à une station de radio aux Pays-Bas pour revendiquer l'enlèvement de M. Vanden Boeynants au nom d'Action directe. Un autre correspondant, à une agence de presse bruxelloise, se réclamant des Cellules communistes combattantes (CCC) et exigeant la libération, dans les soixante-douze heures, des quatre membres du groupe terroriste belge condamnés récemment aux travaux forcés à perpétuité.

La Libre Belgique du 18 janvier publiait aussi les extraits d'une lettre que M. Vanden Boeynants avait envoyée à un de ses anciens collaborateurs, quelques jours avant d'être enlevé. « En ce qui concerne, écrivait-il, le dossier de soi-disant corruption, il sera très rapidement clos et on émettra son avis dans je suis sûr qu'il sera édifiant. » Cette phrase fait référence à une affaire de pots-de-vin versés pour des commandes militaires lorsque M. Vanden Boeynants était ministre de la Défense nationale. Selon le quotidien, l'ancien collaborateur de M. Vanden Boeynants estime possible que celui-ci ait voulu rencontrer le ministre de l'Intérieur, Louis Tobback — le rendez-vous avait été fixé pour le 14 janvier, soit deux jours après l'enlèvement. — précisément pour livrer le nom des personnes réellement impliquées dans ce dossier. Celles-ci avaient-elles décidé d'empêcher M. Vanden Boeynants de révéler ce qu'il savait ? C'est une autre question dans une affaire qui, pour le moment, reste toujours aussi opaque.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

URSS

Les conservateurs relancent l'offensive

(Suite de la première page.)

Les uns comme les autres sont hostiles à la lecture de l'histoire soviétique prônée par M. Gorbatchev, et à la pointe de laquelle se trouve Ogoniok.

Pour les conservateurs du parti, à trop étaler la sanglante sauvagerie des répressions stalininiennes de masse, on va finir par laisser mettre en question la légitimité même du régime communiste et déstabiliser ainsi le pouvoir du parti. Pour ce qui est des nationalistes russes, l'affaire est beaucoup plus complexe. Certains d'entre eux voient dans Staline — et sans pour autant l'aduler le moins du monde — un homme qui a mis fin à la période révolutionnaire ouverte par 1917 et qui a éliminé les tenants du messianisme communiste, au profit d'une consolidation de la Russie à travers la montée en puissance de l'URSS.

D'autres considèrent plus simplement que, répression de masse ou pas, c'est sous Staline que la Russie s'est industrialisée, que ces temps étaient une époque d'enthousiasme national, d'attribution de la jeunesse, d'effacement de l'individu au profit de la nation. A trop critiquer les crimes de Staline, on enlèverait donc toute fierté à la Russie et on lui inculquerait la honte de son histoire, la privant ainsi de l'énergie dont elle a besoin pour se renforcer.

On est là en plein paradoxe, car ces mêmes nationalistes se sentent exprimés par des écrivains qui chantent la Russie traditionnelle, c'est à dire ses villages et sa paysannerie, que Staline s'est acharné à détruire avec un succès dont témoignent les pénuries alimentaires. Paradoxe ou pas, le rapprochement des deux conservatismes n'a cessé de s'affirmer depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, et le phénomène vient de s'amplifier spectaculairement avec la publication par la Pravda, mercredi 18 janvier, d'une lettre ouverte contre M. Korotitch.

Organe du comité central, la Pravda ne peut être qualifiée d'organe des conservateurs puisqu'en son rédacteur en chef est obligé de loucher entre les différents courants de la direction. Chacun sait pourtant à Moscou que ce n'est pas dans les colonnes du plus célèbre quotidien d'URSS que s'expriment les idées des gorbatchéviens et que sa ligne est celle d'un conservatisme prudent. Quant aux six signataires de cette lettre ouverte, tous sont des grands noms de l'intelligentsia nationaliste et souvent de remar-

quables écrivains comme Valentin Raspoutine ou Vassili Belov (1). « La libération de la conscience, la démocratisation, la transparence, qui donc plus que les écrivains peut s'en réjouir ? », écrivent les signataires avant d'ajouter : « Nous ne pouvons cependant pas ne pas parler de phénomènes qui nous inquiètent [car] sous couvert de slogans d'importance vitale quelques publications se livrent à une falsification de l'histoire sans précédent, procèdent à une révision des réalisations sociales du peuple et dénigrent les valeurs culturelles. » Il s'agit bien sûr là d'Ogoniok, nommément dénoncé pour avoir notamment publié, dans son premier numéro de l'année, une autre lettre ouverte adressée à Iouri Bondarev, président de l'Union des écrivains de la Fédération de Russie, grand romancier au talent indiscuté et grand chancelier de ce conservatisme nationaliste.

« Les sifflements de serpents »

Lors de la conférence du parti, c'est ce même Bondarev qui s'est taillé un énorme succès auprès des délégués conservateurs en dénonçant — déjà — Ogoniok, et déclarant : « que la foi en l'histoire

et en presque tout notre passé soit maintenant minée », et en s'exclamant : « Il est doublement étrange que lorsqu'on prononce à haute voix les mots de « nation », « patrie », « patrie », on entende alors des sifflements de serpents prêts à se transformer en morsures », « chauvinisme », « idéologie des Cents-noirs ».

Chef de file des conservateurs, M. Ligatchev s'était ouvertement félicité de cette intervention dont la violence avait coupé le souffle aux libéraux. La polémique contre M. Korotitch et Ogoniok n'a pas cessé de se développer depuis dans les différentes revues conservatrices. M. Korotitch et son équipe ont commencé, staidement et à contrecoeur, à riposter dans leurs propres colonnes et ce qui n'était que sous-entendu au début est devenu absolument ouvert : M. Korotitch serait juif (ce qu'il nie) et n'étant pas un Russe il ne peut être qu'un ennemi de la Russie.

Lundi 9 janvier, une réunion électorale destinée à nommer le rédacteur en chef d'Ogoniok, candidat aux prochaines élections parlementaires, a de cette façon été proprement sabotée par les militants du groupe Pamiat, l'organisation nationaliste dont l'antisémitisme ne prend plus la peine de se déguiser. Postés aux alentours de la salle, ces militants

La reprise en main en Arménie

Les onze membres du Comité Karabakh pourraient être jugés à Moscou

Les onze membres du Comité Karabakh arrêtés en décembre et en janvier en Arménie ont été transférés à Moscou peu après l'arrestation des derniers d'entre eux, le 6 janvier à Erevan, l'aché Stamboulian, l'un des deux députés nationalistes élus, à l'automne, au soviet d'Arménie et détenus depuis décembre, se trouve avec eux.

Cette information n'a pas été annoncée officiellement, mais a été communiquée par des membres de leurs familles. Elle confirmerait l'intention des autorités soviétiques de les traduire en justice, vraisemblablement pour violation de l'ordre public ou incitation à la haine entre les nationalistes.

Devant le plénum du comité central du Parti communiste arménien, réuni mardi 17 janvier à Erevan, le premier ministre soviétique, M. Nikolai Ryjkov, qui préside la commission du bureau politique supervisant les opérations de secours et de reconstruction après le tremblement de terre, a longuement défendu la politique mise en place

pour tenter de régler l'affaire du Haut-Karabakh et les tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Après avoir rappelé la décision du Kremlin de rattacher l'administration de la région autonome du Haut-Karabakh directement à Moscou, qu'il a qualifiée de « compromis », entre les positions arméniennes et azerbaïdjanaises, M. Ryjkov s'est lancé dans un violent réquisitoire contre les membres du Comité Karabakh.

« Les activistes du Comité Karabakh ont joué un rôle fanatique dans l'exaspération des passions interethniques, l'organisation des désordres, l'exode de milliers de personnes innocentes, l'exacerbation des tensions politiques et sociales dans la République », a-t-il déclaré selon l'agence Tass. « La nature spéculative du Comité, a-t-il poursuivi, s'est manifestée en ne peut mieux pendant les journées de douleur de tout le peuple, quand (...) ces faux protecteurs des intérêts de la nation se sont mis à lancer des ultimatums menaçants, à brandir les armes, à

enfoncer le fer dans les blessures du peuple, à faire circuler des rumeurs ».

La Pravda a annoncé le même jour que le bureau du comité central du PC arménien avait décidé d'appliquer des sanctions contre plusieurs dizaines de cadres du parti, accusés d'avoir fait preuve « d'hésitation et de passivité dans une situation complexe » et de ne pas avoir « pris de position de principe ». Au total, treize cadres du parti ont été exclus, vingt-cinq fonctionnaires de haut rang du parti, du gouvernement ou d'autres organes ainsi que douze responsables de ville ou magistrats ont été démis de leurs fonctions ; des sanctions ont été prises contre soixante-huit autres responsables.

Ces décisions ont été confirmées par le bureau lundi dernier. Le même jour, l'agence Tass avait rapporté que deux mille cinq cents membres du parti et du gouvernement d'Azerbaïdjan avaient également été rappelés à l'ordre.

H. de B.



ont dissuadé les gens de s'y rendre, soit par l'intimidation soit en prétendant que la réunion était annulée.

Non contents d'avoir ainsi réussi à empêcher que le quorum (cinq cents personnes) nécessaire

à la nomination de M. Korotitch soit atteint, ils l'ont ensuite interdit de parole, couvert de quolibets, forcé à partir par une porte dérobée et leurs banderoles étaient limpides : « Mort aux Juifs ! »

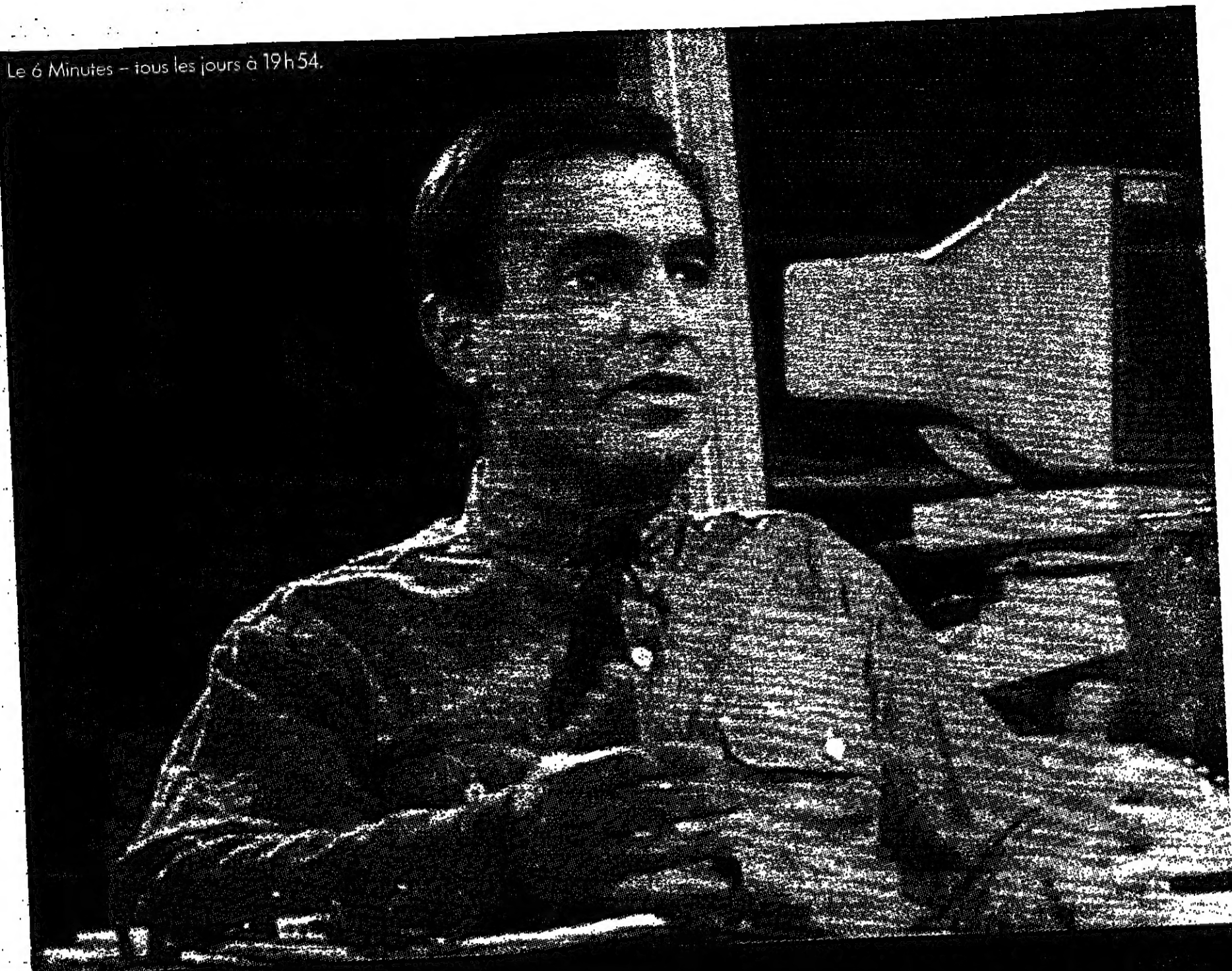
Après un pareil incident, la publication dans la Pravda d'un texte reprochant à Vitali Korotitch de dénigrer « nos valeurs spirituelles » et « la culture artistique soviétique multinationale — surtout russe, classique et moderne » ne peut avoir qu'un seul sens. Ecartés de la direction en septembre dernier, impuissants pour l'heure à empêcher l'adoption des réformes politiques, les conservateurs ne s'avouent pas pour autant battus. Ils reprennent l'offensive, fermement décidés à éliminer M. Korotitch d'Ogoniok — ce que M. Gorbatchev ne pourrait laisser faire sans détriment pour son autorité.

BERNARD GUETTA.

(1) Les autres signataires sont les romanciers Victor Astafiev, Piotr Prokhorine, Serguei Viskoulov, directeur de la revue Nach Sovremennost, Mikhaïl Alexeïev, directeur de la revue Mirov, et le cinéaste Sergueï Bondartchouk.

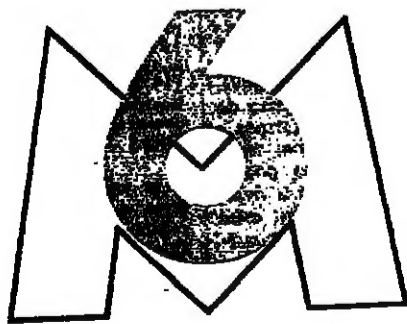
LE MONDE
diplomatique
de janvier
EST PARU

Le 6 Minutes - tous les jours à 19h54.



Un journal de 6 mn ça nous laisse peu de temps pour aborder les problèmes personnels.

L'actualité, ce n'est pas forcément la grand-messe. M6 a choisi la force des images de préférence aux longs discours. Le 6 Minutes tous les jours à 19h54..., et puis de 7 heures du matin à 18 heures, M6 Express, l'essentiel de l'actualité en 4 minutes. Rapide, moderne, efficace, l'information est différente sur M6. Alors rejoignez les 6 millions de Français qui tous les jours choisissent M6.



M6. La petite chaîne qui monte, qui monte.

هكذا من الأصل

Diplomatie

La clôture de la CSCE à Vienne

Dans le document final, les participants s'engagent à « garantir à tous le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales »

Le document final de la Conférence de Vienne comporte cinquante pages, plus des annexes sur l'ordre du jour et l'organisation des diverses conférences de suivi.

Le document commence par énoncer des principes, et d'abord certains de ceux qui figuraient au début du document final d'Helsinki de 1975 : notamment sur la souveraineté des Etats, le respect des frontières, le règlement pacifique des conflits, puis un engagement à lutter contre le ter-

risme, et une série de principes relatifs aux droits et libertés fondamentaux.

Les chapitres suivants traitent successivement : des mesures de confiance et de sécurité et de certains aspects de la sécurité et du désarmement en Europe ; de la coopération dans le domaine de l'économie, de la science et de la technique, et de l'environnement ; de la sécurité et de la coopération en Méditerranée ; de la coopération dans les

domaines humanitaires et autres (contacts entre les personnes, information, coopération et échanges dans les domaines de la culture et de l'éducation) ; de la dimension humaine de la CSCE ; enfin, des suites de la Conférence.

Nous publions ci-dessous les principaux extraits des nombreux articles consacrés aux droits de l'homme dans diverses parties de ce document.

Les conditions de détention

« Les Etats participants veilleront à ce que nul ne fasse l'objet d'une arrestation, d'une détention ou d'un exil arbitraire ; ils veilleront à ce que toutes les personnes détenues ou incarcérées soient traitées avec humanité et avec le respect dû à la dignité inhérente à la personne humaine ; ils respecteront l'ensemble des règles minimales des Nations unies pour le traitement des détenus (...) ; ils interdiront la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (...) ; ils s'engageront à adhérer à la convention contre la torture. (...) Ils protégeront les personnes contre toute pratique psychiatrique ou autres pratiques médicales qui violent les droits de l'homme. (...) »

Les contacts entre personnes

« Les Etats participants se prononceraient le plus rapidement possible, en règle générale dans un délai d'un mois, sur les demandes de rencontres familiales, conformément à l'Acte final et aux autres documents de la CSCE. Ils se prononceraient de la même manière sur les demandes de réunion des familles et de mariage entre citoyens d'Etats différents, en règle générale dans un délai de trois mois. (...) Ils autoriseront également les visites à des parents plus éloignés et les visites de ceux-ci. (...) Ils examineront les possibilités de réduire progressivement et, par la suite, d'éliminer toute obligation qui pourrait exister pour les voyageurs d'acquiescer à des procédures locales des sommes supérieures à leurs dépenses réelles. (...) Ils examineront sans délai les

demandes d'autorisation de voyage pour des raisons humanitaires urgentes, et les traiteront favorablement. Dans les cas de visites à un membre de la famille gravement malade ou mourant, d'obèques d'un membre de la famille ou pour suivre un traitement médical urgent, ils se prononceraient dans un délai de trois jours ouvrables. (...) En cas de refus, ils veilleront à ce que le requérant reçoive promptement une notification officielle écrite des motifs de la décision de refus. Le requérant sera informé de la procédure à suivre pour introduire un recours. (...) Ils veilleront également à ce que le refus soit reconsidéré dans un délai de six mois, et ensuite, en cas de besoin, à intervalles réguliers. (...) Avant que des personnes occupent un poste ou des fonctions relevant de la sécurité nationale, on leur fera officiellement savoir si et en quoi cela peut influencer sur la suite donnée aux demandes qu'elles pourraient présenter en vue de tels voyages. (...) »

L'information

« Les Etats veilleront à ce que la réception des émissions radiophoniques (...) puisse se faire directement et normalement. (...) »

« Rappelant que les journalistes ne sauraient être susceptibles d'expulsion ni pénalisés du fait de l'exercice légitime de leur activité, les Etats participants s'abstiendront de prendre à leur encontre des mesures restrictives. (...) »

« Ils veilleront à ce que les journalistes soient, dans l'exercice de leur activité professionnelle, libres de chercher à établir des contacts avec des sources d'information publiques et privées, et à ce que le caractère confidentiel de leurs activités professionnelles soit respecté. (...) »

Face à la pression des pays de l'AELE

M. Delors : Pas de nouvelle adhésion à la CEE sans une réforme des institutions

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Tout nouvel élargissement de la CEE nécessitera une réforme des institutions européennes. Telle est, en substance, la réponse donnée, mardi 17 janvier, par M. Jacques Delors, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, à la question de l'adhésion à la CEE des pays de l'AELE (1). Le président de la Commission a précisé, au cours de la conférence de presse qui a suivi son discours d'investiture devant le Parlement européen, que le conseil des ministres ne pourrait plus fonctionner au-delà de douze membres et l'exécutif communautaire avec un nombre supérieur à dix-sept commissaires.

Jusqu'ici, M. Delors pensait qu'il fallait repousser toute nouvelle adhésion après 1992. Aujourd'hui, il va plus loin en posant un préalable : modifier le fonctionnement des mécanismes européens.

Face à la pression des pays de l'AELE, inquiets des conséquences du grand marché de 1993, M. Delors a fait part de ses réflexions sur une nouvelle coopération entre les Douze et ces six pays. Son intervention a eu le mérite de poser la question en ces termes :

« Les pays de l'AELE sont intéressés par les formidables potentialités d'un grand marché sans frontières. Celui-ci forme un tout avec ses avantages et ses coûts, ses possibilités et ses contraintes. Peut-on en prendre et en laisser ? J'ai à ce sujet quelques doutes. »

Et M. Delors de conclure plutôt de manière négative : « Je rêve d'un village Europe où j'y verrais une maison appelée « Communauté européenne » dont nous serions les seuls architectes et dont nous conserverions soigneusement les clés, quitte à ouvrir nos portes pour un échange. »

CLAIRE TRÉAN.

M. Shultz a distribué les bons et les mauvais points aux pays de l'Est

VIENNE
de notre envoyée spéciale

Les droits de l'homme d'abord. C'est ce qui ressort des discours prononcés, le mardi 17 janvier, à la clôture de la CSCE par Sir Geoffrey Howe et M. George Shultz, qui n'ont consacré l'un et l'autre que quelques maigres phrases aux questions militaires, deuxième volet de la conférence de Vienne.

Les ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays membres de la CSCE se retrouveront, il est vrai, dans moins de deux mois, le 6 mars, dans la capitale autrichienne pour ouvrir les négociations sur les armes classiques. Il sera temps alors de parler de sécurité et de désarmement, d'autant que les positions occidentales pour cette négociation ne sont pas encore totalement arrêtées. En outre, le secrétaire d'Etat américain, s'il pouvait parler, pour la postérité, des droits de l'homme, ne pouvait guère s'engager, fût-ce en termes généraux, sur une négociation qui aura à mener son succès ou son échec à la lumière de la guerre froide, celle de la CSCE, lors du dixième anniversaire d'Helsinki (en 1985) : « Ma femme et moi nous nous sommes dit alors que nous devions faire la connaissance de M. Chevardnadze en tant que personnes, quelles qu'aient été nos différences politiques. »

Pour le reste, le secrétaire d'Etat, comme son homologue britannique, s'est félicité du progrès que représente le document de Vienne par rapport à l'Acte final d'Helsinki en matière de droits de l'homme. Tous deux ont évoqué le lourd héritage de l'Europe, celui de la guerre, celui de la guerre froide, la division dont le mur de Berlin reste le symbole. Tous

deux ont insisté sur l'importance qu'ils attachent à l'application qui sera faite des engagements pris à Vienne et à l'abolition de pratiques qui violent encore l'esprit et la lettre de l'Acte final d'Helsinki.

Et puis, M. Shultz a distribué les bons et les mauvais points à la classe socialiste : « Nous saluons les progrès faits en Hongrie, en Pologne, en Union soviétique et en attendant davantage. Nous regrettons les réticences de la RDA, de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Tchécoslovaquie à suivre la même évolution. » Il a condamné les arrestations récentes en Tchécoslovaquie et en RDA, « la détérioration des conditions économiques et des droits civiques et politiques en Roumanie », la politique de cette dernière et de la Bulgarie à l'égard des minorités.

Le secrétaire au Foreign Office a eu quelques phrases encore plus dures pour la Roumanie qui s'est démarquée de la CSCE en refusant de souscrire à la totalité des documents et qui, « plutôt que d'essayer de s'élever au niveau de ses engagements, a préféré ramener ses engagements au niveau lamentable de sa pratique ». Sir Geoffrey Howe a souligné que la conférence de Moscou sur les droits de l'homme en 1991 serait un « test » des bonnes intentions soviétiques aux yeux des Britanniques, qui s'y sont longtemps opposés.

« Les libertés et les réformes dont le président Gorbatchev parle avec tellement d'éloquence devront être acceptées et digérées par la société soviétique et cessent d'être perçues comme un virus mal venu. Nous lui souhaitons le succès dans cette tâche », a dit le ministre britannique, qui a encore ajouté : « Pour être pleinement dans la maison commune européenne, l'URSS et les pays d'Europe de l'Est doivent entreprendre un changement institutionnel, ce qui signifie avant tout inscrire les droits de l'homme dans leur législation nationale. »

M. Mitterrand à Sofia

La première visite d'un chef d'Etat français en Bulgarie

SOFIA
de notre envoyé spécial

Des drapeaux tricolores flottaient aux côtés des couleurs bulgares, la neige avait été soigneusement racée le long des trottoirs et un beau soleil attendait M. Mitterrand à son arrivée, mercredi 18 janvier, à Sofia. La visite sera pourtant fort brève, puisque le président de la République ne restera qu'un peu plus de trente heures en Bulgarie. Le programme, lui aussi, est relativement léger. Outre un « déjeuner de travail » suivi après son arrivée, M. Mitterrand ne devait guère avoir qu'un seul véritable entretien, jeudi après-midi, avec le chef de l'Etat et du parti bulgares, M. Todor Jivkov. Les cinq ministres français qui sont du voyage devaient rencontrer de leur côté plusieurs membres du gouvernement bulgare avant le « dîner d'Etat » prévu dans la soirée de mercredi.

Il s'agit, explique-t-on du côté français, de « mettre en œuvre un autre type de relations entre les deux Etats ». Cela passe par le développement des échanges économiques : plusieurs hommes d'affaires font partie du voyage, mais aussi par des contacts au-delà des milieux politiques officiels.

Outre des entretiens avec diverses personnalités religieuses en parfaite odeur de sainteté à Sofia, M. Mitterrand doit passer l'essentiel de la matinée du jeudi à l'Académie des sciences puis à l'université Kliment de Sofia, avant un déjeuner privé à la résidence de l'ambassadeur de France. Autant d'occasions de rencontrer quelques personnalités qui peuvent avoir des vues personnelles sur ce que pourraient être la perestroïka et la glasnost en Bulgarie.

Les objectifs, disait-on à Paris à la veille du départ, sont « à moyen et à long terme ». Manière de suggérer, si l'on comprend bien, qu'il s'agit moins de nouer un dialogue entre dirigeants en place qu'entre Etats et entre peuples.

Dans ce pays, où l'enseignement de la langue française est de longue tradition, on est aujourd'hui très démocratique.

Ce n'est sans doute pas l'événement diplomatique de l'année, mais c'est tout de même une date pour la Bulgarie. Le général de Gaulle avait reçu M. Jivkov - qui n'était alors que premier ministre - en 1966, mais c'est la première fois qu'un chef d'Etat français fait le déplacement, en sens inverse.

ALAIN JACOB.

Leçons de « déjdanovisation »

Moscou a décidé officiellement, mardi 17 janvier, de dépeupler tous les lieux portant le nom d'André Jdanov, dirigeant de l'ère stalinienne. Les Soviétiques s'avaient pourtant promis cette décision pour donner des leçons de « déjdanovisation » à leurs camarades bulgares.

L'hebdomadaire les Nouvelles de Sofia du 23 novembre 1988 a reproduit ainsi la lettre d'un lecteur scandalisé d'avoir trouvé une rue Jdanov dans le centre de la capitale bulgare. La lettre est signée : « L. G. P. Pionov, rédacteur en chef à la TV

soviétique, rédaction générale pour la propagande, Moscou, URSS. »

Nuit ou cygne ? M. Pionov se demande, chaque fois qu'il se rend en Bulgarie, combien « de rues, de places, etc., portent le nom de nos camarades », et déplore que « les plaques au nom de Jdanov dans une rue de Sofia soient parties des attributs de temps très récents, lorsque la ville bulgare de Varna portait le nom de Staline et le commandant militaire de Krasnodar, récemment, le nom de Brejnev. »

Les suites de la rencontre entre le roi du Maroc et le Front Polisario

La recherche d'un règlement au Sahara occidental donne lieu à de grandes manœuvres diplomatiques

ALGER
de notre correspondant

M. Hector Gross Espiell, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, est arrivé, mardi 17 janvier, à Tindouf, dans l'extrême Sud-Ouest algérien, en provenance de Nouakchott, à bord d'un avion spécial de la compagnie Air-Algérie. A la tête d'une délégation mixte ONU-OUA dont font partie MM. Abba Diallo, secrétaire général adjoint de l'ONU, et Nouou Diakité, ambassadeur du Mali auprès des Nations unies, représentant le président en exercice de l'OUA, M. Gross Espiell a été chaleureusement accueilli dans les camps de réfugiés sahraouis, situés à une trentaine de kilomètres au sud-est de Tindouf.

Un tournant décisif

Plusieurs milliers de femmes et d'enfants, serrés en une longue baie d'honneur, ont scandé des slogans de « paix » et de « justice » réaffirmant l'unité du peuple sahraoui et sa volonté d'indépendance. « Quinze ans de lutte sont la preuve de notre détermination » ou « Ni paix ni stabilité avant le retour au pays et l'indépendance totale » ont remplacé les anciens mots d'ordre « Toute la patrie ou le martyr » et les diatribes habituellement dirigées contre le roi du Maroc et ses ministres. Incontestablement, le climat a changé dans les camps sahraouis. La rencontre, qualifiée d'« historique » par la presse algérienne, entre le roi Hassan II et une délégation sahraouie, le 3 janvier au palais royal de Marrakech, a fait naître un immense espoir chez les dirigeants du Front Polisario.

L'agence officielle algérienne APS cite, en tout cas, volontiers les propos de M. Béchir Mustapha Sayed, le numéro deux du Front, qui a déclaré, mardi à Nouakchott, au terme d'un entretien avec le président de la République marocaine, que le conflit du Sahara occidental « connaît, fin février ou début mars, un accord total et définitif, par des moyens pacifiques, sous l'égide de l'ONU ». M. Béchir Mustapha Sayed était la veille à Tripoli, où il s'est entretenu avec le colonel Kadhafi.

Smarra, deux localités situées au Sahara occidental sous contrôle marocain, et à Nouakchott, en qui doit encore se rendre à Alger, puis à Bamako, le numéro deux du Polisario a entamé une campagne maghrébine d'information sur les entretiens maroco-sahraouis du 3 janvier.

De son côté, le secrétaire général du Front, M. Mohamed Abdelaziz, également président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), reconnue par plus de soixante-dix pays et membre de l'Organisation de l'unité africaine, a été reçu lundi par le président Chadli. A quelques semaines du deuxième sommet maghrébin qui doit se tenir au Maroc, tout est en œuvre pour aplanir les obstacles qui se dressent encore sur la voie de l'édification du grand Maghreb arabe. Quand cette dernière question était évoquée, le conflit du Sahara occidental était jusqu'à présent mis entre parenthèses. Il semble que toutes les parties concernées soient, peu près certaines d'arriver bientôt à une solution.

Autonomie

La tournée de M. Gross Espiell est inscrite dans le processus engagé par M. Perez de Cuellar, qui devrait déboucher sur un référendum d'autodétermination, conformément aux résolutions 104 de l'OUA et 40/50 de l'ONU. Le jour, un guayen, qui pourrait s'installer dès le mois de février à El-Ayoun, pour continuer sa mission, doit notamment trouver le moyen de résoudre le problème posé par l'exigence sahraouie du retrait des troupes, de l'administration et des colonies de peuplement marocaines du Sahara occidental avant l'organisation du scrutin.

Le Maroc et le Polisario avaient accepté le principe de ce référendum d'autodétermination, sous l'égide de l'ONU, le 30 août dernier. Il n'est pas exclu, au train où vont les négociations, qu'une solution intervienne avant que la consultation populaire n'ait été organisée. C'est du moins l'impression qui prévaut à Alger, où l'on se montre très attentif aux déclarations du roi Hassan II sur la décentralisation et la régionalisation, qui impliqueraient pour toutes « les provinces » du royaume une très large autonomie.

FREDERIC FRITSCHER.

Aujourd'hui, et n'en déplaise à certains,
c'est sur les conseils d'un pharmacien
que l'on peut acheter moins cher chez Leclerc.



Depuis longtemps les Centres Leclerc se battent pour avoir le droit de vendre moins cher des produits que l'on ne pouvait acheter qu'en pharmacie, mais qui n'étaient pas des médicaments. Défi relevé. Les espaces "parapharmacie" des Centres Leclerc sont maintenant gérés par des docteurs en pharmacie. Vous pouvez donc trouver tous les conseils que vous souhaitez. Mais certaines marques comme Klorane, Elancyl, Vichy, Galénic et Ducray, sous de faux prétextes, refusent encore de nous livrer. Elles estiment sans doute que leurs produits vendus moins cher chez Leclerc sur le conseil des pharmaciens, seront peut-être moins efficaces que vendus plus cher ailleurs. Le Public et la Justice apprécieront.

E. LECLERC



مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

Enquête

L'entrée en fonctions du nouveau président des Etats-Unis

Le lourd héritage des déficits

En politique étrangère, beaucoup d'expérience et quelques idées...

WASHINGTON
de notre correspondant

« **G**EOERGE BUSH, n'a pas de stratégie préétablie en matière de politique étrangère. Mais il y porte un intérêt considérable, et il est sans aucun doute, dans ce domaine, le plus compétent de tous les présidents de l'histoire récente des Etats-Unis. »

Ce jugement, porté par un homme qui sera l'un des principaux collaborateurs du nouveau président, exprime fort bien un paradoxe : la politique étrangère de la nouvelle administration devrait porter l'empreinte personnelle de M. Bush, mais lui-même ne semble pas avoir d'objectifs bien définis.

Au moins connaît-on bien le point de départ, l'héritage de M. Ronald Reagan, et les principes auxquels M. Bush s'est maintes fois déclaré fidèle : la nécessité d'être fort pour promouvoir la paix, défendre les droits de l'homme, réduire, avec la collaboration des Soviétiques, les conflits régionaux, et diminuer le niveau des armements.

Mais, alors que M. Reagan portait ses convictions en bandoulière, se lançant à l'occasion dans des paris aventureux (l'IDS - la « guerre des étoiles ») et se permettait de bousculer les contraintes budgétaires, son successeur ne semble pas tenté par les mêmes audaces. D'ailleurs il serait bien en mal de le faire, face à un Congrès solidement contrôlé par les démocrates.

S'il est un domaine où, dès la période de transition, M. Bush a tenu à affirmer - discrètement - sa différence, c'est celui des relations avec l'URSS. Autant, dans sa dernière période, M. Reagan paraissait ouvert sous le charme de M. Gorbachev (et, parallèlement, M. Shultz sous celui de M. Chervomazov), autant M. Bush et ses proches ont manifesté le désir de prendre un peu de recul, de marquer un temps d'arrêt, et ne pas se laisser entraîner dans le tourbillon gorbachevien.

Moins de latitude d'action

Certes M. Bush a été amené, bon gré mal gré, à remonter le numéro un soviétique avant même son entrée en fonctions : mais, en se cantonnant dans son rôle de vice-président, il a voulu faire comprendre que cette rencontre de New-York n'était pas un « fait accompli ». M. Bush a aussi fait savoir que la date fixée pour la réduction des pourparlers Start sur la réduction des armements stratégiques (le 15 février) ne pourrait être respectée.

Reculer un peu l'échéance permettra de vérifier d'abord comment les Soviétiques respectent leur promesse d'évacuer totalement l'Afghanistan (également à la mi-février). Surtout, la nouvelle administration a besoin de temps devant elle, ne serait-ce que pour préciser ses propres choix en matière d'armements stratégiques, en fonction des contraintes budgétaires.

Et puis, à l'égard de l'opinion américaine et des ténors de son propre parti, M. Bush se doit d'être prudent : il n'a ni l'armure idéologique ni le glorieux passé « anti-soviétique » d'un Ronald Reagan, et donc, en fin de compte, beaucoup moins de latitude d'action.

Dans le même esprit, l'équipe Bush évite de donner l'impression que son attention est monopolisée par le dialogue avec l'URSS. Les relations au sein de l'OTAN sont présentées comme une préoccupation prioritaire et, si on rappelle gentiment que les Etats-Unis ne doivent de jouer un rôle de leader, on insiste aussi beaucoup sur la concertation. M. Bush prend grand soin de manifester des égards particuliers aux deux grands voisins des

Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Et puis, il ne saurait évidemment être question d'ignorer le Japon : M. Bush a déjà décidé d'assister personnellement aux funérailles d'Hirohito.

La nouvelle équipe est en revanche restée remarquablement discrète à propos de l'Amérique centrale - terrain où l'administration Reagan a connu ses plus grandes déconvenues, et où l'avenir s'annonce morose. Maintenant que la Contra a été privée de moyens d'action, les réfugiés du Nicaragua affluent vers les Etats-Unis qui ne savent plus qu'en faire. La situation au Salvador est hautement préoccupante et, à Panama, le général Noriega continue de narguer Washington.

Des signes plus encourageants viennent d'Afrique australe, mais si M. Bush a chaudement approuvé les accords entre le régime de Luanda et l'Afrique du Sud, il a aussi exprimé très explicitement, sous forme d'une lettre, son soutien à l'UNITA et à son chef, M. Savimbi.

Prudence

Le Proche-Orient, pour l'équipe Bush, comme pour toute administration américaine, est un terrain miné. Au moins certains membres éminents de la nouvelle équipe soulignent de toute évidence souhaité ne pas trop s'avancer, tant les chances de réussite leur paraissent minces. Mais, à présent que l'ouverture d'un dialogue avec l'OLP a mis en marche la machine, ces mêmes responsables admettent qu'il ne sera pas possible d'étudier trop longtemps le problème, même si la tactique des Israéliens est de gagner du temps.

En public, aussi bien le président élu que ses collaborateurs ont manifesté la plus grande prudence. Et la seule prise de position explicite de M. Bush, pendant la campagne, est négative : il ne veut pas d'un Etat palestinien.

Pour diriger sa politique étrangère, M. Bush a choisi un proche parmi les proches, et un homme fort expérimenté, mais dans d'autres domaines, M. James Baker. Certains soupçonnent le nouveau secrétaire d'Etat de ne pas encore avoir une connaissance très précise des différents problèmes qu'il aura à traiter. En tout cas, il est resté coi pendant toute la période de transition, et il s'est fort peu manifesté au département d'Etat, au point de susciter des inquiétudes chez certains responsables, soucieux de leur avenir.

M. Baker sera secondé par M. Lawrence Eagleburger, diplomate chevronné qui connaît ses plus belles heures aux côtés d'Henry Kissinger, dans les années 70.

C'est également un proche de « Dear Henry », le général Brent Scowcroft, qui a été choisi pour occuper à la Maison Blanche le poste fort important de conseiller pour la sécurité nationale (NSC), qu'il avait occupé alors que M. Kissinger dirigeait le département d'Etat. Aujourd'hui encore, M. Scowcroft estime que le chef du NSC doit s'effacer, du moins dans ses déclarations publiques, devant le secrétaire d'Etat. Mais il partage clairement avec M. Bush le souci d'agir prudemment avec les Soviétiques, et en outre ne manifeste pas un très grand enthousiasme à l'égard du traité INF.

Au total, dirigée par des hommes d'expérience, animée par un souci de prudence et d'efficacité plus que par des préoccupations idéologiques, la politique étrangère américaine ne devrait pas connaître d'embarcadere majeure, ni le monde de trop grande surprise. Après tout, c'est pour cela que la plupart des partenaires des Etats-Unis avaient, plus ou moins ostensiblement, voté « Bush ».

J. K.

L'ÉQUIPE Bush devra s'atteler d'urgence à trois problèmes majeurs, « le budget, le budget et le budget ». Cette boutade du gouverneur de la Réserve fédérale, Robert Heller, en dit long sur le caractère symbolique, voire mythique pour les marchés financiers, du déficit budgétaire de quelque 150 milliards de dollars légué par le président Ronald Reagan. Dans une Amérique ravagée par une longue période de prospérité, ce boulet constitue, avec les déficits extérieurs, le rappel déplaçant du revers de la médaille réaganienne : la nécessité pour George Bush de donner l'exemple de la rigueur pour assainir l'économie.

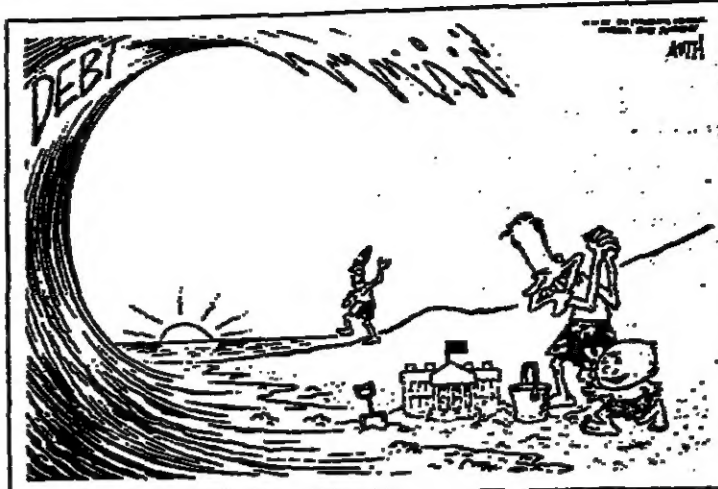
Les conseillers du président élu en sont tellement persuadés que trois d'entre eux, appelés à jouer un rôle de premier plan dans la gestion économique, se sont penchés sur le problème sans attendre le 20 janvier : le directeur du Budget, Richard Darman, le discret secrétaire au Trésor, Nicholas Brady, et le théoricien du groupe, Michael Boskin, appelé à se frotter aux réalités quotidiennes comme président des conseillers de la Maison Blanche, loin de la réflexion propre aux universitaires. Trois personnalités très différentes dont le point commun, un solide pragmatisme, rompt avec l'idéologie de la première équipe constituée par Ronald Reagan en 1981.

Du pragmatisme et de l'habileté, il leur en faudra beaucoup pour mettre au point le « gel flexible » des dépenses, cette idée lancée par M. Boskin et amplifiée par M. Bush pour promouvoir l'impensable, la réduction du déficit budgétaire sans hausse d'impôts.

Le principe est séduisant : limiter globalement la progression des crédits au taux de l'inflation en effectuant des coupes sélectives dans les programmes, mais sans toucher aux crédits sociaux les plus importants et les plus chers à l'opposition démocrate. Sa réalisation s'annonce ardue. Il n'est pas certain que l'habileté de M. Darman, légendaire au point d'avoir donné naissance au néologisme « darmanesque » dans les couloirs du Capitole, y suffise.

« Corpocratie »

Au cas où l'objectif d'un contrat pluriannuel de réduction du déficit ne prendrait pas forme avec le Congrès d'ici au printemps, le jeu de la « patate brûlante » consistant à repasser au voisin la responsabilité d'une hausse d'impôt prendra une nouvelle ampleur. Un jeu difficile pour George Bush. Avec l'arrivée en force de Texas d'origine ou d'adoption, le lobby pétrolier disposera de solides appuis pour éviter une solution qui tente tous les



M. Bush, le vice-président Dan Quayle et la dette américaine, dessin paru dans l'« International Herald Tribune ».

fiscalistes, un relèvement de la taxe pétrolière : une hausse d'un cent assure 1 milliard de dollars de recettes nouvelles. Quant à un relèvement de l'impôt sur le revenu, il tient de l'assassinat du père, tant les Américains sont reconnaissants à Ronald Reagan de l'avoir allégé.

Considérée comme la « révolution » de l'ère réaganienne, la réforme fiscale votée fin 1986 n'a pourtant pas que des partisans autour de George Bush. M. Boskin en a même dénoncé les « retombées défavorables à l'épargne ».

C'est vrai pour les consommateurs dont la boulimie d'achat ne s'apaise guère et participe au niveau élevé des importations, un handicap pour le redressement du commerce extérieur.

C'est aussi vrai pour les entreprises. En permettant aux sociétés de déduire de l'impôt les intérêts sur tous leurs emprunts, mais pas sur leurs dividendes, la réforme Reagan a poussé le monde des affaires à l'endettement massif.

Deux siècles devenus célèbres en illustrent les implications : « LBO » et « S & L ». La presse américaine titre régulièrement sur les dangers des « leverage buy outs » ou LBO, grâce auxquels les entreprises rachètent leur capital en s'endettant. Le coût, évalué à 100 milliards de dollars, des opérations de sauvetage de « savings and loans » ou S & L (ces caisses d'épargne qui, l'année après l'autre, s'effondrent), alimente de rudes polémiques. Prononcées l'épargne comme veut le faire l'équipe Bush exigera, dans de telles conditions, plus que de bonnes paroles. Cet objectif, couplé avec une volonté de réveil des poids lourds de l'industrie, endormis dans un immobilisme féroce dénoncé par Richard Darman comme de la « corpocratie », ne pourra se faire du jour au lendemain.

Un fait est pourtant certain. Si l'administration Bush ne parvient pas à promouvoir l'épargne et à calmer la consommation, la Réserve fédérale sera amenée, une fois de plus, à jouer seule les « pères la rigueur » en utilisant la seule arme dont elle dispose, celle

des taux d'intérêt. Le président de la Fed, Alan Greenspan, a jusqu'à présent réussi à naviguer au plus près, préférant les menaces à l'action spectaculaire. Mais il n'a jamais caché les limites de son pouvoir. Laisse seul maître à bord, en cas d'incapacité du gouvernement à reprendre de façon crédible le contrôle du budget, la Fed sera amenée à renchérir le crédit. Une option dangereuse à plus d'un titre.

Terrain miné

L'industrie tournant déjà à plein régime, de nouveaux investissements s'imposent pour suivre le rythme des commandes internes et étrangères. Une trop vive remontée des taux d'intérêt découragerait les investisseurs. Même crainte latente à la Maison Blanche. En ralentissant la croissance, un renchérissement du loyer de l'argent réduirait les recettes fiscales tout en alourdissant les remboursements sur une dette fédérale de quelque 3 000 milliards de dollars. Et les milieux financiers de renchérir sur les conséquences néfastes d'une hausse des taux sur les entreprises surendettées ou sur les caisses d'épargne en difficulté.

Cette vision de cancheamar pousse la Réserve fédérale à procéder par petites touches et avec la plus grande prudence. On ne peut pourtant exclure des frictions avec le nouveau président s'il ne profite pas de sa traditionnelle lune de miel pour imposer rapidement la cure d'austérité qu'impose l'accumulation des déficits qui donnent la mesure de la dépendance des Américains envers les investisseurs étrangers et de l'hypersensibilité du dollar.

Le gouvernement

Voici la composition du cabinet (postes de ministre - « secrétaire ») :

- Secrétaire d'Etat : M. James Baker, 58 ans.
- Défense : M. John Tower, 63 ans.
- Trésor : M. Nicholas Brady, 58 ans.
- Justice (Attorney general) : M. Dick Thornburgh, 56 ans.
- Commerce : M. Robert Moench, 61 ans.
- Logement et développement urbain : M. Jack Kemp, 53 ans.
- Agriculture : M. Clayton Yeutter, 58 ans.
- Education : M. Lauro Cavazos, 62 ans.
- Transports : M. Samuel Skinner, 50 ans.
- Santé et services sociaux : M. Louis Sullivan, 55 ans.
- Énergie : M. James Watkins, 61 ans.
- Intérieur : M. Manuel Lujan, 60 ans.

• Travail : M^{me} Elizabeth Dole, 52 ans.

• Anciens combattants : M. Edward Derwinski, 62 ans.

Voici la liste des ténors des principaux autres postes, mais n'ayant pas rang ministériel :

- M. John Sununu, 49 ans, secrétaire général de la Maison Blanche.
- M. Brent Scowcroft, 63 ans, conseiller pour les affaires de sécurité nationale.
- M. William Webster, 64 ans, directeur de la CIA.
- M. William Bennett, 48 ans, coordinateur de la lutte contre le drogue.
- M. Richard Darman, 45 ans, directeur du bureau de la gestion et du budget.
- M. Michael Boskin, 43 ans, chef des conseillers économiques.
- M^{me} Carla Hills, 55 ans, représentante pour le commerce extérieur.
- M. Thomas Pickering, 57 ans, ambassadeur à l'ONU.

(Publicité)

ESPACE SOCIAL

Premier hebdomadaire de la protection sociale et de la santé
Paraît le 20 janvier

DOSSIER N° 3

MÉDECINS : LA PAGAILLE DÉMOGRAPHIQUE

ESPACE SOCIAL est édité par l'Observatoire européen de la protection sociale
62, boulevard Garibaldi, 75015 PARIS
Abonnements : 45.66.98.11

FOUNDRY FOR THE STUDIES OF JAPANESE NATIONALITY
LES BASES DE LA PUISSANCE DU JAPON
Sous la direction de JEAN ESMEN
"Le meilleur livre écrit en 1988 sur le Japon"
PIERRE VERJUSE (Radio France Internationale)
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles...
à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
6, rue de Savoie, 75008 PARIS - Tél. : 43-28-90-72

président des États-Unis
des déficits

Enquête

et les grands dossiers de la Maison Blanche Le casse-tête financier du Pentagone

COMMENT consolider, à défaut d'accroître, cette « défense forte » qui fut un sacrifiant sur l'autel du déficit la nécessaire quote-part du surcroît accumulé ? En d'autres termes : est-il possible, comme l'a promis, un peu vite peut-être, le secrétaire à la défense désigné, M. John Tower, de « construire une défense moins chère et aussi sûre » ? C'est ce qu'il va devoir résoudre M. Bush, dont la marge de manœuvre est bien restreinte puisqu'il a promis tout au long de sa campagne de ne pas augmenter les impôts.

Ce débat ne date pas d'aujourd'hui en vérité, et a largement occupé le deuxième mandat de M. Reagan. Ces trois dernières années, en effet, le budget de la défense a été régulièrement rogné, comme ont été remis en question les coûteux choix du secrétaire à la défense d'alors, M. Weinberger, qui avait sorti des oubliettes des programmes controversés comme le missile intercontinental mobile MX, le bombardier stratégique B-1, ou encore les fusées Trident tirées à partir de sous-marins. Au point, dit-on, que la révision à la baisse de ces ambitieux programmes fut l'une des raisons essentielles de la démission de M. Weinberger en novembre 1987.

A présent, à l'approche du coup d'envoi de la nouvelle présidence, l'heure des comptes est à nouveau venue. Et le Congrès, à majorité démocrate, trouve la note bien salée : en huit ans, selon certains experts, l'effort d'armement américain se chiffrait autour de 2 000 milliards de dollars ! Et même si, dans son projet de budget-testament, M. Reagan a proposé 2 % d'augmentation pour les crédits du Pentagone (ce qui porterait l'enve-

loppé de la défense à 315,2 milliards de dollars), il est exclu que ses vœux soient exaucés. M. Bush lui-même, dont les choix en la matière restent plutôt vagues et souples, a laissé entendre qu'il proposerait un budget pour le Pentagone sans augmentation (hors inflation). On sait aussi que le nouveau président ne fait pas de fixation « affective » sur l'Initiative de défense stratégique (IDS), dite « guerre des étoiles », si chère à M. Reagan, dont le coût actuel des recherches est de 4 milliards de dollars par an, et qu'il serait prêt à accepter un moyen honorable de la mettre partiellement en sommeil, s'en remettant pour le reste à M. Tower pour faire le ménage budgétaire.

Une « rallonge » est nécessaire

Un ménage qui ne sera pas facile, si l'on considère la levée de bouilliers provoquée dans plusieurs États par la décision, somme toute mineure, de M. Carlucci de fermer par souci d'économie quatre-vingts bases ou installations militaires jugées obsolescentes sur le territoire américain. Alors, où économiser ? En matière de choix, M. Tower a déjà fait savoir qu'il s'en prendrait à la « bureaucratie » du Pentagone, et a laissé entendre qu'il privilégierait les « armements sur les hommes ». D'où d'inséparables spéculations sur le retrait partiel des troupes américaines en Europe auquel tend, à l'heure actuelle, toute la stratégie politique de M. Gorbachev. Spéculation auxquelles M. Tower a toutes fois coupé court lors d'une conférence de presse, en affirmant que « rien de tel n'était envisageable dans un futur immédiat ».

Reste que, selon certaines estimations, pour achever les programmes lancés sous M. Reagan, il faudra au

bas mot une « rallonge » de 500 milliards de dollars sur les cinq ans à venir, et que le Pentagone reste un gouffre financier qui engloutit 500 000 dollars à la minute. Des choix seront inévitables.

Contre-emploi

Mais M. Tower est-il le mieux à même de faire ces choix ? Une des rares figures contestées du futur cabinet, M. Tower, vieil ami texan de M. Bush, avait, en vingt-quatre ans de Sénat, surtout alimenté la presse à scandale avec son goût prononcé pour les jeunes femmes et le vieux whisky. A présent qu'il est au point d'accéder à un poste-clé, beaucoup se demandent s'il ne s'agit pas d'une nomination à contre-emploi. En effet, le futur directeur du Pentagone aura deux tâches essentielles à accomplir : opérer des coupes sévères dans ses propres services et restaurer l'intégrité d'un département miné par le scandale et la concussion.

Or John Goodwin Tower fut au début des années 80 l'un des principaux avocats du « réarmement » américain, depuis la commission des forces armées du Sénat, qu'il dirigea. Bien qu'il se soit amendé publiquement depuis, en reconnaissant qu'il « avait eu du génie », certains parlementaires se demandent si, à soixante-trois ans, cet homme aux convictions très arrêtées a vraiment changé.

Enfin, au moment où les premières incriminations viennent d'être prononcées dans l'affaire des pots-de-vin liés aux contrats d'armement du Pentagone, de nombreux journaux ne se privent pas de rappeler que M. Tower, après avoir quitté le Sénat en 1985, a travaillé comme consultant pour une demi-douzaine de grandes firmes d'armements américaines dont Textron Corpora-

tion, Martin Marietta ou Rockwell International, qui toutes trois effectuent des recherches technologiques ou fabriquent des composants pour le missile MX, le B-1 ou les fusées Titan. Et le *Washington Post* de calculer, avec une fausse innocence, le montant annuel des prestations de M. Tower, qui s'élèverait à 561 000 dollars.

A cela, le futur secrétaire à la défense répond qu'il sait faire abstraction de ses amitiés et des ses liens « encombrants », qu'il l'a prouvé récemment encore à la tête de la commission qui portait son nom et qui a enquêté sur les dessous politiques de l'« Irangate », au point de mettre en difficulté... M. Bush lui-même ! A ses côtés siégeait l'ancien général d'aviation Brent Scowcroft, qui va retrouver comme conseiller national de sécurité le poste qu'il occupait sous Gerald Ford. Entre ce mormon rigide qui ne boit ni ne fume et le vif texan, le courant, paraît-il, a fini par passer. Et ce n'est pas la moindre qualité de l'ancien mari qu'est M. Tower que de savoir naviguer au milieu des tempêtes — ou des eaux troubles — de la politique, dont il connaît tous les dessous. Blanche par une commission du FBI (on lui reprochait aussi la mystérieuse disparition de fonds électoraux en 1985), M. Tower est défendu bec et ongles par George Bush.

Lorsqu'on fait valoir devant lui que la nomination de M. Tower est un peu paradoxale, le futur président se contente de répondre : « Nixon est bien allé en Chine ». Ce qui en clair signifie que si un anti-communiste bon teint comme l'ancien président Nixon a su pratiquer l'ouverture, un dépensier collectionneur d'armements comme M. Tower peut lui aussi s'amender.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

La métamorphose de George Bush

(Suite de la première page.)

M. Bush y ajouta quelques noms plus controversés : un John Summit, arabe par son père, au verbe tranchant, pour diriger l'équipe de la Maison Blanche, et un John Tower, personnage bas de taille et haut en couleur, au Pentagone.

Dans un pays où, traditionnellement, le pouvoir est exercé par des amateurs, M. Bush a constitué un cabinet de « pros », certes conservateurs mais plutôt pragmatiques et modérés — un cabinet à son image, complété par quelques représentants des minorités (un Noir, deux hispaniques). Et un pluriel vigoureux, chargé de relever de redoutables défis (lutte contre la drogue, réhabilitation des quartiers pauvres). M. Bush avait promis une Amérique « plus douce et gentille », et il ne semble pas pour l'instant avoir l'intention d'oublier cette promesse.

Outre le choix de ses collaborateurs, un président élu ne peut être jugé avant sa prise de fonctions que sur les apparences, le style, les intentions, les apparences. De cette épreuve, à aussi, M. Bush s'est plutôt bien tiré, et la presse qui naguère l'accablait de sarcasmes le traite désormais avec révérence, sinon avec sympathie.

« Noblesse oblige »

Antant le candidat Bush tenait les journalistes à distance, antant le président élu s'est montré accessible. Mais il a défini de nouvelles règles du jeu : plus de questions hâtives à distance à un président opprimé ment protégé par le vacarme de son hélicoptère, plus de petites phrases arrachées à l'occasion d'une séance de photos. Les choses, d'ordinaire, devaient se faire dans l'ordre.

M. Bush rêve même de mettre fin à une pratique qui visiblement le hâle, mais constitue le pain quotidien de Washington : les fuites, les confidences anonymes par lesquelles des responsables de rang plus ou moins élevé essaient d'influer sur les décisions et de nuire à leurs rivaux. L'ouïe intention, vaste programme.

En attendant, M. Bush paie de sa personne, répond longuement aux questions et de façon relativement explicite. Lui demande-t-on ce qu'il compte dire aux membres de son cabinet qu'il va réunir, quelques heures plus tard, pour la première fois ? Il tire une fiche de sa poche, et débite, comme on énumère une liste de courses : « Penser grand », « mettre en question le système ». On commence à rire, tant l'énumération ressemble à une parodie, et puis on s'aperçoit que M. Bush lit réellement devant la presse, mais sur un mode volontairement plaisant, les notes qu'il a préparées pour s'adresser à ses collaborateurs.

C'est cela le « Bush nouveau », un

homme qui se sent assez en confiance pour se permettre des petites facettes. Et de donner, par la même occasion, quelques utiles indications sur ce qui lui tient à cœur : il ne veut pas, dira-t-il à ses ministres, de livres de souvenirs, du style *Kiss and tell*, genre lucratif et déshonorant, qui se sont livrés, à peine avaient-ils quitté leurs fonctions, bien des collaborateurs de M. Reagan.

Il souhaite en revanche voir un bon nombre de représentants des minorités figurer parmi les collaborateurs des membres du cabinet (comme pour donner l'exemple, M^{me} Barbara Bush a choisi une attachée de presse noire). Mais il met fermement en garde contre tout népotisme : « Je ne veux pas voir trop de fils ou de filles de responsables sur les registres du personnel. »

Un « chic type »

Pendant la campagne électorale, M. Bush avait annoncé qu'il porterait la plus grande attention aux questions d'éthique (gouvernementales). Il s'agit apparemment d'un souci sincère et profond de la part d'un fils de famille qui, affirmant ses proches, a un puissant sens du devoir, de la mission à accomplir, et aussi des obligations particulières qui pèsent sur ceux auxquels la fortune a souri.

« Noblesse oblige », a-t-on souvent écrit à propos de M. Bush, et on retrouve l'écho de ses principes dans l'un de ses projets : encourager les

jeunes des quartiers aisés à participer à un corps de volontaires qui aiderait les pauvres et les vieux des ghettos désertés.

Est-ce aussi pour « compenser » ses origines privilégiées, ou parce que tels sont véritablement ses goûts personnels ? M. Bush souhaite en tout cas que sa présidence soit placée sous le signe de la simplicité de manières ; lui et sa femme Barbara veulent que la Maison Blanche soit largement ouverte — et pas seulement à leurs nombreux enfants et petits-enfants.

Les cérémonies de l'inauguration Day, le jour de la prestation de serment, ont été conçues pour permettre la plus large participation du public.

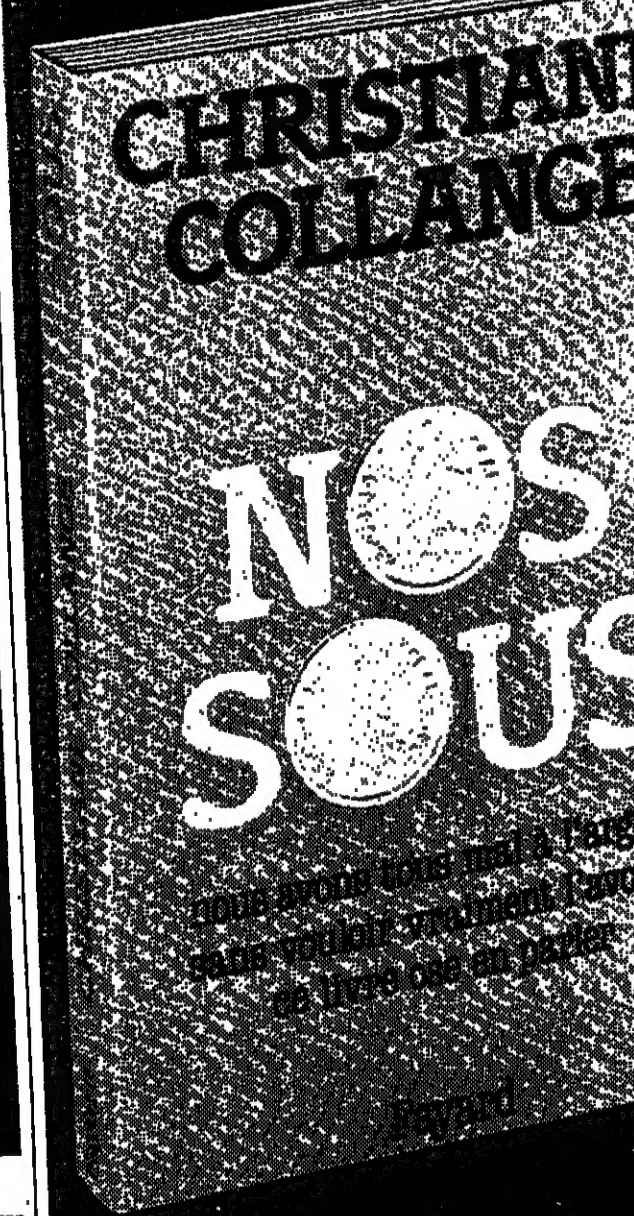
M. Bush n'est pas le premier à souhaiter ainsi donner l'image d'un président de plain-pied avec le peuple américain. M. Jimmy Carter s'y était essayé, Ronald Reagan, qui, lui, est d'origine fort modeste, incarnait au contraire une présidence plus « monarchique » — dans le contexte américain de stricte limitation des pouvoirs — sans que cela nuise le moins du monde à sa popularité, mais le patricien Bush n'aurait pu se couler sans risque dans le même moule.

Le résultat de ses efforts s'appréciera avec le temps, quand M. Bush sera constamment sous les feux des projecteurs, et quand il ne s'agira plus seulement de bonnes intentions mais d'actes. Au moins pour l'instant est-il parvenu à modifier



Antant le candidat Bush tenait les journalistes à distance, antant le président élu s'est montré accessible.

CHRISTIANE COLLANGE



292 p.
89 F.

**Nos sous :
avec ce sujet-là,
elle va encore
faire un tabac !**

Danièle Mazingarbe
Madame Figaro

FAYARD

JAN KRAUZE.

Amériques

HAÏTI

La grève générale a été largement suivie

L'appel à la grève générale lancé par la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH) a été largement suivi mardi 17 janvier, à Port-au-Prince et dans les principales villes haïtiennes, nous indique notre correspondant Jean-Michel Caroit. La plupart des commerces et des écoles de la capitale sont restés fermés et nombre d'employés n'ont pu se rendre à leurs bureaux du fait de la paralysie des transports en commun. Aucun incident n'a été signalé.

Le regain de tension au Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays située sur la côte nord - où des incidents ont opposé des groupes de jeunes à l'armée ces derniers jours - et le succès de la grève sont de mauvais augures pour le gouvernement du général Prosper Avril, qui avait déclaré le mouvement « illégal » en raison de son caractère « politique ». Renforcée par l'épreuve de force de mardi, la CATH n'a cependant obtenu satisfaction sur aucune de ses revendications. La centrale ouvrière exigeait pêle-mêle la baisse des prix des produits de première

nécessité, l'augmentation du salaire minimum, ou encore le jugement des personnes accusées d'avoir participé à des massacres de ces derniers mois.

De son côté, l'opposition ne parvient pas à s'unir face au gouvernement militaire. L'ancien candidat à la présidence Marc Bazin (centre droit) a pris position contre la grève de mardi, le Conacom (Comité national du congrès des mouvements démocratiques, gauche modérée) a prudemment soutenu le mouvement, le pasteur Sylvio Claude (Parti démocrate-chrétien haïtien) et M. Louis Déjolie (centriste populiste) publiant eux-mêmes un ferme communiqué de soutien, affirmant que la grève était « la première étape dans la lutte pour le départ du gouvernement Avril ». Les dissensions au sein de l'opposition devraient à nouveau se manifester à l'occasion du « forum » convoqué par le gouvernement, début février, pour discuter de la mise sur pied d'un nouveau conseil d'organiser de futures élections.

ÉTATS-UNIS

Les violences raciales de Miami ont fait deux morts

Des violences ont à nouveau éclaté, le mardi 17 janvier, pour la deuxième journée consécutive dans un faubourg noir de Miami : la foule a jeté des pierres et des bouteilles contre la police et incendié un véhicule. Les troubles avaient commencé lundi soir, lorsqu'un policier blanc avait tué un motocycliste noir.

Des policiers en tenue anti-émeutes ont été dépêchés dans les rues d'Overtown, quartier peuplé en majorité de Noirs, au nord de la ville, et ont tenté de disperser la foule en tirant des gaz lacrymogènes. Plus tôt dans la journée, un autre motocycliste traversant Overtown avait été attaqué par des jeunes qui lui avaient jeté des pierres. Il avait alors tiré sur la foule, blessant un adolescent noir qui a dû être hospitalisé.

Lundi, trois véhicules, dont une camionnette de la télévision, et deux immeubles avaient été incendiés. Un porte-parole de la police a déclaré ignorer pour quelles raisons exactement le policier avait ouvert le feu sur un motocycliste sans armes et sur son passager, qui tous deux ont succombé à leurs blessures dès leur admission à l'hôpital. Le policier a été relevé de ses fonctions en attendant les résultats de l'enquête. Le quartier reste bloqué par les forces

de l'ordre et les écoles n'ont pas ouvert de la journée.

La tension raciale à Miami est aggravée par la présence de nombreux réfugiés latino-américains, qui bénéficient d'une aide officielle et dont la présence est perçue par la communauté noire comme une menace contre des emplois déjà rares. Cet accès de violence survient cinq jours avant la finale du championnat de football américain (« Superbowl »), qui passionne toute l'Amérique et qui se jouera tout près d'Overtown. M. Suarez, le maire de Miami, a exprimé sa crainte de voir l'image de marque de sa ville ternie par ces incidents, qui ont déjà conduit - pour des raisons de sécurité - à l'annulation d'un important match de basket.

— (AFP, Reuters.)

● **PARAGUAY :** arrestation d'opposants. — Huit membres du Parti libéral radical authentique (PLRA), principale formation d'opposition, ont été arrêtés et torturés par la police politique du régime du président Stroessner, a annoncé, lundi 16 janvier, M. Domingo Lauro, dirigeant du PLRA. Ces huit personnes s'étaient réunies sans autorisation dans une maison particulière. — (AFP.)

Proche-Orient

Des Persans à la cour de saint Pierre

ROME
de notre correspondant

« Nous vous demandons de prier pour la paix dans le monde. »

— Mais... c'est ce que nous faisons », répondit Jean-Paul II.

Cet échange un peu sec, selon un témoin, a eu lieu mardi matin 17 janvier au Vatican, entre l'homéopathe Sadeq Khalkhali, inquisiteur en chef de la révolution iranienne (1), et le pape qui recevait pour la première fois une délégation de Téhéran conduite par le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Moussavi.

« Notre révolution est religieuse », a encore dit le petit homme en turban au chef des catholiques. Et il a ajouté que, selon lui, « sans l'esprit religieux, dont le monde a besoin, il n'y aura pas de moralité ». Difficile de ne pas être d'accord avec cela quand on occupe le trône de saint Pierre. Un peu plus tôt, parlant aussi en quelque sorte, de moralité, le pape avait évoqué dans un entretien séparé de vingt minutes avec M. Moussavi, la liberté religieuse en Iran et le sort des prisonniers de guerre irakiens.

Jean-Paul II, qui a reçu en cadeau un joli tapis kurde et qui a offert en retour un ouvrage sur l'histoire du Vatican, a dit qu'il souhaitait que l'échange de prisonniers entre l'Iran et l'Irak ait lieu au plus tôt. Pendant ce temps, sur la place Saint-Pierre, une centaine de manifestants criaient des slogans hostiles au régime de l'imam Khomeiny et couvraient la voiture officielle de M. Khalkhali d'œufs pourris. Ce fut le seul « incident » d'une

visite officielle de trente-six heures.

Rapés successivement par le président de la République, le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères, la délégation iranienne a répondu positivement au souhait italien de voir acceptée à Téhéran la visite d'une délégation de la commission européenne des droits de l'homme.

« L'Iran, après huit ans de guerre, s'ouvre à la paix », a dit M. Moussavi. Nous sommes dans la phase de reconstruction. » Et pour la prouver, le visiteur a fait savoir que l'entreprise italienne qui avait participé, avant la révolution, à la modernisation du port iranien de Bandar Abbas, et qui n'avait pas été payée, recevrait 3 milliards de francs sur les 8,5 milliards demandés. Un compromis qui devrait être accompagné dans les prochains mois de contrats italiens pour l'achat par l'Iran de deux centrales thermoelectriques.

Enfin, au cours d'une brève conférence de presse, avant son départ pour Varsovie, le chef de gouvernement iranien a fait savoir que, selon lui, le retour de l'ancien roi Zahir Chah en Afghanistan, lui « paraissait impossible au regard de la position de la majorité des masses afghanes et à l'évolution sociale du pays ».

PATRICE CLAUDE.

(1) M. Khalkhali est connu pour la brutalité avec laquelle il a exercé ses talents de procureur des tribunaux révolutionnaires dans les premiers mois qui ont suivi la révolution islamique, avant de conclure brutalement la lutte anti-drogue en Iran. Il préside aujourd'hui la commission des affaires étrangères du Parlement.

Dans les territoires occupés

L'armée israélienne renforce son arsenal répressif

Les États-Unis ont exprimé, mardi 17 janvier, leur inquiétude devant la montée de la violence dans les territoires occupés par Israël, appelant Palestiniens et Israéliens à faire preuve de retenue. Et ce, au moment où le gouvernement de M. Shamir annonce de nouvelles mesures coercitives contre les manifestants palestiniens.

« Nous sommes profondément inquiets des émeutes et des violents affrontements entre les Palestiniens et les Israéliens, qui ont eu pour conséquence un accroissement récent du nombre de morts », a notamment déclaré un porte-parole du département d'État. — (AFP, Reuters.)

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le gouvernement israélien a décidé de frapper, un grand coup contre les « lanceurs de pierres », qu'il considère comme les principaux responsables de la poursuite du soulèvement palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

Il y a longtemps déjà que le ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin, et les responsables de l'état-major reconnaissent leur incapacité à faire cesser ce qui est devenu le symbole de l'intifada, le geste incitant la révolte des Palestiniens : le jet de pierres - dirigé contre les patrouilles de l'armée ou les véhicules de civils israéliens dans les territoires.

Fin décembre, M. Rabin déclarait à la Knesset que 85 % des incidents recensés au cours du mois avaient été des attaques à coups de pierres menées par des adolescents. Plusieurs dizaines de civils israéliens ont été blessés. Il ne se passe guère de jours sans que les bus de la compagnie nationale Egged soient la cible de quelques jets de pierres.

Pour enrayer ce type d'actions qui, sans grande mobilisation des Palestiniens, maintient un climat d'insécurité dans les territoires, M. Rabin a annoncé, mardi 17 janvier, un renforcement de l'arsenal punitif en vigueur. Les lanceurs de pierres seront passibles de peines de prison accrues ; leurs parents risqueront de lourdes amendes, la saisie de certains de leurs biens, voire la destruction de la maison familiale.

Le ministre a confirmé que les unités sur le terrain pouvaient dorénavant faire un usage plus grand des balles en plastique dont elles sont équipées. M. Rabin a imputé le regain de manifestations et le nombre accru de jeunes victimes - morts et blessés - enregistrés ces dernières semaines à la réouverture des lycées en Cisjordanie. Pour sa part, le chef d'état-major, le général Dan Shomron, a estimé que l'annonce d'un dialogue entre les États-Unis et l'OLP avait relancé le soulèvement.

Les chiffres que vient de publier l'armée sont éloquentes : du 15 décembre au 15 janvier, vingt-six jeunes Palestiniens ont été tués par balles et près de cinq cents autres blessés. C'est un bilan aussi élevé que ceux de l'hiver dernier, au plus fort de la révolte, alors que les manifestations étaient beaucoup plus

nombreuses. L'escalade s'est poursuivie mardi : deux Palestiniens (âgés de dix-sept ans) ont été tués, un troisième (dix-neuf ans) est mort de blessures par balles reçues les jours précédents, pendant qu'une trentaine d'autres étaient blessés.

M. Shamir
pris à partie

A la mi-journée, le premier ministre s'est de nouveau fait prendre à partie lors d'une visite en Cisjordanie. La semaine dernière, M. Shamir avait essuyé la colère d'un petit groupe de colons qui l'accusaient d'être trop mou face au soulèvement. Cette fois, à Naplouse, il a été interpellé par une unité de réservistes - des parachutistes. Ils lui ont dit que lui-même et les gens de l'état-major ignoraient ce qui se passait vraiment sur le terrain, que les consignes de répression données aux soldats n'étaient pas conformes au règlement militaire, et qu'ils avaient à exécuter des ordres contraires à leur conscience. La scène a été longuement retransmise au journal télévisé.

ALAIN FRACHON.

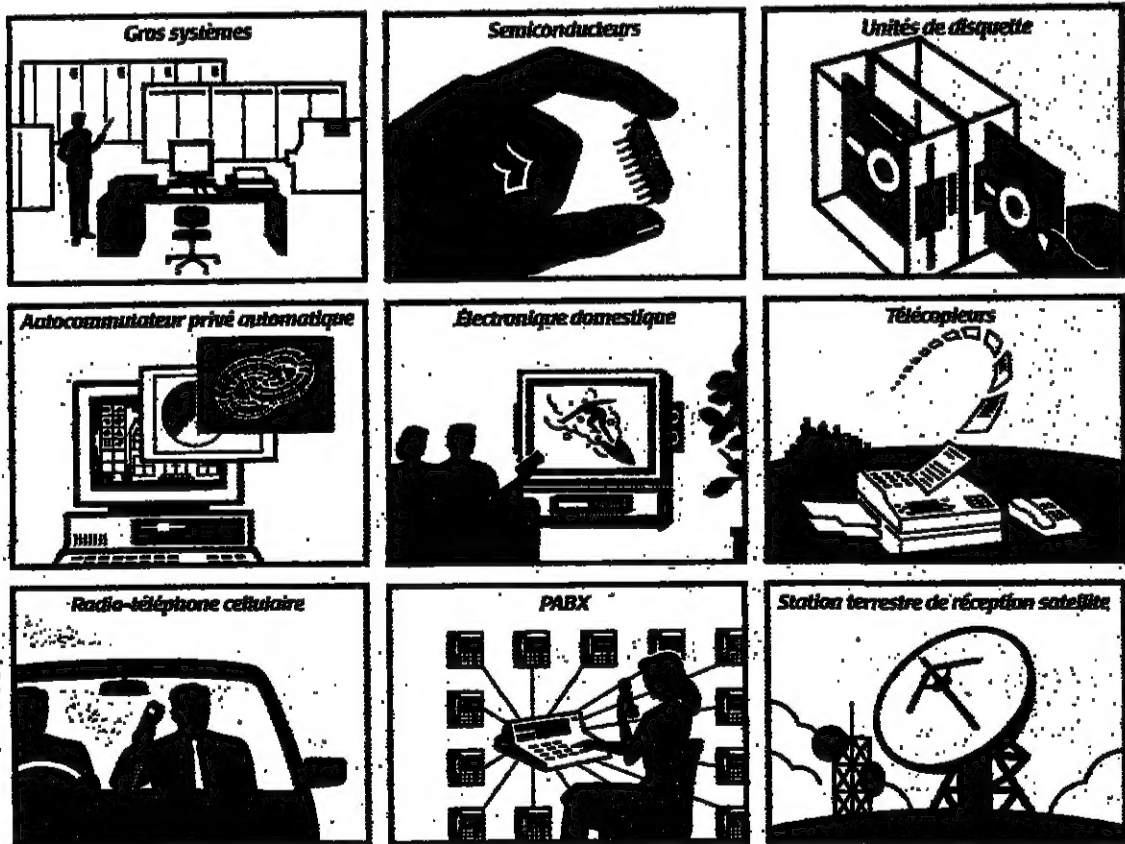
Une nouvelle « affaire » de visa entre Washington et M. Arafat ?

Une nouvelle « affaire » de visa se profile-t-elle à l'horizon des relations entre les États-Unis et l'OLP ? Deux mois à peine après que le secrétaire d'État George Shultz ait refusé un visa à M. Yasser Arafat - obligeant l'Assemblée générale de l'ONU à se déplacer à Genève pour entendre le responsable palestinien, Washington se retrouve devant la même alternative : autoriser ou non l'entrée aux États-Unis de M. Arafat, qui vient d'accepter une invitation du Comité arabo-américain contre la discrimination pour le 13 avril à Washington.

La Maison Blanche a fait savoir qu'une demande de visa de M. Arafat serait étudiée - avec beaucoup d'attention. Il est vrai que, depuis novembre et la dernière « affaire » de visa, l'administration américaine a délivré une sorte de certificats de bonne conduite à l'OLP en acceptant, pour la première fois, d'ouvrir le dialogue avec la centrale palestinienne.

C&C Computers and Communications

Le temps que vous mettez pour lire tout ce que nous savons faire...



PINWRITER 27

Comex Prestige Elite ITC Souvenir Gold P.S. Times P.S. Helvetia P.S. DRAFT GOTHIC Font Card TYPE STYLE

Proche-Orient

Politique

La préparation des élections municipales

La révision des listes de 806 des 957 bureaux de vote de la capitale est annulée

M. Jean Tibéri, premier adjoint au maire de Paris et député RPR de la capitale, est très irrité par le comportement de M. Pierre Joxe qu'il accuse d'« établir une confusion entre ses fonctions ministérielles et sa qualité de candidat aux prochaines élections municipales » (dans le douzième arrondissement).

M. Tibéri a annoncé que la Ville de Paris fait appel devant le Conseil d'Etat de jugements du tribunal administratif de Paris annulant, à la demande du préfet de Paris, les opérations de révision des listes électorales de 806 des 957 bureaux de vote de la capitale. Un premier jugement avait déjà annulé la semaine dernière des opérations dans les bureaux de vote du sixième arrondissement, et dans les bureaux des troisième, quatrième et huitième arrondissements.

L'annulation des opérations de radiation et d'inscription des électeurs, c'est-à-dire la révision des listes effectuées comme chaque année entre le 1^{er} septembre 1988 et

le 10 janvier 1989 est motivée par une question de forme. L'organisme chargé de cette révision est la commission administrative. Il en existe 193 à Paris, compétentes chacune pour cinq bureaux de vote en moyenne, composées de trois personnes : un représentant du maire de Paris, un du président du tribunal de grande instance et un du préfet de Paris.

Domiciliations fictives

Or, pour 168 de ces commissions, deux de ces représentants seulement ont signé les procès-verbaux. Le tribunal donne quinze jours aux commissions pour qu'elles se réunissent à nouveau. Elles vont donc être convoquées par le maire pour examiner ce vice de forme.

Cependant M. Jean Tibéri s'indigne que le ministre de l'intérieur « essaie de faire croire que nous avons trafiqué les listes alors qu'il

s'agit d'un vice de forme administrative » et il souligne que dans les tiers des cas environ, la signature manquante est celle du représentant du préfet de Paris.

Il voit donc une « manœuvre politique dans le fait que le préfet, à la demande du ministre de l'intérieur, saisisse le tribunal administratif dans une affaire où il se prévaut de sa propre turpitude ». Le premier adjoint, par cette allusion voit donc là l'illustration du fameux adage romain : « *Memo auditur propriam turpitudinem allegans* » (1).

De plus, M. Tibéri fait état d'une circulaire du préfet de Paris datée du 25 novembre 1985 (M. Joxe étant ministre de l'intérieur du gouvernement Fabius) dans laquelle il est écrit : « Il n'y a pas lieu de considérer comme irrégulières des séances de commission auxquelles soit le délégué du président du tribunal de grande instance n'a pas siégé pour des impératifs personnels ou professionnels alors qu'ils

avaient été dûment convoqués par le maire ». Cette circulaire ajoute : « Aucune règle de quorum n'est imposée mais il serait fortement souhaitable que les décisions des commissions administratives conservent un caractère collégial avec la présence d'au moins deux membres sur trois ».

Ce contentieux est donc tout à fait différent de celui concernant l'inscription sur les listes électorales de certains arrondissements d'électeurs qui n'y sont pas domiciliés.

Le cas de M. Bariani, maire du vingtième arrondissement, ayant été évoqué à cette occasion, M. Tibéri a cité plusieurs cas de domiciliations fictives concernant des personnalités socialistes, comme M. Jack Lang habitant place des Vosges (quatrième arrondissement) mais « inscrit par domiciliation fictive chez un militant socialiste rue de la Perle dans le troisième : M. Avicé habitant le cinquième mais inscrit dans le quatorzième où M. Michel

Charzat, député domicilié dans le seizième mais inscrit à sa permanence politique dans le vingtième.

Le premier adjoint au maire de Paris a encore manifesté son ire à l'égard du ministre de l'intérieur à propos de deux autres sujets.

M. Joxe ayant déclaré au cours de ses vœux à la presse que « la question de la Mairie de Paris échappe à tout contrôle », M. Tibéri s'est élevé contre ce « mensonge » et il a rappelé que la question était non seulement contrôlée a priori par les élus mais aussi a posteriori par la Cour des comptes.

« Un coup politique »

L'adjoint au maire de Paris dénonce enfin un autre « coup politique » du ministère de l'intérieur : le retrait, à la demande du gouvernement, en dernière minute de l'ordre du jour de la réunion du Syndicat des transports parisiens d'un accord conclu entre les départe-

ments de la région Ile-de-France pour la répartition entre eux du déficit de la RATP et de la SNCF banlieue. Or cet accord conclu sous l'égide du préfet, établissant une nouvelle répartition des charges entre ces départements réduisait la participation de Paris de 250 millions de francs pour 1989 (alors que Paris a réglé en 1988, 1,6 milliard de francs au titre du déficit de ces transports collectifs).

M. Alain Juppé, adjoint au maire, chargé des finances, affirme donc à son tour que « dans le cadre de sa campagne électorale, M. Joxe cherche par tous les moyens à mettre en difficulté le maire de Paris et n'hésite pas à faire usage de ses prérogatives de ministre de l'intérieur au détriment des intérêts des Parisiens ».

A. P.

(1) « Personne ne peut se prévaloir de sa propre turpitude. »

La bataille de Paris

LES socialistes n'espèrent pas enlever à M. Jacques Chirac la mairie de Paris. Ils veulent, seulement, le prendre au mot. Le maire s'est promis de conserver la totalité des vingt arrondissements qu'il avait enlevés dès le premier tour en 1983. Chirac l'a estimé que tout arrondissement enlevé à la majorité municipale serait une défaite pour l'ancien premier ministre. L'objection dans les troisième, quatrième, dix-neuvième et vingtième arrondissements.

Pour remporter une telle victoire, quatre ministres sont en lice dans la capitale : MM. Jack Lang, Pierre Joxe, Paul Quilès et Georges Sarre. Le ministre de la culture, conseiller de Paris sortant, devrait annoncer, jeudi soir 19 janvier, qu'il préfère députer à M. Pierre Sudreau la mairie de Blois, dans le département où il est élu député depuis 1986. M. Joxe apparaît, déjà, comme le probable chef de file des socialistes à Paris. Chef de file ou porte-parole, mais pas candidat à la mairie puisqu'il faut être réaliste, et puisque le propos officiel du PS dans la capitale est de « faire vivre la loi PLM » en donnant un contenu au rôle que, selon cette loi, doivent jouer les maires d'arrondissement.

Un ministre — M. Lang — devrait quitter Paris, mais un autre pourrait y venir : M. Michel Durafour, ministre délégué à la fonction publique, dont la candidature à la tête d'une liste dans la capitale symboliserait

l'ouverture du PS vers le centre gauche. La décision relève du président de la République lui-même, avec lequel M. Durafour doit s'entretenir dans les prochains jours. Certains socialistes parisiens se demandent, cependant, s'il serait judicieux, en donnant une telle place à l'Association des démocrates, d'offrir au PCF un argument de campagne au moment où il semble vouloir aller seul à la bataille.

Les ambitions du PS dans la capitale butent, en effet, sur l'obstacle que leur opposent les communistes, qui revendiquent purement et simplement la reconduction des accords de 1983, ce qui leur assurerait rien de moins que la tête de liste dans l'un des principaux arrondissements « gagnables », le dix-neuvième. Leur argumentation est sans ambiguïté : si vous voulez marquer des points à Paris, allez-vous aux socialistes, il faudra passer par nos conditions. Les socialistes se préparent, dans ce cas, à devoir mener un combat difficile sur deux fronts.

Conquérir des arrondissements n'est pas leur seul objectif. Au-delà du scrutin de mars, est en jeu le partage du pouvoir régional, pour lequel les socialistes ont des projets innovés, mais dont l'attention est transparente. Entamer la toute-puissance de M. Chirac au sein même de sa majorité serait un premier pas dans cette direction.

PATRICK JARREAU.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel de mercredi 18 janvier :

UNE LOI

• N° 89-23 du 17 janvier 1989 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

UN DÉCRET

• Du 17 janvier 1989 portant nomination de membres du Haut Conseil de la population et de la famille.

UN ARRÊTÉ

• Du 16 janvier 1989 portant création de la mission interministérielle pour la lutte contre le travail clandestin, l'emploi non déclaré et les trafics de main-d'œuvre.

• M. Barre juge indispensable la diminution du nombre des régions. — M. Raymond Barre a estimé à Lyon que, dans la perspective de l'Europe de demain, les régions françaises doivent trouver de nouvelles frontières et que leur nombre doit être réduit. L'ancien premier ministre a précisé : « Nos régions joueront un rôle essentiel dans l'Europe actuellement en construction, mais il est impensable que cela se fasse avec vingt-deux régions françaises. »

Il a regretté que « des régions s'érigent en petites satrapies au sein de grandes satrapies ». « Les régions françaises, a-t-il ajouté, doivent avoir une échelle telle qu'elles soient compétitives avec celles qui sont au-delà de nos frontières. » M. Barre a estimé que leur rôle devrait également subir des modifications. « Faisons comme si l'Etat n'existait pas et prenons des initiatives. Et l'Etat viendra alors aux régions », a-t-il déclaré.

(Publicité)

« Le Pays Breton »

Le mensuel breton de janvier 1989 est dans les kiosques.

Au sommaire vous trouverez notamment :

- Une critique sérieuse, sans complaisance mais avec esprit de dialogue, de « l'Histoire littéraire et culturelle de la Bretagne » par l'historien Jean-Yves Guennou.
- Les savants allemands pionniers des études celtiques il y a cent cinquante ans, par Bernard Le Nail.
- Vente des écrivains bretons à la Maison de la Bretagne à Paris (17, rue de l'Arrivée) le 28 janvier à 15 heures.
- Jean-Paul Kauffmann présidera le grand banquet des associations bretonnes de l'Ile-de-France le 26 février, à Argenteuil (inscription auprès des amicales ou au siège du journal, 43-20-68-461).
- Le carnet des activités associatives bretonnes dans toute la région parisienne, les vœux de dix-sept personnalités et des nouvelles de Bretagne.

Abonnement 100 F (un an), 19, rue du Départ, 75014 PARIS

...C'est plus qu'il n'en faut à votre Pinwriter NEC pour imprimer toute une page de courrier.



Nos imprimantes P6 Plus et P7 Plus sont rapides. Mais elles ne racontent qu'une infime partie de l'histoire de NEC. Vous serez sans doute surpris d'apprendre que plus de 15 000 produits — pour le bureau, la maison, etc. — portent la griffe NEC.

Jetez un coup d'oeil à l'éventail de produits ci-contre : vous verrez comment NEC intègre son sens de l'innovation à l'informatique et aux techniques de communication.

La technologie NEC assure à tous les produits NEC — depuis les minuscules semi-conducteurs aux stations géantes de réception satellite, en passant par les téléviseurs couleur et les super-ordinateurs — le premier rang dans leur catégorie.

Aucun doute, NEC est vainqueur sur tous les fronts !



NEC

N'hésitez pas à nous contacter. NEC Business Systems (France) Tour CAN, Cedex 13, 92082 PARIS LA DEFENSE.
NEC Electronics (France) S.A. 9 rue Paul Doumer, BP 187, 78142 Velizy-Villacoublay Cedex

هكذا من الأصل

Politique

Le PCF maintient ses exigences initiales face au PS

Les discussions entre les fédérations départementales socialistes et communistes pour mettre en œuvre l'accord du 12 janvier sur les élections municipales font apparaître que les deux partis n'interprètent pas de la même façon le texte signé par leurs dirigeants.

Des trois éléments qui, selon la déclaration commune adoptée par MM. Pierre Mauroy et Georges Marchais, doivent être pris en compte pour la composition des listes — les accords de 1983, le rôle du maire sortant et la « représentativité actuelle » des deux partis — les communistes privilégient le premier.

Il en résulte, selon les informations transmises par les fédérations socialistes aux responsables nationaux du parti, que non seulement les communistes, comme il était prévisible, rejettent toute revendication de leurs partenaires sur les mairies détenues par le PCF, mais qu'ils refusent aussi d'admettre que, dans aucune des villes qu'ils avaient perdues en 1983 au profit de la droite, l'évolution du rapport des forces justifie que le PS conduise, cette année, la liste de gauche. Les responsables socialistes estiment que, parmi les trente villes de plus de vingt mille habitants qui entrent dans cette catégorie, la tête de liste devait rester au PCF dans cinq ou six cas et revenir au PS dans tous les autres.

La tournure prise par les discussions entre socialistes et communistes à Paris est particulièrement révélatrice de la distance qui sépare les deux partis dans l'interprétation de l'accord. Les dirigeants des deux fédérations, qui se sont rencontrés mardi 17 janvier, se sont séparés sans être parvenus à s'entendre ni fixer un nouveau rendez-vous. Pour M. Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération du PS, les « exigences » du PCF sont « insupportables ». Pour M. Henri Malberg, son homologue communiste, les propositions socialistes sont « irréelles ».

M. Marchais avait fixé lui-même la position des communistes à Paris en demandant, le 14 janvier, la tête de liste dans les deuxième et dix-neuvième arrondissements (le Monde du 17 janvier), c'est-à-dire la reconduction de l'accord de 1983. Les socialistes, eux, prenant pour référence les élections législatives de juin dernier, qui avaient donné 55 % des voix au PCF à Paris, ils estiment inconcevable que M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF, dirige la liste dans le dix-neuvième arrondissement, où la gauche a ses chances, alors qu'il avait obtenu 10,89 % des suffrages exprimés au premier tour des élections législatives, contre 34,96 % pour le candidat socialiste, élu au second tour.

M. Duraufour lance la campagne de l'Association des démocrates

C'est d'un petit local fraîchement repeint de blanc du vingtième arrondissement de Paris dans lequel se pressait avec enthousiasme une poignée de militants que M. Michel Duraufour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, a tenu à lancer la campagne pour les élections municipales de l'Association des démocrates dont il est le président. L'Association des démocrates regroupe la plupart des ministres d'ouverture. M. Duraufour a confirmé que des négociations étaient en cours avec le Parti socialiste et qu'une déclaration commune aurait lieu « vraisemblablement au cours de la semaine prochaine » avec M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS.

Ces négociations « se passent très bien », selon le ministre, « même si ça et là il y a, naturellement, des pesanteurs. Le PS a le pesantier PC, l'UDF et les centristes ont la pesanteur RPR », a expliqué M. Duraufour, « car on ne se sépare pas facilement de ses vieilles habitudes ».

Pour M. Duraufour, « l'ouverture est plus que jamais nécessaire » et l'Association des démocrates a la volonté « de constituer une majorité qui gère les villes comme nous gérons le gouvernement dans un esprit de tolérance et d'efficacité ».

L'Association des démocrates ne se sent pas engagée par l'alliance PS-PC pour les municipales. « Nous avons, nous, un accord privilégié avec le PS et nous nous inscrivons dans la majorité présidentielle alors que le PC ne cesse de répéter qu'il n'y est pas », a déclaré M. Duraufour. « Nous voulons, a conclu M. Duraufour, être l'émissaire de cette nouvelle majorité ».

Sur l'ensemble de l'arrondissement, partagé entre deux circonscriptions législatives, le rapport des forces, selon le PS, était de 9 % contre 35 %, compte non tenu des voix recueillies par un dissident socialiste. Dans le deuxième arrondissement, le PCF avait obtenu 5 % des voix et le PS 35 %.

Les communistes observent, pour leur part, que les propositions socialistes ne leur garantissent aucun siège au Conseil de Paris dans l'hypothèse où M. Jacques Chirac rééditerait le « grand chelem » de 1983, ses listes l'emportant au premier tour dans tous les arrondissements. Ils estiment inadmissible que leurs électeurs, qui avaient contribué en juin dernier à l'élection de cinq députés socialistes dans la capitale, n'aient pas la perspective de gagner au moins une mairie d'arrondissement en mars prochain. Ils font valoir que l'absence d'accord donnerait un « formidable atout » à la droite.

Le problème des renouvellements

A la divergence essentielle qui apparaît ainsi sur le sens de l'accord du 12 janvier s'ajoute, dans certains villes, le problème des renouvellements communistes. M. Marchais avait déclaré, le 16 janvier sur Antenne 2, que le PCF acceptait la présence d'anciens communistes sur les listes de gauche dès lors qu'ils figuraient sur le contingent socialiste et qu'ils ne se réclamaient pas du Parti communiste. Or les renouvellements se veulent, précisément, communistes. Aussi, à Toulouse, où la présence de l'un de leurs dirigeants, M. Claude Llabres, sur la liste de gauche avait paru admise par le PCF, elle est aujourd'hui remise en cause. A Lille, le PCF entend réduire la place faite par M. Mauroy aux conseillers sortants renouvelés.

L'application de l'accord national entre les deux partis bute donc sur la référence à 1983, privilégiée par les communistes, mais la clause de l'accord qui prévoit une concertation au niveau des directions des deux partis se trouve aussi mise en cause. En effet, alors que le comité central du PCF se réunit mercredi 18 et jeudi 19 janvier et la convention nationale du PS le 22 janvier, aucune rencontre n'est prévue entre les deux directions. La convention socialiste, censée valider les listes communales et les primaires, risque d'avoir à le faire sans qu'une négociation globale avec le PCF ait eu lieu. Dans cette hypothèse, que resterait-il de l'accord « national » ?

P. J.

Le projet de M. Gaudin pour Marseille

« Voir loin et grand » !

M. Jean-Claude Gaudin, candidat de l'opposition à la mairie de Marseille, président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a présenté, mardi 17 janvier, son « projet pour un million de Marseillais » avec un slogan : « Voir loin et grand ».

Ce projet « ambitieux », auquel a collaboré l'architecte André Stern, publié à 300 000 exemplaires sous la forme d'un ouvrage de 80 pages distribué aux Marseillais, s'intitule *Eukhymènes* (du nom d'un navigateur et explorateur de l'Antiquité qui, partant de Marseille, découvrit, au VI^e siècle avant J.-C., l'actuel Sénégal) et touche tous les secteurs de la vie de Marseille, dans la perspective du XXI^e siècle. Pour M. Gaudin, Marseille, « tournée vers la mer et tournée vers la terre (...) peut redevenir la capitale du monde méditerranéen et la capitale de l'Europe du Sud, double perspective inscrite dans son dessin ».

Entouré de son adjoint, M. Jean-Claude Mattéi, conseiller municipal et maître d'œuvre du projet, et de M. Maurice Toga, secrétaire départemental du RPR, M. Gaudin, devant plus de deux mille personnes, a souligné que son projet, élaboré « pour réussir et pour rassembler », est avant tout inspiré par « son amour pour Marseille ». Préparé, pendant trois ans, par une centaine de personnalités marseillaises « anonymes », ce projet se préoccupe — avant tout — du redressement économique de Marseille et de la question du centre-ville.

Le candidat de l'UDF et du RPR a dénoncé la « paralysie municipale que sécrète la guerre socialiste-socialiste » et expliqué que « la responsabilité du déclin de Marseille est avant tout politique ». Pour M. Gaudin, le défaitisme a connu deux époques, celle de « l'action », puis « celle de l'immobilisme (...) celle des occasions manquées, des projets retardés ou annulés ». La césure entre les deux époques coïncide, selon lui, avec son propre départ de la majorité municipale.

M. Gaudin a souligné l'ouverture de ses listes à des personnalités de la société civile, dont le dirigeant patronal régional, M. Jean-Louis Tourtes, l'architecte ayant collaboré au projet et le boxeur Richard Caramolis.

L'élection législative partielle de Marseille

M. Bernard Tapie héraut de la « France unie »

Marseille de notre correspondant régional

Une nouvelle fois, la bataille est rude et son issue incertaine. On est ici sur des marches de Marseille, le littoral sud et une partie des quartiers est forment un ensemble composite à dominante résidentielle. Une circonscription orientée à droite mais qui, pour un peu, aurait renié en juin ses convictions.

A sept mois d'intervalle M. Bernard Tapie est revenu pour gagner dans un climat politique qui paraît lui être moins favorable. Il ne bénéficie plus de la dynamique de l'élection présidentielle. Le mécontentement social a grandi entre la gauche et le danger du Front national, qu'il prétendait conjurer, s'est fait moins pressant. Reste à mesurer l'influence réelle de ces changements dans une élection partielle, donc sans enjeu national, où le choix des électeurs obéit moins à des réflexes partisans qu'aux élections générales.

« Vous avez encore une chance la dernière », répète M. Bernard Tapie à ses électeurs, d' voter à l'Assemblée nationale un vrai représentant de la société civile, élu et non désigné. Le président de l'Olympique de Marseille a brodé sa campagne sur ce thème qu'il associe en de multiples variations à celui de la « France unie ». « L'équilibre gauche-droite explique-t-il, c'est fait. Vos deux problèmes, ce sont le chômage et la SIDA. Qui peut mieux les résoudre que le tandem Tapie-Chernomir ? »

Emet-on des doutes sur la validité actuelle du slogan de la « France unie » ? M. Bernard Tapie rétorque qu'il l'a « testé » et qu'il « marche ». La France unie ce n'est pas Staline ou Poutine. C'est de l'arranger pour que le type qui a un peu de savoir et un peu d'argent en fasse profiter ceux qui n'ont ni l'un ni l'autre ».

L'homme d'affaires n'a pas repoussé, pour autant, le soutien du conseiller municipal et secrétaire général du CDS de Marseille, M. Jean Chélini. Sa campagne s'est

faite, d'autre part, plus professionnelle et méthodique qu'en juin. A sa permanence, sa propre équipe a pris efficacement le relais des factions rivales de militants qui traient à l'aise et à l'aise. L'effet de curiosité ne joue plus, la fièvre médiatique est retombée. « Ça me sauve », estime M. Bernard Tapie. En juin ça faisait un peu le débarrasement. Ce brouhaha m'était nuisible ».

Avec le PS, calme plat. « Je regrette l'aide de tous les socialistes parce que finalement, par amour ou par calcul, personne n'a intérêt à ce que je perde ». Le tort du président de l'OM, qui cultive jusqu'à l'outrance son image de gagnant aussi compétent qu'influent, est sans doute de trop promettre et de mépriser son principal adversaire. « Cet homme est tellement infatué, tellement mégalomane, se rebiffe M. Guy Teissier, qu'il pense être un homme providentiel pour Marseille. Mais les électeurs ne se laisseront pas prendre à son bluff ».

Président du PCF et du FN

M. Bernard Tapie, avec sa gauche, M. Guy Teissier, avec sa droite, ont des soucis politiques du même ordre. Le premier est en butte aux attaques du PC qui l'a définitivement rangé dans le camp de la droite, ce qui autorise sa représentante, M^{me} Annick Boët, à se présen-

La préparation

« Mes adversaires parlent de socialisme, moi je parle de renouveau », a lancé M. Gaudin. Ils parlent de divisions et de rivalités, moi je parle d'union et de rassemblement. Le candidat a ajouté : « Pendant que mes adversaires s'entre-déchirent, c'est encore l'image de la ville qui souffre » avant d'affirmer : « dans cette guerre sans merci à la lueur des projecteurs, je n'ai rien voulu dire, ou presque rien, car je ne parle pas la même langue que mes adversaires ».

M. Gaudin a souligné l'ouverture de ses listes à des personnalités de la société civile, dont le dirigeant patronal régional, M. Jean-Louis Tourtes, l'architecte ayant collaboré au projet et le boxeur Richard Caramolis.

Les résultats de l'élection des 22 et 29 janvier seront étudiés de près par les élus-majors des partis. Plusieurs hommes politiques nationaux sont d'ailleurs venus ou viendront soutenir leurs candidats : MM. Charles Pasqua et Alain Madelin pour M. Guy Teissier, M. Michel Chassagne pour M. Bernard Tapie et M. Carl Lang pour Ronald Perdomo.

GUY FORTE

« Rencontre Vigoroux-Joux. — M. Robert Vigoroux, maire de Marseille et candidat socialiste à des élections à sa propre succession, a rencontré M. Pierre Joux, ministre de l'Intérieur, vendredi 13 janvier. L'entrevue de M. Joux se refuse à tout commentaire sur cette rencontre, tandis que celui de M. Vigoroux se borne à indiquer qu'il s'agit de rencontres « périodiques » dans le cadre des relations « amicales » des deux hommes et que le problème politique de Marseille a « probablement » été évoqué. Après l'exclusion de M. Vigoroux du PS, M. Joux avait souligné que le maire de Marseille est son « ami » et regrettait les « conditions » dans lesquelles le PS traite le problème marseillais.

La Rencontre : contre M. Bernard Tapie. — Le Recours, principale organisation représentative des rapatriés d'Afrique du Nord a appelé, mardi 17 janvier, les électeurs de la sixième circonscription de Marseille à « se mobiliser et à faire échec à la candidature de Bernard Tapie ». Le Recours appelle à voter pour le candidat investi par le RPR et l'UDF, M. Guy Teissier.

M. Schiélé conteste l'arrêté lui retirant sa délégation de questeur du Sénat

M. Pierre Schiélé, sénateur du Haut-Rhin, devait demander, mercredi 18 janvier, au groupe de l'Union centriste dont il est membre d'intervenir auprès du président du Sénat, M. Alain Poher, pour que le bureau du Sénat revienne sur l'arrêté lui retirant sa délégation de questeur.

Cette décision prise à l'unanimité le 5 janvier par le bureau du Sénat avait été suivie d'un entretien entre M. Schiélé et M. Poher. Ce dernier avait alors fait savoir le lendemain que le sénateur centriste « était convenu qu'il était préférable de ne plus exercer ses fonctions de questeur ».

Revenant de vacances passées au Maroc, M. Schiélé a, dans une interview publiée par le journal *l'Alsace*, affirmé qu'il ne démissionnera « ni du Sénat ni de son poste de questeur ». M. Schiélé constatait qu'« aucun attendu ne figure » dans l'arrêté le privant de ses délégations de questeur considérant qu'il est entaché d'« irrégularité » et souhaite donc que le bureau revienne sur son texte. A l'occasion d'une conférence de presse à Thann (Haut-Rhin) dont il est le maire, il a annoncé qu'il a chargé M. François Binet du bureau de Paris d'« étudier les voies de droit qui s'ouvrent à lui » dans le cas où « le bureau ne devait pas revoir sa décision ou lui fournir les attendus qui l'ont motivée ». Il a également chargé son avocat d'engager une action « en diffamation » contre l'hebdomadaire *le Point*.

« On ne me réduira pas au silence et je défendrai farouchement mon honneur et ma probité », a déclaré M. Schiélé avant d'ajouter : « M. Poher a affirmé disposer de documents accablants » sur une prétendue ingérence de son gendre Pierre Besret (patron du bureau d'études parisiennes Synergic) dans les adjudications du Sénat. Eh bien ! qu'il les produise ! » Après avoir reconnu « avoir commis l'erreur d'avoir dit publiquement » qu'il avait demandé à son gendre « des explications sur la nature des coutumes liant les entreprises ayant soumissionné au Sénat », M. Schiélé a regretté que le Sénat n'ait recouru qu'à deux reprises en cinq ans aux adjudications pour des marchés incommensurablement chers. M. Schiélé a fait part de sa décision de s'interdire « toute modeste matérielle » liée à sa fonction de questeur (indemnité, voiture et appartement).

FAITS ARGUMENTS

Un carrefour d'idées autour de Raymond Barre

Vous pouvez vous abonner et faire abonner vos amis en renvoyant le bulletin ci-joint à B.A. Faits & Arguments B.P. 702-92558 La Plaine-Robinson Cedex

Nom : _____

Adresse : _____

Souscrit : _____

abonnement (s) annuel (s) 10 numéros de _____ F à Faits & Arguments

Abonnement France : 250 F. Abonnement étranger : 300 F.

Abonnement de soutien : à partir de 500 F.

Les règlements sont à effectuer exclusivement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de « FAITS & ARGUMENTS »

MCO BP

Politique

des élections municipales

Grenoble : les socialistes choqués et troublés par « l'ouverture » de M. Carignon

GRENOBLE
de notre correspondant

Choqués et troublés : les socialistes grenoblois éprouvent des sentiments confus à l'égard de leur ancien camarade, M. Guy Névache, cinquante-quatre ans, qui les a quittés il y a quelques jours pour rejoindre la liste que s'approprie à présenter le maire RPR de Grenoble, M. Alain Carignon.

Son long passé de militant à la SFIO puis au PS, le rôle qu'il joua auprès de M. Hubert Dubedout, maire de Grenoble de 1965 à 1983, mais aussi de M. Pierre Mendès France, dont il fut le suppléant lors des élections législatives de 1967 et 1968, les rapports étroits qu'il entretenait avec M. Pierre Mauroy, dont il défendit ardemment les thèses dans l'hémicycle au cours des années 70, ne peuvent être effacés d'un seul coup.

Ce brusque passage dans le camp de l'adversaire d'un homme qui siégeait encore à la commission exécutive du PS il y a quelques semaines dégage une impression étrange dans le climat politique local, traversé depuis la préparation des élections cantonales par une série de « tempêtes politiques ».

« La situation est un peu folle dans ce département », commente l'unique conseiller municipal MRG de Grenoble, M. Jean-Louis Schwartzbrod, alors que la présidente de sa fédération, M^{me} Liliane Billères — en cours d'exclusion du MRG — a rejoint l'actuel maire de Grenoble, M. Schwartzbrod restant attaché au « navire » socialiste ?

« Que proposez-vous de si formidable Alain Carignon pour séduire tant de personnes jusqu'à alors bien ancrées à gauche. Ces gens-là vont-ils à la soupe ou croient-ils fermement à l'ouverture que prône le maire de Grenoble ? », demande une habitante du cours Bére, membre du PS où Guy Névache fut conseiller général de 1973 à 1982.

« Qu'avons-nous fait pour en arriver là », ajoute-t-elle.

Certains avancent au sein même de la Fédération socialiste iséroise tenue par les mitterrandistes les mauvais coups — portés contre Guy Névache par les rocardistes, très puissants à Grenoble, et leur volonté farouche au début des années 80 de l'écartier d'une possible succession d'Hubert Dubedout. M. Névache se retrouvera finalement, lors des élections municipales de 1983, en cinquième position sur

la liste du maire sortant alors qu'il brigait le poste de premier adjoint en cas de victoire. « Certaines places n'ont pas été clarifiées. Alain Carignon a été plus éloquent avec lui que ses amis socialistes », note un élu PS, qui s'empresse aussitôt de démentir sa « trahison ».

Le rocardien Michel Destot, tête de liste du PS, estime que le transfert à droite de M. Névache « ne peut pas être interprété comme une évolution idéologique ». Ceux qui l'entourent préfèrent parler de la « démarche mercantile », de l'ancien directeur de cabinet d'Hubert Dubedout.

« Si Harouni Tazieff nous a posé un réel problème, car il touchait un public important grâce notamment à son aura médiatique et à sa forte personnalité, Guy Névache ne peut prétendre susciter un fort courant de sympathie en sa faveur, renchérit M. Jean Verlhac, président du groupe socialiste au conseil municipal de Grenoble. Au fond son pas-

sage à droite est le genre d'événement qui a un impact plus national que local. »

Les socialistes grenoblois n'ont cependant pas menagé leurs efforts au cours des derniers jours pour rencontrer les amis proches ou lointains de Guy Névache, adhérents ou sympathisants du PS qu'il côtoyait au sein de l'ex-SFIO, puis dans le « courant Mauroy », susceptibles d'être contactés par ce dernier pour rejoindre le « groupe de gauche » qu'il entend constituer dans l'équipe municipale de M. Alain Carignon. « Ce sont les plus furieux, les plus révoltés et les plus décidés à le combattre », affirme M. Verlhac. « Il va avoir des problèmes sérieux pour constituer son groupe », précise-t-il, car on constate que tous les anciens membres de l'équipe d'Hubert Dubedout et les anciens responsables socialistes grenoblois figurent dans le comité de soutien de M. Destot.

Au sein de l'équipe de ce dernier, l'analyse la plus communément

admise est que le ralliement de M. Névache va une nouvelle fois ébranler l'électorat d'Alain Carignon, « qui n'en fait pas d'habitude des couleurs ». « Ces gens-là s'étonnent, guettent, et, à la fin, certains voteront Front national », analyse un membre du comité de campagne du candidat socialiste.

La constitution à Grenoble d'une liste socialiste « ouverte », la présence, à la différence des élections municipales de 1983, d'une liste écologique dirigée par M^{me} Geneviève Jonot, enfin l'espoir d'une mobilisation forte de l'électorat PS dès le premier tour, constituent, selon M. Destot, « une bonne équation pour mettre Alain Carignon en ballottage » (1) et pour partir sur des bases solides lors du second tour.

CLAUDE FRANCHILLON.

(1) En 1983, M. Carignon avait recueilli au premier tour 54,01 % des suffrages, contre 43,44 % pour Hubert Dubedout.

SITUATIONS

● **BÈGLES (Gironde).** — Bien que la fédération du PS de la Gironde dont le premier secrétaire est M. Gilbert Mitterrand a désavoué la section socialiste de Bègles qui entend présenter une liste contre celle du maire sortant communiste, M. Bernard Moncla (le Monde du 18 janvier), M. Noël Mamère s'est déclaré déterminé à aller « jusqu'au bout » en conduisant une liste « majoritaire présidentielle ». Le journaliste d'Antenne 2 qui est suppléant de M. Mitterrand, assure que la décision de la fédération « ne change rien » à ses intentions.

● **DREUX (Eure-et-Loir).** — M^{me} Marie-France Stirbois, tête de liste du Front national a proposé, mardi 17 janvier, un pacte qui prévoyait pour le second tour une fusion entre sa liste et celle d'union UDF-RPR, conduite par le maire sortant, M. Jean Hieaux (div. d.). Ce dernier, qui avait été élu après avoir passé un accord avec la FN à l'occasion d'une telle alliance aux prochaines municipales (le Monde du 12 janvier).

● **NEUILLY-SUR-SEINE (Hauts-de-Seine).** — M. Jean-Richard Sulzer, professeur à l'université Paris-Dauphine et ancien

responsable local de l'UDF, est candidat à la tête d'une liste d'union de la majorité présidentielle avec le soutien de l'Association des démocrates. M. Sulzer, qui a soutenu M. Raymond Barre au premier tour de l'élection présidentielle et M. François Mitterrand au second, considère qu'une « liste menée par une personnalité centriste de l'ouverture sera la mieux à même de combattre l'ennemi du RPR qui considère Neully (dont M. Nicolas Sarkozy est le maire sortant) et les Hauts-de-Seine comme un fief colonial ».

● **LILLE (Nord).** — M^{me} Denise Ségard se présente en deuxième position sur la liste de M. Alex Turk (RPR) investi par l'UDF et le RPR pour conduire la liste opposée à M. Pierre Mauroy. M^{me} Ségard, veuve de l'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing qui avait tenté, sans succès, en 1977, de battre M. Mauroy, se présente avec l'étiquette UDF.

● **POMPEY (Meurthe-et-Moselle).** — M. Jacques Ché-Moselle, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, a annoncé sa candidature à Pompey, chef-lieu du canton où il a été élu conseiller général en septembre dernier.

● **CHATEAU-THIERRY (Aisne).** — M. André Rossi (UDF-Rad.) a annoncé, lundi soir 16 janvier, qu'il ne briguera pas un quatrième mandat de maire qu'il détiendrait depuis 1971. M. Rossi, député de l'Aisne et ancien ministre, laisse la conduite de la liste d'opposition à son adjoint aux finances M. Claude Maingnon (UDF), conseiller général. Un autre adjoint, M. Patrick Bajot (RPR) a fait part de son intention de mener lui aussi une liste. — (Corresp.)

● **AIX-EN-PROVENCE (Bouches-du-Rhône).** — M. Jean-Eric Callon, nouveau de M. Thierry de Beaucourt, secrétaire d'Etat, a porté plainte pour vol de faits contre X, mardi soir 17 janvier, après un incident qui l'a opposé à M. Christian Sala secrétaire personnel de M. Jean-François Picheral (PS). Si M. Callon affirme que les tracts qu'il distribuait lui « ont été arrachés » et que l'un de ses camarades « a été molesté », M. Sala assure qu'il « n'y a eu aucune violence, seulement une sévérité de langage ». M. Picheral et de Beaucourt sollicitent tous deux l'investiture du PS à Aix-en-Provence.

Un mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a procédé, mardi 17 janvier, sur proposition de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, au mouvement préfectoral suivant :

ALLIER : M. Eric Degremont

M. Eric Degremont, préfet de l'Aveyron, est nommé préfet de l'Allier, en remplacement de M. Alain Bidou, nommé, le 21 décembre 1988, préfet de l'Oise.

[Né le 10 mai 1942 au Cateau-Cambrésis (Nord), ancien élève de l'ENA, M. Degremont est nommé chef de la subdivision administrative des Loyautés (Nouvelle-Calédonie) en 1970, chargé de mission au cabinet de M. Michel Poniatowski, ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale, en 1973, chef de cabinet de M. Poniatowski, ministre de l'Intérieur en 1974, sous-préfet de Senlis (Oise) en 1977, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye en 1980, il est nommé préfet hors classe en 1984. M. Degremont était préfet de l'Aveyron depuis juin 1987.]

AVEYRON : M. Roger Bennebarek

M. Roger Bennebarek, directeur du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, est nommé préfet de l'Aveyron, en remplacement de M. Eric Degremont, nommé préfet de l'Allier.

[Né le 21 septembre 1930 à Constantine (Algérie), M. Roger Bennebarek, licencié en droit, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques d'Alger, ancien élève administrateur des services civils d'Algérie et de l'Ecole nationale d'administration, exerce à partir de 1959 plusieurs fonctions dans les cabinets ministériels successivement de M^{me} Naïssa Sid Cara, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, de Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants et victimes de guerre, puis de Jean Sainteny, successeur de Raymond Triboulet, de M. André Bord, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, puis ministre des anciens combattants et victimes de guerre, puis secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. Affecté au ministère de l'Intérieur en 1978, M. Bennebarek est nommé, en juin 1980, sous-directeur de l'équipement à la direction de la logistique de la police. Il était, depuis mai 1986, directeur de cabinet du préfet de la région Ile-de-France.]

EURE-ET-LOIR : M. Guy Merheim

M. Guy Merheim, préfet hors cadre, est nommé préfet de l'Eure-et-Loir en remplacement de M. Jean-Louis Destandau, nommé directeur du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris.

[Né le 1^{er} août 1946 à Flines-lez-Raches (Nord), élève au lycée techni-

que de Douai, M. Guy Merheim doit abandonner ses études pour raisons familiales à l'âge de seize ans. Employé de bureau à la Belle Jardinière, il milite au Mouvement Léo-Lagrange et au Parti socialiste. Directeur d'une maison de jeunes à Lille (1969), il devient, en 1973, rédacteur juridique à la caisse interprofessionnelle artisanale de retraite-vieillesse du Nord. Il est élu le même année conseiller général dans le canton de Lille-Nord-Est, mandat renouvelé en 1979. En 1977, il est élu sur la liste municipale conduite par M. Pierre Mauroy. De 1978 à 1982, il occupe les fonctions de président de la commission départementale au conseil général du Nord, assemblée dont il devient vice-président en 1982. Nommé préfet en 1983, il devient commissaire de la République de la Haute-Seine. Il avait été nommé hors cadre le 11 février 1987.]

M. DESTANDAU, directeur du cabinet du préfet d'Ile-de-France.

M. Jean-Louis Destandau, préfet de l'Eure-et-Loir, est nommé directeur du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, en remplacement de M. Roger Bennebarek, nommé préfet de l'Aveyron.

[Né le 30 novembre 1938 à Paris, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit, Jean-Louis Destandau a été administrateur, puis directeur d'études dans un bureau d'études d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Adhérent du PS en 1979, il est appelé la même année par M. Pierre Joxe, élu président du conseil régional de Bourgogne, à diriger son cabinet. Nommé préfet en octobre 1982, préfet des Landes, M. Destandau était préfet d'Eure-et-Loir depuis juillet 1985.]

M. Patrice BERGOUIGNOUX, nommé préfet.

M. Patrice Bergouignoux, commandant de la police nationale, conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur, est nommé préfet en mission de service public.

[Né le 9 mai 1949 à Bingen (Allemagne), M. Patrice Bergouignoux entre en septembre 1973 à l'Ecole nationale supérieure de police de Saint-Cyr-Mont-d'Or (Rhône). Affecté en 1974 à la CRS 5 de Masy, il entre, en janvier 1979, à l'état-major du service central des CRS. Nommé à la direction centrale de la sécurité publique en septembre 1981, il devient chargé de mission, en août 1983 au cabinet du ministre de l'Intérieur, où il participe à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan de modernisation de la police. M. Jean-Louis Destandau, nommé directeur du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris.]

Le Carnet du Monde

Mariages

— M. et M^{me} Jean Caseneuve, M. et M^{me} Fernand Grévisse,

ont le plaisir d'annoncer le mariage de leurs enfants

Jean-François et Christine,
qui sera célébré le 21 janvier à Paris.

1 519, bd J.-B. Abel,
83000 Toulon.
28, rue Desaix,
75015 Paris.

Décès

— M. et M^{me} Jean Barroux,
M. et M^{me} Francis Barroux,
Le docteur et M^{me} Robert Gellman,
M. et M^{me} Yves Barroux,
M. et M^{me} Pierre Barroux,
ses enfants,
ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants,
ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} MARCIE BARROUX,
née Marguerite Obichon,

survenue le 13 janvier 1989, à Paris, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 janvier, à 14 h 30, en l'église Saint-Séverin, Paris-6.

— M^{me} et M. Anwar Sahab-Ettaba,
M. Jean Benoit
et sa fille Nathalie,
Les familles Paty et Sahab-Ettaba,
font part du décès de

Martial-Joseph BENITE,

survenue le 16 janvier 1989.

Les obsèques ont eu lieu à Périgueux, dans la stricte intimité familiale.

24430 Marsac-sur-Tèle,
22, rue Vermeer,
Tanger, Maroc.

CARNET DU MONDE

Renseignements :
42-47-95-03

— M. et M^{me} Guy Abrahami,
Et leurs enfants,
ont le regret d'annoncer le décès de

Georges BRAUNSCHWEIG,
leur oncle et grand-oncle.

Inhumation le vendredi 20 janvier, à 14 h 45, cimetière Montmartre, rue Rachel.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le poète-philosophe

Matthew CARNEY,
né le 27 décembre 1922,

« est entré dans l'Eternité sans peur et sans regret », le 24 décembre 1988.

De la part de tous ceux qui l'ont connu, aimé et admiré et de Carol Fish, Allen et Deirdre Carney, Cedric et Caroline.

Caisseau, Lettermullin,
Co. Galway, Eire.

— M^{me} Gabriel CASENEUVE,
née Marguerite Obichon,

a quitté les siens le 4 janvier 1989.

Le service religieux a été célébré dans l'intimité à Vieux-Corier (Charente).

De la part de :
Jean et Annie Devarrieux,
Benoît et Martine Devarrieux,
Victor et Paul,
Claire Devarrieux,
Laure Devarrieux et Frédéric Mailhard.

Pauline et Gabriel,
Aude Devarrieux et Gilles Raffray.

8-10, route de Caen, Eprun,
14610 Thau.

— On nous prie d'annoncer avec tristesse le décès de

M^{me} Henriette DEVRIESE,
née Girard.

De la part de :
M. et M^{me} Gérard Devriese,
son fils et sa belle-fille,
Nathalie et Isabelle Devriese,
ses petites-filles.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

— M. Philippe de Brugada,
M^{me} Françoise de Brugada,
ont le deuil de faire part du décès de leur mère,

Geneviève FAMILIER,
née Boulay,

survenue le 14 janvier 1989, à Dieulefit.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité le 15 janvier, au crématorium d'Orange (Vaucluse).

— M^{me} Madeleine Garofalo,
sa mère,
M. et M^{me} Bertrand Warrier,
ses beaux-frères et sœur,
M^{me} Fernand Warrier,
sa nièce,
ont le profond chagrin de faire part du décès de

Jean-Paul GAROFALO,

le 12 janvier 1989.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

88, rue Raymond,
75016 Paris.

— M^{me} Louis Haymann,
M. et M^{me} Georges Halbronn,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Pierre Haymann
et leurs enfants,
M^{me} Reims, sa sœur,
Et toute la famille,
ont le deuil de faire part du décès de

M. Louis HAYMANN,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
chevalier de la Légion d'honneur,

décédé dans sa quatre-vingt-douzième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité

— On nous prie d'annoncer le décès de

Henry LAFOREST,
ancien ministre,
officier de la Légion d'honneur,
maire honoraire de Nontron,

survenue le 13 janvier 1989, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 18 janvier, à 15 heures, en l'église de Nontron (Dordogne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Henry Laforest,
225, boulevard Saint-Germain,
75007 Paris.

(Le Monde du 18 janvier.)

— M^{me} Jean Maccioni,
M. et M^{me} Pierre-Henry Maccioni
et leurs enfants,
M. et M^{me} Pascal Maccioni
et leurs enfants,
M. Laurent Maccioni,
Ainsi que toute la famille,
vous font part du décès de

M. Jean MACCIONI,
officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1939-1945,

survenue le 16 janvier 1989.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 20 janvier, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, 92200 Neuilly.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Charonne. Ni fleurs ni couronnes.

« Non ipsa in morte ».

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Devis,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— M^{me} Louis Roché,
M. et M^{me} Philippe Roché,
L'ambassadeur et M^{me} Luis Olavarria,

M. et M^{me} Guillaume Roché,
M. Sébastien Roché,
M. Fabien Roché,
M. et M^{me} Jean-Claude Broustra,
M. Jacques Roché,
ont la tristesse de faire part du décès de leur époux, père, grand-père, beau-père et frère,

M. Louis ROCHÉ,
ambassadeur de France,
(s.r.),

commandeur de la Légion d'honneur,
survenu, muni des sacrements de l'Eglise, le 14 janvier 1989, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Paul, Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4, métro Saint-Paul.

L'inhumation se déroulera dans l'intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

35, rue Saint-Paul,
75004 Paris.

Remerciements

— Georges de Bremond d'Arès-Migré, profondément touché des marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de sa mère,

M^{me} Hèle de BREMOND d'ARÈS,
survenue de Migré,
née Milette Lallot,

prie toutes les personnes qui se sont associées à son deuil de trouver, ici, l'expression de ses très vifs remerciements.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-47-95-03
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F
Abonnés et actionnaires 73 F
Communications diverses 86 F

— M^{me} Pierre Salvi,
Ses enfants,
Sa famille,
Et ses proches,

dans l'impossibilité immédiate de répondre individuellement aux innombrables marques d'estime, d'amitié et de sympathie qui leur ont été d'un grand apaisement dans l'épreuve cruelle qui les frappe, en la disparition de leur être très cher

Pierre SALVI,
sénateur et maire de Virmes,
président de l'Assemblée des présidents des conseils généraux de France,
chevalier de la Légion d'honneur,

voudraient, par le présent message, exprimer les sentiments les plus émus de leur très profonde et très fidèle gratitude.

Anniversaires

— Il y a cinq ans, le 19 janvier 1984, disparaissait notre cher

Barthélemy FLEXAS.

Aix-en-Provence, Montpellier, Marseille.

Communications diverses

— Journées de l'Espace analytique (CFRP) : « La place de l'objet dans l'analyse et la boulimie : questionnement autour des pathologies addictives », les 21 et 22 janvier 1989, avec C. Balzac, Dr J.-C. Bouix, Dr B. Bruset, F. Geterovitch, Dr S. Quémener-Zucca. Renseignements : C. Balzac (49-05-46-89).

— L'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG) organise une journée d'études sur « la géographie de l'Amérique latine », à l'intention des candidats aux agrégations d'histoire et de géographie, au CAPES externe, et aux concours commerciaux (par ex. HEC...), le samedi 21 janvier de 9 h 15 à 17 heures, à la Sorbonne (17, rue de la Sorbonne), amphithéâtre Richelieu : « Agriculture Argentine : organisation de l'espace brésilien ; actualités économiques et sociales du Brésil ».

هكذا من الأصل

Société

MÉDECINE

Pour mieux lutter contre l'extension de l'épidémie

Le gouvernement va créer une agence nationale de lutte contre le SIDA

Au terme d'un comité interministériel qui s'est tenu le mardi 17 janvier, le gouvernement a décidé la création d'une agence nationale de lutte contre le SIDA. Celle-ci, placée sous l'autorité de M. Claude Evian, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, aura pour mission d'assurer la coordination de l'ensemble des actions mises en œuvre pour freiner l'extension de l'épidémie. Le nom du directeur de cette agence sera connu dans quelques jours, de même que la composition du conseil national sur le SIDA. M. Evian présentera, d'autre part, dans quelques jours, le plan d'action spécifique anti-SIDA des différents ministères (justice, intérieur, éducation nationale, défense, travail, etc.) directement concernés par cette nouvelle maladie.

C'est donc en extrême la solution souhaitée par le professeur Claude Got, spécialiste de la santé publique, qui l'aura emporté au terme d'une longue série de réunions et de négociations interministérielles. Depuis que le professeur Got avait remis à M. Claude Evian le rapport qui lui avait été demandé sur ce sujet, on savait que plusieurs hypothèses étaient envisagées en haut lieu pour améliorer l'efficacité de l'action des pouvoirs publics dans la lutte contre une maladie sexuellement transmissible mortelle et, pour l'instant, rebelle à toute thérapeutique. On hésitait dans les sphères gouvernementales entre quatre solutions : maintien du statu quo, création d'un organisme ad hoc centralisé composé de hauts fonctionnaires, création d'une fondation, d'une agence enfin, sorte de nouvelle direction ministérielle, chargée entre autres de la coordination de l'action gouvernementale. C'est en définitive cette dernière solution qui a prévalu.

Une autorité morale indépendante

En pratique, indique-t-on au ministère de la santé, cette agence nationale de lutte contre le SIDA assurera la cohérence de l'action des différents ministères concernés. La direction et l'équipe qui la constitueront seront nommées dans les prochains jours. Son financement est en outre prévu à hauteur de 30 millions de francs. Cette agence placée sous la responsabilité et l'autorité du ministre de la santé, sera aussi chargée des actions d'éducation de la santé, de collecte des informations scientifiques et non scientifiques. Elle sera aussi chargée des relations avec la structure coordonnant la recherche sur cette maladie qui animera le professeur Jean-Paul Lévy, ainsi qu'avec le conseil national sur le SIDA. Ce conseil, « autorité morale indé-

pendante des pouvoirs publics », sera composé de vingt-trois membres. Son président, ainsi que les représentants des familles philosophiques et confessionnelles seront désignés par le président de la République.

Quelles qu'aient pu être les discussions et les divergences de vues entre les différents ministères, cette organisation correspond clairement aux souhaits formulés par le professeur Got au terme de l'audit qui lui avait été demandé. « J'approuve sans réserve les décisions qui viennent d'être prises par le gouvernement », nous a déclaré le professeur Got, qui précise une nouvelle fois ne pas vouloir faire partie des personnalités qui seront désignées dans l'une ou l'autre des nouvelles structures.

Il reste toutefois à savoir qui animer, dirigera et composera l'agence nationale ainsi que le conseil national sur le SIDA. Mais on peut d'ores et déjà soutenir que ceux qui se sont plaints ces derniers jours de la création de « trop de commissions » sur le SIDA, proféraient des absurdités. Il ne s'agit pas de commissions mais d'organismes d'action. Il faut, aussi, bien faire la part entre la nomination d'un tel ou tel « Monsieur SIDA » et la création de cette agence nationale. Celle-ci sera en effet située à l'interface de la recherche, des problèmes de société et de l'action des différents ministères. Celui qui dirigera cette agence aura donc la mission essentielle de coordonner, et n'aura aucun intérêt à mettre l'accent, positif ou négatif, sur l'action de tel ou tel ministère.

Les noms des responsables et des animateurs de ces nouvelles structures seront, assure-t-on au ministère de la santé, connus dans les prochains jours.

JEAN-YVES NAU.

Le coût du virus

Notre système de soins résistera-t-il, dans les prochaines années, au choc du SIDA ? Tous les économistes de la santé, et plus spécialement les personnes ayant en charge la planification hospitalière, se posent cette question. Aussi mettent-ils en route depuis des mois des études visant en particulier à calculer le coût du SIDA. L'une de ces études a été initiée à partir de juin 1988 par le laboratoire d'économie sociale de l'université Paris-I, dans le cadre du programme national de recherche sur le SIDA. Selon des résultats encore préliminaires, cette étude a permis de montrer qu'en 1988 le coût des soins ambulatoires avait été en moyenne de 7 390 F pour chaque personne séropositive (1 022 F étant à la charge du patient). En considérant qu'il y aurait actuellement en France entre 150 000 et 300 000 personnes séropositives, on peut estimer que le coût global — théorique, puisque l'on est encore loin d'avoir diagnostiqué l'ensemble des séropositifs — des soins de ville s'est situé en 1988 entre 1,1 milliard et 2,2 milliards de francs, la collectivité prenant en charge 86 % de ces dépenses.

Concernant cette fois la consommation médicale ambulatoire des patients atteints de SIDA, M. Yves Antoine Flori, les auteurs de l'étude, ont montré qu'elle s'élevait à environ 8 534 F par malade (dont en moyenne 913 F sont restés à leur charge). Ce qui fait, si l'on considère qu'il y a actuellement 50 000 personnes atteintes par le SIDA en France, un coût global des soins de ville de 42,6 millions de francs (dont 38,2 millions pris en charge par la collectivité).

Ces chiffres ne prennent donc en compte ni les dépenses hospitalières ni les médicaments distribués par les pharmacies et les services hospitaliers. Au ministère de la santé, on a tenté d'estimer, pour 1989, le coût du SIDA à l'hôpital. Le chiffre avancé est de 1,9 milliard de francs, soit environ 1 % du budget total des

hôpitaux. On s'aperçoit dans cette étude que la prise en charge globale des patients atteints de SIDA représente 58 % des dépenses médicales occasionnées par cette nouvelle pathologie. Le reste, c'est-à-dire 42 %, représente le coût de la prise en charge hospitalière des personnes séropositives ou atteintes de formes mineures du SIDA. Si l'on ne considère que les dépenses ayant trait aux médicaments, il apparaît que deux d'entre eux, l'AZT et l'interféron, représentent à eux seuls 86 % de la dépense.

Partant de ces données globales, les spécialistes du ministère de la santé estiment que le coût moyen annuel d'un patient atteint de SIDA est compris entre 130 000 F et 150 000 F. Au vu de tels chiffres, on estime au ministère de la santé que, pour le moment du moins, il n'existe pas de risques d'écroulement de notre système de protection sociale. A condition d'effectuer à l'intérieur du système hospitalier une vaste « restructuration interne » — en créant notamment de nombreux hôpitaux de jour et en assouplissant notamment le mode de prise en charge des malades, de manière à éviter autant que faire se peut de les désinsérer socialement, le « parc hospitalier » devrait suffire, estime-t-on. Mais on ne cache pas que les problèmes pourraient devenir beaucoup plus graves si d'ici à 1995 l'épidémie n'atteignait pas un plateau (cette éventualité n'est pas exclue par de nombreux épidémiologistes) et si, parallèlement, n'étaient pas mis au point de nouveaux médicaments, en particulier antiviraux.

FRANCK NOUCHI.

JUSTICE

En marge d'un référé contre une grève

La poste avait conclu un accord de dédommagement avec les sociétés de vente par correspondance

Le ministre de la poste, des télécommunications et de l'espace a signé, fin décembre, avec le Syndicat des entreprises de vente par correspondance et à distance (SEVPD) un accord organisant « des mesures de compensation » des pertes occasionnées par les grèves qui ont affecté différents services de la poste pendant le dernier trimestre de l'année 1988.

L'existence de cet accord et son contenu ont été révélés mardi 17 janvier par M. Renaud Tardy, du bureau de Lille, conseil de la société Mercure International, entreprise qui avait assigné en référé M. Paul Quilès afin que le tribunal de Paris ordonne au ministre de la poste de réparer le préjudice subi du fait des grèves.

A l'audience des référés présidée par M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris, M. Tardy a insisté sur les pertes importantes subies par Mercure International, petite entreprise nouvellement créée à Croix (Nord) et commercialisant des produits périsposables. Son action commerciale étant principalement axée sur le mailing, le dommage résultant des grèves serait, selon l'avocat, de l'ordre de 500 000 F. Aussi, dans son assignation, il demandait que le ministre des postes soit contraint de réparer en autorisant l'entreprise à faire schématiser son courrier gratuitement pendant un délai d'un mois.

A l'audience, M. Tardy possédait un nouvel argument. Il venait d'apprendre l'accord passé entre la poste et le SEVPD, offrant notamment aux adhérents du syndicat la possibilité d'effectuer gratuitement un mailing pendant la période du 15 janvier au 31 mars.

« C'est très exactement ce que vient demander Mercure International », observe l'avocat, en soulignant

la « discrimination » faite entre les différents usagers de la poste qui bénéficient d'un « traitement inégal devant la loi ».

M. Bertrand Tormen, chef de département au service juridique de la poste, a répliqué en soulignant l'incompétence du tribunal des référés, considérant, tout comme le substitut Jean-Claude Linaud, que le conflit devait être porté devant la

juridiction administrative. Mais, au-delà des arguments de procédure, le représentant de la poste a constaté que Mercure International n'avait pas présenté de demande amiable afin de bénéficier d'une « indemnisation indirecte ». « Elle a préféré le papier bleu », ironise le président en insistant sur la perche tendue par l'administration.

MAURICE PEYROT.

« Un intérêt commun »

L'accord signé le 21 décembre par M. Gérard Delage, directeur général de la poste, et M. Jean Joubert, président du Syndicat des entreprises de vente par correspondance et à distance (SEVPD), constate dans son préambule que ces sociétés commerciales ont été mises en difficulté par les grèves survenues au cours du dernier trimestre 1988. Aussi, le poste, tout en précisant que « sa responsabilité n'est pas juridiquement engagée », indique qu'il accepte « le principe d'une action visant à permettre aux entreprises de VPC de poursuivre au plus vite leurs activités », en ajoutant que cette action « s'inscrit dans une logique de coopération entre deux professions qui ont le même intérêt commun : la satisfaction du client final ».

L'article 1 de l'accord dispose que, sur la période du 15 janvier au 31 mars, la poste et les entreprises ont convenu d'un « mailing en partenariat », mais que d'autres modalités pourront être étudiées « cas par cas ». Si l'objectif est de relancer l'activité des entreprises de VPC, la poste n'oublie pas son propre intérêt, puisque ce « mailing » comportera

« une promotion des boîtes aux lettres normalisées afin d'améliorer le raccordement au réseau postal des clients habitués de la VPC ». Concrètement, le poste prendra en sa charge l'acheminement et la distribution dans la mesure où chaque envoi sera d'un poids égal ou inférieur à 50 grammes et d'un encombrement ne dépassant pas une page de 21 x 28,7 centimètres. Les entreprises de vente par correspondance doivent adresser à la poste une demande comportant notamment : « la nature et l'extension du préjudice causé à son activité par la grève », les renseignements chiffrés concernant le « mailing » (nombre, poids, délai), ainsi que « la façon dont elle envisage d'intégrer l'élément de communication de la poste ».

Enfin, l'article 5 de l'accord précise : « Les entreprises qui souhaitent être associées à cette opération s'engagent à renoncer à toute action devant les juridictions judiciaires ou administratives tendant à rechercher la responsabilité de la poste à la suite des grèves qui ont affecté le service postal... »

M. P.

Les endettés de Bondy

Le rêve écroulé d'une maison à la campagne

Au fond de leurs tiroirs, ils ont conservé quelques photos de leur ancienne maison. On y distingue une pelouse déjà verte, quelques arbres encore jeunes et un petit pavillon blanc planté au beau milieu d'un lotissement inachevé. Au premier plan, Claude Lallier se tient debout. Elle est radieuse.

Cette maison, ils l'ont gardée tout juste trois ans. Le temps de s'apercevoir que les crédits contractés en 1979 lors de l'achat du pavillon au sein de la Banque Indosuez et du Crédit foncier de France étaient bien trop lourds pour eux. Trois ans de colères et d'efforts alternés pour garder à tout prix ce bout de terrain qui devait abriter leurs vieux jours. Dès la deuxième année, le salaire ouvrier de Roger Lallier ne suffit plus : en 1981, l'un de ses enfants atteint dix-huit ans, ce qui entraîne la perte d'une bourse part de l'aide personnalisée au logement (APL) qui facilitait le remboursement des deux crédits consentis. Les traites atteignent alors 53 % de son salaire. « Les banques nous ont encouragés à prendre ces crédits, accuse aujourd'hui Roger Lallier. J'ai accepté en pensant que je pourrais faire confiance à leurs conseillers financiers. Moi-même, je ne me rendais pas très bien compte de l'importance des traites. Je ne m'y connaissais pas bien, et ils m'ont bien su... »

Pendant ces trois ans, les frais, eux, sont allés croissant. Depuis l'achat du terrain, situé à Bréas, près de Châteauneuf-Thierry (Aisne), les Lallier ont connu de nombreuses déconvenues sur les 800 mètres carrés achetés en plein été pour la somme de 70 000 F. Ils se sont transformés en marécage dès les premières pluies. Les voisins savaient l'existence de ce risque, mais, après tout, on ne leur avait pas demandé leur avis. Il a donc fallu engager des travaux pour renforcer le terrain, construire un sentier de ciment pour parvenir à la porte d'entrée sans s'enfoncer. Rien de tout ça, bien sûr, n'avait été prévu. Très vite, Claude Lallier cherche du travail dans la région pour payer les remboursements, mais elle a cinquante ans, et aucune qualification. On ne lui proposera rien.

En octobre 1983, après la cessation des remboursements faite de revenus, le pavillon est vendu par adjudication pour la somme de 190 000 F. M. et M^{me} Lallier sont à la rue. Ils ont perdu 80 000 F. Il leur faut maintenant démolir, rassembler dans cette banlieue parisienne qu'ils avaient quittée dans l'enthousiasme trois ans auparavant. La plupart des meubles ont été vendus. Le reste sera démantelé par un ami du fils des Lallier qui ne leur demandera rien. Grâce au 1 % patronal, ils se retrouvent dans un appartement HLM de Bondy (Seine-Saint-Denis), au quatrième étage d'un bloc de béton dont les fenêtres donnent sur la maison de retraite du quartier.

Salaire-arrêt

En arrivant dans leur nouvel appartement, Roger Lallier se met au travail. Magasinier dans une menuiserie du 11^e arrondissement de Paris, il s'arrange avec son patron pour obtenir du bois à bas prix et remplit l'appartement encore vide de placards et de tables maison. Les Lallier sont frappés d'une salarisation sur leur salaire. Ils se débrouillent comme ils peuvent. Ils connaîtront deux ans de paix relative avant le licenciement économique de Roger Lallier, en septembre 1985. Ses 8 000 F d'indemnité sont intégrés au salaire pour rembourser les dettes de la maison de Bréas. Des indemnités sur lesquelles ils seront malgré tout imposés.

« C'est curieux, lâche Claude Lallier, qui n'aime guère s'étendre sur ses malheurs. On n'y arrive plus. On a tué sur tuile depuis cinq ans... » Car Roger Lallier est tombé sérieusement malade au moment même de son licenciement. En décembre 1985, il est opéré pour un rétrécissement du canal rachidien qui l'empêche de marcher normalement. Incapable de travailler à nouveau, il est alors pris en charge par la Sécurité sociale dans le cadre de la « longue maladie » : 129 F par jour, soit 3 800 F par mois. Le foyer du HLM s'élève à 1 880 F par mois. Et il y a encore deux enfants à charge.

Les paiements de la Sécurité sociale s'interrompent le 30 sep-

tembre dernier, car un dossier d'invalidité vient d'être déposé pour Roger Lallier, qui marche de plus en plus difficilement. Voilà le couple sans aucune ressource. Les impayés du foyer HLM dépassent déjà 18 000 F. « Il faut savoir attendre sa fin », soupire Claude Lallier. Quand on n'a plus un sou, il faut se résoudre à demander de l'aide. Alors les Lallier ont appelé le Secours catholique qui leur a donné une enveloppe de 400 F, et l'entraide d'Auteuil qui leur a versé 500 F. Les Petits Frères des pauvres, eux, ont débouqué une somme de 2 000 F. De quoi tenir les premières semaines du mois de décembre.

« Quelquefois, j'en ai marre, je ne le cache pas, lance Roger Lallier. Je ne sais pas pourquoi tout s'est dégradé comme ça. Le règlement du dossier d'invalidité n'a guère arrangé les choses. Roger Lallier vient d'obtenir de la Sécurité sociale une invalidité première catégorie, qui correspond à une incapacité « mineure ». Comme s'il était en état aujourd'hui, avec ses cinquante-cinq ans et sa démarche incertaine, de trouver du travail dans la région. Il touchera donc une pension de 2 300 F par mois. Rien de plus. Une fois le foyer payé, il restera un peu moins de 500 F pour vivre.

« Depuis cette histoire de maison, tout va mal, dit Claude Lallier. Avant, on n'était pas aisés mais on vivait tranquilles dans un logement à Champigny-sur-Marne, avec le salaire de mon mari. Mais depuis ces dettes, on court tout le temps après un peu d'argent. » Enfermé dans son HLM à Bondy, Roger Lallier, qui peut maintenant à peine marcher, s'ennuie. Sa femme lui tient compagnie mais ils ne sortent guère. Ils n'ont pas de voiture, et Roger Lallier évite de s'aventurer dans les transports en commun depuis sa maladie. « Les journées sont longues et ce n'est pas le moral, lâche-t-il tout de même. Mais il faut s'habituer. » Il ne prendra pas leur retraite à Bréas mais il ira à Bondy. En conservant soigneusement dans leurs tiroirs les dernières photos couleurs du pavillon.

ANNE CHEMIN.

An tribunal de Paris

« L'Événement du jeudi » condamné pour injure publique et diffamation envers M. Charles Hernu

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Alain Lacabaratz, vient de rendre deux jugements consécutifs de publication de l'« Événement du jeudi », pour des articles mettant en cause M. Charles Hernu, maire de Villeurbanne, ancien ministre de la défense (le Monde du 20 décembre).

Le premier jugement condamne M. Kahn à 3 000 F d'amende, pour injure publique envers M. Hernu, qui obtient 5 000 F de dommages et intérêts. Il s'agissait d'un article publié dans le numéro daté du 26 mai 1988, à la veille des élections législatives, sous le titre : « Malgré le second échec de l'opération, comment voter au plus fin... ». En examinant les termes employés dans cet article par M. Kahn, le tribunal note dans son jugement que « l'expression, « fou à lier », qui évoque la situation de celui qui a perdu la raison au point de devoir être isolé constitue une injure [...] que le caractère polémique ou satirique de l'article ne saurait suffire à justifier ».

Le second jugement concerne un article publié le 5 novembre 1987 sous la signature de Marielle Szac-Jacquelin, et portait le titre : « Hernu était devenu fou ? » Dans leur décision, les juges soulignent « la forme interrogative » de titre, en notant qu'« il ne saurait être isolé des imputations contenues dans le texte ». Le délit d'injure étant relevé, les magistrats ont condamné le passage de l'article où M. Hernu était soupçonné d'avoir procédé à des écoutes téléphoniques des postes de la mairie de Villeurbanne était diffamatoire, en déclarant : « La journaliste a manqué de prudence en faisant état, sans preuve, d'écoutes téléphoniques clandestines dont l'existence a été démentie par la constatation de la mise en place d'un système de contrôle quantitatif des communications... ».

Commissaires avant le 22 mai 1988, ces faits sont amnistiés par la loi du 20 juillet 1988, ce qui exclut une sanction pénale. Toutefois, sur le plan civil, le tribunal a condamné solidairement M. Jean-François Kahn et M^{me} Szac-Jacquelin à verser 10 000 F de dommages et intérêts à M. Charles Hernu.

M. P.

SPORTS

TENNIS

Les Internationaux d'Australie

Pour son retour après quatre mois sans compétition, Yannick Noah a été éliminé, mardi 17 janvier, au premier tour des Internationaux d'Australie. Après quatre heures d'un match acharné et spectaculaire, il a été battu par l'espagnol Mark Woodforde (6-4, 6-7, 6-2, 6-3). Dans le camp français, Eric Winogradsky et Olivier Delaunay ont été les premiers à éliminer respectivement l'Allemand de l'Ouest Baur (6-4, 7-6, 6-4) et l'Américain Pugh (7-6, 6-4, 6-3). et Nathalie Guérret s'est qualifiée, mercredi 18, pour le troisième tour.

RÉSULTATS

SIMPLE MESSIEURS
(Premier tour)
Delaunay (Fr.) b. Pugh (E-U), 7-6 (7-3), 6-4, 6-3, 6-5; Woodforde (Australie) b. Noah (Fr.), 7-9, 6-4; Becker (RFA, n° 3) b. Guy (N-Z), 6-2, 6-3, 6-1; Penzance (Sud., n° 12) b. Knaus (Fr.), 6-4, 6-4, 6-1; Edberg (Sud., n° 6) b. Smith (Bah.), 6-4, 3-6, 6-4, 6-3; Winogradsky (Fr.) b. Baur (RFA), 6-4, 7-6 (7-1), 6-4.
SIMPLE DAMES
(Premier tour)
B. Corwood (N-Z) b. B. Potter (E-U), 7-5, 6-3, 6-3; E. Darty (Fr.) b. E. Marnikova (Tch.), 6-4, 6-1; H. Ludloff (E-U) b. K. Quentrec (Fr.), 6-1, 2-6, 6-4; C. Tazavier (Fr.) b. L.-A. Eldredge (E-U), 3-6, 6-3, 6-2; M. Bollegraf (E-B) b. J. Haland (Fr.), 6-3, 6-3; E. Pratt (RFA) b. S. Nix-Chiteau (Fr.), 6-3, 6-1.
(Deuxième tour)
Z. Garrison (E-U, n° 6) b. S. Wasserman (Bel.), 7-6 (7-3), 4-6, 6-4; A. Frazier (E-U) b. A. Dechamps (Fr.), 6-3, 6-3; C. Kohde-Kirch (RFA, n° 8) b. C. Dumas (Fr.), 2-6, 6-1, 6-1; N. Guérret (Fr.) b. Y. Kozeml (Jap.), 6-1, 6-1; J. Durr (G-B) b. N. Herrmann (Fr.), 7-6 (8-6), 6-3; S. Graf (RFA, n° 1) b. R. Simpson (Can.), 6-0, 6-0.

• **BASKET-BALL** : Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. En battant (85-85) mardi 18 janvier le Real de Madrid en quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, l'équipe de Cholet a réussi une performance qui la met en bonne position pour une qualification au demi-finale.

Le Monde
PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

Un grand classique de la pensée politique abusivement annexé par la Contre-Révolution
EDMUND BURKE
RÉFLEXIONS SUR LA RÉVOLUTION DE FRANCE
Traduction de 1790 revue, corrigée et annotée,
disponible aux Éditions du FRANC-DIRE, 2, chemin du Charme-et-du-Carosse,
78470 SAINT-LAMBERT-DES-BOIS, 150 F+port.

Des
pour les

Le Monde CAMPUS

Des urbanistes pour les universités

Faire des campus universitaires des lieux d'animation et d'échange, intégrés à la vie de la cité: telle est la mission confiée par M. Jospin à deux urbanistes.

«**N**OUS avons un ghetto, nous allons essayer de faire un campus», Georges Bertrand, le président de l'université du Mirail à Toulouse, résume bien le sentiment qui commence à se répandre: au moment où tout le monde voit dans la formation supérieure une priorité nationale, on ne peut plus continuer à se résigner à la dégradation, à la monotonie, à l'isolement des campus français. Un sentiment exprimé, dès son arrivée, rue de Grenelle, par le ministre de l'Éducation. «Je souhaite promouvoir une véritable politique d'urbanisme et d'architecture des campus, car je suis persuadé que le cadre et les éléments de vie sur un campus contribuent à l'efficacité de l'université», déclarait notamment Lionel Jospin aux présidents d'université au mois d'octobre dernier.

Et il annonçait à cette occasion qu'il chargerait deux architectes, Michel Cantal-Duparc, déjà ami de Roland Castro, et François Guy, d'établir un diagnostic et de formuler des propositions. Avec un objectif clair: «l'université doit être une sorte de phare dans la ville. Les domaines universitaires sont trop souvent coupés du milieu dans lequel ils s'inscrivent, désertés la nuit et durant les périodes de vacances. Il faut leur redonner un rôle dans la cité».

Le rêve

d'un «Oxford français»

La perspective est séduisante sans doute. Mais ambitieuse, presque utopique, tant elle s'inscrit à contre-courant de la dérive qu'ont connue la plupart des campus universitaires depuis une vingtaine d'années. Jusqu'au début des années 60, l'infrastructure universitaire s'appuyait sur un réseau hérité du dix-neuvième siècle: seize villes universitaires dominées par Paris, qui rassemblait encore près de la moitié des deux cent mille étudiants français, et des locaux souvent prestigieux implantés en centre-ville. Dix ans plus tard, le paysage est totalement chamboulé: une quarantaine de villes universitaires accueillent déjà plus de six cent mille étudiants dans près de soixante-dix établissements d'enseignement supérieur qui ont, pour la plupart, émigré vers des campus périphériques implantés et bâtis en catastrophe.

Croissance vertigineuse des effectifs, redécoupage des universités après la loi Faure de 1968, développement très rapide des villes françaises avec ses conséquences sur la rareté et le coût des terrains: tout a contribué à cette explosion du système, institutionnelle et pédagogique, bien sûr, mais également urbanistique et architecturale. En quelques années, par exemple, l'université de Paris éclate en treize établissements dispersés dans de multiples implantations intra-muros (c'est l'époque de la construction de Jussieu, Concorde, Tolbiac et de l'aménagement de Dauphine) et sur de nouveaux domaines implantés aux quatre coins de la région parisienne (Orsay, Nanterre, Créteil, Villeurbanne, Vincennes-Saint-Denis).

Nécessité faisant loi, architectes, urbanistes et aménageurs de l'époque ont cru trouver à un formidable terrain d'expérimentation et d'innovation. A Orléans, le recteur Antoine rêve de la créa-

tion d'un «Oxford français» (voir page 16). A Toulouse, l'architecte Candilis, réalisateur de l'université libre de Berlin, s'offre l'occasion qui lui est offerte d'installer une université largement ouverte sur le nouveau quartier du Mirail: il y voit une source irremplaçable d'activités et de dynamisme. Partout, à Grenoble (Saint-Martin d'Hères), à Bordeaux (Talence, l'un des plus grands domaines universitaires européens avec ses 260 hectares), à Toulouse (Le Mirail et Rangueil), à Rouen (Mont-Saint-Aignan), à Lille (Villeneuve-d'Ascq), à Marseille (Luminy), l'on rêve d'acclimater en France le mythe des campus à l'américaine.

Les marchands

Interdits de séjour

Vingt ans après, il est clair que la greffe n'a pas pris. Les campus français se sont étioles. Car derrière les discours flamboyants, c'est l'urgence qui a présidé à la plupart des implantations. On avait besoin de vastes terrains libres pour transplanter les nouvelles universités: on a pris les moins chers, les moins bien desservis par les transports, dans les zones urbaines les plus défavorisées. Il était nécessaire de construire rapidement: on a fait ce qu'on savait faire à l'époque, du béton vite fait, des cubes préfabriqués et des barres standardisées. Il faut dire, à la charge des concepteurs des campus, que dans bien des cas, et faute de moyens suffisants, les plans-massés initialement prévus n'ont été que partiellement réalisés: d'où ce sentiment d'émiettement de la plupart des universités françaises.

Michel Cantal-Duparc qui, avec François Guy, sillonne les campus depuis quelques semaines, n'y va pas par quatre chemins: «Il n'y a pas un campus pour racheter l'autre. On a construit ce que l'on faisait dans les années 60: des grands ensembles. A une différence près cependant. Il y a quand même des gens qui vivent dans les grands ensembles, alors que les étudiants, eux, ne font que passer. L'urbanisme universitaire français est fondamentalement anti-urbain: on a coupé les universités des villes et on ne les a pas dotées des équipements et des services qui auraient pu en faire des lieux de vie». Ce n'est pas tout. Programmées pour l'essentiel avant 1968 et respectant les découpages des anciennes facultés, les universités ont été conçues sur un modèle très cloisonné et pour un enseignement essentiellement professoral et par cours magistraux.

Enfin, Serge Vassal, qui vient de consacrer un gros ouvrage à l'aménagement urbain et universitaire (*L'Europe des universités*), souligne un facteur qui a beaucoup pesé sur l'atmosphère des campus: «Attachée à ses franchises, la tradition universitaire est hostile à l'installation d'équipements de type commercial». René Rémond, président de l'université de Nanterre, à l'époque héroïque de l'après-68, évoque ainsi, comme un échec de sa présidence, la longue bataille qu'il a menée sans succès pour faire accepter par son conseil d'administration l'installation d'une station-service en lisière du campus: alors même que beaucoup reconnaissent l'utilité d'un tel service. A l'époque, les mar-

chands étaient interdits de séjour dans les temples du savoir. Cela reste d'ailleurs largement vrai aujourd'hui, même si des brèches commencent à s'ouvrir.

Ces handicaps cumulés, l'université en paie aujourd'hui le prix. D'autant que si les constructions et les équipements se sont rapidement interrompus dans les années 70, le nombre des étudiants, de son côté, a continué à croître. Prévu pour être au large, la quasi-totalité des universités sont aujourd'hui surpeuplées. Avec, à la clé, des phénomènes de vieillissement et de dégradation accélérés des locaux.

Pour Michel Cantal-Duparc, des remèdes existent cependant. «On n'arrivera à s'en sortir que quand on transformera ces campus en véritables quartiers». Cela suppose deux choses: des moyens budgétaires — mais ce ne sont pas les constructions et les aménagements qui coûtent le plus cher dans le budget des universités, — et une dynamique locale appuyée à la fois sur la communauté universitaire et sur les collectivités territoriales. Or il semble bien que, depuis quelque temps, une telle volonté de sortir de la monotonie et de la morosité commence à s'exprimer sur les campus français. Avec, de Grenoble à Marseille en passant par Nancy ou Orléans, le soutien actif de municipalités et d'élus locaux décidés à améliorer l'image et la qualité de leur université.

A Toulouse, par exemple, rien n'avait bougé au Mirail depuis quinze ans: absence de cité universitaire, de vie de campus, manque de liaison avec le centre-ville, insalubrité croissante des locaux. L'arrivée prochaine du métro, dont les travaux seront achevés en 1992, a redonné espoir à l'université. «Nous serons alors à douze minutes seulement du Capitole», s'exclame Georges Bertrand, qui a mobilisé enseignants, personnels et étudiants autour du projet Campus 2000. Au programme des prochaines années sont désormais prévues de nouveaux bâtiments de 3 000 mètres carrés pour l'enseignement (inscrits au contrat de plan Etat-région), une cité universitaire de trois cent cinquante lits, des équipements sportifs et la réhabilitation de locaux anciens. D'ores et déjà, mesure simple mais importante, le restaurant universitaire est ouvert le soir. Et les Presses universitaires du Mirail sont en négociations avec plusieurs librairies toulousaines pour créer sur le campus une véritable librairie scientifique. «Cela ne fera peut-être pas un milieu de vie, mais au moins un milieu de travail convenable», conclut modestement M. Bertrand.

L'animation

du plateau du Moulon

Sur l'immense campus scientifique d'Orsay, superbe au printemps, les projets sont plus récents. Une agence bancaire a déjà ouvert ses portes l'an dernier, et Hubert Condamine, le président sortant de l'université, envisage maintenant de créer un véritable centre de vie, à l'image de ce qui se fait sur la technopole voisine de Saint-Aubin: salles de réunions ou de musique, cafétérias et restaurant, quelques commerces de proximité, voire une discothèque. Cet aménagement s'inscrit dans un plan global d'animation du plateau du Moulon où sont notamment installés HEC, l'Ecole polytechnique, Supélec et d'importants laboratoires de recherche. Les responsables de ces différents établissements réfléchissent actuellement à plusieurs initiatives pour animer ce formidable pôle scientifique: cartes d'inscription communes



permettant aux étudiants et chercheurs de bénéficier des équipements des uns et des autres, câblage informatique de toutes les bibliothèques universitaires, navettes permanentes de bus entre les différentes écoles en attendant, un jour peut-être, un système de transport automatisé du genre mini-Vel sur l'ensemble du plateau.

Le handicap

des transports

Ces problèmes de transport restent bien souvent l'une des premières clés du désenclavement des campus. Nanterre l'a constaté dès l'arrivée du RER aux portes de l'université. Bien des universités de province, dépendant de services de bus insuffisants, en souffrent. Quant aux deux universités de Seine-Saint-Denis (Paris-VIII-Saint-Denis et Paris-XIII-Villetaneuse), elles en font depuis des années l'amer constat. Francine Demichiel, présidente de Paris-VIII, le rappelle à un mois lors d'une session extraordinaire des conseils municipaux des communes concernées: «Ces deux universités sont les seules de la région parisienne à ne pas être desservies directement par le métro ou par le RER. C'est un énorme handicap». Les élus communistes de Stains, Pierrefitte, Saint-Denis et Villetaneuse ont donc demandé une nouvelle fois au conseil régional, qui fait la sœur d'oreille, de prévoir cette desserte dans le contrat de plan Etat-région en cours de préparation.

D'autres obstacles rendent aléatoire la volonté de sortir les universités de leur ghetto. «Avec des moyens, tout est imaginable pour apporter des services supplémentaires aux étudiants», estime Michel Garnier, président de Paris-VI qui, avec sa collègue de Paris-VII, Nadine Forest, vient d'accueillir une agence bancaire au pied de la tour centrale de Jussieu et s'apprête à récidiver avec une agence de voyages. «Mais nous avons un campus passoire, et il est difficilement envisageable, pour des raisons de sécurité, d'ouvrir Jussieu au grand public».

Autre obstacle: les contraintes architecturales elles-mêmes. Pour François Guy, architecte marseillais, actuellement chargé du pro-

jet de l'Institut méditerranéen de technologie de Château-Gombert, «chaque site appelle des remèdes différents. On voit bien, par exemple, ce que l'on pourrait faire à Luminy, campus complètement excentré dans ce site superbe. Il faudrait structurer et équiper la route, le cordon ombilical qui le relie à l'agglomération. A Saint-Charles, en revanche, cette énorme barre en centre-ville, c'est la structure même du bâtiment qui est invivable. Comme dans les grands ensembles, les couches de peinture, l'animation des façades ou l'amélioration de l'environnement n'y changeront rien». Faudra-t-il, comme dans de grandes cités de banlieue, ces dernières années, raser purement et simplement certaines universités?

On le voit, en dépit des initiatives qui se développent, malgré l'appétit de changement et de

modernisation que constatent ici et là, sur le terrain, les deux émissaires de Lionel Jospin, le chemin sera encore long pour transformer les campus en véritables lieux de vie. Et plus encore pour réaliser l'une des suggestions de l'impitoyable Cantal-Duparc: mettre les villes dans les campus et les campus dans les villes!

GÉRARD COURTOIS.

CESMA
Centre d'études supérieures du management

Une Formation Complémentaire au Management de haut niveau en 10 mois,
pour cadres et étudiants diplômés de Grandes Ecoles d'Ingénieurs et d'Universités françaises et étrangères.

Information et dossier de candidature auprès de:
CESMA INFORMATION
BP 174 - 69132 ECULLY CEDEX / FRANCE
Tél. 72.20.25.25

Groupe ESC Lyon
UN GRADUATE SCHOOL IN BUSINESS

Lire aussi page suivante les exemples des campus d'Orléans et de Marseille.

Des urbanistes pour les universités

Orléans : réveiller La Source



Ce devait être l'« Oxford français », selon l'aveu même de son principal promoteur, le recteur Antoine. Le campus d'Orléans-La Source résume bien les ambitions et les échecs de l'urbanisme universitaire des années 60-70, mais aussi la volonté actuelle de renouveau.

A l'origine, toutes les fées semblaient réunies sur le berceau de cette université qui entendait redonner à Orléans le prestige méconnu de son université médiévale. Installé sur un vaste domaine boisé de plus de 100 hectares dominant le Loiret, bien arrosé sur le projet de ville nouvelle de La Source, à une dizaine de kilomètres d'Orléans, théoriquement relié à Paris par un aéroport révolutionnaire, le campus entend attirer rapidement une population de dix mille étudiants venus de la région mais aussi des universités parisiennes déjà saturées. Quant au campus lui-même, il devait être organisé de façon originale autour d'un noyau d'animation jouxtant un lac et regroupant bibliothèque, hôtel universitaire, maison des étudiants, galerie marchande, salle de musique et de danse, théâtre expérimental, studio radio et télévision, etc. Bref, un véritable centre nerveux capable de faire vivre une communauté universitaire, un peu sur le modèle américain.

Hélas ! ce séduisant château de cartes s'est rapidement écroulé. Le forum initialement prévu est abandonné dès les premières esquisses budg-

taires, laissant sans âme l'ensemble du projet. Plus, les bâtiments d'enseignement ne verront le jour que très progressivement : il faudra attendre 1975 pour que la faculté de droit et sciences économiques ouvre ses portes et... 1988, plus de vingt ans après ! pour que les littéraires disposent enfin d'une faculté digne de ce nom. Une belle réussite architecturale, d'ailleurs, lumineuse et aérienne, réalisée dans le cadre des opérations exemplaires de qualité architecturale lancées par le président de la République il y a quelques années. Mais, aujourd'hui encore, une partie des scientifiques et de l'école d'ingénieurs travaillent toujours dans des locaux préfabriqués.

Un campus
en parc urbain

Il n'est donc pas surprenant que les étudiants ne se soient pas précipités vers ce campus trop vaste et un peu mort : Orléans ne parvient pas à fixer ses bacheliers, encore moins à attirer ceux de Paris, et ne compte aujourd'hui que huit mille cinq cents étudiants au lieu des dix mille initialement prévus au début des années 70.

Quant à la ville de La Source, trop coupée de l'université, privée d'un véritable centre d'activité et ne disposant même pas d'une librairie, elle est devenue une banale banlieue-dortoir. C'est d'ailleurs pourquoi elle s'est inscrite en 1984 dans

l'opération Banlieue 89 pour tenter de trouver des solutions à son atonie.

L'évidence s'est imposée très vite qu'il fallait à la fois créer un véritable centre-ville et, en même temps, un trait d'union fort entre la ville et l'université. D'où le projet actuel de remodelage qui prévoit de restructurer le campus autour d'un axe relié à la dalle centrale de La Source. Les points d'ancrage de cette perspective sont la nouvelle faculté de lettres, proche du lac, et la nouvelle école d'ingénieurs, qui doit bientôt sortir de terre. Tout au long de l'axe conduisant à La Source, un ensemble de constructions est prévu, comprenant une résidence universitaire, une résidence de personnes âgées, un hôtel, quelques logements, 1500 mètres carrés de commerces de proximité, 3500 mètres carrés de bureaux et un ou deux cinémas. En outre, l'université a signé une convention avec la ville pour l'aménagement du campus en parc urbain.

Pour William Marois, le président de l'université, « le projet d'origine du campus n'a été réalisé qu'en partie. L'opération Banlieue 89 nous permet de commencer à combattre cet état d'insécurité et de trouver une nouvelle dynamique. Nous avons la chance d'avoir de l'espace, il est essentiel d'en faire un campus vivant et agréable ».

Mais les critiques ne manquent pas. Ainsi Jean-Pierre Sueur, ancien professeur à l'université, député du Loiret et candidat à la mairie d'Orléans en mars prochain, estime que « si l'idée est bonne de faire pénétrer la ville dans le campus, le projet actuel ne favorise pas en réalité la création d'un véritable centre urbain à La Source. Le petit centre commercial prévu sur le campus rendra service aux étudiants et c'est bien. Mais il ne règlera pas, au contraire, le problème global de la ville ». Nul doute que l'on reparlera du campus de La Source pendant la campagne des municipales à Orléans...

G. C.

Marseille : reconquête du centre

LES aventures fatiguées de Timagad Confection ou de La porte de l'Orient, des bazars en tout genre, débordant de boubous africains, de valises en carton et de bimbeloterie, des échoppes de barbiers et, sur le pas des portes, des caïds enturbannés débarqués de toutes les rives de la Méditerranée : à deux pas de la Canebière et du vieux port de Marseille, les ruelles qui descendent vers le cours Bazaras sont devenues, au fil des ans, un souk pauvre et exotique. Changement de décor instantané de l'autre côté de la rue d'Aix : des ouvriers mettent la dernière main à la restauration de la halle Puget et de sa superbe colonnade du XVIII^e siècle. Des buldoziers bourdonnent sur le terrain qui remonte vers le nouvel Hôtel de Région. Et des étudiants entrent dans la nouvelle faculté des sciences économiques qui vient d'ouvrir ses portes au cœur de ce quartier en rénovation.

Cela ne s'invente pas : cette nouvelle face de l'université d'Aix - Marseille - II s'est installée dans l'ancien hospice des incurables, et l'on peut y accéder par la rue de la Conscience. Tout un symbole pour des étudiants et des universitaires qui, depuis une quinzaine d'années, n'ont connu que des baraques préfabriquées, posées à la hâte dans le quartier des facultés d'Aix-en-Provence.

Ce nouveau pôle universitaire au centre de Marseille est une belle réussite. Derrière la sobre façade de l'hospice, a été glissé un bâtiment moderne mariant pierre, verre et ossature métallique. Autour d'un patio ombragé par trois platanes et sur lequel donne de plain-pied la cafétéria des étudiants, quatre niveaux reliés par des couloirs regroupent amphithéâtres, salles de cours ou de travail, bibliothèque et services administratifs. La fac est accolée à l'annexe ocre et rose des immeubles rénovés de la rue d'Aix, et des logements d'étudiants sont prévus dans le bâtiment mitoyen en construction. Bref, un ensemble à taille humaine (1 200 étudiants) totalement intégré à la ville et ouvert sur le quartier : le soir ou le week-end, associations et entre-

prises peuvent d'ailleurs louer des salles ou des amphithéâtres pour leurs réunions.

« Une fac, c'était génial pour redonner du nerf au centre ville », Adjoint au maire chargé de l'architecture, Philippe Sanmarco s'anime dès qu'il évoque la rénovation de ce quartier dégradé. Car la fac, c'est un peu son bébé : sur les 37 millions de francs consacrés à cet équipement, la ville de Marseille, maître d'ouvrage, a déboursé 30 millions, le complément étant apporté par le conseil général et le conseil régional. Mais, surtout, cet équipement universitaire a été conçu dès l'origine comme l'un des points d'appui essentiels de la revitalisation du quartier.

Une architecture
de qualité

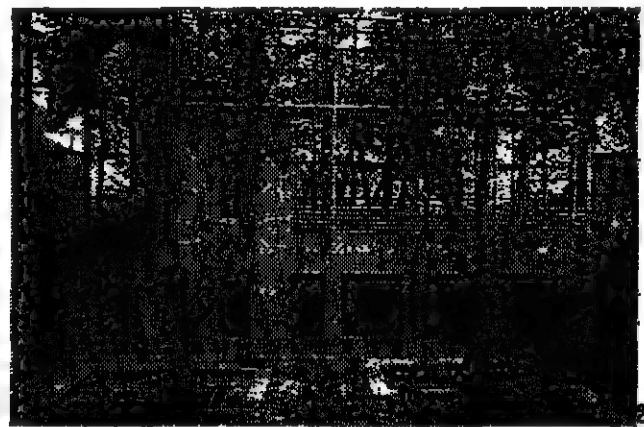
« Il y a dix ans on a commencé à comprendre qu'il fallait arrêter de casser les centres-villes. Mais à ce moment-là, pas une seule ville n'avait mis un centime dans une construction universitaire. Nous avons pris le pari dès 1981. Et nous avons démarré par la fac pour faire immédiatement venir des jeunes et pour afficher la volonté de réimplanter des fonctions vitales et prestigieuses dans le centre. » Fort de cette réussite, Philippe Sanmarco envisage d'ailleurs de récidiver et de convertir à usage universitaire la vaste église désaffectée des Réformés, en haut de la Canebière. Avec la fac Saint-Charles, celle des sciences

éco et un nouveau site potentiel, l'on pourrait, rêve-t-il, commencer à parler de « campus urbains ».

Mais les aménageurs marseillais ne se sont pas contentés de renverser la vapeur des vingt dernières années, de faire entrer l'université au cœur de la ville et de valoriser son rôle par une architecture de qualité. Ils ont également rompu avec cette fâcheuse habitude des architectes de décider de tout sans tenir compte de l'avis des usagers. Michel Gutsatz, le jeune doyen de la fac, peut en témoigner d'autant plus facilement qu'il a piloté en parallèle deux projets semblables : celui de Marseille, mais aussi celui d'Aix-en-Provence où l'université a également bénéficié de la construction d'une nouvelle faculté de sciences éco.

« A Aix, nous n'avons eu aucune prise réelle sur le projet. Nous n'avons pu corriger que des erreurs de détail, et quand je suis installé dans mon bureau j'ai le sentiment de ne jamais voir les étudiants. A Marseille, au contraire, j'ai été associé de bout en bout : depuis le choix du projet jusqu'à l'organisation de l'espace intérieur, depuis le choix des matériaux jusqu'aux couleurs. Cela a été une fantastique expérience. » Une expérience qui, si elle avait été tentée il y a vingt ans, aurait peut-être permis d'éviter les campus plaqués et sans vie qui accueillent aujourd'hui la plupart des étudiants.

B. C.



Bolides étudiants

Grâce au Challenge des grandes écoles, organisé par Renault, des étudiants peuvent s'initier au vertige de la course automobile.

La brume recouvre le circuit de Croix-en-Ternois. Il fait froid, et la piste a dû être sablée. Assis dans un coin de la salle de cours, casque sur la tête, un volant de course pour tout équipement, un étudiant d'HEC se concentre. Calé dans une chaise en plastique, les pieds relevés, les bras légèrement fléchis et les mains positionnées à neuf heures et quart sur le volant, il fixe obstinément la maquette du circuit.

Vingt minutes plus tard, il se retrouve en copilote dans une vraie Renault 5 GT Turbo. Son moniteur règle sa ceinture de sécurité, avant de lui rappeler les principes fondamentaux de la conduite sportive. Après un départ sur les chapeaux de roue et trois tours de circuit, notre étudiant s'extraît de son habitacle et arrache son casque, montrant un grand sourire d'enfant émerveillé. « Ça y est, j'ai le virus, déclare-t-il à ses camarades qui attendent ses impressions. Je vais tous vous battre. Il faut absolument que je sois sélectionné. »

Il est difficile de participer aux compétitions automobiles sur circuit quand on est étudiant et que l'on ne dispose pas de ressources financières importantes. Jusqu'à l'année dernière, la performance relevait même du miracle. Mises à part quelques rares réussites individuelles, le monde de la

course sur circuit n'était pas compatible avec la poursuite d'études supérieures.

En créant le Challenge des grandes écoles, à l'automne 1987, la régie Renault a voulu rendre accessible aux étudiants l'université des circuits français. Ce challenge est réservé aux étudiants des grandes écoles d'ingénieurs et de commerce (l'IEP Paris et Paris-Dauphine ont été admis à participer cette année) n'ayant jamais possédé de licence de sport mécanique. L'inscription coûte 15 000 francs par voiture, cette dernière étant fournie par Renault-Sports. Il faut ajouter les frais de déplacement et d'hébergement. Chaque école peut engager une à trois voitures. L'ensemble des frais est couvert par l'apport financier de commanditaires que doivent trouver les étudiants.

Le challenge est divisé en trois phases. Dans un premier temps, les élèves intéressés se rendent, pendant une journée complète, sur un des quatre circuits où Renault-Sports met à leur disposition des Renault 5 GT Turbo coupés identiquement préparés. Ils reçoivent sur place une formation théorique et pratique, puis sont testés par trois moniteurs différents. A l'issue des sélections, quatre pilotes sont retenus par

voiture. Chacun d'eux participera à une des quatre premières courses (Le Castellet, Nogaro, Croix-en-Ternois, Le Mans). L'auteur du meilleur classement représentera son école lors de la finale du challenge qui aura lieu sur le circuit de Montlhéry le 4 juin.

Pas d'opération
élitiste

Avant la fin du mois de janvier, deux mille cinq cents élèves de quatre-vingt grandes écoles auront fait connaissance, en toute sécurité, avec la conduite sportive. Entre février et mai, trois cent cinquante étudiants et cinquante étudiantes vivront sur deux jours le repérage, les essais chronométrés et une compétition entre cent candidats à la victoire. « Nous n'avons pas voulu faire une opération élitiste, affirme Jean-Luc Girault, chargé de communication à la régie Renault. Ce challenge a été créé pour permettre aux étudiants de découvrir notre savoir-faire technologique et communiquer notre passion de l'automobile et de la compétition. »

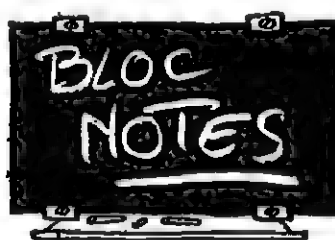
L'autre particularité de l'opération consiste à associer étroitement les grandes écoles à l'organisation et à l'animation des différentes compétitions. « Ce n'est pas un challenge clés en main, affirme Jean-Luc Girault. Nous voulons que la conduite de l'opération se fasse en grande partie par les étudiants. L'animation de la course leur est totalement confiée, ils assurent une

grande partie de la logistique et assistent activement la direction technique du challenge. »

L'exemple de François Mariotta, étudiant à l'ISG, illustre bien l'esprit qui anime les concepteurs de la compétition. Passionné d'automobile, il participe l'année dernière à la sélection, puis à l'organisation de la finale. Cette année, dans le cadre de son stage de troisième année, il est chargé par Renault d'assurer la communication du challenge : « Les étudiants s'investissent autant que nous dans cette opération », affirme Pierre Zigmant. C'est leur course. La réussite de l'opération passe d'abord par leur volonté de participer activement. Nous leur en donnons les moyens. »

Si l'aspect compétition attire beaucoup d'élèves, ce n'est pas la seule motivation qui les incite à s'inscrire. La possibilité d'apprendre à mieux conduire, de « se tester » en toute sécurité, est pour beaucoup dans le succès de l'opération. Pour Régis Hahn, élève de première année à HEC, sa journée passée sur le circuit de Croix-en-Ternois est « très positive », même s'il devine qu'il ne sera pas sélectionné. « J'ai découvert la vraie conduite. Celle où l'on maîtrise à tout instant son véhicule sans aucune appréhension. Je ne soupçonnais pas que l'on puisse apprendre autant en si peu de temps. J'ai eu l'impression de participer à un challenge aussi éducatif que sportif. »

YVES GRAVIER.



RYTHMES SCOLAIRES

Aménagement du temps scolaire, « circuits Calmat-Chevènement », « contrats bleus », « contrats de ville » : les formules administratives destinées à organiser des activités sportives, artistiques ou scientifiques à l'intérieur ou en dehors du temps scolaire sont nombreuses. Pour aider à s'y retrouver, le secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports vient de publier une brochure qui donne le mode d'emploi de la réglementation existante, et annonce des « mesures de plus grande ampleur » préparées par MM. Jospin et Barnaud.

* Aménagement des rythmes de vie de l'enfant. Renseignements : (1) 48.28.40.00.

THE KEY JUNIOR

The Key, journal d'actualité bimensuel en anglais à vocation pédagogique, lance, pour son deuxième anniversaire, un supplément mensuel de quatre pages, The Key Junior, destiné aux débutants jeunes et moins jeunes. Premier numéro le 2 février.

* The Key, 12, rue Pavée, 75004 Paris. La numéro : 12 F.

LA LANGUE DU CHRIST

L'Institut des droits de l'homme de l'université catholique de Lyon organise, de février à juillet, quatre sessions de langue et civilisation arabiques sous l'égide de M. Joseph Yacoub, universitaire d'origine libanaise. (Droits d'inscription : 500 F.) L'arabe qui fut la langue unique de Jésus est toujours utilisé au Proche-Orient dans certaines liturgies chrétiennes et parlé en Irak par une

bonne partie des populations chrétiennes. Dix mille immigrants arabes vivent en France.

* Renseignements : IDH, 10-12, rue Fochier, 69002 Lyon. Tél. : (72) 52.50.50.

SALON LILLOIS

Le rectorat et les universités de Lille organisent, du 2 au 5 février, un salon régional des formations post-baccalauréat, Tremplins 89, destiné aux lycéens.

* Salon régional des lycéens, palais Ruzar, boulevard Vauban, Lille.

FEMMES
ET MATHÉMATIQUES

L'Association Femmes et mathématiques nous prie de préciser qu'elle est partie prenante de l'enquête sur l'image des mathématiques chez les lycéens au même titre que les organismes cités dans le Monde du 12 janvier. Cette enquête indique notamment qu'un tiers des lycéennes s'estiment « douées » tout en jugeant « bons » leurs résultats, tandis que c'est le cas de la moitié des garçons. Ces proportions ne rapportent à l'ensemble des lycéens et non seulement à ceux d'entre eux qui s'estiment « doués », comme nous l'indiquons par erreur.

LES JEUNES
ET L'EUROPE

Le journal Phosphore publie dans son numéro de janvier un encart spécial et un poster sur l'Europe de 1993 à l'intention des jeunes. Ces pages ont été réalisées par le Bureau d'information du Parlement européen. On y trouve notamment une enquête auprès des lycéens d'Europe sur ce qu'ils attendent de 1993. Les Irlandais ont les avis les plus tranchés sur la question : 74 % d'entre eux pensent que c'est « une bonne chose » et 11 % « une mauvaise chose ». Les plus optimistes sont les Italiens (72 %), les Portugais (57 %), les Britanniques (53,3 %) et les Espagnols (50,9 %). Les plus sceptiques sont les Danois : 12,1 % pensent que c'est « une mauvaise chose ».

CAMPUS
ÉTRANGER

Turbulences sur les Business Schools

Deux classements établis par Business Week et The Economist chahutent un peu les idées reçues sur les Business Schools. Et on commence à s'interroger, aux États-Unis, sur l'efficacité des MBA.

TABLEAU II. — SELON THE ECONOMIST

Classement des MBA européens

	COUT DES ÉTUDES	RÉPU- TATION	DYNA- MISME
ASHRIDGE MANAGEMENT COLLEGE	XXX	XXX	XXX
ASTON MANAGEMENT CENTRE	XX	XX	XX
BATH SCHOOL OF MANAGEMENT	XX	XX	X
BOCCONI-SDA (Milan)	XX	XX	XX
UNIVERSITY OF BRADFORD	XX	X	X
CARDIFF BUSINESS SCHOOL	XX	XX	XXX
CITY UNIVERS. BUSINESS SCHOOL	XXX	XX	XX
CRANFIELD SCHOOL OF MANAGEMENT	X	XXX	X
EAP (Paris)	XX	XXX	XX
ESADE (Barcelone)	XX	XX	X
GLASGOW BUSINESS SCHOOL	XX	XXX	X
HELSINKI SCHOOL OF ECONOMICS	XX	XX	XX
HENLEY MANAGEMENT COLLEGE	XXX	XXX	XX
IESE (Barcelone)	XXX	XXX	XX
IMCB	XX	XXX	XX
IMEDE (Lausanne)	XXX	XXX	XXX
IMI (Genève)	XXX	XX	XX
IMPERIAL COLLEGE	XX	XXX	XXX
INSEAD (Fontainebleau)	XXX	XXX	X
ISA (Paris)	XX	XX	X
KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN	XX	XX	XX
LONDON BUSINESS SCHOOL	XXX	XX	XX
MANCHESTER BUSINESS SCHOOL	XX	XX	XX
NETHERLANDS SCHOOL OF BUSINESS (Nijmegen)	X	XX	XX
NORWEGIAN SCHOOL OF ECONOMICS	X	X	X
ROTTERDAM SCHOOL OF MANAG.	X	XX	XXX
STRATHCLYDE BUSINESS SCHOOL	XX	XX	X
TEMPLETON COLLEGE, OXFORD	XX	XX	XXX
UNIVERSITY OF WARWICK	XXX	XX	XXX

Réputation : XXX Excellente ; XX Bonne ; X Passable (faible).
Coût des études : XXX Élevé ; XX Modéré ; X Bon marché.
Dynamisme : XXX Innovateur ; XX Bonne volonté ; X Conformiste.

TABLEAU I. — SELON BUSINESS WEEK

Classement des écoles américaines

CLASSEMENT GÉNÉRAL	CLASSEMENT DES ÉTUDIANTS (promo. 1988)	CLASSEMENT DES ENTREPRISES
1. NORTHWESTERN	5	1
2. HARVARD	6	3
3. DARMOUTH	1	15
4. WHARTON	13	2
5. CORNELL	3	11
6. MICHIGAN	12	5
7. VIRGINIE	4	14
8. CAROLINE DU NORD	2	19
9. STANFORD	8	7
10. DUKE	7	10
11. CHICAGO	20	4
12. INDIANA	11	9
13. CARNEGIE-MELLON	9	12
14. COLUMBIA	19	6
15. MIT	10	17
16. UCLA	16	8
17. BERKELEY	14	16
18. NYU	22	13
19. YALE	15	22
20. ROCHESTER	17	23

Source : Business Week 28 novembre 1988.

L'INFLATION des programmes de MBA (Masters of business administration) aux États-Unis et maintenant en Europe exige des consommateurs éclairés, qu'ils soient étudiants ou employeurs. Aux États-Unis, l'Association des business schools s'efforce de mettre un peu d'ordre en n'accordant son label qu'à environ 20 % des programmes existant sur le marché. Mais, faute de critères officiels, la presse anglo-saxonne, et singulièrement celle des affaires, s'efforce d'évaluer les qualités respectives des divers établissements. En Europe, n'importe qui peut créer un MBA, y compris des entreprises ou des officines de consultants (1).

Le dernier classement en date a été réalisé par Business Week dans son numéro du 28 novembre 1988. Dès sa « une », l'hebdomadaire avertit ses lecteurs : « Vous serez surpris... » De fait, Northwestern déçoit l'impériale Harvard Business School, Dartmouth et Cornell s'emparent des premières places. Des écoles mal

préférences respectives des différentes catégories d'usagers. Les étudiants apprécient l'enseignement donné à Dartmouth, tandis que les entreprises ne lui accordent qu'un rang très moyen (15^e). Les firmes apprécient Chicago (4^e), mais les futurs diplômés lui donnent la lanterne rouge.

La palme

à l'INSEAD

Un autre classement, portant cette fois sur les écoles européennes, a été réalisé par l'hebdomadaire britannique The Economist. Son étude, d'une grande richesse, est le résultat d'une enquête sur le terrain (entreprises, écoles, étudiants) passant en revue vingt-neuf business schools anglaises et seize écoles « continentales » (2). S'inspirant du Guide Michelin, l'Economist distribue des étoiles aux établissements en égard à leur réputation, à leur dynamique et... au coût des études (voir tableau II).



connues se glissent dans les dix premières (Virginie, Caroline du Nord). Des institutions prestigieuses font des chutes libres (Stanford, Chicago, Carnegie-Mellon, Columbia...) (voir tableau I).

Comble de l'ironie, Business Week obtient ces résultats en appliquant à la lettre les principes d'étude de marché dont se régalaient les écoles de gestion : révéler les jugements des consommateurs (les étudiants du recrutement dans les entreprises) ; recourir à des méthodes rigoureuses d'échantillonnage (1243 étudiants, 112 entreprises, d'entretien (35 questions) et de construction d'indices de satisfaction relative. Ainsi le classement général ne doit pas dissimuler les

Un sondage effectué auprès de quatre cents dirigeants d'entreprises britanniques et européennes complète le tableau. L'INSEAD leur semble de loin la meilleure business school européenne (70 %), devant l'IMI de Genève (15 %), la London Business School (5 %), Aavers (5 %) et HEC (5 %). Les mêmes élites considèrent que Harvard est « the best business school in the world » (64 %), devant Stanford (12 %) et l'INSEAD (12 %).

A cette occasion, l'Economist met en lumière l'univers par trop méconnu des centres britanniques de gestion. Quelques établissements, comme la London Business School, rivalisent en qualité avec les écoles nord-américaines de premier rang, grâce à des politiques de recher-

che dynamiques. Le besoin en cadres gestionnaires incite aux innovations. La formule des MBA à temps partiel permettant aux jeunes cadres de poursuivre leur carrière professionnelle se développe. Les entreprises deviennent des partenaires directs, engagés dans des programmes de MBA.

Le partenariat entreprises/établissements peut revêtir la forme d'un consortium. En mai 1988, BP, la Metropolitan Police, Coopers and Lybrand, National Westminster Bank, ont créé un MBA en collaboration avec Warwick University Business School. Vingt-quatre cadres « promoteurs » choisis par les entreprises suivent un programme d'études de quinze mois. Les « étudiants » séjournent pendant quatre mois à la business school, puis effectuent, sous la conduite de profes-

seurs, des travaux d'étude et d'analyse dans les entreprises membres du consortium. Les partenaires versent une cotisation annuelle de 100 000 livres sterling et prennent à leur charge les droits d'inscription — 7 000 à 8 000 livres par étudiant. De même, Ashridge Management College, City University Business School, offrent des programmes proches.

La formule controversée du « MBA par modules » (Modular MBA) se veut plus souple. Depuis 1983, l'International Management Centre, Buckingham (IMCB) propose des MBA confectionnés sur mesure à la demande d'entreprises clientes. Des méthodes modernistes de pédagogie active permettent un enseignement intensif (soirées,

week-ends, congés). Les cadres étudiants demeurent dans les entreprises, où ils sont chargés de conduire à bien des études sous la tutelle des professeurs de l'IMCB. Jaguar, British Airways, ICI envisagent d'adresser à l'IMCB, des « promos » de trente à cent managers.

Enfin, le Royaume-Uni développe des formations de MBA à distance (distance learning) combinant les ressources de l'audiovisuel, de la télématique et du tutorat individuel (Open University, Warwick, Oxford, Strathclyde, Aston, Henley). Ce mode de formation n'est certes pas la panacée, mais, des deux côtés de l'Atlantique, les experts prévoient un développement « considérable » des activités de distance learning pour faire face à la pénurie de professeurs de gestion et à la vogue du diplôme de MBA.

Un diplôme

obsolète ?

L'étude de l'Economist manifeste un préjugé favorable aux business schools, en souhaitant qu'elles collent davantage aux besoins des entreprises. Ce ton exprime sans nul doute un regret devant l'insuffisance de la formation au management des élites britanniques, mise en lumière par une étude comparative récente (le Monde Campus du 7 décembre 1988).

Business Week, en revanche, est beaucoup plus circonspect. Son rédacteur en chef, John A. Byrne, ne dissimule pas les vives critiques adressées, depuis quelques années, aux business schools (académisme, arrivisme, nombrilisme, etc.). Lester Thurow, un économiste de renom, aujourd'hui doyen de la Sloan School of Management (MIT),

n'hésite pas à poser une question impertinente : « Si les business schools marchent si bien, pourquoi les firmes américaines marchent-elles si mal ? »

« Les entreprises apprennent vite », répond Business Week. Certaines réduisent les recrutements dans les écoles de gestion. Parmi les mille premières entreprises du classement de Business Week, huit cent cinquante-huit n'accordent pas d'importance particulière aux diplômés de MBA. Des industriels — Westinghouse, Marriott, USX... — se félicitent de ne pas se laisser séduire par les MBA... à la différence de Wall Street.

Le MBA d'aujourd'hui ne serait-il pas devenu obsolète ? Business Week suggère cette opinion en appelant les business schools à une mobilisation générale, « sinon le défilé des diplômés sur les campus risque de se raccourcir... ». Les écoles de gestion ne formeraient-elles pas surtout des techno-bureaucrates pour les grandes entreprises traditionnelles et des financiers spéculateurs ? On constate que les MBA impressionnent peu les entrepreneurs les plus dynamiques de l'économie américaine, comme ceux de la haute technologie, qui ont tendance à ironiser sur leur ignorance scientifique et technologique. Selon R. Reich, professeur à Harvard (Kennedy School), les États-Unis souffrent d'un surplus de managers, de juristes et de financiers, tandis que manquent les producteurs : savants, ingénieurs, techniciens... J.-G. PADIOLEAU.

(1) Voir notre dossier « La flamme des MBA européens », dans le Monde Campus du 15 septembre 1988.
(2) MBA : The Best Business Tool ? The Economist Publications, 40 Duke St, Londres, W1A 1DW, 50 livres sterling.



DEMOGRAPHIE

Les Français d'Ancien Régime

La démographie historique en France est une science jeune, et très active. Elle a véritablement démarré au début des années 50, grâce aux travaux du démographe Louis Henry et de l'historien Pierre Goubert, qui ont eu l'idée d'exploiter de manière systématique les anciens registres paroissiaux d'état civil.

« Le travail accompli depuis plus de trente années est considérable et permet aujourd'hui de décrire la composition et l'évolution de la population française pendant l'Ancien Régime », explique Benoît Garnot dans le « point sur le sujet » qui introduit son petit ouvrage consacré à la population française aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. La matière de cette synthèse est essentiellement empruntée aux nombreux travaux universitaires réalisés dans le domaine de la démographie historique et aux grandes enquêtes mises en œuvre grâce à l'Institut national d'études démographiques.

L'auteur présente les trois composantes des comportements démographiques : la nuptialité, la natalité et la mortalité. Tout en soulignant l'hétérogénéité du savoir selon les périodes et les régions, il nous permet d'en finir avec quelques idées « vieilles », devenues des « idées reçues » pour le profane. Ainsi, nous apprenons qu'il faut abandonner la théorie du plafonnement de la population française jusqu'au XVIII^e siècle. Ou encore que le mariage tardif apparaît comme un trait fondamental de la démographie d'Ancien Régime, et non pas le mariage précoce, comme l'ont longtemps cru les historiens, en se fondant sur l'observation des unions royales et aristocratiques.

La Population française aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, et la Population française aux XIX^e et XX^e siècles, de Jean-Pierre Gégot, inaugurent une nouvelle collection qui souhaite présenter les connaissances essentielles établies par les travaux les plus récents sur de grands thèmes de l'histoire. Une partie des ouvrages est consacrée à l'initiation à la recherche et à l'exposé de dossiers commentés. Des documents originaux permettent d'apporter des exemples concrets au fil des textes.

MARIANNE ROUGÉ.

* BENOÎT GARNOT. La Population française aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Orléans, collection « Synthèse Histoire », 125 p., 52 F.

ARCHITECTURE

Tony Garnier

par Louis Pissard.

Élève puis collaborateur de Tony Garnier, Louis Pissard retrace la personnalité et la carrière, essentiellement lyonnaise, de ce « précurseur génial de l'architecture et de l'urbanisme contemporains ».

* Presses universitaires de Lyon, 196 p., 148 F.

ÉDUCATION

Enseignement supérieur en Afrique noire francophone, la catastrophe ?

par Paul J.M. Tédaga.

Le bilan de trente années d'enseignement supérieur dans l'Ancienne Afrique noire française, conclu par un constat de « gâchis considérable ».

* PUSAF, Éditions L'Harmattan, 223 p., 110 F.

SOCIOLOGIE

L'Art de l'enquête

par Yvanis Harvateopoulos, Yves-Frédéric Létour et Philippe Serfati.

Le guide pratique pour initier ceux qui ne disposent pas de compétences spécifiques aux méthodes et techniques d'enquête, tant économiques et commerciales (études de marché, études de consommateurs...) que psychosociologiques (enquêtes d'opinion).

* Eyrolles, 137 p., 160 F.

PHILOSOPHIE

Matière et philosophie

Des philosophes s'interrogent sur le thème de la matière dans la philosophie.

sophie contemporaine, des scientifiques traitent de la notion de preuve aujourd'hui, et des architectes développent les concepts de modernité et de post-modernité.

* Centre Georges-Pompidou, collection « Espace International Philosophie », 171 p., 95 F.

PSYCHOLOGIE

Le Soleil noir des nuits blanches

par Richard M. Coleman.

L'auteur, directeur de la clinique des troubles du sommeil de l'université Stanford, expose les données actuelles sur le sommeil paradoxal, sur la narcolepsie, cette affection qui fait tomber de sommeil, sur la nature des terreurs nocturnes, sur l'insomnie, et sur les handicaps de l'hypersomnie.

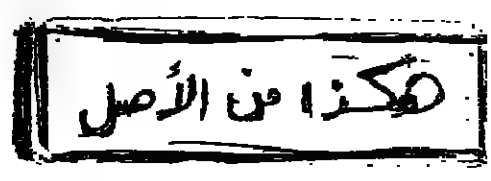
* Pour la science, diffusion Belin, collection « Regards sur la science », 175 p., 70 F.

Un métier moderne, conseiller d'orientation

par Jean-Pierre Mazet et Claude Paré, avec la collaboration de Estelle Desponds-Vidaver.

Qui sont les conseillers d'orientation ? Réinventent-ils une nouvelle profession ? Que reste-t-il dans leur mission du projet de régulation sociale et morale soutenu au début du siècle par les promoteurs de la psychologie et des sciences de l'éducation ? Cet ouvrage de sociologie s'attache aussi bien à l'histoire de l'institution qu'aux représentations des « nouveaux » conseillers.

* Éditions L'Harmattan, collection « Logiques sociales », 249 p., 120 F.



Education

Les propositions de M. Jospin aux syndicats

La revalorisation des salaires des enseignants reposera en grande partie sur le mérite

M. Lionel Jospin a abordé, mercredi 18 janvier au matin, la deuxième étape de la discussion sur l'avenir de l'éducation nationale, avec la seconde table ronde, consacrée cette fois à la « revalorisation de la fonction enseignante ». La première, la veille, avait été centrée sur le projet de loi d'orientation qui devrait être déposé au Parlement pour la session de printemps (le Monde du 18 janvier). M. Jospin a indiqué qu'une dizaine de milliards seront consacrés à la revalorisation, sur cinq ans, dont 2,2 cette année. Les propositions du ministre de l'Éducation nationale visent tous les ordres d'enseignement, mais les bouleversements les plus importants touchent les enseignants secondaires (collège et lycée) et supérieur. Trois principes de base les animent :

revaloriser les débuts de carrière, afin de rendre la profession plus attractive pour les jeunes ; rémunérer de façon particulière les tâches ou les contraintes supplémentaires (enseignement dans les zones difficiles ou les disciplines déficitaires, participation à des activités spécifiques d'animation, d'encadrement ou de gestion...), valoriser le mérite, en permettant aux enseignants les plus actifs d'accéder à des indices de rémunération supérieurs.

En stimulant les initiatives pédagogiques, des mesures devraient permettre, espère M. Jospin, à la fois de remodeler la profession, d'attirer la qualité de l'enseignement et d'affronter la crise de recrutement à tous les niveaux de l'enseignement.

M. Jospin a annoncé, à l'issue de la première réunion de mardi, que deux nouvelles tables rondes seraient organisées sur le projet de loi d'orientation en février et en mars. Il s'est félicité de la discussion avec ses interlocuteurs, qui « s'est déroulée dans un climat de grande cordialité ». La FEN a approuvé les grandes lignes du projet, dans lequel elle a reconnu certaines de ses propositions. Elle a réajusté son idée d'un « emprunt national » pour alimenter son financement (le Monde du 18 janvier). Le SNI a approuvé la création d'un corps de professeurs de collèges, mais protesté contre le maintien du recrutement des instituteurs par le DEUG. Il souhaiterait que ceux-ci aient le même niveau que les professeurs du secondaire (la licence). Le SGEN-

CFDT approuve l'essentiel du projet, mais continue de réclamer une loi de programmation, mieux à même d'exprimer la « crédibilité de l'orientation affichée ». Le SNES, en revanche, juge les propositions gouvernementales « totalement inacceptables ». « Non seulement les moyens dégagés sont insuffisants, mais ceux qui le sont devraient être utilisés tout autrement », affirme-t-il.

Du côté des parents d'élèves, la FCPE considère que nombre de propositions rejoignent les siennes. « C'est une bonne entrée en matière, mais maintenant il faut construire », a déclaré son président.

Primaire-secondaire : davantage de mobilité

Fin l'enseignant standardisé. Place à la diversité et au mérite. Les principes retenus par M. Lionel Jospin pour engager la revalorisation du métier d'enseignant remettent en cause un dogme profondément ancré dans l'éducation nationale : celui de l'égalité des agents qui la servent. « Ne faudrait-il pas », a déclaré le ministre en ouvrant, mercredi 18 janvier, la deuxième table ronde avec les syndicats, reconnaître les tâches les plus difficiles accomplies jusqu'ici sans rétribution par certains enseignants, encourager l'innovation ou l'investissement personnel et collectif dans les tâches d'enseignement ? Nous savons bien que ces réalités diverses existent. » Tous les instituteurs et professeurs n'ont pas le même degré d'engagement dans leur métier. Il s'agit, certes, de les inviter à reconsidérer leur pratique professionnelle, mais surtout de rétribuer les multiples tâches et difficultés que beaucoup ont choisies d'affronter sans compensation d'aucune sorte.

L'ensemble du dispositif est construit autour de trois idées-forces : la promotion des débuts de carrière, afin d'encourager les vocations ; la possibilité pour les enseignants les mieux notés, les plus volontaires pour la formation continue et les tâches d'encadrement des élèves, de progresser plus vite dans leur carrière. Les heureux élus, qu'ils enseignent au collège, au lycée ou à l'école primaire, auront prétendu à des rémunérations équivalentes en fin de carrière. Les corps d'enseignants ressembleront désormais à une pyramide dont l'accès au sommet sera libre, plutôt qu'à un cylindre où chacun parvient — plus ou moins vite mais inévitablement — au sommet, comme c'est le cas aujourd'hui. Le troisième principe consiste à reconnaître les efforts fournis par certains enseignants, en leur attribuant tout un éventail d'indemnités liées à leur situation et à leur engagement dans la situation.

Une indemnité pour tous

Une intrusion aussi nette de la notion de « mérite » dans la gestion des carrières a de quoi dérouter une profession pour laquelle l'égalité de traitement financier reste l'élément essentiel de la cohésion, et le garant de la solidarité. Qu'on se souvienne de la récente colère des instituteurs à l'égard des « maîtres-directeurs » de M. Monory, qui constituaient une première brèche dans l'unité du corps. Mais ce nouveau paysage salarial pourrait aussi annoncer un bouleversement des mentalités et une mobilisation des acteurs, susceptibles d'avoir des effets positifs sur la qualité de l'enseignement. On ne verrait plus des instituteurs non volontaires parachutés sur des postes difficiles (zones rurales, banlieues déshéritées). Un recrutement sur profil de candidats motivés pourrait s'effectuer, sans avoir à appliquer, de façon automatique, l'actuel barème de mutations. Des équipes pédagogiques plus stables et cohérentes pourraient être constituées.

Le ministre de l'Éducation nationale est partisan, depuis le début des dis-

M. Christian Forestier recteur de l'académie de Créteil

M. Christian Forestier a été nommé par le conseil des ministres du 17 janvier recteur de l'académie de Créteil, en remplacement de M. Bertrand Saint-Sernin.

(Né le 8 décembre 1944 à Antibes (Pyrénées-Orientales), M. Christian Forestier est ingénieur électronique (1966) et docteur d'État (1981). Il a commencé sa carrière comme maître-assistant à Saint-Étienne, puis, à partir de 1968, à l'UTP de la même ville, où il a été assistant (1970), maître-assistant (1974) et directeur (1978). En 1979, il est élu président de l'université de Saint-Étienne. Nommé recteur de l'académie de Reims en 1981, puis de Dijon en 1983, il est, début 1986, chargé de mission auprès de M. Roland Carrat, secrétaire d'État chargé de l'enseignement technique et technologique. M. Forestier est, depuis 1986, inspecteur général de l'éducation nationale.)

ussions au sein du gouvernement, de lier la revalorisation des salaires à une modernisation du métier. Mais il s'est toujours refusé à présenter ce dispositif comme l'objet d'un « troc » : « J'ai vécu la vie des enseignants, je connais les conditions d'exercice de leur métier. Et je suis convaincu que c'est le leur. Une telle approche ne me paraît pas digne de notre discussion », a-t-il précisé d'emblée aux syndicats.

Ce refus du « donnant, donnant » — qui est sans doute l'une des causes du différend Jospin-Rocard — avait conduit le ministre de l'Éducation à prévoir une revalorisation de type en partie indiciaire, c'est-à-dire qui aurait touché l'ensemble des enseignants, retraités compris. L'effort budgétaire finalement consenti par le gouvernement ne lui aura pas permis d'obtenir satisfaction à cet égard. Une mesure assez spectaculaire de type égalitaire a pu cependant être prise : tous les professeurs du second degré vont être gratifiés, dès leur début de janvier 1989, d'une « indemnité d'orientation et de suivi des élèves », d'environ 500 F, soit 6 000 F annuels, ce qui équivaut environ aux deux tiers d'un treizième mois pour l'enseignant moyen. Cette prime, qui remplace les anciennes indemnités de conseils de classe, sera réévaluée comme les autres en fonction de l'évolution des salaires dans la fonction publique. Elle constitue une nouveauté pour tous les professeurs de lycée, puisqu'elle remplace l'indemnité de conseils de classe dont seuls les professeurs de collège bénéficient jusqu'à présent. Pour ces derniers, elle sera d'ailleurs réévaluée.

C'est là une des concessions essentielles faites aux professeurs de lycée, afin d'apaiser leur grogne et de tenter de leur rendre confiance, avant la prochaine rentrée.

Pour le reste, les instituteurs et professeurs qui voudront arrondir leurs fins de mois devront exercer dans des classes particulièrement difficiles, être professeur principal ou animer des activités sportives ou culturelles ; ils bénéficieront alors d'indemnités spéciales et substantielles. S'ils sont bien notés et impliqués dans des tâches jugées utiles, ils pourront accéder à des échelles de rémunération privilégiées. Les instituteurs, qui ont déjà bénéficié d'un plan de revalorisation en application depuis 1983, ne bénéficieront pas de l'indemnité d'orientation généralisée dans le second degré, mais ils se voient gratifier de deux grades de promotion entièrement nouveaux (contre un seul pour les professeurs du secondaire), qui permettront aux plus chevronnés d'entre eux de terminer leur carrière au même niveau de salaire qu'un pro-

fesseur de collège ou de lycée titulaire du CAPES, soit environ 14 000 francs au lieu de 10 000 francs.

Cette possibilité de promotion des instituteurs, conjuguée à l'alignement des nouveaux professeurs de collège sur les certifiés (professeurs titulaires du CAPES) des lycées, couronne les efforts du SNI-PEGC et de la majorité de la FEN. Ces deux mesures annoncent une unification progressive de l'ensemble du corps enseignant, symbolisée par le regroupement des formations de tout niveau (instituteurs, professeurs de collège et de lycée) dans des instituts de formation rattachés aux universités.

- Revalorisation des débuts de carrière.
- Rémunération des activités supplémentaires
- Promotion accélérée pour les meilleurs

Un pas est ainsi franchi vers l'instauration d'un corps unique d'enseignants, de la maternelle au lycée, vieille revendication du SGEN-CFDT, reprise depuis un an par la FEN, et aussi vers des possibilités inédites de mobilité entre les différents ordres d'enseignement. Se dessine aussi, à un horizon encore lointain, une nouvelle distribution des rôles dans le système éducatif. En effet, les professeurs certifiés qui enseignent aujourd'hui dans les collèges seront automatiquement intégrés dans le nouveau corps des professeurs de lycée, ce qui devrait les inciter à rejoindre ces établissements. Les postes ainsi libérés seront occupés par les professeurs de collège nouveau style, recrutés régulièrement par un CAPES spécifique et enseignent plusieurs disciplines. Les agrégés, eux, seront invités à enseigner de plus en plus dans les classes préparatoires aux grandes écoles.

Il reste à connaître le mode d'emploi précis de cette construction toute neuve. Combien d'enseignants pourront parvenir aux grades d'avancement ? Combien seront jugés dignes des indemnités nouvelles et sur quels critères ? Le ministre de l'Éducation nationale a souligné que ces questions essentielles soient traitées par la négociation, afin de ne pas laisser penser que son projet est entièrement figé à l'avance. Et M. Jospin ne veut pas prendre le risque de l'enlisement. Il souhaite que des décisions soient prises très rapidement, pour être appliquées dès la rentrée prochaine.

PHILIPPE BERNARD.

Supérieur : des contrats individualisés

Reconstituer un vivier de jeunes chercheurs dévoués de s'engager dans une carrière universitaire. Rendre le déroulement de cette carrière plus attractive. Reconnaître, par un système diversifié d'indemnités ou de primes contractuelles, les efforts accomplis par chaque universitaire en matière de pédagogie, de formation à la recherche ou d'administration des universités : tels sont les trois objectifs de M. Lionel Jospin, pour la revalorisation de la situation des enseignants du supérieur.

Cette revalorisation, a-t-il précisé, « est une condition essentielle de la

dés 1990, du nombre des allocations de recherche (qui passeront de 2 000 à 4 000) et la généralisation à trois ans de leur durée. En outre, les allocations de recherche qui le souhaitent pourraient effectuer un « moniteur » dans des centres de formation pédagogique que les universités seraient incitées à créer. Ces années de formation « seront prises en compte lors des recrutements », a précisé M. Jospin. Enfin, le canal de l'allocation de recherche, portée cette année à 7 000 F par mois, et de l'allocation de moniteur (de l'ordre probable de 1 500 F à 2 000 F par mois) permettrait aux étudiants qui choisiraient cette voie de se préparer à l'enseignement supérieur dans de bonnes conditions.

Le ministre de l'Éducation a annoncé également le relèvement des indices de début de carrière. Selon les chiffres envisagés au ministère, le salaire mensuel net d'un maître de conférences débutant passerait ainsi de 8 200 F actuellement à 9 300 F environ, et très rapidement (après deux ans d'ancienneté) à 9 650 F.

De meilleures perspectives de carrière. — C'est le complément indispensable d'une revalorisation des débuts de carrière. Il faut éviter, en effet, d'attirer vers le métier d'enseignant-chercheur une nouvelle génération d'étudiants, pour les laisser ensuite plafonner pendant de longues années, comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui. Cette absence de perspectives explique en grande partie la morosité de bon nombre d'universitaires.

Le ministre de l'Éducation propose donc « un plan de transformation d'emplois », d'envergure. Il s'agit d'accélérer le déroulement des carrières, en augmentant les promotions du corps de maîtres de conférences au corps de professeurs et, à l'intérieur de chaque corps, de la deuxième à la première classe. D'autre part, une « hors classe » va être créée pour les maîtres de conférences afin d'introduire un nouveau palier d'avancement et d'accroître la souplesse du système. Ce déblocage des carrières devrait favoriser un sérieux appel d'air — vers le haut — des enseignants-chercheurs. A terme, le ministre souhaite parvenir à un « repyramidage » des corps d'universitaires : il y a actuellement 40 % de professeurs pour 60 % de maîtres de conférences ; l'objectif est d'inverser progressivement cette proportion.

● Forte augmentation des heures complémentaires. — M. Jospin a annoncé « un relèvement significatif du taux des heures complémentaires qui évoluera parallèlement à la valeur du point de la fonction publique ». Après de longues années de stagnation, les heures complémentaires assurées par les enseignants au-delà de leurs obligations statutaires ont été réévaluées cette année de 40 %. Elles devraient l'être, l'an prochain, d'environ 30 %. Après ce rattrapage, elles devraient désormais progresser au même rythme que les traitements des enseignants.

● Un système de primes contractuelles. — Selon la formule du ministre de l'Éducation, ce dispositif est « conçu afin de reconnaître l'investissement des enseignants dans les différentes activités de l'université ». Autrement dit, les universitaires les plus mobilisés et les plus actifs bénéficieront d'une indemnité complémentaire.

Ces « contrats » individuels visent à valoriser trois types d'activité. Tout d'abord, l'effort en matière d'enseignement ou plus exactement de pédagogie (accueil et suivi des étudiants, rénovation des formations à l'image de ce qui s'est fait au premier cycle ces dernières années). En second lieu, des contrats « d'encadrement des études doctorales » seraient proposés aux universitaires qui exercent des responsabilités particulières dans la formation des jeunes chercheurs et dans l'animation des équipes de recherche. Ces contrats « accompagneraient la mise en place d'une carte des formations doctorales et favoriseraient la nécessaire augmentation du nombre de thèses de doctorat ». Enfin, des « contrats d'administration » seraient destinés aux enseignants qui gèrent des établissements (président et vice-président d'université, directeur d'école ou d'UTP, directeur d'URP).

Le montant de ces primes reste du domaine de la négociation entre le ministère et les syndicats. Mais des ordres de grandeur semblent se dessiner : le contrat pédagogique serait d'environ deux mois et demi de salaire par an, le contrat administratif de l'ordre de deux mois de salaire et le contrat d'administration de l'ordre d'un mois et demi de salaire avec, dans ce cas, une modulation en fonction des responsabilités assumées.

Reste le problème délicat des critères d'attribution et du mode de répartition de ces indemnités. Le ministre se borne, pour l'instant, à souligner que l'attribution des contrats pédagogiques et d'encadrement de la recherche sera effectuée « en cohérence » avec la politique contractuelle quadriennale que l'État va engager au printemps prochain avec les universités. L'attribution de ces indemnités individuelles constituera, à n'en pas douter, une incitation efficace à inscrire dans ces contrats État-Université les orientations qui paraissent prioritaires au ministère.

L'ensemble du dispositif de revalorisation annoncé devrait représenter environ 1,2 milliard de francs de mesures supplémentaires réparties, pour l'essentiel, sur les deux années 1989 et 1990. Pour les quelque 30 000 enseignants-chercheurs du supérieur (hors médecine), l'effort est indéniable, même si bon nombre d'universitaires restent réticents à l'égard d'un système de rémunération « au mérite », sous forme de primes, quand bien même celles-ci seraient récapitulées « contrats ».

GÉRARD COURTOIS.

En raison de l'abondance de l'actualité, notre nouvelle rubrique d'offres de stages en entreprises pour les étudiants commencera dans le prochain « Monde Campus » (le Monde du 26 janvier).

Trois nouveaux corps

Voici le détail des mesures envisagées par M. Jospin, pour les enseignants du primaire et du secondaire.

● CREATION D'ALLOCAIRES D'ENSEIGNEMENT. — Ce sont des étudiants qui s'engagent à se présenter aux concours de recrutement. Ils bénéficieront d'un contrat à durée déterminée et d'une rémunération nettement supérieure à celle des boursiers. Ils apportent une aide au fonctionnement des établissements scolaires ou d'associations périscolaires. S'ils sont reçus à un concours, leur ancienneté en tant qu'allocataires est prise en compte pour leur carrière de fonctionnaire.

● TROIS GRADES POUR LES INSTITUTEURS. — Le corps des instituteurs sera divisé en trois grades. Le premier correspond à la grille actuelle, avec un rehaussement des indices pour les élèves-instituteurs après trois mois d'ancienneté. Les deux autres, dits « d'avancement », sont ouverts à un pourcentage contingenté des effectifs, « en fonction de la formation acquise, de l'évaluation des tâches et des qualités manifestées par chacun ». Le troisième grade aboutira à une rémunération comparable à celle des certifiés actuels. Une telle évolution, selon le ministre,

« ouvre la perspective d'un passage du corps des instituteurs dans la catégorie A ». L'âge de la retraite devrait passer à soixante ans (au lieu de cinquante-cinq), compte tenu de l'âge actuel de recrutement. Quatre séries d'indemnités sont prévues pour favoriser de nouveaux modes de travail devant les enfants, à l'intérieur ou hors du temps scolaire (...).

Une indemnité de première affectation sera versée pendant trois ans aux jeunes instituteurs nommés dans les départements défavorisés (Nord, Est). Les indemnités pour remplacements seront réévaluées. Une indemnité pour sujétion spéciale concernera les postes situés dans des zones difficiles ou nécessitant des compétences particulières.

Les « activités périéducatives » (sorties pédagogiques, animations sportives) effectuées hors des obligations scolaires seront rémunérées par des vacations.

● TROIS CORPS DANS LE SECOND DEGRÉ. — Le ministre propose le regroupement des corps actuels, dans trois nouveaux corps comparables : les professeurs de collège, de lycée, et de lycée professionnel. Les deux derniers correspondent aux actuels certifiés. L'accès du premier grade « d'avancement »

chaque, divisé en trois grades, dont un « d'avancement » ouvrant sur une importante revalorisation indiciaire. Les agrégés sont maintenus, en dehors de ces corps et bénéficient de nouveaux débouchés de carrière, avec le triplement des places offertes dans la « hors-classe ».

Les professeurs de collège seront recrutés et gérés au niveau académique, leur enseignement se fera à l'intérieur de « nouveaux champs disciplinaires », couvrant en fonction de l'évolution des connaissances et des préoccupations de gestion de personnel. Leur corps comprendra trois grades : le troisième intègre les actuels PEGC, le deuxième les nouveaux recrutés, rémunérés comme les actuels certifiés et les bénéficiaires de la promotion interne. Le premier grade consacrera une autre promotion accordée sur les mêmes critères que les autres catégories d'enseignants, (formation, évaluation des tâches, qualités individuelles).

Le corps des professeurs de lycée est conçu sur le même modèle que le précédent, mais le recrutement reste national. Les adjoints d'enseignement seront intégrés dans le troisième grade. Le deuxième correspond aux actuels certifiés. L'accès du premier grade « d'avancement »

s'effectuera sur les mêmes critères que pour les autres catégories.

Le corps des professeurs de lycée professionnel (PLP) sera comparable aux deux précédents, avec intégration des actuels PLP 1 et PLP 2, respectivement, dans le troisième et le deuxième grade. Le premier grade servira à l'avancement. Leurs obligations de service seraient progressivement abaissées pour les rapprocher de celles en vigueur dans les lycées et collèges.

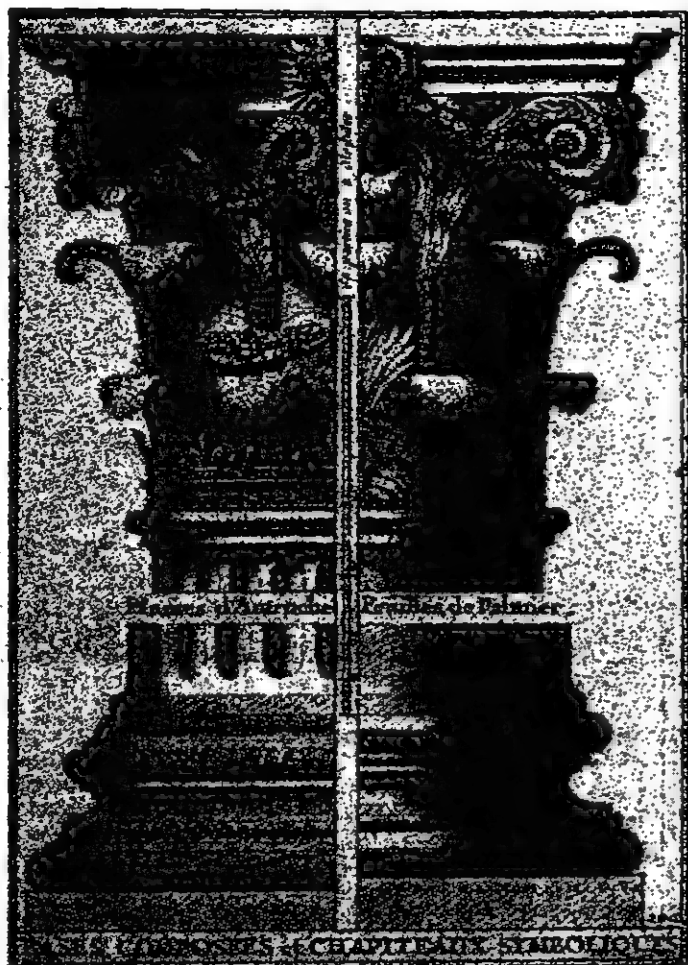
Les professeurs, en particulier, ceux des lycées, bénéficieront d'indemnités, dont certaines sont nouvelles : indemnité de première affectation (pour les académies et les disciplines déficitaires), de sujétions spéciales (enseignement dans les ZEP, par exemple), pour activités périéducatives (sportives, culturelles et artistiques, ou contacts avec l'environnement socio-économique...), et surtout, « indemnité d'orientation et de suivi des élèves », comportant une partie forfaitaire versée à tous les enseignants du secondaire, dès janvier 1989, pour leur participation au conseil de classe, et une part modulable versée pour responsabilité particulière (professeur principal notamment) et activités supplémentaires.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Redécouverte de Claude Perrault

Le chameau et l'autruche



A gauche, chapiteau de Perrault ; à droite, chapiteau de temple de Jérusalem, de Villalpanda.



Autruche. Illustration des Mémoires pour servir l'histoire naturelle des animaux.

Claude Perrault, qui passe pour être l'architecte de la colonnade du Louvre, fait l'objet d'un passionnant ouvrage d'Antoine Picon. Ce portrait d'un des brillants touche-à-tout des sciences et des arts qu'a produits le dix-septième siècle, sera aussi, dans quelques jours, l'occasion d'une exposition à l'hôtel de Sully.

« C'EST lui dont je vais parler était tellement né pour les sciences, et particulièrement pour les beaux-arts, qu'il n'y en avait presque point qu'il ne possédât à un degré qui étonnait ceux qui en faisaient une profession particulière, sans néanmoins avoir jamais eu de maîtres qui les lui eussent appris. L'auteur de ces lignes avait tout, bien sûr, pour être lucide, puisqu'il s'agit de Charles, frère de Claude, objet de cette admiration, à peine relativisée ailleurs : « Ce qu'on peut dire en général de M. Perrault, c'est qu'il s'est trouvé plusieurs personnes qui ont excellé mieux que lui dans quelques-uns des talents qu'il a possédés, il ne s'en est guère rencontré dont le génie et la capacité se soient étendus tout à la fois à tant de choses. »

A ce portrait tracé par Charles Perrault, qui mélange ainsi la poésie familière dans les *Hommes Illustres* qui ont paru en France pendant ce siècle — ouvrage qui a moins contribué à sa propre célébrité que, ses contes ou que, les conséquences du *Siècle de Louis le Grand* — on opposera tout naturellement les *Mémoires* de Boileau : « Une de mes parentes (...) me força de le consulter sur une difficulté de respirer que

l'enseigne. Il fut aussi un médecin, un savant — on dirait aujourd'hui un chercheur — il fut un des fondateurs de l'Académie des sciences et un théoricien passablement « révolutionnaire » de l'architecture. Architecte ? Bien

roï, en la grande sagesse, avait fait venir le Bernin d'Italie. Pour se faire tailler un portrait à cheval, qu'il devait finalement trouver moche et exiler loin de lui dans les jardins de Versailles, et pour achever ce palais du Louvre

ferait l'objet de modifications l'année suivante. Alors, Claude ou pas Claude ? — Est-il raisonnable d'attribuer à un seul homme la responsabilité d'un tel décor ? Louis Le Vau, Claude Perrault et François

comme théoriciens (2) Et le voilà, au début des années 1670, tout occupé à traduire les *Dix livres d'architecture* de Vitruve (3). A traduire et à commenter. Car Perrault — et, au-delà des querelles d'attribution liées à son œuvre construite, c'est là que réside le véritable talent de cet homme — Perrault a gardé par rapport à la « chose architecturale » la distance qui permet l'analyse, voire l'irrespect devant les dogmes les mieux établis. Il n'est en ce sens pas étonnant que le premier ouvrage paru sur lui, ouvrage dû à Wolfgang Herrmann (4), ait été consacré aux aspects théoriques de son œuvre.

Claude Perrault traducteur est un Perrault critique. L'homme auquel on a prêté l'élaboration de la colonnade, l'homme qui représente donc l'esprit même du classicisme français, est tout bonnement iconoclaste, et, « nouveau Vitruve », comme il se laisse benoîtement appeler, il n'hésite pas à remettre en cause nombre des dogmes sur lesquels se reposent les architectes de son temps. Le voilà qui refuse ainsi le caractère naturel des proportions,

qui accouple sauvagement les colonnes, qui refuse les corrections de proportions recommandées par l'architecte latin, et le voici enfin qui s'interroge sur la validité de ce qu'on nomme le « bon goût », allant jusqu'à porter cette question épineuse devant l'Académie d'architecture, quand celle-ci n'en est qu'à sa deuxième séance (7 janvier 1672). L'Académie, qui vient d'être fondée par Colbert et qui est dirigée par Blondel, éludera la question. Non qu'elle n'ait ses propres réponses, mais parce que Perrault, manifestement, s'estime seul détenteur du « bon goût » qu'il faudrait, et qu'elle n'a pas envie de vexer le protégé du surintendant.

Un nouvel ordre français

Cette protection, au demeurant, ne permettra pas à Perrault d'imposer son projet de nouvel « ordre français », pour lequel il imaginait un chapiteau orné de plumes d'autruche en lieu et place des feuilles d'acanthos de l'ordre corinthien.

De l'autruche au chameau, il n'y a qu'un pas lorsqu'on est à la fois architecte et médecin. Aussi l'ouvrage d'Antoine Picon et l'exposition de l'hôtel de Sully, consacrent-ils une large place aux travaux du scientifique. Car s'il fait des saignées avec l'habileté que lui prête Boileau, il montre un véritable talent dans ses recherches, qu'il s'agisse de botanique, de physiologie du corps humain ou encore d'anatomie des animaux, tous domaines sur lesquels il publiera d'abondance. Mais, comme on ne saurait, au vingtième siècle, cumuler les savoirs d'Esculape et de Vitruve, nous nous bornerons ici à constater que c'est après avoir disséqué son second chameau, et d'une saleté qu'il strapa à cette occasion, que Perrault mourut.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

* Claude Perrault (1613-1688) ou la curiosité d'un classique. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004. Du 25 janvier au 16 avril.

(1) Antoine Picon : *Claude Perrault ou la curiosité d'un classique*. Céd. par Picard, la CNMHS et la DAAVP. 304 p., 219 fr., 255 F.

(2) On notera à ce propos que les actes du colloque de Tours sur les *Traité d'architecture de la Renaissance*, préfacés par André Chastel, ont enfin été publiés aux Editions Picard, grâce au soutien financier du Getty Trust (500 p., 400 F.).

(3) Réédité et ré-imprimé par les Editions Pierre Mardaga, en 1979.

(4) Wolfgang Herrmann : *La Théorie de Claude Perrault*. Ed. Mardaga, collection « Architecture + Recherche », 1981.



LA MÉCANIQUE.

« La Mécanique », d'après J. Jouvenet. Dans le fond, la colonnade du Louvre en construction.

j'avais alors, et que j'ai encore. Il me tûta le pouls et me trouva la fièvre, que sûrement je n'avais point. Cependant, il me conseilla de me faire saigner du pied, remède assez bizarre pour l'asthme dont j'étais menacé. Je fus toutefois assez fou pour faire son ordonnance dès le soir même. Ce qui arriva de cela, c'est que ma difficulté de respirer ne diminua point et que le lendemain, ayant marché mal à propos, le pied m'enfla de telle sorte que j'en fus trois semaines dans le lit.

Car Claude Perrault (1613-1688) ne fut pas seulement l'homme de la colonnade du Louvre, comme l'histoire, plus ou moins fidèle à la réalité, nous

sûr, aussi, mais, comme l'ouvrage d'Antoine Picon (1) le révèle, il le fut nettement moins qu'on ne l'aurait cru. Il est certainement (et l'on sait ce que le mot certainement peut susciter de doutes) l'auteur de l'Observatoire de Paris. Perrault, l'homme de sciences, y a naturellement rencontré Perrault l'architecte. Il serait, sans l'ombre d'un doute en revanche, l'auteur d'un projet pour un arc de triomphe au faubourg. Voilà qui nous fait une belle jambe. Il reste enfin cette affaire de colonnade, sur quoi repose l'essentiel de sa renommée.

On se souvient sans doute — car les péripéties du « Grand Louvre » ont conduit à faire resurgir les vieilles polémiques — que le

dont il se désintéresserait plus tard. Trop italien, trop baroque, le projet ne plut pas au monarque, et l'architecte s'en retourna à Rome.

Une responsabilité partagée

Nous sommes en 1665. Depuis quelques années, fidèle en cela à l'esprit de clan qui animait la famille Perrault, Charles avait fait profiter Claude de la bienveillante attention de Colbert. C'est ainsi qu'après le départ du Bernin, le surintendant des Bâtiments forma un conseil, composé de Le Brun, de Le Vau (Louis) et de Perrault afin d'arrêter une nouvelle étude. En 1667, ce conseil devait aboutir à une formule « définitive » qui, selon l'usage,

d'Orbay comptent certainement parmi les principaux protagonistes de l'affaire, conclut Antoine Picon, mais bien d'autres architectes ont été consultés en cours de route, comme Pierre Cottard ou François Le Vau. Ni lui ni son, en somme. Mais, pour notre auteur, il ne fait pas de doute que le caractère antiquisant et un peu théâtral, caractère d'ailleurs accentué par le dégoût récent des fossés, soit attribuable à Claude Perrault.

C'est ici qu'on retrouve le théoricien. Perrault, en effet, est devenu architecte comme par imprégnation. Il n'a pas fait d'études appropriées, il a en revanche lu, relu et commenté tout ce que la planète compte

LA VILLE D'AVIGNON pour le Bicentenaire de la Révolution française

avec Pierre CLEMENTI, Ludwig STEPHANE, Marianne ANSKA, Nini CREPON, Jean-Marc AVOCAT

decor et costumes : Philippe GRANTSON

musique : Leo FERRE

chorégraphie : Gilles BRINAS

lumieres : Pierre COLOMER

A L'OPERA D'AVIGNON et des Pays de Vaucluse 24 - 29 janvier 1989 ☎ Chêne Noir 90 86 53 11

MARAT

Peter WEISS in se en scène Gerardo GELAS

SADE

CINÉMA

Le mois dernier à Epinay, Alain Resnais a achevé le tournage de *I Want to go Home*, une comédie dont le héros est un vieux cartoonist américain. « J'ai toujours aimé les histoires en images », dit-il. C'est ainsi qu'il appelle la bande dessinée. Gérard Depardieu est du voyage, il joue un professeur d'université...

On entre sur le plateau des studios d'Epinay. Alain Resnais y tourne son onzième long métrage en trente ans, *I Want to go Home* (Je veux rentrer à la maison). On entre sur ce plateau, et le silence y est beau. C'est toujours comme ça chez Resnais, une famille rassemblée où l'on n'a pas besoin de crier pour se faire entendre. Beaucoup de membres de l'équipe, le décorateur Jacques Saulnier, la scénariste Sylvette Baudrot, sont là depuis les débuts, depuis *L'Année dernière à Marienbad* en tout cas, et tout le monde, sans affectation, avec une sorte de courtoisie militante, continue de se dire « vous ».

On entre sur ce plateau, et c'est immense, d'une somptuosité un peu fautive, sur deux étages, l'intérieur d'un manoir fin de siècle. Un délire victorien signé Saulnier, regorgeant de chaises longues coloniales, de peintures préraphaélites, de palmiers en pot. Le velours est frappé et le bois patiné. On pourrait se croire chez Agatha Christie, si des personnages très colorés, très incongrus, venus d'un autre univers, d'une autre planète, ne se mettaient soudain, dans la vaste bibliothèque, dans les couloirs obscurs, les escaliers solennels, à exister.

Personnages presque sans visage puisqu'il s'agit d'un bal

masqué; ils se poursuivent et se dissimulent, s'esquivent et se rejoignent avec grâce et détermination. Il y a là un canari jaune, un Bugs Bunny digne et un Tarzan replet. Il y a là une Olive Oyl distinguée et une Cat Woman blême. Il y a là quelque chose de contradictoire et de cohérent, comme si les statues de Marienbad devenaient des figurines de dessin animé et prenaient vie après être passées dans un bain de couleurs essentielles et de salivés élaborés. Les silhouettes évoluent sur une musique encore provisoire — peut-être le grand orchestre de Tommy Dorsey — venue du fond de souvenirs dansants, d'un cinéma léger où l'on chantait, même sous la pluie.

Où, c'est bien cela, Alain Resnais est en train de tourner une comédie. Ne feignez pas, je vous prie, de surprise déçue. Après *Mélo*, qui était une tragédie bourgeoise, il s'en va comme toujours « ailleurs », « essayer autre chose ». Le scénario de *I Want to go Home* est dû au grand cartoonist américain Jules Feiffer. Romanier, dramaturge, dessinateur, scénariste du Popeye de Robert Altman, auteur chaque semaine depuis trente ans d'une « demi-planche » dans *The Village Voice*, publié dans cent journaux du monde entier, Jules Feiffer est certainement le père (spirituel) de Claire Bretscher. On a parlé à son sujet de *sick humor* (humour malade). Cela l'a vexé. « On prête partout le retour de la moralité, a-t-il écrit. Le sexe est banni ou rejeté dans l'ombre. Et quand toutes les consciences seront purifiées, Walt Disney pourra remonter sur le trône et redevenir Dieu ! »

I Want to go Home raconte l'histoire de Joe Wellman, un vieux cartoonist vulnérable et désenchanté qui profite d'un festi-



Gérard Depardieu et Alain Resnais

val de BD où il est invité, à Paris, pour essayer de retrouver sa fille venue y étudier et dont il n'a plus de nouvelles depuis deux ans. S'ensuivent des poursuites et des quiproquos, des rendez-vous manqués et des chutes inévitables contre la barrière du langage.

Notre héros, qu'oncarne un mytique héros de Hollywood, Adolph Green (voir l'encadré page suivante), retrouvera-t-il son enfant ? Aura-t-il une aventure avec la châtelaine, Micheline Presles ? Pourra-t-il « s'entendre » avec son fan français le plus

enthousiaste, l'insolite professeur d'université Gérard Depardieu ?

De tout cela et de bien d'autres péripéties charmantes et graves, sémantiques et vaudevillesques, vous aurez la clé un peu plus tard, lorsque Alain Resnais lui-même, le montage achevé, sera tout à fait sûr de la direction que son film aura prise.

Quand il s'engage dans une nouvelle aventure, il est comme un explorateur qui connaît déjà le pays qu'il veut découvrir mais rien des routes qui vont l'y

mener. Alors ces routes inconnues, peut-être dangereuses, il les balise, les jalonne. Florence Malraux, sa femme, son assistante, la maîtresse de maison de ses plateaux, confirme ce besoin de plus en plus impérieux qu'il a d'approprier ses voyages. Ainsi arrive-t-il au premier jour du tournage avec des valises pleines de livres qui donneront aux bibliothèques du décor une touche familière, pleine d'objets personnels qu'on ne verrait peut-être même pas à l'image, mais qui seront sur une table, une

étagère, comme les sentinelles discrètes de la vraie vie.

Florence Malraux dit aussi que tout, pour Alain, a de l'importance, qu'il lui arrive de refuser un figurant qui n'a pas un mot à dire parce que celui-ci n'a pas une voix qui convient.

« C'est vrai, dit Alain Resnais, que je tourne un film pour voir comment il va tourner. Cette fois encore, je ne sais pas à quel point cela va aboutir. Mais au fait ? Miel ou chocolat amer ? Il faut préserver ce sentiment d'incertitude, c'est essentiel, sinon il suffirait de publier la scénario. Bien sûr, c'est le travail, parce qu'on a tout le temps envie de diriger les personnages, il ne faut pas... »

Une comédie, une pochade...

« En tout cas, l'amarant que *I Want to go Home* soit une pochade, j'ai repensé la définition dans le dictionnaire : sortez de croquis en couleur, exécuté en quelques coups de pinceau. A la différence de l'esquisse, la pochade constitue par elle-même un tableau... ». Il sourit. « Une pochade tournée en vingt-cinq jours avec beaucoup d'argent, c'est contradictoire, n'est-ce pas ? »

Sur le plateau, quelle que soit la température qui règne, et aujourd'hui elle est élevée, Alain Resnais, plus affable et méditatif que jamais, un sage tibétain réincarné en regard gris, est blotti dans une longue douillette bleue qui a beaucoup vécu, vêtement fétiche à l'évidence, qui ne le protège pas seulement contre le froid. Aussi rituelle, précieuse, indispensable est sa bouteille thermos chromée. Instrument de bivouac, de survie, elle ne le quitte pas, il y puise souvent, dans le petit bobelet, passé à son cou, quelques gorgées de thé.

MUSIQUE

Un procès des Éditions Stil contre Polygram

La seconde affaire des « Boréades »

Le combat du pot de terre contre le pot de fer. Dont les conclusions pourraient faire jurisprudence dans notre future Europe culturelle.

Au rang des plaignants, un homme seul, Alain Villain, fondateur et propriétaire d'une petite société d'édition discographique — la marque Stil — sorte de Fata Morgana de la gravure sonore, toujours active, toujours au bord de la ruine, label de qualité appesé sur des albums précieux d'œuvres rares, anciennes ou contemporaines, catalogue de quelques centaines de titres écrits au coup de toudre, dans la grande tradition de l'éditeur découvreur, défricheur, aventurier. Le premier disque de Scott Ross porte l'étiquette Stil : comme la première cassette audio-numérique française ; comme aussi l'enregistrement d'une très fameuse Carmen en chinois qu'Alain Villain est allé éditer à Pékin en 1982.

Au box des accusés, un mastodonte : le groupe Polygram, fruit de la fusion récente des firmes Decca, Philips et Deutsche Grammophon, multinationale au catalogue inviolable et aux dents longues, détenteur d'un quasi-monopole de fait sur l'édition discographique classique aux quatre coins du monde.

Objet du litige : un enregistrement (sur compact, microcassette et cassette) des *Boréades* de Rameau, un album simple paru en 1987 sous l'étiquette Philips, enregistré en Hollande par Frans Brüggen et son Orchestre du dix-huitième siècle. L'opéra de Rameau n'y figure pas dans son intégralité mais sous forme de larges extraits sur l'une des faces du microcassette, l'autre étant consacrée à des fragments de *Dardanus*, autre opéra du compositeur français du dix-huitième siècle.

En quoi, direz-vous, une tragédie lyrique composée en 1764 peut-elle donner lieu à un procès en contrefaçon étayé par la loi sur la propriété littéraire et artistique des œuvres posthumes ? Une œuvre vieille de plus de deux siècles n'est-elle pas à l'évidence tombée dans le domaine public ?

C'est que les *Boréades*, ultime opéra de Rameau (celui-ci mourut pendant les répétitions), n'avait jamais été édité du vivant de son auteur et que le manuscrit était toujours inédit cinquante ans après la mort du compositeur. Les droits appartenaient donc depuis le début du dix-neuvième siècle à la Bibliothèque nationale, qui détenait dans son fonds le manuscrit (réputé autographe) de la partition dont s'était servi Rameau pour ses répétitions.

« Oubli »

En 1976, Alain Villain achève avec Scott Ross l'enregistrement de l'œuvre intégrale pour clavier de Rameau. Il tourne un soir le bouton de sa radio et tombe sur le rediffusion, depuis le Queen Elizabeth Hall à Londres, de la « première audition mondiale » des *Boréades* de Rameau « dans une nouvelle édition » de John Elliott Gardiner. Edition n'était pas le mot : le chef d'orchestre anglais s'était tout simplement fait prêter les microfilms par la Bibliothèque nationale « à fin non commerciale » et, à partir d'une simple photocopie du manuscrit de Rameau, en avait réalisé une « nouvelle version » immédiatement déposée par lui à la Performing Right Society (la SACEM londonienne), version sur laquelle il allait pouvoir tranquillement recueillir des droits d'auteur en tant qu'arrangeur.

Villain, tout de suite intéressé, s'adressa à Gardiner de son intention d'éditer — cette fois au sens plein — les *Boréades*. De manière tout à fait légale, la Bibliothèque nationale lui cède par contrat les droits d'exploitation exclusive.

Parurent ainsi aux Éditions Stil le fac-similé de la partition destinée aux répétitions, trois assortiments de matériel d'orchestre et vocal d'origine. Villain commande enfin à un graveur à l'ancienne — chaque note étant gravée au burin sur 305 plaques de plomb, d'étain et d'antimoine — ce qui aurait dû devenir, s'il avait eu l'argent pour l'éditer, les 305 pages de la partition complète (parties instrumentales et parties vocales) de l'œuvre des *Boréades*. Ces plaques donnent toujours dans une cave.

Car, entre Gardiner et les éditions Stil, les choses allaient rapidement se gâter. Dès lors que Rameau revenait à la mode, la « redécouverte » des *Boréades* fut programmée par Louis Elro pour le Festival d'Aix-en-Provence de 1982, sous la direction du chef anglais. Exploitant exclusif, Villain avait révisé bien sûr d'être un jour l'instigateur de cette « première ». Les avocats s'en mêlèrent. Résultat : l'enregistrement Erato de la représentation aixoise porte, conformément à la loi, imprimé sur l'étiquette de chaque disque, la copyright « Éditions Stil ».

Le récent disque d'extraits, chez Philips, lui, ne le porte pas. Oubli du copyright et des mentions d'origine qui, comme l'a rapporté Maître Jouanneau lors d'une audience publique à la troisième chambre de grande instance du tribunal de Paris, lèse gravement les éditions Stil (11 000 exemplaires seraient actuellement en circulation, sur lesquels le « concessionnaire exclusif » ne touche aucun droit, sans compter la redevance qu'il devrait recevoir à chaque diffusion radiophonique). Maître Jouanneau demande donc réparation.

Polygram, par la voix de M^{re} Gadet, plaide la bonne foi : l'administrateur de l'Orchestre du dix-huitième siècle, Sieuwert Verster, ignorait que les *Boréades* pussent encore être protégées. Ignorance que conteste Villain, preuves à l'appui. C'est vrai, que

conçède la défense, la firme Philips a « oublié » de faire graver la mention légale sur l'étiquette du disque incriminé, même après que 128 exemplaires eurent été saisis en septembre 1987, et que la faute ait été reconnue tant par le tribunal que par la société Polygram elle-même. Mais, interroge M^{re} Gadet, pouvait-on retirer le disque de l'exploitation à la veille des fêtes de Noël, « période » à laquelle s'effectue le quart du chiffre de ventes pour la musique enregistrée ?

Le jugement de la troisième chambre, rendu le 26 janvier, dira ce qu'une grande société, soumise aux dures lois du commerce, a le droit d'espérer face à un petit éditeur désarmé, débouté sur de justes principes et le respect des engagements passés.

Cette seconde affaire des *Boréades* n'est, d'ailleurs, pas la seule discographique qu'il y ait. Comme l'y invite l'article 6 de la convention de Bruxelles (qui dilate le champ d'application en matière civile et commerciale au sein de la Communauté économique européenne), le plaignant refuse en effet que soient mises hors de cause — Polygram France ayant reconnu ses torts — les autres filiales européennes : « Il est temps de réaliser que le commerce du disque n'est plus un commerce national ». Si 500 000 francs de dommages et intérêts sont donc demandés à la société Polygram France, 200 000 francs pourraient être versés par chacune des sociétés européennes du groupe Polygram International.

Alain Villain et son avocat ont comploté neuf. Ils ont, hélas ! cité non seulement Polygram England mais Polygram International Limited, dont la fonction à Londres est de conseil et non d'édition. Il leur est donc demandé à ce titre — eux, les légalistes — 5 000 francs de dommages et intérêts.

ANNE REY.

19 janvier - 25 février

Titus-Carmel

Galerie Lelong

13, rue de Teheran, Paris 8^e

19 janvier - 25 février

Louise Bourgeois

Galerie Lelong

14, rue de Teheran, Paris 8^e

Histoires de Mode d'Hier et d'Aujourd'hui

donations, acquisitions récentes

jusqu'au 19 février 1989

Musée des Arts de la Mode - Pavillon de Marsen - 109 rue de Rivoli Paris 1^{er}

M^{re} Palais Royal 12430-18400 - dimanche 11h00 - 18h00

fermé lundi et mardi - téléphone : 42 60 32 14

du 19 janvier au 12 février

LIVROGNE DANS LA BROUSSE

par

LE THEATRE ECARLATE

atom

GALERIE TRIFF

SOLDE

COLLECTION

KILIMS 88

- 40 %

35, RUE JACOB - 75006 PARIS

Tél. : 42-60-22-60

LA PEINTURE DES ANNÉES 60

EXPOSITION

DU 6 JANVIER AU 2 FÉVRIER

109 RUE DE RIVOLI (TOUR D'OR) 75001 PARIS

LE MUSEUM D'ART MODERNE - TOULOUSE

LES ANTIQUAIRES A BALTARD

20-23 Janvier

10h-20h

sauf le dimanche

sauf le dimanche

salle chauffée

NOGENT SUR MARNE

109 RUE DE RIVOLI (TOUR D'OR) 75001 PARIS

La vie est un

le tournage de son onzième film bande dessinée

Entre deux scènes, tandis que le chef opérateur Charle Van Damme règle ses jumelles, Alain Resnais s'écroule, s'isole. Sur un coin de table, nature morte monotone, d'une agressive frugalité, son repas quotidien, toujours le même : une pomme verte et un morceau de gruyère. Les jours de bouillabaisse, le gruyère peut être remplacé par du fromage des Pyrénées. On imagine donc le scrupule qu'éprouve le journaliste de passage à interrompre, à déranger un homme si manifestement ascétique et habitué. Mais l'homme, on ne le sait peut-être pas assez, adore pacher, rire et communiquer. Il n'est jamais péremptoire, il avance des hypothèses qu'il réfute aussitôt, il ne dit jamais « je pense », mais très souvent « il me semble ».

« Il me semble, dit-il, que c'est pour moi un avantage de tourner un film qui parle à 80 % américain. Parce que je n'ai pas à faire croire que je connais l'Amérique. Je me trouve un peu dans la situation d'Yvan Passer et Milos Forman, Tchèque tous deux, lorsqu'ils ont commencé à travailler aux États-Unis. L'exil linguistique, m'a dit Passer, donne des idées qu'on n'a pas dans sa langue maternelle, des zones inemployées du cerveau se mettent en marche ».

Puis Alain Resnais raconte la genèse de *I Want to go Home*, sa rencontre avec Feiffer. « Nous sommes d'abord partis sur un titre que je lui proposais. *Stranded on the Riviera*, qui signifie, il me semble, piégé, coincé. Un américain abandonné, ne parlant pas un mot de français, se retrouvant ainsi dans cet endroit de rêve ».

« Mais nous avons bientôt bifurqué sur une version qui s'intitulait *Les Faux Amis*. C'était un jeu sur le langage. On pensait construire des dialogues où les mots américains et français se ressemblent mais ont des sens dif-

férents. Exemple, le fameux « éventuellement » mais « au bout du compte ». Nous n'avons pas été satisfaits des effets dramatiques qu'on obtenait. Mais, au cours de ce travail, les personnages étaient nés. Jules m'a dit : « Ce Joe Wellman, tout de même, il est sympathique. Il a donc fallu l'accepter avec son côté insupportable et touchant, il a fallu le suivre ».

« Attention, I Want to go Home ne sera pas un grand truc sur la bande dessinée. Il ne faudrait pas arriver à la situation des gens qui avec l'affaire Stavisky s'attendaient à une vie de Stavisky alors que le film commence après sa mort ».

Resnais compte sur nous pour dissiper ce malentendu potentiel. « On pourra alors, dit-il, parler de bande dessinée ». Il rit. Affirme que la sortie de Roger Rabbit où des personnages de cartoon se mêlent aux actions des humains, ne l'a en rien gêné, plutôt arrangé. Car lui ne fait pas de collecter Heppcat, le chat qui dessine son héros Joe Wellman, avec la réalité comme le lapin de Zemeckis. Heppcat est une émanation des pensées de Wellman, Heppcat est dans le royaume de l'imaginaire et y reste ».

Alain Resnais confie aussi : « J'ai toujours beaucoup aimé les histoires en images, je préfère cette expression à B.D. Si je suis fatigué, je prends un livre, si je suis en forme, plutôt une bande dessinée, car alors il me faut enregistrer l'éclairage, la position de chaque personnage, le son des dialogues... Il me semble qu'un art peut se définir par le nombre de décisions qu'il faut prendre pour le concrétiser. Chaque bande de cartoon demande un nombre incroyable de décisions, d'où le dédai que la B.D. est un art... ».

Aujourd'hui, on tourne dans une galerie du Marais où se déroule le vernissage de l'exposition de B.D. Resnais a opéré l'accrochage avec un soin extrême. « Si je commets une erreur, les mille deux cents personnes qui « savent » ne me rateront pas. Elles auront raison ». Une foule animée et hétérogène s'arrête sous les agrandissements des bandes de Schultz ou de Hugo Pratt : « Raspoutine, mais que fais-tu à Venise ? », « Tremble Barks car la vengeance de la Chauve-Souris est sur toi », disent les bulles.

Dans le brouhaha organisé, Alain Resnais, impossible inoffensif d'harmonie, lance mezza voce des petites phrases faussement hésitantes, en fait, définitives : « Est-ce que la sortie de tel personnage de ce côté-là, serait favorable ? ». « Il y a deux bonnes prises, il faut être raisonnable ». « Je renonce à ce plan séquence, parce que j'ai été très attiré par le profil de Mme Roger et du Concombre masqué ».

L'exigence à son plus haut niveau

L'ingénieur du son Jean-Claude Laureux vérifie si le micro n'apparaît pas dans le champ sur un écran vidéo. « Pour contrôler, c'est bien, mais je ne m'y ferais jamais, dit Alain Resnais. La vidéo, ça n'est pas une véritable image. C'est comme lorsqu'on casse une boule de verre. Il ne reste plus qu'un peu d'eau, de la fausse neige et un petit Sacré-Cœur ».

Laura Benson (qui, l'autre jour, était en canari) joue le rôle de la fille de Joe Wellman. C'est une jeune comédienne, d'origine anglaise, une ancienne pensionnaire de Patrice Chéreau, qui a travaillé le même avec Elenore Decroux. Elle s'émouvait de cette façon incroyablement douce et inflexible dont Alain Resnais

dirige ses acteurs. « Il te force à faire vraiment connaissance avec le personnage que tu vas jouer, puis il te dit : « Que croyez-vous qu'elle ferait, là ? Pensez-vous qu'elle pourrait s'appuyer à la balustrade ? ». Alain Resnais est quelqu'un qui donne envie de pousser son travail jusqu'au plus petit détail parce qu'il réalise que ce détail, il se verra à l'écran ».

Gérard Depardieu, qui ce jour-là est déguisé lui aussi en Popeye de fantaisie, avec des avant-bras factices tout gonflés et tatoués d'une ancre de marine, ne dit pas autre chose. Le boulimique avait déjà tourné avec Resnais *Mon Oncle d'Amérique*, un personnage très fermé. « Là, dit-il, je me laisse aller dans la souplesse des émotions ». Il se réjouit de son appétit retrouvé à travailler, à entrer avec une violence gourmande dans la peau des autres. Chirurgien, prof de fac, compositeur, garagiste, poète, tueur, il occultera les rôles sans reprendre souffle, il bondit de Dupuyron à Zidi, quitte Resnais pour Blier, s'élance vers Rappeneau chez qui il s'apprête à devenir Cyrano, avant de reprendre *Lily Passion* avec Barbara et de rejoindre l'australien Peter Weir pour *Green Card*. « Il sera toujours temps de s'arrêter, dit-il. J'ai pas eu d'enfance, pas eu d'adolescence. Je joue maintenant, ma vie se déroule à l'envers, et c'est bien mieux ».

Devant Resnais, pourtant, Depardieu, le grand flamboyant, est presque potache, presque timide. Il s'applique à dire dans un anglais assez fluide des répliques compliquées. Il se trompe, s'écroule, reprend, s'essouffle, crâne un peu : « Pas étonnant, je ne comprends pas ce que je dis ». Resnais d'un mot de rien, d'un regard presque tendre, calme le pur-sang emballé, le rassure, le remet à son plus haut niveau.

Heppcat le personnage de la bande dessinée de Joe Wellman, par J. Feiffer.



Marin Karmitz, producteur de Resnais depuis *Mélo*, confirme : « Alain permet à chacun de faire mieux ce qu'il a à faire. Avec lui, les opérateurs ont l'impression de faire mieux leur travail, les décorateurs, les acteurs... et les producteurs aussi ».

1988 a été pour Karmitz l'année prodigieuse. De quoi se faire haïr cordialement par toute une profession en crise. Impliqué comme producteur ou distributeur (ou les deux) dans les deux films miracle de la saison cinématographique, *La vie est un long fleuve tranquille* et *Bagdad Café*, ainsi que dans *Au revoir les enfants*, de Louis Malle, et *Une affaire de femmes*, de Claude Chabrol, qu'a-t-il que les autres n'ont pas ? Le flair, la chance, l'audace ? Un peu tout ça, certainement, et une espèce de rage tranquille, aimable. « Je joue, dit-il, sur l'intelligence des spectateurs et sur la comédie des décideurs. Tant qu'on continuera à me refuser mes films, je saurai que je suis dans le vrai. Ma différence avec les autres producteurs ? Je ne me pose jamais la question : « Est-ce que c'est possible ? ». Puisque chaque fois que j'essaie de vendre quelque chose on me répond : « C'est impossible ». Pour *Mélo* je me suis fait jeter de partout... Un texte de Bernstein, un titre pareil, ça ne correspondait à aucune mode. Mais c'est en produisant *Mélo* que j'ai appris à maîtriser les contraintes, à m'en faire des alliées. Et des contraintes, il y en avait ! Vingt jours de tournage seulement, peu d'argent (7 millions de francs), et donner cependant l'impression de luxe ».

I Want to go Home, c'est tout le contraire de *Mélo*. Économiquement du moins : le budget s'élève à 45 millions de francs. « Mais, dit Karmitz, c'est très intéressant de faire tourner une usine comme un atelier artisanal. Et une fois encore de pacifier avec les contraintes. Exemple : des scènes importantes se déroulent dans un hameau de la banlieue nord. Joe Wellman, parti droit devant lui en direction de Roissy où il a l'intention de prendre le premier avion pour les États-Unis, y trouve bienveillance et complicité de la part des villageois français et parvient enfin à s'exprimer par des gestes interposés ».

Karmitz sent Resnais anxieux. Il commence à faire tourner une usine comme un atelier artisanal. Et une fois encore de pacifier avec les contraintes. Exemple : des scènes importantes se déroulent dans un hameau de la banlieue nord. Joe Wellman, parti droit devant lui en direction de Roissy où il a l'intention de prendre le premier avion pour les États-Unis, y trouve bienveillance et complicité de la part des villageois français et parvient enfin à s'exprimer par des gestes interposés ».

Karmitz sent Resnais anxieux. Il commence à faire tourner une usine comme un atelier artisanal. Et une fois encore de pacifier avec les contraintes. Exemple : des scènes importantes se déroulent dans un hameau de la banlieue nord. Joe Wellman, parti droit devant lui en direction de Roissy où il a l'intention de prendre le premier avion pour les États-Unis, y trouve bienveillance et complicité de la part des villageois français et parvient enfin à s'exprimer par des gestes interposés ».

Opération coûteuse, mais « rentable », dit Karmitz, pour le bien-être qu'elle est censée apporter.

Car cette histoire — morale — a une chute immorale. « Illustrant bien la situation du cinéma français », selon Marin Karmitz. Le studio loué à grands frais pour mettre l'équipe à l'abri des intempéries n'était pas chauffé, on avait oublié de livrer le fuel !

C'est dans ce décor de café, justement, que sera domé le dernier tour de manivelle. Ce jour-là, chaque fois qu'un comédien lancera son ultime réplique, Alain Resnais dira, sans tristesse ni emphase, comme au théâtre : « M. X. M. Y vient de donner les derniers mots de sa dernière scène ». Et la troupe entière, ouvriers, techniciens, acteurs, figurants, applaudira.

DANIEL HEYMANN

Adolph Green : « Je suis si fier »



En centre, Adolph Green.

Lui se repose dans un coin sombre en grignotant un gâteau. Des moustaches de chat sont peintes sur son bon visage affable. Il a soixante-trois ans et un sourire en clavier de piano. « Je suis fier d'être là, dit-il. Si fier ! J'ai eu le trac, bien sûr, lorsque Alain Resnais m'a proposé le rôle de Joe Wellman, mais ma femme, ma Phyllis, m'a dit : « Si tu n'acceptes pas, je te tue ».

La bouillante Phyllis revient à chaque instant dans la conversation d'Adolph Green, qui parle aussi de ses deux enfants, Adam et Amanda. Vous êtes là, vous faites une paisible causerie avec ce paisible vieux chat, lorsque quelqu'un de charitable vous glisse : « Vous savez, l'espèce, qui est Adolph Green ? ». C'est-à-dire que...

En bien ! Adolph Green est le monsieur qui, avec la complicité de sa partenaire sur scène Betty Comden, a écrit les scénarios de la plupart des chefs-d'œuvre de Vincente Minnelli, de Stanley Donen, de Gene Kelly. Un jour à New-York, c'est eux ; Tous an-

scène, aussi ; Beau fils sur New-York également. Et Chantons sous la pluie, tout autant.

Le vertige nous saisit alors. Modestement assis sur un coin de portant, il y a là une légende vivante, un précieux dinosaure, un servent prodigieux de la détente, irremplaçable et bien-simée comédie musicale !

Ça a dû être merveilleux, n'est-ce pas, de travailler sur *Chantons sous la pluie* ? Adolph Green répond, sans hésiter : « Des semaines d'agonie ! » Et il raconte que tout avait très mal démarré. Lorsque le producteur Arthur Freed leur proposa l'affaire en 1950, Betty Comden et lui commencèrent par se mettre en grève, pour une histoire de contrats. Puis ils acceptèrent de se mettre au travail, « comme des rats piégés dans une grange en feu ».

L'histoire qu'ils ont mission d'inventer doit intégrer des chansons anciennes qui appartiennent à la mémoire collective américaine, telles que Broadway

Melody ou *You are my Lucky Star*. Chansons écrites par Arthur Freed et Herb Brown entre 1929 et 1931.

Adolph Green et Betty Comden s'enferment. Rien ne vient. Ils rendent visite à Gene Kelly qui tourne alors *Un Américain à Paris* et attend son script impatientement. Rien ne vient. Les deux New-Yorkais exilés à Los-Angeles passent de longues heures improductives et dépressives dans une maison de location sinistre sur Sunset Boulevard. Dans le living-room, des meubles recouverts de tapisserie au petit point et une urne contenant les cendres de « Dieu sait qui ». C'est dans cette pièce désolante, dit Adolph Green, « qu'un jour au crépuscule nous avons décidé, Betty et moi, d'avouer que nous avions échoué, et de rentrer à la maison ».

Quelques minutes plus tard, eureka ! Enfin, l'idée ! Toute l'action de *Chantons sous la pluie* se déroulerait au moment même où les chansons avaient été

écrites, c'était l'occasion unique de montrer la folie de cette époque, celle du passage du muet au parlant. Gene Kelly a été ravi. Stanley Donen aussi. C'était parti !

Question triviale : Adolph Green touche-t-il encore des droits d'auteur sur *Chantons sous la pluie*, film magique, cité invariablement depuis près de quarante ans parmi les dix meilleures réalisations de tous les temps ? Le cartooniste de Resnais ouvre des yeux stupéfaits : « Des droits ? Pas un cent ! ». En ce temps-là, vous savez, on appartenait aux studios ! Je n'étais qu'un employé de la MGM !

Un employé un peu spécial, un peu génial, qui, dans un entretien accordé en 1986 aux *Cahiers du cinéma*, déclarait en conclusion : « Et si l'occasion se présentait, nous aimerions travailler en Europe avec François Truffaut et Alain Resnais... »

D. H.

ODEON
THÉÂTRE NATIONAL
Comédie Française
DIRECTION ANTOINE VITEZ

UN BON PATRIOTE?

JOHN OSBORNE

Adaptation Pol Quentin

Mise en scène Jean-Paul Lucet

Avec Jean-Pierre Bouvier dans le rôle du colonel Redl

Coréalisation Théâtre de l'Odéon, Théâtre des Célestins, avec la participation de la Comédie Française.

Du 24 janvier au 26 février 1989

Du mardi au samedi à 20 h. Dimanche à 15 h.

Renseignements 43 25 70 32

Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____ Code postal _____
 Ville _____ Tél. (jour) _____ (soir) _____
 Réserve pour UN BON PATRIOTE ? (31 janvier - 26 février)
 _____ places à : 135 F ☐ ; 95 F ☐ ; 70 F ☐ ; 46 F ☐ ;
 le _____ à _____ h. Dates de rep. : le _____ à _____ h. ou le _____ à _____ h.
 Je joins le règlement de _____ F par chèque bancaire ou postal
 à l'ordre du Théâtre national de l'Odéon ainsi qu'une enveloppe timbrée au :
 Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel - 75006 Paris

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-13-33). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h, ven., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ALVARO ALATO. Du romantisme au modernisme. Centre d'information Col. Entrée : 16 F. Jusqu'au 29 janvier.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN DU MUSÉE. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 29 janvier.

B. COMME UN ENFANT. Galeries des brèves du CCL. Entrée : 16 F. Jusqu'au 29 janvier.

CHATEAU BORDEAUX. Histoire et renaissance des architectures de la civilisation du vin. Galerie du Col. Entrée : 15 F. Jusqu'au 29 janvier.

DE MATISSE À AUJOURD'HUI. Salle d'accueil. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 janvier.

ENSEMBLE D'ENSEMBLES. Musée national d'Art moderne. Entrée : 22 F. Jusqu'au 29 janvier.

THOMAS HUBERT. sept Bozz. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 29 janvier.

SETE ET SAÏRE. Musée des salons. Entrée : 16 F. Jusqu'au 30 janvier.

JEAN TINGUELY. 1954 - 1987. Grande galerie - 5^e étage. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 janvier.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-49-48-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, ven. de 10 h à 21 h 45.

L'ARCHITECTURE HOSPITALIÈRE AU XIX^e SIÈCLE. L'exemple parisien. Exposition d'œuvres. Entrée : 22 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

DESSINS D'ALEXANDRE HESSE. Photographies des dessins - exposition d'œuvres. Entrée : 22 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

PAUL-EMILE NOD. Voyage à Tahiti et aux îles Marquises. Exposition d'œuvres. Entrée : 22 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 janvier.

RUES ET CANAUX DE VENISE - LES ALBUMS PUBLIÉS PAR GONNIA. Photographies des albums - exposition d'œuvres. Entrée : 22 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 janvier.

GARGAT-JONEMANN. Créations de l'école. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. (ou billet groupé avec les autres expositions du musée). Jusqu'au 12 février.

GAUGUIN ET L'ÉCOLE DE PONT-AVEN. Bibliothèque Nationale, galerie Marmottan, 88, rue de Valenciennes (42-77-77-77). 81-86. T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. pour les groupes. Jusqu'au 5 mars.

LES GRANDES BAINÈSES DE PICASSO. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. (8 F. dim.). Jusqu'au 6 mars.

ICONS ET MERVEILLES, HOMMAGE AU MILLÉNAIRE DU BAPTÊME DE LA RUSSIE. Collections françaises et étrangères. Musée de l'Orangerie, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. (8 F. dim.). Jusqu'au 6 mars.

ROLAND FISCHER. A.R.C. Jusqu'au 12 mars.

IMAGES CRITIQUES À DENNIS ADAMS. A.R.C. Jusqu'au 12 mars.

LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHOTOGRAPHE. Sélections de photographies à partir des collections du Musée. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 février.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower.

GAUGUIN. Galeries nationales (42-69-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 24 avril.

MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS DE JACQUES-HEINRI LARTIGUE. (42-66-37-11). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 15 mai.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Lise (46-42-13-13). Mar., ven., dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, ven., dim. et jours fériés de 12 h à 18 h. Fermé lun.

L'IMAGE CALCULÉE. Espace Claude Bernard. Entrée : 30 F. (Cité pass.). Jusqu'au 1^{er} août.

LA NUIT LES CHATS

JEAN-CLAUDE GRIMBERG, MAURICE DENOUË, JEAN-PIERRE VINCENT, JEAN-PAUL CHAMBAS.

JARDIN D'HIVER 42 62 59 49

PASSIONS JAZZ

89

ENTOURNÉE

Vendredi 21 janvier 1989

LOUIS SCLAVIS TRIO

CELEA COUTURIER SPECIAL PROJECT

Samedi 22 janvier 1989

DANIEL HUMAIRE REUNION

LA BANDE A BADAULT

Production Secoya WHA/CAC Les Géméraux

Musées

LES ANNÉES U.A.M. L'Union des artistes modernes, 1929-1958. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 janvier.

L'ART NAÏF HAÏTIEN. Halle Saint-Pierre, musée d'Art naïf Max Fourny, 2, rue Rossmar (42-58-74-12). T.l.j. de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 29 janvier.

LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVOLUTION. Histoire dans les collections du Musée national des Techniques. Musée national des Techniques, 270, rue Saint-Martin (40-77-23-75). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. (gratuit le dim.). Jusqu'au 31 août.

AUX FRONTIÈRES DU CHAOS. Palais de la Découverte, av. Franklin-Roosevelt (42-59-16-65). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 juin.

CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-50). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. (dim.). Jusqu'au 13 février.

LES CITÉS OUBLIÉES DE L'INDUS. Archéologie du Pakistan. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 15 F. (gratuit le dim.). Jusqu'au 27 février.

COULEURS DU TEMPS. Photographies des peintures et autoportraits des artistes africains et océaniques. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 27 février.

COUP D'ŒIL SUR L'ART À LA LETTRE. Cent artistes et écrivains. Musée de la Poste, galerie du Mémorial, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 25 mars.

CROCODILES ET KANGOUROUS. Peintures des artistes africains et océaniques. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-50). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. (dim.). Jusqu'au 13 février.

JULES-ÉLIE DELAUNAY (1828-1891). Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-23-23-23). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 16 F. (8 F. dim.). Jusqu'au 20 mars.

GARGAT-JONEMANN. Créations de l'école. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. (ou billet groupé avec les autres expositions du musée). Jusqu'au 12 février.

GAUGUIN ET L'ÉCOLE DE PONT-AVEN. Bibliothèque Nationale, galerie Marmottan, 88, rue de Valenciennes (42-77-77-77). 81-86. T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. pour les groupes. Jusqu'au 5 mars.

LES GRANDES BAINÈSES DE PICASSO. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. (8 F. dim.). Jusqu'au 6 mars.

ICONS ET MERVEILLES, HOMMAGE AU MILLÉNAIRE DU BAPTÊME DE LA RUSSIE. Collections françaises et étrangères. Musée de l'Orangerie, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. (8 F. dim.). Jusqu'au 6 mars.

ROLAND FISCHER. A.R.C. Jusqu'au 12 mars.

IMAGES CRITIQUES À DENNIS ADAMS. A.R.C. Jusqu'au 12 mars.

LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHOTOGRAPHE. Sélections de photographies à partir des collections du Musée. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 février.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower.

GAUGUIN. Galeries nationales (42-69-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 24 avril.

MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS DE JACQUES-HEINRI LARTIGUE. (42-66-37-11). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 15 mai.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Lise (46-42-13-13). Mar., ven., dim. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, ven., dim. et jours fériés de 12 h à 18 h. Fermé lun.

L'IMAGE CALCULÉE. Espace Claude Bernard. Entrée : 30 F. (Cité pass.). Jusqu'au 1^{er} août.

LA NUIT LES CHATS

JEAN-CLAUDE GRIMBERG, MAURICE DENOUË, JEAN-PIERRE VINCENT, JEAN-PAUL CHAMBAS.

JARDIN D'HIVER 42 62 59 49

PASSIONS JAZZ

89

ENTOURNÉE

Vendredi 21 janvier 1989

LOUIS SCLAVIS TRIO

CELEA COUTURIER SPECIAL PROJECT

Samedi 22 janvier 1989

DANIEL HUMAIRE REUNION

LA BANDE A BADAULT

Production Secoya WHA/CAC Les Géméraux

Centres culturels

1789 - 1989, L'ALLEMAGNE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. Centre d'information Col. Entrée : 16 F. Jusqu'au 29 janvier.

ACQUISITIONS RÉCENTES DU FOND NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Centre national des Arts plastiques, 27, avenue de la République (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 janvier.

AMSTERDAMART. Regards sur l'art contemporain. Institut néerlandais, 121, rue de la Harpe (42-59-16-65). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 juin.

L'AMÉNAGEMENT DU SITE DES ANCIENS ABATTOIRS DE STRASBOURG. Musée de l'Architecture, 7, rue de Chaillet (40-70-14-65). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. (dim.). Jusqu'au 13 février.

ART ET MYTHOLOGIE. Figures théologiques. Fondation Dapper, 40, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 23 février.

LOUIS BOUCHARD. JEAN-BERNARD SOHREZ. Centre culturel canadien, 5, rue de Capcutin (45-51-35-73). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. (dim.). Jusqu'au 13 février.

ROMAN CIESLWICZ. Ateliers. Accrochage (ex-Studio Ciesl), 20, rue Carles (46-33-46-46). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. (dim.). Jusqu'au 13 février.

FRANCE AUSTRALIE. Deux artistes australiens (2^e partie). Chapelle Saint-Louis, 47, bd de l'Hôpital. T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. (dim.). Jusqu'au 13 février.

HELLION, MASSON, MOORE. Œuvres récentes. Art of the Century, 11, rue Vincent (46-33-77-77). Jusqu'au 11 février.

DAVID HODGES. Galerie Paridich, 49, rue des Archives (42-78-06-36). Jusqu'au 13 février.

HOSSAISON. Peintures 1963-1978. Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 11 février.

JEAN-PAUL HUFFIER. Galerie Sudier, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Du 19 janvier au 25 février.

HYUN SOO CHOL. Galerie Leif Stable, 37, rue de Charonne (48-07-54-78). Jusqu'au 4 mars.

ILYA KARAKOV. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Du 19 janvier au 4 mars.

P. KIRKEBY, M. LUPERTZ, A.-R. PEN. Peintures et sculptures. Galerie Lesquand, 57, rue du Temple (42-74-11-71). Jusqu'au 4 février.

HERALD KLINGHOLTER. Galerie Christine Hussenot, 5 bis, rue des Hautes-Rues (48-87-60-81). Jusqu'au 7 février.

GERARD KOCH. Galerie Clara Soriano, 15, rue de Charonne (45-53-65-50). Jusqu'au 4 février.

GEORGES KOSKAS. à côté des Javies filles en France. Galerie Rapha, 12, rue Pavée (48-87-60-81). Jusqu'au 3 mars.

ANGE LECICIA. Galerie Montecary, 11, rue de Charonne (45-53-65-50). Jusqu'au 11 février.

CHRIS VAN MULLIGEN. Galerie Bercov-Fugier, 27, rue de Charonne (48-07-54-78). Jusqu'au 11 février.

MAX NEUMANN, HELLA SANTAROSSA, THOMAS LANGE. Trois peintures. Galerie Lesquand, 57, rue du Temple (42-74-11-71). Jusqu'au 4 février.

OSMAN. Galerie Philippe Casali, 13, rue de Charonne (48-04-00-34). Jusqu'au 14 février.

STEVEN PARRINO. Galerie Sylvain Lorenz, 13, rue de Charonne (48-04-00-34). Jusqu'au 14 février.

OSCAR PIATTELLA. Galerie Arlette Gimmery, 12, rue de Charonne (48-04-00-34). Jusqu'au 14 février.

LOUIS FONS. Galerie Claude Bernard, 29, rue de Charonne (45-53-65-50). Jusqu'au 28 janvier.

HERVE LAROT. Galerie Michèle Chantre, 24, rue de Charonne (42-78-05-62). Jusqu'au 4 février.

CHARLES ROUSSELIN, FRANÇOIS BIS. Galerie Niki Dina Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 28 février.

YACOV AGAM. Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain (42-77-77-77). Jusqu'au 28 février.

MARCEL ALLOCO. Galerie Alain Oudin, 28 bis, bd Saint-Germain (42-71-83-65). Du 21 janvier au 25 février.

NICOLAS ALQUIN. Galerie Adrien Maréchal, 30, rue de Labrousse (42-71-83-65). Du 21 janvier au 25 février.

AREZEL. Galerie Lucien Dardet, 19, rue Mazarine (43-26-25-35). Du 19 janvier au 18 février.

BARBOL. Galerie Krief, 50, rue Mazarine (43-26-25-35). Du 19 janvier au 18 février.

EDWARD BARAN. Galerie François Palud, 91, rue de Valenciennes (42-71-83-65). Du 19 janvier au 18 février.

BENATEUR (PEINTURES, DESIGNS, LITHOGRAPHIES). Galerie Bouchard, 19, rue de Valenciennes (42-71-83-65). Du 19 janvier au 18 février.

MOHAND (peintures, dessins). Galerie Edouard Dinet, 30, rue de Labrousse (42-71-83-65). Du 19 janvier au 18 février.

BEZDY, BRODTHALER, BAUSCHENBERG, WARTHOLES. Galerie Edouard Dinet, 30, rue de Labrousse (42-71-83-65). Du 19 janvier au 18 février.

CHRISTIAN BOLLANSKI. Archives. Galerie Christine Hussenot, 5 bis, rue des Hautes-Rues (48-87-60-81). Jusqu'au 7 février.

LOUISE BOURGEOIS. Dessins 1969-1984. Galerie Leica, 14, rue de Téhéran (45-53-65-50). Du 19 janvier au 25 février.

FREDERIC BECK. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-34). Jusqu'au 2 février.

LES BOURGEOIS DE REMBRANDT. BUCATTI (1885 - 1916). Galerie Charles et André Bailly, 25, quai Voltaire (42-60-32-14). Jusqu'au 10 février.

LOUIS CANE. Galerie Beaubourg, 23, rue de Reuilly (42-71-83-65). Du 21 janvier au 2 mars.

BRUNO CECOBELLI. Galerie Yves Lambert, 108, rue de la Vierge (42-71-83-65). Du 21 janvier au 2 mars.

LE CENTRE DES ARTS. Réflexes et peintures par Gai-Q (1774-1828). Galerie Gérard Levy, 17, rue de Beauce (42-61-26-55). Jusqu'au 30 janvier.

THIERRY CHEVERNEY. Galerie Charles Carpentier, 4, rue de Reuilly (48-04-64-64). Jusqu'au 14 février.

CAMILLE CLAUDEL. 1864 - 1909. sculptures. Galerie Odiermatt-Cazau, 25 bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-66-92-38). Jusqu'au 31 janvier.

DALL. Sculptures. Galerie Patrick Triquet, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 29 janvier.

LEONARDO DELENO. Galerie Darthez-Speyer, 4, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Du 19 janvier au 28 février.

OTTO DIEZ. Dessins de guerre 1915-1917. Galerie Timpone, 105, rue Quincampoix (42-78-61-79). Jusqu'au 18 février.

DORNY. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06). Jusqu'au 18 février.

FERRANTE FERRANTI. Galerie Agathe Gallard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 4 février.

ELIZABETH FRANKHEIM. Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-23). Jusqu'au 28 janvier.

TIBOR GENTLER. Galerie Vieille du Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (40-28-06-56). Jusqu'au 4 février.

GILLOLL. Galerie Dina Vienny, 36, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'au 31 janvier.

ALAIN GROSSET. Galerie Nana Stern, 26, rue de Charonne (48-06-78-64). Jusqu'au 25 février.

GROUPE BELISTOR. Galerie Jean Camion, 3, rue des Beaux-Arts (46-33-95-43). Jusqu'au 30 avril.

RAYMOND HAINS. Galerie Heyman, 46-33-46-46. T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. (dim.). Jusqu'au 13 février.

HASTAIRE. Galerie Marie-Thérèse Cochlin, 49, rue Quincampoix (48-04-94-16). Jusqu'au 11 février.

هكذا من الأصل

CINEMA

NAVIGATOR (sco-Zalandia, v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (47-32-52-37).

NE REVEILLEZ PAS UN FILIC QUI DORT (v.f.) : UGC Normandie, 9 (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (v.f.) : L'Espresso, 14 (45-62-45-70) ; L'Espresso, 14 (45-62-45-70).

LA NUIT BENGALI (Fr., v.o.) : L'Espresso, 14 (45-62-45-70) ; L'Espresso, 14 (45-62-45-70).

LOURS (Fr.-Al., v.o.) : Forum Orient Express, 14 (45-62-45-70) ; Forum Orient Express, 14 (45-62-45-70).

LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can., v.o.) : Forum Orient Express, 14 (45-62-45-70) ; Forum Orient Express, 14 (45-62-45-70).

LE PASSEUR (Nar., v.o.) : Forum Orient Express, 14 (45-62-45-70) ; Forum Orient Express, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70) ; Gaumont Les Halles, 14 (45-62-45-70).

BEAUCOUP TROP POUR UN SEUL HOMME (Fr.-v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Gaieté, 5 (46-33-86-86) ; Studio Gaieté, 5 (46-33-86-86).

CASINO ROYAL (Brit., v.o.) : Le Champ, 5 (43-54-51-60) ; Le Champ, 5 (43-54-51-60).

CES MALADES QUI NOUS GOUVERNENT (Fr.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65) ; Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

COMMENT L'ESPRIT VIENT AUX FEMMES (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-86-86) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-86-86).

CRUISING (v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86) ; Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

LES DAMNÉS (v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86) ; Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

DOCTEUR FOLANOUR (Brit., v.o.) : Le Champ, 5 (43-54-51-60) ; Le Champ, 5 (43-54-51-60).

EASY RIDER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 14 (45-62-45-70) ; Forum Orient Express, 14 (45-62-45-70).

ELEMENT OF CRIME (Dan., v.o.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40) ; Studio 43, 9 (47-70-63-40).

FELLINI ROMA (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86) ; Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65) ; Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

JANE EYRE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-26-84-65) ; Action Rive Gauche, 5 (43-26-84-65).

LE JOUR SE LEVE (Fr.) : Le Champ, 5 (43-54-51-60) ; Le Champ, 5 (43-54-51-60).

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-86-86) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-86-86).

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.f.) : Cinoche, 6 (46-33-86-86) ; Cinoche, 6 (46-33-86-86).

LOLITA (Brit., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-26-84-65) ; Action Rive Gauche, 5 (43-26-84-65).

MACADAM COW-BOY (v.o.) : Club, 5 (43-26-84-65) ; Club, 5 (43-26-84-65).

MACARTHUR (Brit., v.o.) : Vaudou Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Vaudou Opéra, 2 (47-42-56-31).

MEDÉE (It.-Al., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86) ; Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

LES PASSAGERS DE LA NUIT (A., v.o.) : Racine Odéon, 6 (43-26-19-68) ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-68).

LE PETIT SOLDAT (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-86-86) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-86-86).

PSYCHOSE (v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-26-84-65) ; Action Rive Gauche, 5 (43-26-84-65).

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-86-86) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-86-86).

RETOUR DE FLAMME (v.o.) : Club, 5 (43-26-84-65) ; Club, 5 (43-26-84-65).

BOX ET ROUKY (A., v.f.) : Racine Odéon, 6 (43-26-19-68) ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-68).

LES SCENES QUI RUGISSAIENT (Brit., v.o.) : L'Espresso, 14 (45-62-45-70) ; L'Espresso, 14 (45-62-45-70).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65) ; Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Racine Odéon, 6 (43-26-19-68) ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-68).

TIT, GROS MINET ET LEURS AMIS (A.) : TEP, 20 (43-44-80-80) ; TEP, 20 (43-44-80-80).

LE TROISIEME HOMME (Brit., v.o.) : Le Champ, 5 (43-54-51-60) ; Le Champ, 5 (43-54-51-60).

ULTIME RAZZIA (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-26-84-65) ; Action Rive Gauche, 5 (43-26-84-65).

ZELE (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86) ; Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

Les festivals

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

ALAIN RESNAIS : TOUTE LA MEMOIRE DU MONDE, Paris, 14 (45-62-45-70) ; Paris, 14 (45-62-45-70).

JEAN CARMET, Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; La Voix, 14 (43-27-84-50).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40) ; Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40).

LA NUIT D'OR, Le Dernier Survivant, 10 (47-70-63-40)

Communication

Le Conseil constitutionnel a validé l'essentiel de la loi sur l'audiovisuel

Le Conseil constitutionnel réuni mardi 17 janvier a validé, pour l'essentiel, la loi qui modifie celle du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, nouveau texte qui substitue à la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) un « Conseil supérieur de l'audiovisuel » (CSA).

Le Conseil constitutionnel a déclaré contraire à la Constitution deux dispositions de la nouvelle loi. La première (article 5) exonérait abusivement, a estimé le Conseil, la responsabilité personnelle du président de l'organisme du secteur public lorsqu'il est conduit à prendre des

mesures consécutives aux décisions du CSA par suite de manquement grave aux dispositions d'un cahier des charges ou aux décisions prises en application de la loi.

L'autre disposition annulée dans la loi énonçait à l'excès, a jugé le Conseil, le pouvoir réglementaire confié au CSA l'habilitant à fixer seul les normes déontologiques concernant la publicité mais aussi l'ensemble des règles relatives à la communication institutionnelle, au parrainage et aux pratiques assimilables.

Le Conseil constitutionnel, tout en admettant le principe de sanctions administratives que

peut prendre le CSA, ce qui n'allait pas sans poser d'importantes difficultés juridiques, l'a assorti de sérieuses réserves d'interprétation. Observant que « la loi a fixé au cas présent des limites financières maximales sans définir de manière précise les infractions pouvant donner lieu à de telles sanctions », le Conseil souligne que les obligations « susceptibles d'être sanctionnées sont uniquement celles résultant des termes de la loi ou celles dont le respect est expressément imposé par la décision d'autorisation ».

Le Conseil constitutionnel observe encore que « toute décision du CSA qui interviendrait en vio-

lation des dispositions législatives ou réglementaires serait susceptible d'entraîner la mise en jeu de la responsabilité de la puissance publique ».

La loi amputée des dispositions jugées contraires à la Constitution a été aussitôt promulguée, avant le départ du chef de l'Etat en Bulgarie, et publiée au Journal officiel du 18 janvier. Elle met un terme à l'existence de la CNCL, dont les douze membres — M. Michel Droit est en congé de l'institution depuis le 14 avril 1988 — ont poursuivi jusqu'à ces derniers jours leur mission.

Les pouvoirs de sanction du CSA sont assortis d'importantes réserves d'interprétation

Les signataires du recours contestaient les articles 5, 8, 11, 13, 19 et 30 de la loi modifiant la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. Nous publions ci-dessous leurs principaux arguments et les réponses apportées par le Conseil constitutionnel.

PERSONNEL ET CRÉDITS DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL (ARTICLE 5)

Argument : en proposant « lors de l'élaboration du projet de loi de finances de l'année » les crédits nécessaires à l'accomplissement de ses missions, le futur CSA devra se soumettre à l'arbitrage du premier ministre, encourageant de ce fait un risque d'arbitraire et d'atteinte à son indépendance.

Réponse : « L'article 5-11 de la loi déférée a entendu consacrer expressément au profit de cet organisme un pouvoir de proposition, tout en se conformant aux règles constitutionnelles et organiques régissant la préparation des projets de loi de finances ; (...) il n'a en rien méconnu le principe de la libre communication des pensées et des opinions proclamé par l'article 11 de la Déclaration

des droits de l'homme et du citoyen. »

COMPÉTENCES DU CSA A L'ÉGARD DU SECTEUR PUBLIC (ARTICLE 8)

Argument : la notion de « manquement grave » aux obligations de « respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion dans les programmes », trop vague, peut déboucher sur une interprétation abusive.

Réponse : « (...) Si les mesures prises à la demande du CSA en cas de « manquement grave » au cahier des charges « ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité personnelle du président de l'organisme », elles peuvent en revanche constituer une sanction administrative. »

Réponse : « (...) Il appartient au CSA de veiller à ce que les principes qui régissent l'exercice de l'autorité et la liberté du commerce et de l'industrie soient respectés. (...) Si les mesures prises à la demande du CSA en cas de « manquement grave » au cahier des charges « ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité personnelle du président de l'organisme », elles peuvent en revanche constituer une sanction administrative. »

Responsabilité personnelle

Sur l'exonération de responsabilité : « Nul ne saurait, par une

disposition générale de la loi, être exonéré de toute responsabilité personnelle, quelle que soit la nature ou la gravité de l'acte qui lui est imputé ; (...) ainsi, doivent être déclarées contraires au principe constitutionnel d'égalité les dispositions de la dernière phrase de l'article 13 de la loi du 30 septembre 1986, dans leur rédaction résultant de l'article 11 de la loi du 30 septembre 1986, dans leur rédaction issue de l'article 11 de la loi déférée ; (...) Les mesures prises en exécution de ces décisions ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité personnelle du président de l'organisme. »

DISPOSITIONS COMMUNES AUX SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ DE L'AUDIOVISUEL (ART. 11)

Argument : la liberté totale laissée à l'exécutif pour intervenir dans le financement (via la publicité) et les contenus des programmes (quotas) est contraire à la Constitution (art. 34) et à la Déclaration des droits de l'homme (art. 11).

Réponse : le début de l'article 11 « circonscrit le domaine d'application des mesures réglementaires qu'il énonce (...) ; il subordonne leur élaboration au respect de garanties essentielles. »

A propos du troisième alinéa de l'article 11 de la loi attaquée :

« Les règles déontologiques concernant la publicité et les règles applicables à la communication institutionnelle, au parrainage et aux pratiques assimilables à celles-ci sont fixées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel : (...) la loi habilite le Conseil supérieur de l'audiovisuel à fixer « seul » par voie réglementaire non seulement les règles déontologiques concernant la publicité mais également l'ensemble des règles relatives à la communication institutionnelle, au parrainage et aux pratiques assimilables à celles-ci ; (...) en raison de sa portée étendue, cette habilitation méconnaît les dispositions de l'article 21 de la Constitution ; (...) il suit de là que doivent être déclarées contraires à celle-ci les dispositions du troisième alinéa de l'article 11 de la loi du 30 septembre 1986, dans leur rédaction issue de l'article 11 de la loi déférée ; (...) les dispositions de l'article 27 de la loi de 1986 les mots : « sous réserve des dispositions du présent article » qui figurent au 1^{er} du premier alinéa dudit article. »

CONVENTIONS POUR L'EXPLOITATION DES SERVICES PRIVÉS DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE (ART. 13)

Argument : les sanctions administratives sont inconstitutionnelles dans leur principe. Même si l'on admet ce principe, elles ne respectent pas les exigences constitutionnelles, notamment la liberté d'expression.

Réponse : Il appartient au législateur d'assurer l'efficacité des pouvoirs de sanction destinés à sauvegarder les droits et libertés constitutionnellement garantis.

Sanctions financières graves imprécisions

« (...) Le pouvoir d'infliger les sanctions énumérées à l'article 42-1 est confié au CSA qui constitue une instance indépendante ; il résulte des termes de la loi qu'aucune sanction ne revêt un caractère automatique ; (...) toute décision prononçant une sanction doit être motivée ; (...) la diversité des mesures susceptibles d'être prises sur le fondement de l'article 42-1 correspond à la volonté du législateur de proportionner la sanction à la gravité du manquement ; (...) le principe de proportionnalité doit pareillement recevoir application pour l'une quelconque des sanctions énumérées à l'article 42-1 ; (...) qu'il en va ainsi en particulier des sanctions pécuniaires prévues au 3^o de cet article ; (...) à cet égard, l'article 42-2 précise que le montant de la sanction pécuniaire doit être fonction de la gravité des manquements commis et en relation avec les avantages liés au manquement par le service autorisé ; (...) un même manquement ne peut donner lieu qu'à une seule sanction administrative, quelle soit légale ou contractuelle ; (...) il résulte du libellé de l'article 42-1 (3^o) qu'une sanction pécuniaire ne peut se cumuler avec une sanction pénale ; (...) il convient de relever également que toute décision infligeant une sanction peut faire l'objet d'un recours de pleine juridiction ; (...) ce recours est suspensif d'exécution en cas du retrait de l'autorisation mentionnée à l'article 42-3 ; (...) dans les autres cas, le sursis à l'exécution de la décision attaquée peut être demandé ; (...) le droit de recours étant réservé à la personne sanctionnée, son exercice ne peut, conformément aux principes généraux du droit, conduire à aggraver sa situation ; (...) s'agissant de manquements à des obligations attachées à une autorisation administrative et eu égard aux garanties prévues, qui sont d'ailleurs également applicables aux pénalités contractuelles et à la sanction susceptible d'être infligée en vertu de l'article 42-4, les articles 42-1 et 42-2 ajoutés à la loi du 30 septembre 1986 par l'article 19 de la loi déférée, ne sont pas contraires, dans leur principe, aux articles 11 et 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; (...) selon les auteurs de la saisine, même si le principe des sanctions administratives est admis, les articles 42-1 et 42-2 n'en sont pas moins contraires à l'article 8 de la Déclaration de 1789 qui impose que nul ne peut

être puni qu'en vertu d'une loi établie et légalement appliquée, ainsi qu'à l'article 34 de la Constitution qui réserve à la loi le soin de fixer les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques ; (...) en effet, la loi a fixé au cas présent des limites financières maximales sans définir de manière précise les infractions pouvant donner lieu à de telles sanctions ; (...) toutefois (...) appliquée en dehors du droit pénal, l'exigence d'une définition des infractions sanctionnées se trouve satisfaite, en matière administrative, par la référence aux obligations auxquelles le titulaire d'une autorisation administrative est soumis en vertu des lois et règlements ; (...) Sous les réserves d'interprétation ci-dessus mentionnées, les articles 42-1 et 42-2 ne sont contraires aux dispositions ni de l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme ni de l'article 34 de la Constitution qui définissent l'étendue de la compétence du législateur. »

POUVOIRS DE SANCTION DU CSA (ART. 19 OU 42 NOUVEAU)

Argument : les sanctions administratives sont inconstitutionnelles dans leur principe. Même si l'on admet ce principe, elles ne respectent pas les exigences constitutionnelles, notamment la liberté d'expression.

Réponse : Il appartient au législateur d'assurer l'efficacité des pouvoirs de sanction destinés à sauvegarder les droits et libertés constitutionnellement garantis.

La suspension d'autorisation

« (...) Au nombre des sanctions susceptibles d'être prononcées par le CSA, « compte tenu de la gravité du manquement », figure la suspension, après mise en demeure, de l'autorisation ou d'une partie du programme pour un mois au plus, alors que sous l'empire du troisième alinéa de l'article 42 de la loi du 30 septembre 1986, dans sa rédaction antérieure, l'instance de régulation pouvait suspendre l'autorisation pour une durée d'un mois au plus. »

« (...) Il résulte des débats parlementaires qu'il ont précédé l'adoption du 3^e de l'article 42-1 que le législateur a entendu proportionner aussi bien la durée que l'ampleur de la suspension à la gravité du manquement commis par le titulaire de l'autorisation ; (...) dans cet esprit, la partie du programme qui peut faire l'objet d'une mesure de suspension temporaire n'excéderait pas un mois, tout en étant en relation directe avec le manquement constaté ; (...) par là-même, la sanction qui vise à le réprimer n'est pas contraire au principe constitutionnel de libre communication des pensées et des opinions ; (...) au surplus, toute décision du CSA qui interviendrait en violation des dispositions législatives ou réglementaires serait susceptible d'entraîner la mise en jeu de la responsabilité de la puissance publique. »

APPLICATION A LA POLYNÉSIE FRANÇAISE (ART. 30)

Argument : le Sénat a délégué sans être en possession de l'avis rendu par l'Assemblée territoriale de Polynésie, comme l'exige la Constitution.

Réponse : en raison de « circonstances particulières » (décourant de l'expiration du délai d'un mois lors de l'examen en première lecture par l'Assemblée), « l'irrégularité de procédure relevée par les auteurs de la saisine au stade de l'examen du projet de loi en première lecture ne saurait, faute de revêtir un caractère substantiel, conduire à ce que l'article 30 de la loi déférée soit déclaré contraire à la Constitution. »

Une mise au point de M. Bettino Craxi

A la suite de l'article consacré à Max Théret et à M. Parretti (le Monde du 10 janvier), M. Bettino Craxi, secrétaire général du Parti socialiste italien, nous envoie la mise au point suivante :

« A propos de l'affirmation par M. Giancarlo Parretti se présentant comme l'un des mes amis personnels, je dois préciser que le monsieur en question n'est absolument pas mon ami personnel. Je n'ai aucun rapport avec lui et, pour ce que je sais, il n'en a pas non plus avec le Parti socialiste italien. S'il affirmait autre chose, ce ne serait rien d'autre qu'un habile. »

La CNCL... jusqu'au bout

(Suite de la première page.)

En ce début de week-end, M^{me} Daisy de Galard veille au grain. Assise derrière un long bureau encombré de dossiers et de cassettes, la main gauche sur la télécommande, elle surveille de près le programme de la CNCL, scrute telle émission de M 6 pour en déterminer le genre, trace un fil de la 5 qui annonce — abusivement — un film pour chaque soir de la semaine, et met la dernière main à un rapport préparé par ses services sur les jeux à la télévision. Sans doute apportera-t-elle chez elle un dossier à lire ce week-end, après une ultime réunion, tout à l'heure avec un collaborateur. Mais, quoi, « il n'y a pas de temps à perdre ; il faut remettre au CSA un outil à jour et performant... »

Le 9 h 30, Ponchelle, Jacqueline Baudrier, l'a toujours été. Et bûcheuse. « C'est d'ailleurs une caractéristique des femmes de cette commission », reconnaît spirituellement un des membres, sachant au fond de lui-même qu'elle ne lui retournera pas le compliment. « Ouf ! continue-t-il en hochant pensivement la tête, et en égalisant une grosse pile de cartes de vœux prêtes à poster, on peut le dire : ce sont des travailleuses acharnées ! » Pour l'heure, délaissant des paquets commémorés sans entrain, Jacqueline Baudrier, responsable de la commission information, peaufine la recommandation qui doit régir, dès le 30 janvier, la précampanie électorale à la télévision. « Les journalistes et responsables de chaînes l'attendent, explique-t-elle. On ne pouvait s'y dérober. L'audiovisuel, lui, continue de vivre... » Le ton est un peu amer, même si elle s'en défend. On ne s'investit pas à fond, deux années durant, sur des dossiers difficiles et brûlants sans se sentir spoliée quand on vous les arrache. Jacqueline Baudrier soupire. « Révolte ? Voyons ! J'ai connu tant de secousses dans l'audiovisuel, tant de changements post-électoraux... » Blâmez, en quelque sorte... Mais qui pourrait la croire ?

La CNCL, meurt, discréditée par quelques affaires malheureuses, conspuée par la gauche unanime, et bien peu défendue par une droite divisée. La CNCL meurt, qui devait pourtant être une des « institutions-phares » de la République et qui, avant même de disparaître sous les sarcasmes des uns et l'indifférence des autres, apparaît déjà étrangement comme un reliquat du passé.

Dur, dur, concède un membre. Nous étions embarqués pour trois, six ou neuf ans et voilà qu'en plein travail on nous assène le coup de grâce. C'est à ne rien y comprendre ! Un silence. « Tout était donc... » La voilà donc, l'explication, sur laquelle peu s'étendent ! Car on n'aime guère, ici, revenir sur le passé : ce qui est fait est fait... et plutôt bien fait ; et la disgrâce, dans

les esprits, ne peut-être que politique. « Avouez que c'est douloureux, murmure Jacqueline Baudrier, de s'entendre déclarer qu'on n'a guère mérité le respect... » Allusion directe à la petite phrase assassine formulée en septembre 1987, par M. Mitterrand et qui a résonné aux oreilles de quelques membres comme un sinistre tocsin : une mise à mort annoncée, planifiée et méticuleusement organisée, un complot dont le chef d'orchestre n'avait rien de clandestin, trahie par l'Élysée et relayée par une presse « aux ordres » !

Ce que cachait l'opprobre, ils l'ont d'emblée écarté. Et bien peu aujourd'hui acceptent même de s'interroger sur ce qui aurait pu justifier l'irritation particulière du chef de l'Etat. Les nominations de PDG ? « On privilégiait l'expérience », l'octroi de la 5 et de M 6 à des amis du pouvoir ? « Hésitant était presque seul en lice et chacun choisissait Bouygues ! » Ils ont répondu à tout et ne voient dans la forte coloration RPR de leurs choix que le fruit de hasards ou de circonstances qu'ils ne maltraitaient pas. « Le calendrier nous pressait, nous nous connaissons peu, plaide timidement Jacqueline Baudrier. Aujourd'hui les choses seraient bien différentes. » Ils sont deux ou trois à l'admettre dans l'intimité de leur bureau.

Bonne chance et au revoir

Jeudi 5 janvier, midi. Ils sont arrivés par petits groupes, souvent par services ; certains ont juste descendu un étage, d'autres sont venus de l'annexe de la CNCL, située sur le Front de Seine. Le grand hall blanc chapeauté d'une verrière est désormais comble. Pour la deuxième fois, mais aussi la dernière, personnel et membres confondus font cercle autour de Gabriel de Broglie pour la cérémonie des vœux. Ralenti derrière son microphone, le président accompagne d'un regard circulaire l'hommage rendu à chacun des services. « La CNCL va disparaître, dit-il, mais le service du public ne peut subir d'interruption. Vous aurez donc à poursuivre vos attributions avec la même rigueur et la même conscience... » La voix s'élève. « Je suis profondément ému, plus peut-être qu'il n'y paraît. Je vous remercie du fond du cœur. Bonne chance, et au revoir ! »

C'est peut-être la première fois que cette assemblée si hétérogène, repliée sur elle-même, ressent comme un sursaut de cohésion et de solidarité. Comme si, au-delà des polémiques et des affaires qui ont entaché la vie de la CNCL, soudain, resurgissait l'astre face de ces deux années écoulées : celle de journées interminables passées à se coller avec les textes de loi, à

dépouiller les centaines de dossiers de radios locales, à visionner des milliers d'heures de télévision, à rédiger autorisations et cahiers des charges, à immanquablement contestés, à auditionner producteurs, professionnels de cinéma, publicitaires, responsables de chaînes et syndicats. Un travail de fourmi, méconnu et ingrat, qui justifiait, en cet instant, une pointe de patriotisme d'entreprise et un semblant de confiance en soi.

On croit avoir tout dit de la CNCL, se plaint un jeune chargé de mission. Et sans doute les Français savent-ils tout de ses divisions, de ses lâchetés, de ses compromissions. Rien n'a transpiré en revanche de la loyauté des collaborateurs, du dévouement assumé dans tous les secteurs et de la mise au point d'instruments de travail — notamment informatiques — qui seront autant d'outils précieux pour le « futur Conseil ».

Une machine solide existe, c'est vrai, indépendamment des vœux fastueux. Une machine dotée d'un budget de 253 millions de francs pour 1989 et composée de 220 personnes, qui demeurent dévouées à la CNCL... tout en s'apprêtant à passer, sans transition, au service du nouveau CSA. Un directeur général est personnel, Pierre-François Racine, — parfois considéré comme le quatorzième membre, n'a-t-il pas fait savoir en haut lieu son souhait de rester à son poste et de symboliser en quelque sorte la permanence de l'autorité de régulation ? Un bouci — peut-être l'adif — de marquer une claire distinction entre une administration technique et transparente, et un collège de membres renouvelables, qui devrait assumer seul la responsabilité politique de ses décisions.

Tout au long de ces ultimes semaines, administratifs et membres se sont, en tout cas, spontanément, retrouvés dans le souci commun de ne pas laisser s'instaurer l'atmosphère déliquescence qui avait accompagné les derniers mois de la Haute Autorité. « Sa présidence, définitivement, est terminée », avait alors démissionné, rappelle Roger Bouzine, laissant l'institution frappée d'un véritable complexe de déshérence.

Une enquête sur la violence à la télévision, les engagements non tenus, l'Etat à l'égard de la SFR, l'audition de Gérard Worms (Groupe Suez) un jour, celle de Marc Tessier (Canal Plus) le lendemain ; et un dossier majeur consacré à la télévision européenne avec un filigrane une réflexion sur l'adaptation d'une instance de régulation française au rendez-vous de Douze... En ce début janvier, l'agenda de la CNCL continue d'être chargé. « Tant d'activités n'a d'abord heurté », confie Bertrand Labrousse, l'un des deux membres nommés par le président de la République. « Mais je reconnais

aujourd'hui que cette sorte de réflexe républicain revêt un certain panache. »

Jeudi 15 heures, Yves Rocca est ramené à son bureau. Grappé, il a tout de même tenu à assister aux vœux. Mais il est surtout pressé de retrouver ses dossiers de radio. A l'ordre du jour, la Lorraine et la Nouvelle-Calédonie. Des chemises bourrées de documents sont empilées sur la table, débordant du meuble bas et envahissant les moindres recoins de la pièce.

Le dossier-dynamite

Fichu dossier que celui des radios locales auquel il s'est vu depuis deux ans ! Un dossier exigeant, compliqué, barbelé. Un dossier dynamique — celui par qui sont arrivés les scandales (y compris l'affaire Droit) — qu'aucun de ses collègues compatriotes n'aurait eu l'idée de venir lui disputer ! Un dossier incalculable, celui qui a été volé sans doute quelques nuits, et sur lequel il s'est totalement investi, quitte à prendre des coups — l'affaire Courtois lui laisse un goût amer — ou à se transformer, à tort, en chef de service. « Je n'ai pas de fréquentes de vous donc », se voit-il répondre à un « radiateur » insistamment, un instant de l'incompréhensible collégialité de la CNCL. « Que voulez-vous, il faut du temps pour apprendre ! » Et du temps pour maîtriser un dossier aussi difficile et mouvant que celui des radios. « C'est dommage, dit-il, je pars au moment où je me sens le plus opérationnel. »

Un regret partagé par tous les autres ; les neuf membres en tout cas, qui, de l'avis unanime de leurs collaborateurs, se sont personnellement impliqués dans les dossiers. Certains souhaitent d'ailleurs continuer leur travail... pour que la nouvelle limite d'âge (soixante-cinq ans) leur en laisse le droit. Et il s'en trouve même une — Daisy de Galard — qu'au milieu du naufrage le personnel et les professionnels plebiscitent. D'autres songent à une rapide reconversion : Michèle Gendreau-Massaloux sait déjà qu'elle retourne à l'éducation nationale, recteur de l'académie de Paris ; Pierre Huet aurait de son côté décroché un poste de consultant.

La bibliographie consacrée à l'audiovisuel s'enrichira enfin, dans quelques mois, de deux nouveaux ouvrages rédigés par d'« ex-sages » : celui de Jacqueline Baudrier et celui de Roger Bouzine. Ce dernier, en tout cas, n'a rien perdu de son humour, qui envole des cartes de vœux en forme d'avis de décès de la CNCL. « La date et le lieu de l'incinération seront publiés par la presse. Les dons sont à adresser au futur CSA. Ni fleurs ni couronnes. »

ANNICK COJEAN et PIERRE-ANGEL GAY.



NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *le Monde* • Süddeutsche Zeitung • *CORRIERE DELLA SERA* • EL PAIS • De Standaard • ~~THE INDEPENDENT~~

DES CADRES DE HAUT NIVEAU POUR DES PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE

POUR DES DE HAUTE TECHNOLOGIE

Pour concevoir, produire, vendre des produits de très haute technologie (moteurs d'avions, de fusées, trains d'atterrissage, inverseurs de poussée...), il nous faut des cadres de haut niveau technique : pour coopérer avec nos partenaires américains, allemands, anglais, belges, italiens... Il nous faut des cadres ayant le goût de l'aventure, l'esprit de découverte et le sens du défi...

Nous recherchons des :
INGENIEURS EXPERIMENTES
ment et respons

INGENIEURS EXPERIMENTES

Pour des fonctions :

- de conception, étude, développement et responsabilité de projet dans un cadre international,
- de coordination des actions d'après-vente et support client.

Après une formation supérieure dans les domaines mécanique, thermique, hydraulique, fluides, turbomachines...

Vous devez avoir une formation supérieure en aérodynamique, mécanique des fluides, turbomachines.

Les postes sont basés en France, Région
La taille du Groupe permet de réelles perspectives de carrière.
Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. JNVCEEM à SNECMA
Direction de l'Encadrement - 2 Bd Victor - 75015 Paris

GRO

GROUPE SNECMA

Annance couplée avec : THE INDEPENDENT - DE STANDAARD - SÜDDEUTSCH ZEITUNG - LE SOIR

Valeo

Alternateurs
Démarreurs

**INGENIEURS
ELECTRO-MECANICIENS
L'EUROPE S'OUVRE A VOUS...**

Premier équipementier français, VALEO recherche pour sa branche Automobiles-Démarrateurs (3400 p. - 5 usines) des ingénieurs Electro-mécaniciens européens pour internationaliser son potentiel humain sur la France.

Par nos innovations et la qualité de nos productions, nous faisons progresser l'automobile. Pour aller encore plus loin, nous vous proposons aujourd'hui des métiers diversifiés en : Etudes-Recherche & Développement, Méthodes, Fabrication, Achats et Services Commercial.

Intéressé d'un domaine d'ingénieur spécialisé en


électro-mécanique, vous avez éventuellement complété cet acquis par une formation de gestion. Votre première expérience de 2 à 3 ans, votre fort potentiel liées à une ouverture internationale vous conduiront à jouer un rôle "moteur" au sein de notre branche ou du groupe.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et téléphone à Jean-Claude VAN DER ELST - Directeur des Ressources Humaines - VALEO-E.E.M. - 2, rue A. Boule - 94000 CRETEIL

Cette annonce paraît également dans Süddeutsche Zeitung - B-Pol - Contours della Sera - The Independent.

Valeo L'Équipement Automobile

Le Monde
INTERNATIONAL

La fondation
EUROCENTRES 

recherche
pour diriger son centre linguistique
international de

LAUSANNE

personnes 35 / 40 ans
francophone + anglais et, si possible, allemand
formation niveau universitaire
expérience et goût de la gestion -
animation d'une équipe,
sens de la communication interne et externe -
familiier de la didactique des langues
étrangères, surtout en F.L.E.

Envoyer CV + photo et lettre manuscrite à
Bernard Vannier, responsable des Ecoles de Français,
EUROCENTRES, 247, Seestrasse, CH-8038 Zurich.

[illegible]

Le Monde INTERNATIONAL

Quel est le nec plus ultra pour un spécialiste de la finance?

Jongler avec l'argent. Le faire fructifier. Avoir à sa disposition tous les instruments de spéculation qui existent sur le marché. Et travailler en Suisse.

Pour sa filiale financière établie dans le Valais, un important groupe industriel suisse vous propose la fonction de (m/f)

FOREIGN EXCHANGE DEALER

Après une mise au courant sur les positions et les dossiers en cours, vous deviendrez directeur général de cette filiale. Votre rôle principal: spéculer, prodiguer des conseils en matière de risque de change et de taux d'intérêt et réaliser des opérations, soit au comptant, soit à terme, sur le marché interbancaire et le marché des "futures". Vous travaillerez sur lignes de crédit et sur capital. Vous participerez à toute opération de placements financiers et répondrez directement devant les actionnaires et le président du groupe. Votre carrière aura une dimension internationale: vous prendrez part à des réunions d'affaires à Genève, Londres, Paris et Bruxelles.

Pour assumer brillamment cette fonction, une expérience de 5 ans minimum sera indispensable: soit cambiste chez un "broker" ou dans une banque, soit trésorier-contrôleur d'entreprise internationale. A l'issue des dernières techniques de gestion financière par l'informatique, vous serez orienté vers la spéculation. Vous posséderez toutes les qualités indispensables pour une fonction autonome à hautes responsabilités: l'esprit d'initiative, la créativité, la capacité d'animer une petite équipe, un français irréprochable et une excellente connaissance de l'anglais. Ambitieux, vous vous sentez prêt à vous établir dans une merveilleuse région de la Suisse.

Si vous correspondez à ce profil, vous êtes le collaborateur idéal pour exercer un métier aussi complet, pour jongler avec toute une gamme de produits financiers. Vous êtes le collaborateur que nous serons heureux de gratifier d'un salaire extrêmement motivant et de nombreux avantages. Adressez votre candidature manuscrite à l'Universal Communication, notre agence en communication pour le recrutement, chausse de La Hulpe 122, 1050 Bruxelles, sous la référence 217, qui nous la transmettra. Et nous verrons immédiatement si vous êtes notre futur Foreign Exchange Dealer.



Depuis 1965 notre Société (350 personnes), associée à un des leaders mondiaux de l'électronique grand public, implantée à Tunis, fabrique et commercialise des téléviseurs et produits audio sous des marques de forte notoriété.

Nous offrons à un

JEUNE INGENIEUR

diplômé de l'enseignement supérieur (en électronique ou électromécanique) possédant si possible une première expérience, et parlant couramment l'arabe tunisien, des responsabilités opérationnelles en PRODUCTION.

Il prendra en charge directement la fabrication, la maintenance et la qualité et dirigera une équipe de 250 personnes.

Le développement et les performances de notre entreprise permettent d'offrir à un candidat de valeur, une évolution professionnelle motivante.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV) sous réf. 93227/UM à : HCA - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

BIAO AFRIBANK

- * la B.I.A.O. Centrafrique
- * la B.I.C. Comores
- * la B.I.A.O. Côte d'Ivoire
- * la B.I.A.G. Guinée
- * la B.I.A.O. Mali
- * la B.I.A.O. Niger
- * la B.I.A.O. Sénégal
- * la B.I.A.T. Tchad
- * la B.I.A.Z. Zaïre

Recrutent par voie de concours des

AGENTS D'ENCADREMENT

Ce concours est ouvert respectivement aux ressortissants :

CENTRAFRICAIS - COMORIENS - IVOIRIENS
GUINEENS - MALIENS - NIGERIENS
SENEGALAIS - TCHADIENS - ZAÏROIS

jouissant de leurs droits civiques et âgés de moins de trente ans.

Ce concours s'adresse :

1) aux diplômés de l'enseignement supérieur.

Les candidats doivent avoir une solide formation économique et comptable attestée par la détention de l'un des diplômes suivants :

- * diplôme de licence es-sciences économiques (gestion)
- * diplôme d'un institut supérieur de gestion
- * diplôme de gestion comptable et d'expertise comptable
- * diplôme de gestion des entreprises et économie monétaire
- * diplôme d'un institut d'administration des entreprises
- * diplôme d'études comptables supérieures
- * diplôme d'études supérieures de banque
- * diplôme d'un institut supérieur des statistiques
- * diplôme du Centre d'études financières et bancaires...

ou d'un diplôme équivalent (écoles supérieures spécialisées telles écoles supérieures de commerce, de gestion et I.U.T.).

2) aux titulaires du baccalauréat :

Les étudiants qui préparent actuellement ces diplômes sont également admis à concourir. Toutefois, leur recrutement définitif sera subordonné à l'obtention des grades universitaires requis et ceci au terme de l'année scolaire 1988/1989.

Les dossiers devront être retirés au Département Formation des filiales concernées, ainsi qu'au Département Formation du Groupe :

B.I.A.O.

9, avenue de Messine - 75008 PARIS

Jusqu'au 17 février 1989

Ces dossiers, dûment complétés, devront être déposés aux mêmes services

Le Vendredi 3 Mars 1989, dernier délai

INTERNATIONAL CAREER OPPORTUNITIES FOR

INVESTMENT OFFICERS

The International Finance Corporation (IFC), an affiliate of the World Bank with headquarters in Washington, D.C., promotes productive private investment in developing countries through project financing and advisory services to enterprises.

The IFC is currently recruiting INVESTMENT OFFICERS with the following qualifications and aspirations:

- An MBA Degree or equivalent.
- Minimum 5 years of relevant financial experience; background in investment or merchant banking, corporate finance or treasury operations desirable.
- Ability to formulate and appraise investment projects, analyze financial statements and business plans, write cogent reports in English.
- Fluency in English language required; French or Spanish fluency desirable.
- An ambition to:
 - Contribute to the economic growth and progress of developing countries.
 - Work in a challenging multi-cultural environment.
 - Relocate and travel extensively internationally.

IFC offers a competitive compensation and benefits package including relocation expenses upon appointment and provision to maintain cultural ties with home country.

If you are challenged by this opportunity, please send a detailed Curriculum Vitae or Resume, in English, to: Cornelis de Kievit, Recruitment and Employment Officer, INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION, Room 1-2001, 1815 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433, U.S.A.

IFC International Finance Corporation U.S. FAX: (202)334-0382

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
l'Ecole de Traduction et d'Interprétation ouvre une inscription pour un poste de

PROFESSEUR A L'UNITÉ DE FRANÇAIS

CHARGE :

Poste à charge complète (10 heures hebdomadaires) comprenant l'enseignement de la traduction générale d'espagnol en français pour les étudiants francophones, de la traduction d'italien en français et de l'étude de textes français pour les étudiants non francophones.

EXIGENCES :

Doctorat ou grade équivalent. Langue maternelle et de culture française. Langues de travail : l'espagnol et l'italien ; connaissance de l'anglais souhaitée. Expérience de l'enseignement au niveau universitaire et de la traduction professionnelle.

ENTRÉE EN FONCTION : 1^{er} octobre 1989.

Les dossiers de candidature doivent être adressés, avant le 28 février 1989, au Secrétariat de la Présidence de l'Ecole de Traduction et d'Interprétation, Place des Augustins 19, CH-1205 Genève, auprès duquel des renseignements complémentaires peuvent être obtenus sur le cahier des charges et les conditions.

Nous n'avons pas la structure d'une multinationale mais nous sommes un fabricant spécialisé d'instruments d'écriture pour un marché croissant d'individualistes ou plan international.

Nous recherchons

UN(E) RESPONSABLE DES VENTES

auprès de nos clients importants et revendeurs spécialisés de la région parisienne, dans le cadre de notre implantation sur le marché français.

Notre futur collaborateur est une personnalité de la vente, de 30 à 40 ans, disposant d'une expérience déterminante dans la commercialisation de produits de marque - il se distingue par son engagement et son esprit d'initiative.

Si cette position correspond à votre profil, nous vous demandons de bien vouloir nous faire parvenir votre proposition écrite, accompagnée d'un C.V. et documents complets à notre adresse.

C. Josef Lamy GmbH
B.P. 103720, D-6900 Heidelberg 1, R.F.A.

LAMY

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE met au concours un poste de

PROFESSEUR D'OPTIQUE APPLIQUÉE

Délai d'inscription : 31 mars 1989.
Entrée en fonction : à convenir.

Les personnes interrogées voudront bien demander le dossier relatif à ce poste au

Secrétariat général
de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
CE - Ecublens - 1015 Lausanne (Suisse).

LECTEURS CHARGÉS DE MISSION

pour l'action linguistique et culturelle en Italie
Le Bureau linguistique de l'Ambassade de France en Italie recrute pour l'année universitaire 1989/1990 quatre professeurs agrégés ou certifiés de préférence en lettres classiques, lettres modernes, grammaire ou italien, ayant une solide formation en FLE, pour les postes de lecteurs-attachés linguistiques dans les universités de Catane, Messine, Naples, Parme, Pescara et Turin :

- Contrat de trois ans renouvelable une seule fois.

- Traitement mensuel brut de 3 700 000 à 4 100 000 liras, plus allocations familiales.

Adresser avant le 28 février 1989, un curriculum vitae détaillé avec photo et photocopies des pièces justificatives à :

BUREAU LINGUISTIQUE DE L'AMBASSADE DE FRANCE

Via di Montoro, 4 - 00186 ROME

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

SÉLECTION

REMOUILLIS

45-43-08-01

CHARENTAIS

45-43-08-02

CHARENTAIS

45-43-08-03

CHARENTAIS

45-43-08-04

CHARENTAIS

45-43-08-05

CHARENTAIS

45-43-08-06

CHARENTAIS

45-43-08-07

CHARENTAIS

45-43-08-08

CHARENTAIS

45-43-08-09

CHARENTAIS

45-43-08-10

CHARENTAIS

45-43-08-11

CHARENTAIS

45-43-08-12

CHARENTAIS

45-43-08-13

CHARENTAIS

45-43-08-14

CHARENTAIS

45-43-08-15

CHARENTAIS

45-43-08-16

CHARENTAIS

45-43-08-17

CHARENTAIS

45-43-08-18

CHARENTAIS

45-43-08-19

CHARENTAIS

45-43-08-20

CHARENTAIS

45-43-08-21

CHARENTAIS

45-43-08-22

CHARENTAIS

45-43-08-23

CHARENTAIS

45-43-08-24

CHARENTAIS

45-43-08-25

CHARENTAIS

45-43-08-26

CHARENTAIS

45-43-08-27

CHARENTAIS

45-43-08-28

CHARENTAIS

45-43-08-29

CHARENTAIS

45-43-08-30

CHARENTAIS

45-43-08-31

CHARENTAIS

45-43-08-32

CHARENTAIS

45-43-08-33

CHARENTAIS

45-43-08-34

CHARENTAIS

45-43-08-35

CHARENTAIS

45-43-08-36

CHARENTAIS

45-43-08-37

CHARENTAIS

45-43-08-38

CHARENTAIS

45-43-08-39

CHARENTAIS

45-43-08-40

CHARENTAIS

45-43-08-41

CHARENTAIS

45-43-08-42

CHARENTAIS

45-43-08-43

CHARENTAIS

45-43-08-44

CHARENTAIS

45-43-08-45

CHARENTAIS

45-43-08-46

CHARENTAIS

45-43-08-47

CHARENTAIS

45-43-08-48

CHARENTAIS

45-43-08-49

CHARENTAIS

45-43-08-50

CHARENTAIS

45-43-08-51

CHARENTAIS

45-43-08-52

CHARENTAIS

45-43-08-53

CHARENTAIS

45-43-08-54

CHARENTAIS

45-43-08-55

CHARENTAIS

45-43-08-56

CHARENTAIS

45-43-08-57

CHARENTAIS

45-43-08-58

CHARENTAIS

45-43-08-59

CHARENTAIS

45-43-08-60

CHARENTAIS

45-43-08-61

CHARENTAIS

45-43-08-62

CHARENTAIS

45-43-08-63

CHARENTAIS

45-43-08-64

CHARENTAIS

45-43-08-65

CHARENTAIS

45-43-08-66

CHARENTAIS

45-43-08-67

CHARENTAIS

45-43-08-68

CHARENTAIS

45-43-08-69

CHARENTAIS

45-43-08-70

CHARENTAIS

45-43-08-71

CHARENTAIS

45-43-08-72

CHARENTAIS

45-43-08-73

CHARENTAIS

45-43-08-74

CHARENTAIS

45-43-08-75

CHARENTAIS

45-43-08-76

CHARENTAIS

45-43-08-77

CHARENTAIS

45-43-08-78

CHARENTAIS

45-43-08-79

CHARENTAIS

45-43-08-80

CHARENTAIS

45-43-08-81

CHARENTAIS

45-43-08-82

CHARENTAIS

45-43-08-83

CHARENTAIS

45-43-08-84

CHARENTAIS

45-43-08-85

CHARENTAIS

45-43-08-86

CHARENTAIS

45-43-08-87

CHARENTAIS

45-43-08-88

CHARENTAIS

45-43-08-89

CHARENTAIS

45-43-08-90

CHARENTAIS

45-43-08-91

CHARENTAIS

45-43-08-92

CHARENTAIS

45-43-08-93

CHARENTAIS

45-43-08-94

CHARENTAIS

45-43-08-95

CHARENTAIS

45-43-08-96

CHARENTAIS

45-43-08-97

CHARENTAIS

45-43-08-98

CHARENTAIS

45-43-08-99

CHARENTAIS

45-43-08-100

CHARENTAIS

appartements ventes

2^e arrdt

3^e arrdt

4^e arrdt

5^e arrdt

6^e arrdt

7^e arrdt

8^e arrdt

9^e arrdt

10^e arrdt

11^e arrdt

12^e arrdt

13^e arrdt

14^e arrdt

15^e arrdt

16^e arrdt

17^e arrdt

18^e arrdt

19^e arrdt

20^e arrdt

21^e arrdt

22^e arrdt

23^e arrdt

24^e arrdt

25^e arrdt

26^e arrdt

27^e arrdt

28^e arrdt

29^e arrdt

30^e arrdt

appartements ventes

1^{er} arrdt

2^e arrdt

3^e arrdt

4^e arrdt

5^e arrdt

6^e arrdt

7^e arrdt

8^e arrdt

9^e arrdt

10^e arrdt

11^e arrdt

12^e arrdt

13^e arrdt

14^e arrdt

15^e arrdt

16^e arrdt

17^e arrdt

18^e arrdt

19^e arrdt

20^e arrdt

21^e arrdt

22^e arrdt

23^e arrdt

24^e arrdt

25^e arrdt

26^e arrdt

27^e arrdt

28^e arrdt

29^e arrdt

30^e arrdt

locations non meublées

Paris

Provence

Alsace

Normandie

Brittany

Occitanie

Pays de la Loire

Centre

Champagne

Alsace

Normandie

Brittany

Occitanie

Pays de la Loire

Centre

Champagne

maisons individuelles

Paris

Provence

Alsace

Normandie

Brittany

Occitanie

Pays de la Loire

Centre

Champagne

Alsace

Normandie

Brittany

Occitanie

Pays de la Loire

Centre

Champagne

propriétés

80 km de Paris

EPERNON (PRÉS)

70 km PARIS N.12

REGION HOUDAN

REGION DREUX

CIDES

AV. CHAMPS-ELYSEES

AV. VICTOR-HUGO

R. DE PONTHEU

ETOILE IENA 16^e

PASSY TROCADERO

DOMICILIATION 8^e

DOMICILIATION 16^e

DOMICILIATION 17^e

DOMICILIATION 18^e

DOMICILIATION 19^e

DOMICILIATION 20^e

DOMICILIATION 21^e

DOMICILIATION 22^e

DOMICILIATION 23^e

DOMICILIATION 24^e

DOMICILIATION 25^e

DOMICILIATION 26^e

DOMICILIATION 27^e

DOMICILIATION 28^e

DOMICILIATION 29^e

DOMICILIATION 30^e

locations meublées

Paris

Provence

Alsace

Normandie

Brittany

Occitanie

Pays de la Loire

Centre

Champagne

Alsace

Normandie

Brittany

Occitanie

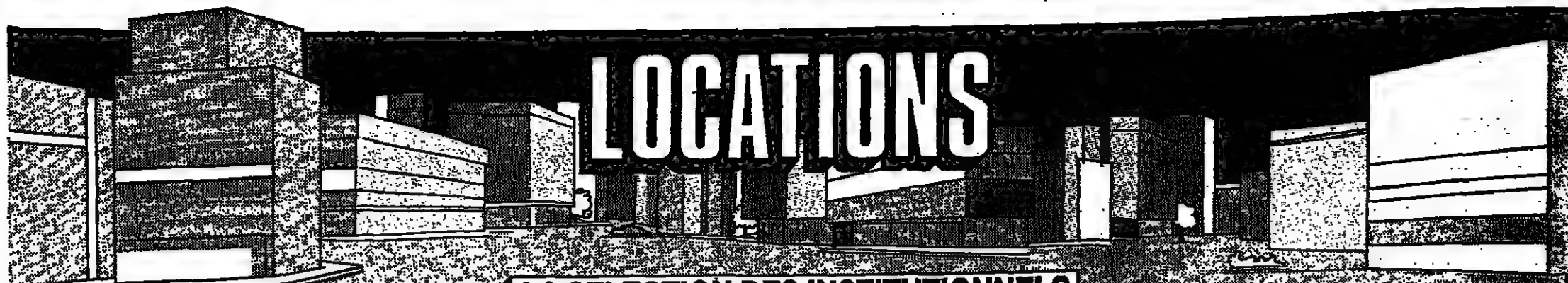
Pays de la Loire

Centre

Champagne

هكذا من الأصل

مركزنا من الأصل



LOCATIONS

LA SELECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisse de Retraites
Ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS - 4^e ARRONDISSEMENT					91 - ESSONNE				
4 Pièces 97 m², 1 ^{er} étage	8 730 1 693		18, rue Quincampoix SAGGEL 47-42-44-44	Imm. XVII ^e s., rénové, chauff. collect.	4 Pièces 80 m², 1 ^{er} étage	3 400 1 300	OUI	Messy, 7, sq. Y.-du-Ménestier AGF 42-44-00-44	Chauff. collect., vis./r.v.
PARIS - 13^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
6 Pièces 130 m², 2 ^e étage	12 100 1 180	OUI	13, rue de la Reine LPE 42-47-78-09	Tous les mercr. de 11 h à 19 h, M ^{re} Gobelina, chauff. indiv.	4 Pièces 102 m², 4 ^e étage	5 350 1 460	OUI	Bois-Colombes, 11/17, av. Gal-Lacaze AGF 42-44-00-44	Chauff. individuel, vis./r.v.
4 Pièces 113 m², 5 ^e étage	11 275 1 100	OUI	13, rue de la Reine LPE 42-47-78-09	Tous les mercr. de 11 h à 19 h, M ^{re} Gobelina, chauff. indiv.	Studio 56 m², 3 ^e étage	4 400 1 000	OUI	Boulogne 33-35, rue A.-Jacquin AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif imm. dans un parc, vis./r.v.
2 Pièces 41 m², 5 ^e étage	2 900 730		8, rue E.-Gondinet SAGGEL 47-42-44-44		3 Pièces 102 m², 1 ^{er} étage	9 000 2 020	OUI	Boulogne 33/35, rue A.-Jacquin AGF 42-44-00-44	Imm. dans un parc à proc. du bois de Boulogne, vis./r.v.
PARIS - 14^e ARRONDISSEMENT					2/3 Pièces 73 m², 1 ^{er} étage	4 100 1 233		Boulogne, 57, r. des Poupiliers SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif
Studio 37 m², 1 ^{er} étage	3 300 424	OUI	8, rue Jules-Guesde SAGGEL 47-42-44-44	M ^{re} Montpansse, chauff. électrique	4 Pièces 93 m², 2 ^e étage	6 100 1 020	OUI	Issy-les-Moulineaux 12/14, rue Diderot AGF 42-44-00-44	Chauff. individuel, vis./r.v.
PARIS - 15^e ARRONDISSEMENT					3/4 Pièces 77 m², 1 ^{er} étage	6 830 1 130		Neuilly 41, bd du Cdt Charcot SAGGEL 47-42-44-44	Face bois, standing
Studio 32 m², r.-de-c.	2 600 452	OUI	57, rue des Morillons SAGGEL 47-42-44-44	Face paro Brassens, réno., chauff. ind. électrique	3 Pièces 73 m², 8 ^e étage	4 200 1 190	OUI	Puteaux 14, square Léon-Blum AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif, vis./r.v.
5 Pièces 128 m², 5 ^e étage	11 790 1 150	OUI	48, rue Cauchy LPE 42-47-78-09	S/plac lundi, jeudi, vend., sam., 16-19 h, chauff. électrique	4 Pièces 98 m², 2 ^e étage	5 600 960	OUI	Puteaux, 1, rue Voite AGF 42-44-00-44	Chiff. ind., imm. réno.
4 Pièces 83 m², 6 ^e étage	9 750 950	OUI	48, rue Cauchy LPE 42-47-78-09	S/plac lundi, jeudi, vend., sam., 16-19 h, chauff. électr., duplex	3 Pièces 72 m², r.-de-ch.	5 400 470	OUI	Saint-Cloud 6, square Ste-Clotilde AGF 42-44-00-44	Imm. récent, de bon standing, vis./r.v., chauff. ind.
3 Pièces 82 m², 3 ^e étage	7 175 700	OUI	48, rue Cauchy LPE 42-47-78-09	S/plac lundi, jeudi, vend., sam., 16-19 h, chauff. électrique	2 Pièces 58 m², 1 ^{er} étage	3 750 880	OUI	Suresnes 16/22, rue S.-de-Rothschild AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif, imm. récent, vis./r.v.
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 89 m², 2 ^e étage	4 850 1 300	OUI	Suresnes 16/22, rue S.-de-Rothschild AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif, imm. récent, vis./r.v.
4 Pièces 183 m², 2 ^e étage	16 000 1 500		6, rue André-Colledebout AGF 42-44-00-44	Imm. 1930 de b. stand. Vis./r.v., chauff. coll.	Studio 35 m², 5 ^e étage	2 400 481	OUI	Verneuil 4, rue Rabelais SAGGEL 47-42-44-44	Piche M ^{re} Malakoff/ Plateau de Verneuil
Studio 44 m², 4 ^e étage	3 600 733		1-3, rue Rémusat SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif	93 - SEINE-SAINT-DENIS				
2/3 Pièces 72 m², 2 ^e étage	4 850 1 050		135, av. de Versailles SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif	4 Pièces 88 m², 12 ^e étage	3 252 1 100		Pierrefitte 52-54, av. Gal.-Gallieni AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif, vis./r.v.
3/4 Pièces 80 m², 5 ^e étage	7 200 1 314		8, rue Fantin-Latour SAGGEL 47-42-44-44	M ^{re} Exelmans	94 - VAL-DE-MARNE				
2 Pièces 52 m², 5 ^e étage	4 940 1 060		18, rue Raymond SAGGEL 47-42-44-44	Refait à neuf, vue dégagée	5 Pièces 107 m², 3 ^e étage	6 148 960	OUI	Cachan 2, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL 47-42-44-44	Récent, standing chauff. indiv. gaz
Studio 38 m², 4 ^e étage	4 200 500		94, bd Randon AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif	4 Pièces 82 m², 2 ^e étage	4 874 730	OUI	Cachan, 11, rue Guichard SAGGEL 47-42-44-44	Récent, standing chauff. indiv. gaz
PARIS - 17^e ARRONDISSEMENT					2 Pièces 57 m², 2 ^e étage	3 267 470	OUI	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL 47-42-44-44	Stand. Port de Pleasant
5 Pièces 147 m², 1 ^{er} étage	12 500 2 655		124, rue de Tocqueville SAGGEL 47-42-44-44	Refait à neuf, pche pl. Wagram, chauff. coll.	3 Pièces 75 m², 5 ^e étage	4 374 620	OUI	Nogent-sur-Marne 39, rue du Port SAGGEL 47-42-44-44	Port de plaisance, Stand. chauff.
1/2 Pièces 44 m², 3 ^e étage	3 500 710		19, rue Roger-Bacon SAGGEL 47-42-44-44	M ^{re} Pte Champenot	5 Pièces 79 m², 1 ^{er} étage	5 300 632	OUI	Vincennes 138, rue de la Jarry GFF 49-02-36-66	électr. individuel Cave, gd st., 11 m², balc.
PARIS - 18^e ARRONDISSEMENT					5 Pièces 106 m², 8 ^e étage	8 000 848	2	Vincennes 138, rue de la Jarry GFF 49-02-36-66	S/pl. 20-21/1, 11-13 h 14-18 h, chauff. électr.
3 Pièces 78 m², 7 ^e étage	4 420 1 260	OUI	25, rue Vauvenargues SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif	4 Pièces 80 m², 5 ^e étage	6 500 720	2	Vincennes 128, rue de la Jarry GFF 49-02-36-66	Balcon 17 m², cave, neuf, gd stand., sq. Sud, S/pl. 20/21 jss., 11-15 h 14 h à 18 h, chauff. élec.
2 Pièces 38 m², r.-de-c.	2 825 730	OUI	40, av. de St-Ouen SAGGEL 47-42-44-44	Très bel imm., récent	95 - VAL-D'OISE				
4 Pièces 86 m², 1 ^{er} étage	4 920 1 030	OUI	10, résidence Belleville AGF 42-44-00-44	Vis./r.v., chauff. collectif	3 Pièces 66 m², 7 ^e étage	2 487 350	OUI	Sannois 25, rue Jules-Ferry AGF 42-44-00-44	Supplém. pour parking chauff. collectif, vis./r.v.
4 Pièces 82 m², r.-de-c.	4 950 910	OUI	36, rue de Meaux AGF 42-44-00-44	Vis./r.v., chauff. collectif	2 Pièces 56 m², 12 ^e étage	2 080 900	OUI	Saint-Germain, all. des Raguenets tour 18, bd G.-Agreste AGF 42-44-00-44	Supplém. pour parking Chauff. collectif vis./r.v.
PARIS - 19^e ARRONDISSEMENT									
78 - YVELINES									
3 Pièces 66 m², 1 ^{er} étage	5 160 370	OUI	St-Germain-en-Laye 42 bis, rue des Ursulines AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv., imm. dans un parc de 2 ha, pche RER, vis./r.v.					
2 Pièces 53 m², 2 ^e étage	4 000 370	OUI	St-Germain-en-Laye 42, rue des Ursulines AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv., imm. dans un parc de 2 ha, pche RER, vis./r.v.					
4 Pièces 102 m², 3 ^e étage	5 300 1 300	OUI	Verailles 22, promenade Mons Lies AGF 42-44-00-44	Chauff. collect., vis./r.v.					

CACHAN
Belle résidence, avenue Carnot
à 200 m du RER

SELECTION

ACHAT
VENTE
LOI

Son
ave
aux

map

code
outel
au 42

EN
La m
vu
l'im

FM

CHATEAU

D

POUR PASSER UNE AN

Tél. : 45

lignap

modules

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

**ACHETER
VENDRE
LOUER**

Si vous
avez mal
aux pieds
tapez du doigt
36.15
code FNAIM
ou téléphonez
au 42.27.44.44

FNAIM
La meilleure
vue sur
l'immobilier.

FNAIM

CHATEAU D'OLONNE



Dans un quartier résidentiel au sud des Sables d'Olonne, "La Louisiane", une résidence haut de gamme avec piscine privée. Une grande variété d'appartements avec de larges balcons dominant l'océan.

Bureau de vente:
75 av. Marceau 75116 PARIS

Spic Loisirs

47.23.00.67

Veuillez retourner votre documentation "Château d'Olonne"

Nom: _____

Adresse: _____

Tél. jour: _____

Tél. nuit: _____

هكذا من الأصل

34 Le Monde • Jeudi 19 janvier 1989 •••

Fiat Tipo élue Voiture de l'Année.

Déjà la Fiat Uno... maintenant la Fiat Tipo. Le même titre prestigieux pour deux voitures hors du commun. Elue Voiture de l'année 1989 par un jury indépendant de 58 journalistes représentant 17 pays d'Europe, la Fiat Tipo l'a emporté haut la main. La juste récompense de l'audace créatrice, du savoir-faire et de l'ambition.

FIAT
36.15 + FIAT.



FIAT TIPO. NÉE POUR MARQUER SON TEMPS

L'enquête sur le rachat d'American Can par Pechiney

Plusieurs personnes citées démentent être impliquées dans un délit d'initiés

Après les informations publiées par le Monde (nos éditions du 18 janvier) selon lesquelles les enquêteurs de la COB sont désormais convaincus qu'il y a bien eu un délit d'initiés lors du rachat d'American National Can par Pechiney, dont l'une des pistes mènerait à des financiers du Moyen-Orient, Europe 1 a révélé, mercredi 18 janvier, le contenu d'un document transmis par la Securities and Exchange Commission (SEC) à son homologue suisse, le 16 décembre 1988. Selon René Tondrou, éditeur-économiste de la station, ce texte révélerait le nom des institutions financières qui ont acheté 138 500 actions de Triangle à partir de la Suisse.

Il s'agirait, pour 80 000 titres, de Socofinace — qui ne serait pas la société SOCOFI citée dans l'enquête du Monde — qui a agi pour le compte de l'International Bank and Trust, domiciliée dans un pays des Caraïbes; d'Experts Trendland (20 000 titres); de la Banque populaire suisse (9 200 titres) et enfin d'un spéculateur international dont Europe 1 s'est refusé à citer le nom. « La piste libanaise, on ne sait pas, a ajouté René Tondrou, mais, derrière ces banques, il peut y avoir des pistes comme celle-là. En revanche, la piste suisse à laquelle on se réfère en permanence, il est prouvé qu'elle était fautive. »

Les informations du Monde ont suscité une série de démentis. M. Samir Traboulsi, homme d'affaires libanais installé à Paris, lié aux dirigeants américains de Triangle, estime qu'il est victime d'un « amalgame » : « Mon seul délit ? Un délit de présence ! », nous a-t-il notamment déclaré. M. Roger Tamraz, dont le nom est cité comme l'un des financiers ayant pu acheter des actions de Triangle, a assuré à l'Agence France-Presse, depuis Beyrouth, n'avoir « aucun lien, ni de près ni de loin, avec l'affaire Pechiney-ANC ».

M. Jacques Lefranc, directeur général de la Banque de participations et de placements (BPP), à Paris — dont M. Tamraz n'est plus le président

depuis le 9 janvier — affirme ne détenir « aucune participation, directe ou indirecte, dans la société Petrusse », société luxembourgeoise qui a servi l'intermédiaire pour certains des achats. En revanche, il se confirme que cette société a bien ouvert en septembre un compte — fermé lundi 16 janvier — à la BPP.

Des journalistes de l'Express ont confirmé avoir été l'objet de surveillances alors qu'ils enquêtaient sur l'affaire Pechiney.

Se retranchant derrière le « devoir de réserve », M. Alain Boublil, directeur du cabinet du ministre des finances, s'est refusé à tout commentaire sur ces relations amicales avec M. Traboulsi et sur son rôle durant la négociation.

M. Samir Traboulsi : « Mon délit ? Un délit de présence ! »

« Cette affaire était un tournant dans ma vie ! Une affaire de prestige ! J'étais dans un nouvel établissement, je participais à une opération civile, je favorisais une opération extraordinaire où, pour une fois, c'était la France qui achetait une entreprise aux États-Unis. Après l'avis des experts de prendre une participation dans une banque, de réorienter mes activités... Et maintenant tout cela est sali ! Qu'est-ce qui est resté ? Filèzes, enquêtes, initiés, juges d'instruction, etc. Le mal est fait. Certaines personnes pourraient hésiter à travailler avec moi. Le capital de confiance pourrait être entamé. C'est dommage ! »

Ainsi parle M. Samir Traboulsi, mardi 17 janvier, dans ses bureaux parisiens de la place des États-Unis. Les mots sont trompeurs. Le tout est dit en effet sans acrimonie, avec sourires, charme, ironie même. Recourant à des métaphores, tous les murs du lieu, dans l'entrée comme dans le bureau proprement dit, dans les salons comme dans les couloirs, sont décorés de tableaux hors de prix et fort bien choisis : ici un Picasso, là un Braque, ailleurs un Miro. Et M. Traboulsi poursuit : « Vous faites de l'information ? Alors, si

vous voulez savoir la vérité, demandez-moi. Je ne mens jamais. »

« L'une des pistes suivies par les enquêteurs de la COB dans l'affaire Pechiney serait celle de financiers du Moyen-Orient. Qu'en pensez-vous ? »

« Je n'en sais rien. Mais s'il y avait une piste moyen-orientale que j'ignore, moi, Samir Traboulsi, je n'en suis pas responsable parce que je suis originaire du Moyen-Orient. C'est de l'amalgame. Vous, vous n'êtes pas responsables de tout ce que font les Français ! Pourquoi me faire porter le chapeau ? Je vis en France depuis vingt-cinq ans. La dernière fois que j'étais au Liban, c'était pour me marier, et ma fille a maintenant quatorze ans. »

« Quelles sont vos relations avec Roger Tamraz, dont le nom est cité ? »

« Il est libanais comme moi. Je l'ai connu il y a vingt-cinq ans à Beyrouth. Je l'ai perdu de vue depuis très longtemps. Je n'ai jamais parlé de l'affaire Pechiney avec lui. Je n'ai fait qu'une seule affaire avec lui : je l'ai mis en contact avec Édouard Stern quand il a racheté l'ancienne banque Stern, il y a quelques années. Mais nous ne sommes plus

en relation d'affaires. Je ne l'ai pas vu depuis plus d'un an. Durant l'été 1988, durant la négociation entre Triangle et Pechiney, je ne l'ai ni vu ni eu au téléphone. »

« Et Alain Boublil, le directeur de cabinet de M. Bérégovoy ? »

« Je l'ai connu en 1981, quand il était à l'Élysée. Je l'ai connu up and down, quand, après 1986, il était plus isolé et en 1988, quand il est arrivé au ministère des finances. Notre amitié n'a jamais changé. Nous allions à l'Opéra ensemble, nous mangions au moucharraf, nos femmes se sont liées, les enfants aussi. Quand il a été nommé au cabinet de Bérégovoy, nous avons continué à nous voir, comme avant, ni plus, ni moins. Aurions-nous dû arrêter ? En août 1988, il est venu passer trois jours avec nous, avec femmes et enfants. Cela me faisait plaisir, surtout parce que les enfants avaient de la compagnie. Rien à voir avec un big deal ! Peut-être avons-nous eu tort. Maintenant je pense que oui, mais je ne me suis pas senti coupable de le faire. »

« Dans son témoignage devant la COB, M. Jean Gandois, PDG de Pechiney, ne semble pas avoir la même vision que vous de votre rôle dans la négociation avec les dirigeants de Triangle... »

« Je connais Nelson Peltz depuis dix ans. Je l'ai rencontré en 1979, sur la Côte d'Azur, il n'avait pas alors l'opulence et la surface qu'il a aujourd'hui. Je l'ai aidé. Après, pendant plusieurs années, j'ai essayé de le mettre en rapport avec des entreprises françaises et de lui en faire acheter. C'était mon rôle. Quand je l'ai emmené voir Boublil, le 12 juillet 1988, il venait se plaindre des Français, car nous n'avions pas réussi. Nous avons évoqué plusieurs affaires. Et, dans la conversation, Boublil lui a dit : vous vous trompez, maintenant l'ambiance a changé, nous sommes vendeurs et acheteurs, au prix juste, nous voulons encourager nos entreprises à vendre et à acheter. Et Boublil a ajouté : si vous n'arrivez pas à acheter Cebal, la filiale de Pechiney, vendez-vous à Cebal ! Peltz a répondu : aucune entreprise française n'est de taille à acheter ! Vous avez tort, lui a dit Boublil, Pechiney appartient à l'État et l'État a de l'argent. Peltz a demandé une confirmation au plus haut niveau de Pechiney, et c'est alors que la négociation a commencé avec son PDG, M. Gandois. »

« Celui-ci a déclaré à la COB que ce n'était pas vous qui aviez

organisé la première rencontre, le 28 juillet, mais le banquier Yves-André Istel. »

« M. Istel l'a organisée pour Pechiney et moi pour Triangle. OK, on l'a montée ensemble ! So what ? Qu'est-ce que ça peut faire, qui a apporté le pain ou le beurre, quelle importance ? L'important, c'est qu'il y avait une convention entre nous tous : la discrétion totale. S'il y avait une fuite, s'il y avait des achats de titres, on arrêterait tout ! Aucun de nous n'avait intérêt à ce qu'il y ait des fuites. »

« Mais, justement, il y a eu des achats de titres, y compris dès septembre, puis durant la dernière semaine, en novembre. »

« Je n'ai pas remarqué ceux de septembre, mais j'ai vu ceux de novembre, sur mon écran Reuter. Nous l'avons tous vu ! C'était trop tard. Nous avons tous eu la trouille. Cela mettait en cause notre deal. Tous les participants de l'opération l'ont remarqué et avaient la même frayeur. Il y a un masochisme franco-français. L'initié n'est pas forcément à Paris. Durant la dernière semaine, avec tous les avocats et leurs collaborateurs, il y avait bien cent personnes au courant à New-York ! Mon délit à moi ? Un délit de présence ! A une époque où je ne fais pas encore partie de l'établissement. »

Propos recueillis par GEORGES MARION et EDWY PLENEL

« Financial Times » : renforcer la COB

« Il est clair, écrit le quotidien britannique Financial Times, que les pouvoirs de la COB — renforcés il y a seulement un an — auraient besoin de l'être à nouveau. Quand une place financière évolue et se développe aussi rapidement que l'a fait celle de Paris, ces quatre dernières années, le cadre ancien risque d'être dépassé. Les nouvelles réglementations doivent être claires et applicables, la COB disposant d'une autorité solide. Il est encore plus important pour le gouvernement français de clarifier ses rapports avec le marché financier. Aussi longtemps que l'on pensera que le gouvernement manipule le marché par le biais d'un des ses instruments, la Caisse des dépôts, il sera impossible de démontrer l'indépendance de l'autre la COB. »

Les mondes cloisonnés de M. Jacques Lefranc

M. Jacques Lefranc, directeur général de la Banque de participations et de placements (BPP), établissement cité parmi les potentiels initiés à de l'affaire Pechiney, est formel : « La BPP ne détient aucune participation directe ou indirecte dans la société Petrusse ». Selon la Securities and Exchange Commission (SEC), équivalent américain de la COB, la société luxembourgeoise Petrusse aurait profité d'informations privilégiées pour acheter plusieurs millions de titres de Pechiney. La filiale aurait pu passer par la BPP, banque parisienne d'origine libanaise, mais M. Lefranc est formel : « La BPP n'a procédé directement ou indirectement à aucun achat des actions de Triangle ». Petrusse n'a exécuté aucune opération pour le compte de la BPP, et Petrusse n'a jamais eu d'activités avec la BPP. »

Pour le reste, M. Lefranc ne s'engage guère : du haut de son quatrième étage, dans les bureaux de sa banque située en bordure des Champs-Élysées, il ne peut « se porter garant de ce qu'a fait ou pas fait M. Tamraz à titre personnel. Je ne m'engage que sur mes sociétés et celles que contrôle la BPP : pour le reste, je ne sais rien ». M. Roger Tamraz n'est d'ailleurs plus, depuis le 9 janvier dernier, président du conseil d'administration de la BPP, où il a été remplacé par M. Samir Kamar, un avocat libanais. Ami de M. Amine Gemayel, ancien président du Liban, M. Tamraz est désormais rentré au Liban, où il est au centre d'une vive polémique politico-financière, accusé de divers côtés d'avoir géré sans trop de scrupules les fonds de la banque Al Machrek, aujourd'hui en pleine déconfiture.

Une « vie antérieure »

C'est donc clair : la BPP n'a rien à voir dans toute cette affaire. Banque orientée vers le commerce et les PME, son activité boursière est « marginale ». « Si nous intervenions pour passer des ordres, cela se remarquerait », tient à préciser M. Lefranc. Pourtant, le directeur général de la BPP doit en convenir : Petrusse, en septembre 1988, a bien ouvert dans son établissement un compte. Il a été fermé le 16 janvier, soit une semaine après le remplacement à la tête de la banque de M. Tamraz et

quelques jours après que l'Événement du jeudi, le premier, ait évoqué sa possible présence dans l'affaire Pechiney. « Ce compte n'a jamais fonctionné », affirme aujourd'hui les dirigeants de la BPP.

Des bouleversements identiques ont récemment agité la société Arc International Consultants, société de sécurité dont M. Lefranc, avec une dizaine d'anciens du service Action de la DGSE, est l'un des fondateurs. « Cette société n'a rien à voir avec la BPP », affirme M. Lefranc. C'est une affaire personnelle, le produit d'une « vie antérieure ». Il y a des professions où l'on pense vite. Avec d'anciens amis, nous avons décidé de mettre en commun des compétences. Nous sommes spécialisés en audit de sécurité, c'est tout. Depuis le 31 décembre dernier, je ne suis plus PDG d'Arc International Consultants même si je reste membre de son conseil d'administration. »

M. Lefranc n'en dit guère plus. Rentré au Liban en 1987, après y avoir passé une bonne dizaine d'années dans les affaires et la banque — « J'ai vu tous les journalistes qui venaient couvrir les événements ; on avait des contacts avec beaucoup de gens » — il ne que sa société se livre à la collecte du renseignement, sur les journalistes ou sur toute autre personne, mais préface que les nouveaux dirigeants d'Arc International Consultants fassent eux-mêmes le démenti officiel.

Mercredi matin, ce démenti n'était pas parvenu au Monde. Quand aux journalistes du Point et de l'Express qui suivent l'affaire Pechiney, ils maintiennent avoir fait l'objet de menaces ou de surveillances. Notre confrère Yves Guilhaume, éditeur-économiste au Point, affirme, dans Le Figaro de mercredi, avoir reçu un coup de téléphone anonyme à son domicile, le 15 janvier, vers minuit, après un dîner avec l'un de ses informateurs : « Tu ne devrais pas dîner avec ce genre de personnes-là », aurait affirmé le correspondant menacé. Dans le même journal, Jérôme Dumoulin, rédacteur en chef de l'Express, affirme que les journalistes qui s'occupent de l'affaire Pechiney ont fait l'objet d'écoutes téléphoniques et de filatures, « même si aucun de nous ne s'en est aperçu ». G. M. et E. P.

Une lettre de M. Alain Périssé

En réponse aux articles consacrés à l'affaire Pechiney publiés dans le Monde du 7 janvier et daté 8-9 janvier, M. Alain Périssé, directeur de publication de la Lettre confidentielle de la communication et du livre, nous a adressé une lettre dans laquelle il précise :

- 1) Contrairement à ce qu'écrit le Monde, mon nom d'état civil est bien Alain Périssé ;
- 2) Alain Périssé a bien participé en tant que journaliste salarié au quotidien économique Forum international, mais sans jamais y rencontrer Max Théret ;
- 3) Alain Périssé est entré en relation avec Max Théret par l'intermédiaire précisément du quotidien le Monde qui figurait parmi les fondateurs (avec Alain Périssé) de Radio-Cité future, lorsque cette radio privée s'est transformée en Radio-Cité 96 et que Max Théret en a pris la présidence. Alain Périssé n'a plus eu de relations professionnelles avec ce dernier depuis la disparition de cette radio privée en juillet 1984 ;
- 4) La Lettre confidentielle de la communication et du livre, dont Alain Périssé est le directeur de publication, publiée dans chacun de ses numéros des informations relatives à des sociétés inscrites à la Bourse de Paris et couvrant tous les secteurs d'activités ;
- 5) Contrairement à ce qu'écrit le Monde, Max Théret a simplement suscité un abaissement à cette lettre comme d'autres personnalités ou sociétés et n'a apporté aucune aide financière particulière ;
- 6) Pour conclure : la Lettre confidentielle de la communication et du livre apporte à ses lecteurs : a) Des informations exclusives ; b) Une synthèse efficace et exhaustive d'informations sur les médias (TV, cinéma, etc.) ; c) Une valeur vedette de la Bourse ; d) Une sélection de livres ; e) Les chiffres-clés des médias de la semaine.

[M. Alain Périssé de Bédée a été autorisé à rappeler Alain Périssé par jugement du tribunal de grande instance de Paris, le 27 septembre 1976.]

A la Commission des opérations de Bourse

Les mouvements d'actionnaires de LVMH sous surveillance

La Commission des opérations de Bourse (COB) vient de lancer une enquête sur les importants mouvements de titres LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) enregistrés au début du mois de janvier et qui ont permis à M. Bernard Arnault de prendre la direction du numéro un mondial du luxe. Par l'intermédiaire de Jacques Rober, société commune créée avec le britannique Guinness, le président de la Financière Apacbe détient directement 39 % de LVMH et 43,5 % du capital lorsque l'ensemble des bons de souscription seront exercés. La COB enquête sur les transactions effectuées depuis le début de l'année, afin de savoir si des opérations d'initiés n'ont pas eu lieu, et surtout si les actionnaires minoritaires n'ont pas été lésés durant cette période qui a vu le cours s'emballer jusqu'à 4720 francs. Si la Commission jugeait à l'issue de ces investigations que M. Arnault a réussi à prendre le contrôle du groupe et que les petits porteurs ont donc été floués, n'ayant pu participer à l'opération, elle pourrait alors imposer — ce qu'elle a rarement fait

jusqu'à — le lancement d'une OPA (offre publique d'achat) à un cours proche des plus hauts atteints ces derniers jours. M. Arnault se serait opposé à une telle procédure, affirmant alors qu'il ne pourrait pas assurer financièrement une telle offre. « LVMH serait alors racheté par un groupe étranger, affirme-t-il. C'est comme si on laissait partir l'Arc de triomphe et la tour Eiffel. » Une menace à peine voilée qui aurait impressionné le gendarme de la Bourse. Un autre organisme, le CBV (Conseil des Bourses de valeurs), chargé de surveiller les marchés, adopterait également un profil bas. Pourtant le règlement général dans l'article 261 précise que « lorsqu'une personne physique envisage d'acquiescer d'une ou de plusieurs personnes déterminées une quantité de titres susceptible de lui donner le contrôle de la société émettrice, elle est tenue de recourir à l'une ou l'autre des procédures suivantes » : l'offre publique d'achat ou d'échange ou l'achat en Bourse de tous les titres présentés au cours où a été négocié le bloc de contrôle.

Les autorités boursières n'envisagent pas pour l'instant de demander de telles procédures, affirmant que les acquisitions ont eu lieu sur le marché et ne proviennent donc pas d'une ou plusieurs personnes « déterminées ». Le 29 juillet dernier, ayant franchi le seuil des 20 % dans le capital de LVMH, les actionnaires de Jacques Rober, comme les obligés la loi, précisaient leurs intentions pour les douze mois à venir en affirmant notamment : « Les groupes concernés procéderont, dans la mesure où les marchés le permettent, à des acquisitions complémentaires de manière à porter progressivement leur participation à un niveau d'environ 30 % du capital dilué... La proportion du capital visée ne constitue pas le contrôle de la société. » En guise de conclusion, il était prévu une dérogation « en cas de surveillance de tout événement imprévu ». Or, depuis le mois de janvier, la part du capital détenue a fortement augmenté, et M. Arnault a pris la présidence du groupe. N'y a-t-il pas eu prise de contrôle ? DOMINIQUE GALLOIS.

Mise en garde sur Rémy et Associés

La Commission des opérations de Bourse (COB) a attiré l'attention des investisseurs sur les litiges dont fait l'objet le capital du groupe Rémy Martin alors que sa filiale Rémy et Associés va être transférée vendredi 20 janvier du hors cote vers le second marché. Depuis de nombreuses années, indique le « gendarme de la Bourse », des litiges opposent les deux groupes d'actionnaires que sont les familles Héraud, Dubreuil et Coimbran composant le capital de Rémy Martin. L'un d'eux a conduit les Coimbran, actionnaires minoritaires (48,93 %), à contester la validité des apports en nature faits à la société Rémy et Associés par Rémy Martin le 27 mars 1986. Le 12 février 1988, le tribunal de commerce de Bordeaux rejetait la demande de ce groupe qui fait appel de cette décision. Aujourd'hui, ce problème n'est pas encore réglé, précise la COB. La commission estime qu'en raison de la complexité des actions judiciaires en cours l'ensemble des conséquences juridiques et financières de cette affaire ne peut être appréciée avec certitude.

Pousadas

Pour les amoureux du PORTUGAL le confort et le raffinement des POUSADAS

a partir de 2.050 F

Ce prix comprend le transport A/R par avion, (pour un week-end), avec logement et petit déjeuner. Pour connaître tous les programmes et les détails consultez votre Agence de Voyages.

Centre de Turismo de Portugal em França

Tél.: (1) 47 42 55 57

Pousadas du Portugal

هكذا من الأصل

(Publicité)
APPEL D'OFFRES
ÉLECTRICITÉ DE DJIBOUTI
Financement FADES

Electricité de Djibouti lance un appel d'offres en vue de la construction d'une ligne électrique en 20 000 volts d'une longueur de 40 kilomètres et la fourniture de différents matériels de réseau de distribution électrique.

L'opération est financée par le FADES.

Le dossier d'appel d'offres est à retirer à la Direction d'Electricité de Djibouti, BP 175, Djibouti (Djibouti), à partir du 25 décembre 1988, après paiement de la somme de 20 000 F par dossier.

La remise des offres est fixée au mercredi 1^{er} mars 1989, à 12 heures, contre un accusé de réception. La soumission sera faite en langue française.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Un jugement rendu contradictoirement par la 5^e Chambre correctionnelle du T.G.I. de Lyon du 24 février 1988, condamne SCETON Arié, né le 9 octobre 1954 en Israël, gérant de la société « S.I.D. », demeurant 6, rue des Girondins 69007 Lyon à 1 mois de prison avec sursis et 10 000 F d'amende pour s'être frauduleusement soustrait à l'établissement et au paiement total ou partiel des impôts. Pour extrait conforme.

LE GREFFIER.

Un jugement rendu contradictoirement par la 5^e Chambre correctionnelle du T.G.I. de Lyon du 24 février 1988, condamne SCETON Arié, né le 9 octobre 1954 en Israël, gérant de la SARL « A.F.D. », demeurant 6, rue des Girondins 69007 Lyon à 1 mois de prison avec sursis et 10 000 F d'amende pour s'être frauduleusement soustrait à l'établissement et au paiement total ou partiel des impôts. Pour extrait conforme.

LE GREFFIER.

Un jugement rendu contradictoirement par la 5^e Chambre correctionnelle du T.G.I. de Lyon du 24 février 1988, condamne SCETON Arié, né le 9 octobre 1954 en Israël, gérant de la SARL « A.D.O.D. », demeurant 6, rue des Girondins 69007 Lyon à 1 mois de prison avec sursis et 5 000 F d'amende pour s'être frauduleusement soustrait à l'établissement et au paiement total ou partiel des impôts. Pour extrait conforme.

LE GREFFIER.

Un jugement de la 3^e chambre de Tribunal de grande instance de Paris entre : M^{me} Roda KORNBLUM et M. Paul CAMOUS.

Par décision en date du 19 avril 1988, le Tribunal a rendu une décision au profit de M^{me} Roda KORNBLUM en ces termes : « M^{me} KORNBLUM, qui a apporté un concours direct à la création de l'œuvre, un contrôle effectif sur sa conception et réalisation matérielle et intellectuelle, en collaboration avec Paul CAMOUS, co-auteur de l'œuvre publiée, qu'ainsi en publiant sans son autorisation cette œuvre, Paul CAMOUS et son éditeur, qui avait été avisé par M^{me} KORNBLUM des problèmes qui l'opposaient à Paul CAMOUS les 30 février 1986 et 19 juin 1987, ont commis des actes de contrefaçon. Attendu qu'en outre, en publiant cette œuvre sans indiquer son nom ainsi qu'en modifiant la disposition des chapitres et en supprimant divers chapitres, les défendeurs ont commis une atteinte à son droit moral d'auteur. »

PAR CES MOTIFS

Déclare M^{me} KORNBLUM coauteur de l'œuvre intitulée « Le Commerce dans la société de consommation ». Dit M^{me} KORNBLUM bien fondée en ses demandes en contrefaçon et d'atteinte à son droit moral. Ordonne la confiscation du stock... Ordonne la cessation de la vente... Condamne la solidum Paul CAMOUS et les PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE à payer à M^{me} KORNBLUM la somme de 50 000 F au titre du préjudice moral.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Condamnation pénale pour fraude fiscale.

Par jugement contradictoire (sur opposition jugement du 23/2/87), en date du 1^{er} février 1988, la 1^{re} chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - OMIS- SION DE PASSATION D'ÉCRITURES DANS UN LIVRE COMPTABLE - à la peine de six mois d'emprisonnement avec sursis.

M. MOUNAYER Youssef, né le 2 février 1944 à Damas (Syrie), sans profession et demeurant à Barneville-Carteret (50), Châteauneuf de Beaupré.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au Journal officiel et dans les journaux Le Monde et le Figaro.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 12 juillet 1988, M. BAUBER Bernard, né le 18 octobre 1941 à Zurich (Suisse), et demeurant à Paris (16^e), 6, avenue Ingres, a été condamné à 18 mois d'emprisonnement pour fraude fiscale.

La cour a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux Le Figaro, Le Monde et le Quotidien de Paris. L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Paris (16^e).

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.

P/LE GREFFIER EN CHEF.
EXTRAIT DES MINUTES
DU SECRÉTARIAT-GEFFRE
DE LA COUR D'APPEL
DE VERSAILLES

Par arrêt en date du 17 février 1988, la cour d'appel de Versailles a condamné : M. MOLA Henri, demeurant à Chichy, 4, rue de Paris, vendeur, dirigeant de fait de la SARL MIMPORT, dont le siège est à Gennevilliers, 76, rue des Cabouls, à la peine de 8 mois d'emprisonnement avec sursis pour avoir soustrait la SARL « JOLIS IMPORT » au paiement de la TVA, au paiement de l'impôt sur les sociétés et omis de tenir une comptabilité, de s'être soustrait au paiement de l'impôt sur le revenu, faits commis à Gennevilliers courant 1981, 1982 et 1983 et à Besançon, M. GILBERT David, demeurant à Champagny-le-Vieux, 4, place de la Lance, magasinier, gérant statutaire de ladite société, à la peine de 4 mois d'emprisonnement avec sursis pour avoir soustrait la SARL MIMPORT au paiement de la TVA et au paiement total de l'impôt sur les sociétés, omis de tenir une comptabilité des opérations de la SARL MIMPORT, faits commis à Gennevilliers courant 1982 et 1983.

A ordonné la publication, par extraits, de l'arrêt pendant 3 mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune où les contribuables ont leur domicile, ainsi que sur la porte extérieure de l'immeuble de l'établissement professionnel.

Pour expédition conforme.

LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 21 septembre 1988, monsieur BOUCHER Alain, né le 17 janvier 1941 à Paris (14^e), et demeurant à Igny (91), 16, avenue Jean Moulin, a été condamné à 1 an d'emprisonnement avec sursis, mise à l'épreuve 3 ans et 15 000 F d'amende pour fraude fiscale (délit commis à Igny courant 1983 et 1984). La cour a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux Le Journal officiel, Le Figaro et Le Monde.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition.

P/LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 20^e chambre de la cour d'appel de Paris du 1^{er} juillet 1988, M. QUENNEL Lionel, né le 13 juillet 1941 au Havre (76), et demeurant à Neuilly-sur-Seine, 6, rue du Président Kennedy (93), a été condamné à 10 000 F d'amende pour homicide involontaire et infraction sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le Journal Le Monde.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition.

P/LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE NANTERRE

Audience publique du tribunal correctionnel de Nanterre 1^{re} chambre du 21 avril 1988. A la requête de Monsieur le Procureur de la République.

Monsieur RAOUX François, né le 18 mai 1950 à Paris (9^e), demeurant à Neuilly (92), 2, rue Ancoelle, a été condamné à la peine de 4 000 F d'amende. Pour : complétude de diffusion envers un particulier, par parole, par écrit, image ou moyen audiovisuel.

Le tribunal a ordonné la publication du présent jugement par extraits dans les journaux Le Monde et Le Quotidien de Paris.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition.

P/LE GREFFIER.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE NANTERRE

Audience publique du tribunal correctionnel de Nanterre, 1^{re} chambre, du 21 avril 1988.

A la requête de M. le Procureur de la République, monsieur TESSON Philippe, né le 1^{er} mars 1926 à Wassy (02) et demeurant à Neuilly (92), 2, rue Ancoelle, a été condamné à la peine de 4 000 F d'amende. Pour : diffusion envers un particulier, par parole, écrit, image ou moyen audiovisuel.

Le tribunal a ordonné la publication du présent jugement, par extrait, dans les journaux Le Monde et Le Quotidien de Paris.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition.

P/LE GREFFIER.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Economie

SOCIAL

Les entreprises devront opter avant le 30 avril pour le crédit d'impôt-formation

Annulé par M. Jacques Chirac en décembre 1987, mais demeuré sans caractère d'application, puis amplifié par M. Jean-Pierre Soisson dans le cadre du plan pour l'emploi de septembre dernier, le crédit d'impôt-formation va enfin voir le jour. Selon une circulaire signée par M. Charrasse, ministre du budget, qui devrait être publiée prochainement au Journal officiel, les entreprises auront jusqu'au 30 avril 1989 pour opter pour ce nouveau dispositif ou pour demeurer dans le système actuel d'imposition. Sauf en 1991, et pour certaines entreprises seulement, il ne sera pas possible de revenir sur le choix pendant les six années à venir. Le gouvernement, qui espère que cent mille entreprises, sur un million, seront séduites par la formule, a l'intention d'en faire un bilan chiffré en octobre prochain et de présenter celui-ci au Parlement ensuite.

Le crédit d'impôt-formation constitue un pari et pourrait changer les comportements des entreprises. Dans le cadre d'un plan pluriannuel de formation, une entreprise pourra retenir pour les utiliser plus tard les sommes inemployées que l'obligation de consacrer 1,2 % de la masse salariale à la formation lui impose de verser au Trésor. Elle pourra surtout, en cas de dépassement de son budget de formation, obtenir une déduction d'impôt de 25 % sur les sommes supplémentaires investies.

Mais le dispositif, dans le cadre de la loi de finances 1989, a encore été complété. Une entreprise pourra bénéficier d'une réduction d'impôt représentant jusqu'à 35 % de l'effort

supplémentaire consenti, dans une limite de crédit d'impôt portée à 5 millions de francs.

Cette mesure, qui s'applique aux entreprises de plus de 10 salariés au-dessus de l'obligation légale de 1,2 % et aux entreprises de moins de 10 salariés dès le premier franc supplémentaire investi, vise en outre, à favoriser la formation des non-qualifiés. Si toutes les formations sont éligibles pour le calcul du taux de crédit d'impôt à 25 %, celles des non-qualifiés ouvrent le droit à une aide supplémentaire majorée de 40 % qui vient s'ajouter à la précédente.

An total, le coût de ces nouvelles dispositions ne devrait pas dépasser, pour l'Etat, un manque à gagner de 30 millions de francs. M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, qui est chargé du pilotage de la mesure, recommande aux chefs d'entreprise de consulter leur expert-comptable avant d'arrêter une position. Il espère que le crédit d'impôt facilitera la formation des salariés, les incitant à l'évolution des techniques, contribuera à limiter le chômage, et participera à l'effort de modernisation de l'économie.

A. L.

Grève moyennement suivie dans les banques

La grève nationale de vingt-quatre heures dans les banques, mardi 17 janvier, à l'appel des fédérations CFDT, FO et CFTC, a été moyennement suivie.

La CGT, de son côté, était favorable à des débrayages locaux. Selon les trois fédérations, il y a eu un « pourcentage élevé de grévistes sur certaines places et dans des coupures d'établissements » (60 % à Toulouse, plus de 50 % à Poitiers), « entre 30 % et 80 % selon les banques », à Paris.

Pour la CGT, qui a estimé « entre 20 % et 30 % » le nombre de grévistes, « le niveau de revendications avancées par l'inter-syndicale n'a pas permis de mobiliser les troupes ».

L'Association française des banques indique que la grève a été « inégalement suivie » avec 7 % de grévistes à la Société générale, moins de 20 % à la BNP et 4,7 % à Paribas.

Une manifestation à Paris a rassemblé 1 500 personnes d'après les syndicats, et 300 selon la police. Les deux agences et bureaux de change de la Société générale aux aéroports de Roissy et d'Orly sont occupés.

A Caen

Neuf semaines de grève dans une entreprise de travaux publics

CAEN
de notre correspondant

Les représentants syndicaux ont quitté le comité d'entreprise extraordinaire convoqué lundi 16 janvier par la direction de l'entreprise de bâtiment et de travaux publics Rufa (350 salariés) à Caen, dans le Calvados. L'arrêt d'exploitation de l'usine de fabrication et le licenciement collectif du personnel pour motif économique existent à l'ordre du jour. La décision concernerait une quarantaine d'ouvriers.

En grève depuis neuf semaines, soixante-dix salariés de cette entreprise du groupe Forges-Rouges revendiquent un treizième mois, un relèvement des salaires et une augmentation des frais de déplacement sur les chantiers. Une épave de force fut engagée en novembre par la CGT, majoritaire chez Rufa, bientôt suivie par la CFDT après l'échec d'une première réunion exploratoire avec la direction, en décembre.

D'abord confidentiel, le conflit a pris progressivement de l'ampleur avec manifestations de soutien aux

grévistes dans la rue. Et tandis que la Chambre patronale de la sidérurgie du Calvados dénonçait cette « entrave caractérisée à la liberté du travail », la CGT organisait un arbre de Noël de lutte pour les enfants des ouvriers, la CFDT diffusait des tracts en turc et en portugais, langues maternelles de certains grévistes, et les municipalités de Monderville, d'Ifs et de Saint-Germain-la-Blanche-Herbe apportaient des vivres.

Mais face à « l'intransigeance de la direction », qui, selon les syndicats, refuse de rencontrer les délégués syndicaux et représentants du personnel, la CGT a durci le ton. Des négociations ont enfin ouvert en terrain neutre, à la direction départementale du travail, le 29 décembre. Les propositions de la direction, jugées insuffisantes, ne sont pas acceptées. Le 9 janvier, deux cents non-grévistes et des cadres tentent de forcer les piquets de grève. Bousculades, gaz lacrymogènes. Un cordon de sécurité est mis en place par la police.

Pour la direction, « les événements de novembre et décembre entraînent l'annulation de la quasi-totalité des commandes extérieures. Nous sommes donc contraints de procéder à l'arrêt par étapes de l'usine de préfabrication ». Condamnant ce qu'ils appellent un « changement à l'emploi », les syndicats demandent l'intervention des pouvoirs publics et la reprise des négociations. Les non-grévistes ont, quant à eux, envoyé un courrier à M. François Minnard. Chaque matin, les grévistes allument leurs braseros rue de la Cotellerie, devant l'usine de préfabrication désertée.

PASCALLE MONNIER.

● Nouveau progrès de la CGT à la RATP. — Aux élections des délégués du personnel à la RATP qui se sont déroulées le 17 janvier, la CGT a enregistré une nouvelle progression, ainsi que les indépendants. Sur 38 350 inscrits, il y a eu 25 370 votants (64,47 % contre 68,26 % aux élections de 1988). La CGT a obtenu 48,01 % (+ 1,61 point par rapport à 1988), FO exécution 9,18 % (- 1,82 point), les autonomes exécution 11,54 % (- 0,66), la CFDT 10,17 % (+ 0,57), la CGT-FO encadrement 8,20 % (- 0,2), les indépendants 7,73 % (+ 1,13), les autonomes et la CGC 5,18 % (+ 0,68). Un second tour sera nécessaire pour l'attribution de 4 sièges (337 ayant été pourvus sur 343).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LANVIN

LANVIN fait savoir que sous la réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires, la MIDLAND BANK S.A. entrera dans son capital à hauteur de 34 % aux côtés de la famille de la Fondatrice, Jeanne Lanvin.

Cette participation et les mesures d'ordre financier qui en sont le corollaire permettront d'assurer la pérennité du Groupe dont l'assise financière sera confortée et les moyens de développement, tant en France que dans le reste du monde, renforcés.

L'arrivée d'un partenaire financier, outre qu'elle s'inscrit dans la logique du plan de restructuration déjà engagé, doit donner une dimension décisive à LANVIN sur le marché mondial du luxe.

communiqué

Parlement s'

Le Parlement s'est réuni à 14 heures à l'Assemblée nationale pour débattre de la loi de finances 1989. Les débats ont été interrompus à 17 heures par la séance de la Commission des affaires étrangères.

La séance a été reprise à 18 heures. Le président de l'Assemblée nationale, M. René Monory, a ouvert les débats en déclarant que la loi de finances 1989 était « une loi de confiance ».

M. Monory a ensuite lu le discours de M. Jacques Chirac, président de la République, qui a souligné l'importance de la loi de finances 1989 pour la France.

Les débats ont continué jusqu'à 21 heures. M. Monory a clos la séance en déclarant que la loi de finances 1989 était adoptée.

La loi de finances 1989 a été promulguée le 19 janvier 1989. Elle entrera en vigueur le 1^{er} février 1989.

La loi de finances 1989 a été publiée au Journal officiel le 19 janvier 1989.

La loi de finances 1989 a été enregistrée au Tribunal de Commerce de Paris le 19 janvier 1989.

La loi de finances 1989 a été publiée au Journal officiel le 19 janvier 1989.

Aux Pays-Bas

Le Parlement s'apprête à voter une réforme fiscale historique

A l'exception, douloureuse, du chômage (près de 11 % de la population active), le gouvernement est parvenu à tenir ses engagements : un matriciel de croissance (3 %), d'inflation (1 %) et de réduction progressive du déficit budgétaire, ramené, ces dernières années, à 5,2 % du produit national brut. Il lui reste, en dépit de la chute vertigineuse des recettes provenant de la vente du gaz naturel (23 milliards de florins en 1985, 7,5 milliards en 1988), à accomplir l'essentiel des prélevements obligatoires qui pèsent toujours près de 50 % du PNB. Les projets de loi en instance d'examen parlementaire sont la pierre angulaire de ce dernier volet.

nouveau système ont été très soigneusement négociées, ces deux dernières années, par les partis de la coalition au pouvoir, et la discussion portera essentiellement sur la limitation des frais professionnels déductibles. Le ministre des finances a en effet souhaité que les « trous » de la législation en vigueur, qui mélange les exemptions forfaitaires et le remboursement des frais réels, soient comblés.

Des amendes routières aux ordinateurs personnels, des cadeaux d'affaires aux abonnements à des publications spécialisées, en passant par les congrès : au fil des ans, de multiples voies d'évasion ont été ouvertes aux Néerlandais, dont les mieux conseillés se servent allègrement. Nombre d'entre elles devraient à l'avenir se révéler impraticables. Aussi l'opération Oort comprend-elle, d'une part, une réduction d'impôts de près de 6 milliards de florins et, d'autre part, la reprise aux contribuables concernés (450 000) de près de 2 milliards de florins d'abattement.

singulièrement de conviction : non seulement parce que son parti peut difficilement s'opposer à une baisse des impôts qui, si elle est plus ou moins marquée selon le niveau de revenu, reste cependant générale ; mais aussi parce qu'il est intérieurement divisé entre des « orthodoxes » et des « rénovateurs » qui s'accrochent sur le rôle dans l'économie de la puissance publique, et sur les moyens financiers nécessaires à son action.

Indépendamment de ces contingences de politique intérieure, la réforme fiscale proposée n'en traduit pas moins la volonté des Pays-Bas de se mettre au diapason international. L'air du temps est au relâchement de la pression fiscale, comme l'illustre l'exemple récent de la Suède, et à l'harmonisation européenne, dans la perspective de 1993. La rénovation de l'impôt sur les revenus intervient après l'abaissement de l'impôt sur les sociétés (de 42 % à 40 % ou 35 % des bénéfices) et après la modification du taux supérieur de TVA, ramené récemment de 20 % à 18,5 %.

Avantage aux classes moyennes

Le solde reste largement bénéficiaire pour l'écrasante majorité des contribuables. Les experts gouvernementaux ont calculé que le pouvoir d'achat d'un couple de salariés progresserait, selon qu'il se situe dans la tranche de revenus basse ou haute, de 0,7 % à 11,3 %. De l'avis unanime des classes moyennes qui « feront la meilleure affaire ».

Il s'agit là, de la part des partis démocrates et libéral, d'un choix délibéré non dénué... d'arrière-pensées électorales. « Les électeurs ne seront pas dupes », a, de son côté, promis Wim Kok, le président du groupe parlementaire socialiste (PVDA). Mais sa prise de position manque

● **RFA : bénéfices records pour la Bundesbank.** — La Bundesbank a engrangé en 1988 un bénéfice de 12,9 milliards de deutschemarks (44 milliards de francs) dont 10 milliards sont reversés à l'Etat fédéral, indique le bilan hebdomadaire de l'institut d'émission ouest-allemand dans son rapport arrêté au 31 décembre dernier. En 1987, la Bundesbank n'avait pu reverser que 240 millions à l'Etat fédéral, son bénéfice ayant été limité à 380 millions de deutschemarks; l'institut avait dû réduire, au bilan, la valeur de ses actifs en dollars, gonflés par de nombreuses interventions réalisées, en concertation avec les autres banques centrales, pour stabiliser la devise américaine.

Automobile

**1988, nouvelle
bonne année mondiale**

12 milliards de francs da bénéfices nets envisagés par Fiat pour 1988, au moins 27 milliards de francs pour General Motors : ces deux perspectives complètent la liste des autres constructeurs mondiaux d'automobiles. Les Japonais ont accru leurs profits malgré une nouvelle hausse du change (il est vert inférieure à celle des deux années précédentes) : 8 milliards et 800 millions et Toyota, et 15 % pour Nissan. Chez les Américains, Ford générerait encore environ 20 %, Chrysler de 30 milliards de francs, d'après un report à déjà subi ses profits entre 6 et 8 milliards et Renault entre 6 et 7. Les experts prévoient que 1989 devrait être, en moyenne pour le marché mondial, de la même veine. Les perspectives des situations particulières de chaque

Commerce extérieur

Hausse de l'excédent japonais

L'excédent commercial du Japon a progressé de 12 % en décembre pour atteindre 9,65 milliards de dollars (5,8 milliards de francs) contre 8,61 milliards un an plus tôt, annonce le ministre des finances sur la base des statistiques dominantes. Les exportations ont progressé de 11,6 % alors que les importations ont augmenté de 11,3 %. Avec les Etats-Unis, les échanges de décembre se soldent par un excédent de 5,03 milliards contre 4,92 milliards en décembre 1987. Le solde positif de la balance commerciale augmente également avec la CEE pour s'inscrire à 2,15 milliards de dollars contre 1,92 milliard un an auparavant.

Energie

Consommation française en hausse

Malgré la douceur exceptionnelle de l'hiver 1987-1988, la consommation française d'énergie a augmenté de 0,3 % l'an dernier, ce qui, dans des conditions climatiques normales, correspondrait à une hausse réelle de 4,2 %, plus forte que celle du produit national brut (3,7 %), a annoncé l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Cette reprise des consommations énergétiques, encouragée par la baisse des prix, a été particulièrement forte dans les transports, ainsi que dans les secteurs domestiques et tertiaires. En revanche, dans l'industrie, la hausse a été plus modérée.

Grâce à la baisse des cours mondiaux, la facture énergétique a cependant diminué de 15 milliards de francs, pour s'établir à 67 milliards de francs au total. Les dépenses énergétiques des consommateurs ont atteint 470 milliards de francs dont plus de la moitié (260 milliards) par les ménages.

Tracteurs agricoles
7 % d'immatriculations
en plus en 1988

On a immatriculé en France 42 492 tracteurs neufs, soit 7,09 % de plus qu'en 1987, selon le Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA). Les quatre premières marques, Fiatagrotex (6 935 tracteurs), Renault Agriculture (5 601), Case-I.H. (5 868) et Massey-Ferguson-Landini (5 231) conservent leur suprématie, avec près de 58 % du marché, en recul de deux points par rapport à 1987, où elles assuraient un peu plus de 60 % des ventes.

En revanche, le cinquième, John-Deere a accru sa présence sur le marché français de 8,8 % à 9,7 % avec 4 138 tracteurs vendus (18 % de plus qu'en 1987), ainsi que le sixième, Ford New Holland, qui occupe 7,3 % du marché, contre 6,4 % en 1987, avec une progression de 45 % de ses ventes, qui ont atteint 3 082 exemplaires.

NEW YORK 2690 F

*Offrez-vous les vols directs
Air France vers les U.S.A. à des
prix exceptionnels.*

NEW YORK	2 690 F
CHICAGO	3 660 F
WASHINGTON	3 100 F
HOUSTON	3 985 F

MIAMI	3850 F
LOS ANGELES	4450 F
SAN FRANCISCO	4450 F
PHILADELPHIE	3420 F
BOSTON	2690 F

Prix aller-retour au départ de Paris en Classe Économique. Offre valable du 15 mars 1989 au 15 juin 1989. Suppléments de prix pour les vendredi, samedi, dimanche. Validité minimum 7 jours, maximum 30 jours. Émission et règlement du billet dans les 24 heures qui suivent la réservation. Aucun changement de réservation possible. Remboursement total ou partiel interdit. Tarifs sujets à l'approbation gouvernementale. Renseignez-vous dans les agences Air France ou chez votre Adret de voyages.

/// AIR FRANCE N°1 VERS LES USA ///

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

BOURSE DU 18 JANVIER

Règlement mensuel																				
VALEURS										VALEURS										
Cours	Prémier	Dernier	%	Compt.	Cours	Prémier	Dernier	%	Compt.	Cours	Prémier	Dernier	%	Compt.	Cours	Prémier	Dernier	%	Compt.	
progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	progr.	
3864	CANAL 500 *	1670	3865	3870	1003	1003	1003	+ 0.28	Compt.	VALEURS	1545	1541	1535	- 0.65	636	Solestar	661	651	- 0.10	51
1043	B.M.T. *	1159	1083	1083	1159	1159	1159	- 0.34	Compt.	1251	1251	1251	1251	1251	1251	Sarnell	732	732	0.00	51
1050	C.C.F. T. *	1107	1107	1107	1107	1107	1107	0.00	Compt.	1261	1261	1261	1261	1261	1261	S.A.T. *	275	275	0.00	51
1443	Canal Lyon, T. *	1817	1817	1817	1817	1817	1817	0.00	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
1443	Canal Lyon, T. *	1817	1817	1817	1817	1817	1817	0.00	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
1063	Thomson P.T. *	1736	1736	1736	1736	1736	1736	0.00	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
1063	Thomson P.T. *	1736	1736	1736	1736	1736	1736	0.00	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
1300	Thomson P.T. *	1736	1736	1736	1736	1736	1736	0.00	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
560	Autor *	614	601	601	601	601	601	- 0.22	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
565	Aut Lydian *	614	601	601	601	601	601	- 0.22	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
2410	Aut Lydian *	614	601	601	601	601	601	- 0.22	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
1510	Aut Lydian *	614	601	601	601	601	601	- 0.22	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
515	A.L.S.P. *	363	363	363	363	363	363	0.00	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
365	Alphoton *	2440	2440	2440	2440	2440	2440	0.00	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
2240	Aut Lydian *	614	601	601	601	601	601	- 0.22	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
1030	Aut Lydian *	614	601	601	601	601	601	- 0.22	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
640	Aut Lydian *	614	601	601	601	601	601	- 0.22	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
305	B.A.P. *	403	403	403	403	403	403	0.00	Compt.	1300	1300	1300	1300	1300	1300	Electron	285	285	0.00	51
305	B.A.P. *	403	403	403	403	403	403	0.00	Compt.	13										

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d :

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La détente entre la Thaïlande et le Vietnam. 4 URSS : la reprise en main en Arménie. — L'enlèvement de M. Vanden Boeynants. 6 La clôture de la CSCE à Vienne. 10 Les émeutes à Miami.	11-13 La préparation des élections municipales. DÉBATS 2 Le tricentenaire de la naissance de Montesquieu.	14 Médecine : le gouvernement crée une agence nationale de lutte contre le SIDA. — Justice : le rêve écroulé des endettés de Bondy. 18 Education : Les propositions de M. Jospin aux syndicats.	19 Redécouverte de Claude Ferrault. 20 Un procès des Editions Sijl contre Polygram. 20-21 Alain Resnais vient de terminer le tournage de <i>I want to go Home</i> . 22 Expositions. 27 Communication.	35 Les « affaires » liées au rachat d'American Can par Pechiney. 37 Importants réformes fiscales aux Pays-Bas. 38 Nouveaux investissements japonais en France.	Abonnements 2 Annonces classées 28 à 33 Carnet 32 Météorologie 33 Mots croisés 33 Radio-télévision 26 Spectacles 23 à 26	• Jouer avec le Monde • Un œil sur le coin, l'autre sur votre portefeuille • L'actualité vue par le Monde • Abonnements au Monde par minitel 3815 taper LEMONDE

Mort du poète Georges Schéhadé

Le poète libanais francophone Georges Schéhadé vient de mourir, à l'âge de soixante-dix-huit ans, d'un emphyseme, à Paris où il s'était installé depuis le bombardement de son quartier à Beyrouth-Est, au début de la guerre du Liban, il y a une dizaine d'années.

Le dramaturge d'expression française le plus joué en toutes langues à travers le monde depuis 1945, avec Ionesco et Beckett — trois francophones nés non français, — avait vu le jour en 1910 à Alexandrie en Egypte. Assez vite reconnu comme le représentant le plus prestigieux de la littérature de graphie française au Proche-Orient, Schéhadé fut également un poète raffiné. Surréaliste à ses débuts, il publia d'abord *Étincelle* (1928) suivi de plusieurs autres volumes de poèmes que Gallimard réunira en un seul tome en 1952. Bientôt Viendront *Portrait de Jules et Rémi de l'an zéro*, poésies tendrement ironiques.

La même que l'on retrouve dans son théâtre, par exemple *M. Boble* longtemps joué au cours des années 50 au théâtre de la Huchette, à Paris, puis *Histoire de Vasco* (1956) dont l'humour plus grave s'attaque à la guerre et au militarisme ; et d'autres pièces comme *Les Violettes*, qui dénonce le péril atomique et avait été encore présentée ces dernières années à Paris.

En 1986, Georges Schéhadé avait reçu le Grand Prix de la francophonie pour l'ensemble de son œuvre. Cette distinction d'un montant de 400 000 F venait d'être créée à l'initiative du Canada et est attribuée chaque année par l'Académie française. Le nom de Schéhadé avait d'ailleurs été prononcé ces derniers temps pour son admission dans la compagnie.

• **Changement à la tête d'Euro-tunnel.** — M. Pierre Durand-Rival, directeur général du consortium Eurotunnel, concessionnaire de la construction et de l'exploitation du futur tunnel sous la Manche, est remplacé à ce poste par deux personnes. M. Alain Bertrand, précédemment directeur général adjoint chargé de l'exploitation, et M. Tony Ridley, directeur du métro de Londres, qui aura la responsabilité technique du projet. M. Durand-Rival reste membre du nouveau comité exécutif d'Eurotunnel.

• **Quatre milliards de bénéfices attendus dans le groupe Saint-Gobain en 1988.** — Le groupe Saint-Gobain devrait, selon ses premières estimations, dégager un résultat net consolidé (part du groupe) de 4 milliards de francs en 1988, contre 2,5 milliards un an plus tôt. Hors plus-values nettes sur cession d'actifs, après impôts, le bénéfice s'élevait à 3,1 milliards de francs (contre 2,1 milliards). Ce résultat s'explique par la très bonne tenue des marchés du groupe (le bâtiment, l'emballage, l'équipement industriels, le verre).

Le brut à plus de 17 dollars le baril

Les cours du pétrole au plus haut depuis un an

L'OPEP a gagné la première partie de son pari : les cours du pétrole, en hausse continue depuis la réunion, fin novembre, du cartel à Vienne, ont retrouvé depuis le début de la semaine leurs niveaux de 1987, effaçant ainsi presque complètement la chute de 1988. A Londres, le pétrole britannique de référence a dépassé 17 dollars, tandis que le brut américain frôlait à New-York les 19 dollars par baril, ce qui correspond en moyenne pour les bruts de l'OPEP à plus de 16 dollars.

Cette reprise, voulue et orchestrée par les producteurs, a surpris par son ampleur la plupart des analystes, lesquels, après la conférence de novembre, restaient sceptiques à l'égard des objectifs du cartel et continuaient d'ailleurs de souligner la fragilité du redressement. La hausse continue des cours depuis sept semaines s'explique par quatre raisons, qui pourraient, pour au moins trois d'entre elles, s'évanouir dès le mois de février.

La première est bien sûr la réduction massive de la production des treize pays membres de l'OPEP depuis le début du mois de janvier. Conformément aux engagements pris à Vienne, ils ont ramené leur

rythme d'extraction de presque 23 millions de barils/jour en décembre à environ 19 millions au début de janvier, ce qui est proche du plafond retenu (18,5).

Cet assainissement du marché a été aidé par la réduction accidentelle et, elle, temporaire de la production britannique affectée par la mise hors service de plusieurs plateformes en mer du Nord depuis l'été. La production britannique, réduite brutalement de 15 % à 25 %, devrait cependant reprendre vite son rythme normal.

Progression de 4 % de la demande

L'OPEP a également été aidée par la formation d'un cartel de la demande mondiale de brut, laquelle, selon l'Agence internationale de l'énergie, a progressé de 4 % au dernier trimestre de 1988 en dépit d'un hiver relativement doux. La demande devrait toutefois se ralentir en février, saison traditionnellement basse pour le marché pétrolier.

Enfin, les cours sont soutenus depuis deux semaines par l'attente de la réunion « technique » prévue

le 26 janvier à Londres entre les représentants de l'OPEP et ceux des producteurs indépendants, extérieurs au cartel. Précédée de très nombreux contacts et visites politiques — le ministre norvégien du pétrole est actuellement au Koweït, Dhab et le ministre indonésien au Mexique, — elle devrait préparer une réunion ministérielle qui pourrait déboucher sur un élargissement de fait du cartel. Si la plupart des producteurs indépendants refusent d'adhérer formellement à l'OPEP, la plupart, inquiets d'une chute des cours, paraissent néanmoins prêts à soutenir l'action du cartel en limitant leur rythme d'extraction.

Outre les pays qui coopèrent depuis longtemps avec l'Organisation et assistent l'un d'eux à la première réunion OPEP-NOPEP — Oman, Égypte, Angola, Mexique et Malaisie, — d'autres producteurs ont répondu à l'invitation : la Colombie, le Yémen du Nord et la Chine. L'Union soviétique devrait envoyer des observateurs ainsi que divers États producteurs américains (Texas, Alaska) ou canadiens (Alberta).

VERONIQUE MAURUS.

En 1988

Aérospatiale est devenue le premier fournisseur d'hélicoptères civils sur le marché nord-américain

La société française Aérospatiale a pris en 1988, par l'intermédiaire de sa filiale américaine Aérospatiale Helicopter Corporation (AHC), la première place, exprimée en dollars, sur le marché nord-américain pour les hélicoptères livrés à une clientèle civile.

Cette position, obtenue face à ses concurrents américains, comme Bell, McDonnell Douglas-Hughes ou Sikorsky, est d'autant plus exceptionnelle que la filiale AHC était, il y a encore quatre ans, en pleine déconfiture, avec des pertes financières évaluées à 50 millions de dollars en 1984, une pléthore d'hélicoptères en stocks, des impayés potentiels importants et des possibilités de vente médiocres. A la fin de 1985, les experts considéraient même que la société avait une valeur nette de facto négative.

En réalité, le marché nord-américain (États-Unis, Canada et Mexique) avait commencé de s'écrouler en 1983 et il est devenu

nettement dépressif en 1985 sans que les dirigeants d'AHC, à l'époque, en prennent conscience.

Un nouveau responsable était nommé, M. Jean Quintard, qui a prévu de quitter ses fonctions au printemps prochain, après avoir présidé au redressement d'une société qui avait, en 1988, un chiffre d'affaires de 201 millions de dollars, un profit de l'ordre de 10 millions de dollars et qui occupe 500 personnes à Grand-Prairie, au Texas.

L'an dernier, la filiale du groupe Aérospatiale a même conquis la première place du marché commercial nord-américain (soit 25 % de ce marché, à elle seule) si on l'évalue en dollars (et probablement, aussi, en nombre d'exemplaires livrés et mis en service), malgré une hausse moyenne de prix supérieure de 15 % à celle de ses concurrents en raison de la faiblesse du dollar. AHC a livré 58 hélicoptères civils neufs (dont 22 au service des gardes-côtes américaines, qui dépend du ministère fédéral du commerce), alors que son rival direct, le groupe américain Bell, en a livré moins d'une quarantaine de plus petite taille.

lions de dollars l'unité, pour l'État du Maryland) et une croissance des ventes de ses pièces de rechange.

« Le marché américain se révèle doucement », explique M. Quintard, qui laissera sa place en mars prochain à M. John Dendy. Les besoins sont aujourd'hui de l'ordre de 150 hélicoptères civils par an, mais tout laisse à croire qu'ils devraient s'élever à 250, voire 300 « machines » dans les années 90, pour ensuite se stabiliser à nouveau.

D'une manière générale, la division hélicoptères de la maison mère, Aérospatiale, à Marignane (Bouches-du-Rhône), a connu en 1988 son rang de premier exportateur mondial dans sa catégorie, en dépit de sa défaite très remarquée en Belgique devant son concurrent italien Agusta (le Monde des 10 et 17 décembre). Aérospatiale a, en effet, reçu, l'an dernier, pour 9,2 milliards de francs de prises de commande d'hélicoptères civils et militaires, dont 70 % à l'exportation, notamment vers le Japon (où les ventes ont plus que doublé), l'Amérique latine (+ 25 %), sans compter le marché nord-américain.

JACQUES ISNARD.

Une reprise des commandes

Sur les 5 000 hélicoptères civils qui volent actuellement aux États-Unis, Bell en a vendu environ 2 600 : la filiale française, de l'ordre de 950 (y compris une centaine de « machines » pour les gardes-côtes) ; McDonnell Douglas-Hughes, 800 ; Sikorsky, 200, et le reste se répartit entre Messerschmitt-Bölkow-Blohm (RFA) et Agusta (Italie).

Pour l'essentiel, il s'agit d'hélicoptères servant aux pétroliers offshore, à la police, à certaines administrations (la santé) et à de nombreux particuliers. Parallèlement à ses livraisons, qui l'ont placée en tête des fournisseurs sur le continent nord-américain, AHC a enregistré, en 1988, une reprise des commandes (notamment avec le Dauphin en version sanitaire, au prix de 3,2 mil-

Sur le vif

Mémé

Mier, ma fille me dit : Tiens, j'ai un truc pour toi. Et elle me sort un bloc pense-bête où c'est marqué : fête des grand-mères, 5 mars. Je la regarde, déconcertée, stupéfaite. C'est drôle d'idée ! Et, brusquement, ça me revient : grand-mère, j'y suis, enfin j'y suis dans quatre mois. Ou plutôt, dans quatre mois, mon fils sera papa. Nuanca. Le coup de vieux, c'est pour lui, pas pour moi. Le poids des années se mesure en l'occurrence au fardeau des responsabilités, pas à l'aune du temps passé.

La, on est en encore à lui chercher un prénom, au garin. Il sera bien temps de décider comment il va m'appeler : Mémé, Mamie, Mamy, même Claude Granvy ou Babouchka. Quelle importance ? Dans mon cas, ce sera jamais qu'un rôle, pas un emploi. Pourquoi je vous parle de ça aujourd'hui ? A cause de la mère Denis, cette question ! Au lendemain de sa mort à quatre-vingt-quatre ans, on est tous à se demander sur cette lavandière aux bonnes grosses joues ridées promues vedette de l'après-68 par une marque de machines à laver. Méméage décent, explosif, du terroir et de la technique, de la

vieillesse acceptée et de la modernité refusée.

Les fils de pub qui l'ont dégoûtée peuvent se vanter : on n'a jamais trouvé mieux depuis. Et c'est pas faute d'essayer. Regardez toutes ces crânes desséchées par des années de travail, bien pompées, bien maquillées, papotant autour d'une tasse de thé. J'ai eu mon petit-fils à défouler mercredi et... On n'y croit pas un seul instant, pensez, on les connaît, elles bossent comme des machines, elles se retrouvent devant une table de maquillage, elles bavardent : Ça va, toi ? Ça va, moi ? Je viens de faire un trente secoré Citroën à Singapour.

Il y en a qui ont de la veine. Grand-mère à 80 000 balles le minute, c'est pas à moi que ça arriverait. Moi, ça sera à 0 franc de l'heure. Et le plus con, c'est que j'aurai pas besoin d'un pense-bête pour courir, aux rendez-vous que me fixent mes enfants : Va le chercher à la sortie de l'école et conduis-le à son judo ! Mais pas de bombon, attention, ni de gâteau.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Hubert Dalle directeur de l'Ecole nationale de la magistrature

M. Hubert Dalle, président du tribunal de grande instance de Reims et ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature, a été nommé directeur de l'Ecole nationale de la magistrature au conseil des ministres, mardi 17 janvier, sur proposition du garde des sceaux. Il remplacera M. Raymond Eberhart, qui dirigait l'école depuis le mois de janvier 1985, et qui vient d'être nommé premier président de la cour d'appel de Toulouse.

Le ministre de la Justice avait finalement renoncé à proposer comme il en avait eu l'intention M. Dominique Charvet, lui aussi

ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature, actuellement conseiller technique, chargé des musées au cabinet du ministre de la Culture, M. Jack Lang.

[Né en 1945, M. Dalle a occupé plusieurs postes au ministère de la Justice avant d'être nommé président du tribunal de Montbéliard (1983), puis de celui de Reims (1986). Spécialiste de l'organisation judiciaire, il était parvenu dans cette dernière ville à faire sensiblement baisser le nombre des détentions provisoires. Ses expériences et ses innovations avaient beaucoup intéressé la commission Justice pénale et droit de l'homme, présidée par M. Miraille Delmas-Marty, et mise en place à l'initiative du ministre de la Justice.]

Le déficit commercial américain se creuse

Le déficit du commerce extérieur américain a atteint 12,5 milliards de dollars en novembre dernier, contre 11,8 en octobre, le département du Commerce. Ce déficit sensiblement supérieur à celui de 10,3 milliards enregistré en octobre a été accru par un certain calme par les marchés des changes.

Angers au futur

Dans sa série « Villes au futur », le Monde publie, dans ses éditions datées du vendredi 20 janvier, un dossier spécial de douze pages sur la situation et les projets de la ville d'Angers.

• **PÉROU : grave limitation des fonctionnaires.** — Une grande majorité des quelque six cent mille fonctionnaires péruviens ont entamé, mardi 17 janvier, une grève générale limitée pour obtenir des hausses de traitements. En revanche, les employés des douanes ont annoncé qu'ils reprendront le travail mercredi, après six semaines d'interruption. Leur mouvement avait été entrepris pour protester contre l'enlèvement d'un de leurs dirigeants syndicaux par la police antidroga. M. Oscar Delgado n'a pas réapparu depuis décembre, mais les douaniers estiment avoir désormais épuisé tous leurs moyens de pression. — (AFP, Reuters.)

Le numéro du « Monde » daté 18 janvier 1989 a été tiré à 511 771 exemplaires

Où trouver Macintosh sans vous compliquer la vie ?



Maintenance sur site "à la Carte"

INTERNATIONAL COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard Paris 4° 42 72 26 26
64, av. du Prado Marseille 6° 91 37 25 03

Une reprise des commandes

Sur les 5 000 hélicoptères civils qui volent actuellement aux États-Unis, Bell en a vendu environ 2 600 : la filiale française, de l'ordre de 950 (y compris une centaine de « machines » pour les gardes-côtes) ; McDonnell Douglas-Hughes, 800 ; Sikorsky, 200, et le reste se répartit entre Messerschmitt-Bölkow-Blohm (RFA) et Agusta (Italie).

Pour l'essentiel, il s'agit d'hélicoptères servant aux pétroliers offshore, à la police, à certaines administrations (la santé) et à de nombreux particuliers. Parallèlement à ses livraisons, qui l'ont placée en tête des fournisseurs sur le continent nord-américain, AHC a enregistré, en 1988, une reprise des commandes (notamment avec le Dauphin en version sanitaire, au prix de 3,2 mil-

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE MONDE ASSOCIATIF

Envoyez 40 F (télécopie à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 190 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

AUTOMOBILISTES

Assurez-vous, rassurez-vous

36.15 LEMONDE

Code ASSUR

A C D E F G H

Jendi 19, vendredi 20, samedi 21, de 10 heures à 19 heures

SOLDES

Pour lui, remises importantes sur collection automne-hiver

costumes, vestes, pardessus, pantalons, chemises, pulls, cravates, vêtements de peau, Grifées Armani, Cardin, Dior, de Fursac, Lapidus, Mac Douglas, etc

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra) et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation